

ROYAUME DU MAROC
Ministère de l'Intérieur



التصميم الجهوي لإعداد التراب لجهة فاس مكناس

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DE LA REGION DE FES MEKNES

**Cadre général du développement régional durable et harmonisé des espaces
urbaines et ruraux**



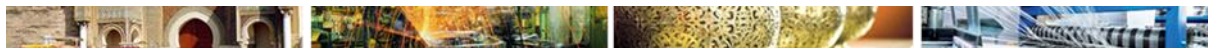
DECEMBRE 2017

Table des matières

1. Introduction	4
2. Rappel des résultats du diagnostic territorial stratégique	7
Fès- Meknès une des Douze nouvelles régions	7
Rappel des principaux résultats du diagnostic territorial stratégique.....	16
Récapitulatif des principaux dysfonctionnements et déséquilibres de la région	19
<i>Une région physiquement hétéroclite et à potentiel diversement composite.</i>	19
<i>Remédier aux lacunes et longueurs de l'appareil productif régional : des impératifs de refonte et de modernisation.</i>	21
<i>Un appareil productif régional diversifié mais dominé par le tertiaire</i>	21
Au plan de l'armature urbaine	30
Au plan patrimoine et culture	32
Au plan des infrastructures et du transport	33
Au plan développement humain	35
Au plan développement rural	36
Au plan environnemental.....	38
Au plan institutionnel.....	40
Résultats de l'analyse SWOT	41
3. Les enjeux d'aménagement et de développement de la région	50
Les enjeux au niveau national	50
Les enjeux de promotion d'une région centrale de l'espace économique du Maroc.....	58
Les impératifs et espoirs du rayonnement des espaces à profondeur historique et culturelle.....	60
Les bénéfices intra régionaux et interrégionaux de la promotion de Fès Meknès	60
Les vertus du développement régional équilibré face à l'ampleur des ilots de pauvreté et de précarité de la région FM	61
Etendue du rayonnement spatial d'une région doublement centrale : dialectique économie, histoire et culture.....	64
4. Benchmarking international : les leçons des régions non littorales performantes	68
4.1 Région Île-de-France	72
Le poids économique de la région : un tiers de la richesse française.....	72
Les grandes orientations stratégiques de développement économique et d'aménagement des territoires de la région francilienne..	73
4.2 La Communauté de Madrid	75
Un poids économique ascendant.....	75
Les grandes orientations stratégiques de développement économique et d'aménagement des territoires	77
4.3 La Lombardie : une grande région d'Italie et d'Europe.....	79
<i>Une région à poids économique-stratégique et au rayonnement grandissant</i>	79
Les grandes orientations stratégiques de développement économique et d'aménagement des territoires	82
5. Cadre général du développement régional durable	84
6.1. Le positionnement territorial de la région dans l'espace national.	85
Les principaux atouts de la région.....	85
Un espace métropolitain structuré par le plus grand bipôle du pays «Fès-Meknès»	86

6.2	Espaces de développement et secteurs stratégiques	90
6.3	Analyse des anciens SRAT du territoire de Fès Meknès	93
	Récapitulatif des orientations territoriales du SRAT de la région de Meknès - Tafilalet.....	93
6.4	Rappel des orientations du SRAT MT par espaces projet :	97
6.5	Récapitulatif des orientations territoriales du SRAT de la région de Taza-Al Hoceima-Taounate	98
6.6	Récapitulatif des orientations territoriales du SRAT de la région de Fès-Boulemane	103
	Options Stratégiques par espace projets et par domaines stratégiques	112
6.7	Développement humain et promotion du genre	112
	Profil démographique des espaces projets retenus	113
	Indicateurs de développement humain au niveau des espaces projets	116
6.8	Développement économique et attractivité	139
	Caractéristiques économiques des espaces projets	140
	Orientations stratégiques par espace projet.....	147
	Les options stratégiques de développement de l'économie de la région	151
	Les actions stratégiques sectorielles	161
5.9	Transport et infrastructures	162
	Rappel des principaux résultats du diagnostic territorial stratégique	162
	Rappel des résultats de l'analyse SWOT	164
	Les enjeux d'aménagement et de développement de la région	165
	Les choix stratégiques concernant la vision de développement	168
5.10	Environnement	176
	Présentation et analyse des indicateurs de l'environnement au niveau des espaces projets	176
	Projections des besoins au plan environnemental au niveau des espaces projets à l'horizon de 2040	178
	Options stratégiques selon les quatre espaces projets	180
	Conclusion :	185
5.11	Patrimoine et Culture	186
	1 Enjeux et dimensions stratégiques du patrimoine dans le développement territorial :	188
	Principales orientations stratégiques de valorisation du patrimoine dans la RFM.....	190
	2 Vision stratégique « patrimoniale » au niveau de la région : le plus grand pôle de patrimoine du Maroc.....	192
	2 Vision stratégique pour le développement intégré et durable du secteur de patrimoine dans la région	195
	3 Vision et actions stratégiques dans les espaces de projets	198
5.12	Gouvernance et organisation de la région	210
	Conclusion générale	213

1. Introduction



En s'engageant dans un processus de régionalisation avancée, basé sur une configuration territoriale complètement remodelée, notre pays améliore les bases de son organisation territoriale pour mieux récolter les fruits d'une prise de conscience précoce des nécessités de l'Aménagement volontariste du territoire national.

Si la loi organique n°111.14 relative aux régions a tenu à faire du SRAT le document stratégique de référence pour l'aménagement de l'espace de l'ensemble de chacune des douze nouvelles régions, c'est que le législateur a tenu à doter nos régions d'une vision stratégique et prospective. Cet accent mis sur l'importance d'élaborer de manière concertée une vision prospective à long terme, de développement et d'aménagement du territoire régional, participe au souci de faire avancer le chantier la régionalisation avancée de concert entre l'Etat et la région de façon à faire des orientations et des choix de développement régional un véritable canal vers la mise à niveau de nos différentes régions et leur promotion progressive selon les exigences de la compétitivité internationale.

Après avoir achevé la phase de diagnostic stratégique territorial dans le cadre de l'élaboration du SRAT, la région de Fès Meknès poursuit l'approfondissement des enseignements tirés de ce diagnostic stratégique dans une optique prospective, de long terme et donc vers de meilleures possibilités pour l'avenir de cette région. Sur la base d'analyses et de projections muries, l'élaboration du SRAT s'est faite dans une optique de réadaptation et d'articulation des résultats des diagnostics et des stratégies de développement des régions ou portions de région en fusion, traduites en projets régionaux structurants et tenant compte des perspectives que dessine le nouveau contexte territorial et institutionnel.

Il importe ici de rappeler, à la lumière de ce qu'implique le tout nouveau découpage régional, qu'un réajustement des espaces – projets s'est imposé pour circonscrire les nouveaux projets structurants ou qui constitueront des indications et des repères en matière de priorités premières de la région FM, en conformité avec les grands choix nationaux d'une part, et compte tenu des visions fondées et des stratégies objectives des régions voisines, d'autre part.

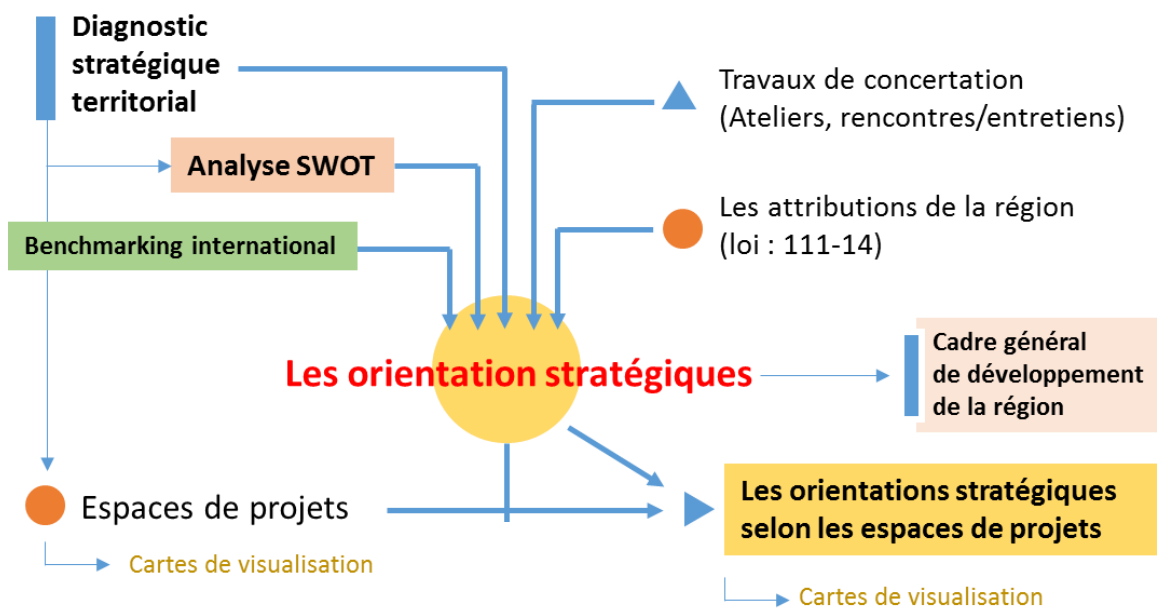
La mise en place de ce cadre général du développement régional durable et cohérent dans les espaces urbains et ruraux de notre région ne pourrait devenir effective et produire les résultats escomptés si notre action tarde à se doter des outils d'aide à la décision (expertises, observatoires, etc.) qui permettent d'évaluer les chantiers du développement régional et de procéder à des ajustements le cas échéant. Elle nécessite aussi des ressources humaines douées de grandes compétences stratégiques et donc en mesure de penser le territoire et son devenir. Bien plus, et pour que nous soyons en symbiose avec la philosophie de la régionalisation avancée telle que l'a rappelée notre auguste souverain dans le discours du trône, nous devons ensemble, élus et administration territoriale, veiller à inventer et à

pratiquer une nouvelle forme de gouvernance dédiée au seul intérêt de notre région et de notre pays, une gouvernance qui fait place à la coordination et à la concertation comme mode de conduite et repère des valeurs présidant à l'exercice de nos compétences.

L'arsenal de programmes, recommandations et projets, élaborés suite aux sessions du Conseil régional et sur la base de réunions de concertation et d'ateliers de prospective, indique que nous sommes face à une œuvre de longue haleine. Si les effets ne seront que peu ressentis à court terme, nous restons convaincus qu'avec toujours plus de cohérence et de continuité dans les actions entreprises, nous apporterons notre contribution à l'édification d'une économie régionale, diversifiée et performante, novatrice et solidaire.

Par leur richesse et leur diversité, les choix contenus dans cette stratégie régionale traduisent une profonde conviction en l'avenir de notre région. Conviction dans les capacités de notre région à vaincre ses difficultés économiques grandissantes, dans un contexte national dynamique et un environnement mondial toujours plus incertain. Mais surtout certitude que l'avenir de notre région dépend de ce que nous déciderons d'en faire. Et ces projets et programmes montrent que notre voie est bien celle du développement durable et solidaire.

Enfin, pour récapituler la démarche qui a présidé à l'élaboration du présent SRAT de la région Fès-Meknès, le schéma suivant en traduit les étapes et les composantes :



1.

RAPPEL DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL STRATEGIQUE



2. Rappel des résultats du diagnostic territorial stratégique



Fès- Meknès une des Douze nouvelles régions

Depuis le début des années 1970, le Maroc esquissait la voie d'une vaste réforme territoriale. L'idée de région et de régionalisation s'est frayée son chemin et a été entreprise en trois grandes étapes. D'un "ensemble de provinces susceptibles d'entretenir des relations de nature à stimuler leur développement et justifiant un aménagement d'ensemble", le projet d'instituer de véritables régions au Maroc débute avec les deux révisions constitutionnelles (1992 et 1996) octroyant le statut de collectivité territoriale avant de proclamer l'ère de la régionalisation avancée. Celle-ci est annoncée en trois volets : la loi 104-14 votée en 2015, qui s'inscrit dans la perspective d'une réorganisation des compétences des collectivités territoriales via les nouvelles attributions des régions, le décret relatif à la délimitation des 12 régions, les élections communales régionales de 2016 qui ouvrent la voie à la mise en place des nouvelles instances régionales. Il s'agit là d'une réforme profonde des périmètres de l'action publique qui ne tardera pas d'affecter la situation des régions dans le contexte national, les modalités de mise en œuvre des politiques régionales, l'organisation du territoire régional ou les possibilités de développement et d'aménagement.

Des régions moins nombreuses et à masse critique

Dans le processus de réforme actuelle du découpage territorial, les régions ont d'abord résulté de l'éclatement des 7 grandes régions de 1972 avant de faire le chemin de la fusion totale ou partielle de deux ou trois régions préexistantes mais sans que les régions restent identiques.

Le but affiché par cette refonte de la carte régionale est triple. Il s'agit d'avoir des régions plus homogènes tout en étant plus grandes et plus peuplées afin qu'elles acquièrent le poids ou la masse critique pour devenir viables et donc plus compétitives au regard des impératifs de la création des richesses et des emplois. Cela traduit la volonté de réduire le nombre de collectivités afin de réaliser des économies d'échelle dans les services généraux ; d'en finir avec le "charcutage" territorial et de clarifier le rôle des collectivités afin de les rendre plus lisibles et plus efficaces. Cette réforme s'inscrit donc dans le cadre la politique de raffermissement des bases régionales de la croissance nationale, d'optimisation des investissements et dépenses publiques et de redressement de la compétitivité du Maroc.

La réforme territoriale esquisse une stratégie de positionnement institutionnel de la région au Maroc par rapport aux impératifs du développement local et régional. Cela suppose un niveau élevé de décentralisation, une horizontalisation des décisions, l'intégration d'objectifs sociétaux dans la stratégie économique régionale, une recherche de croissance par mobilisation des ressources locales, l'intensification des partenariats interinstitutionnels, un accompagnement plus adapté et novateur de l'initiative économique. Cela implique aussi l'engagement dans la professionnalisation des structures d'accueil, dans l'allègement des contraintes administratives, pour améliorer l'environnement des activités et des entreprises.



Des régions plus grandes

Les nouvelles régions marocaines redeviennent plus étendues. Désormais, elles atteignent 59.237 Km² en moyenne - soit la taille d'un pays comme le Togo ou la Croatie - contre 44 428 km² dans le précédent découpage. Certaines régions n'ont pas été concernées par le remodelage de l'assiette territoriale. Au contraire, la région constituée par l'union de Fès-Boulemane et d'une partie de l'ex-région de Meknès-Tafilalt et de celle de Taza- Taounate-Al Hoceima mesure 40.075 km², soit 5,64% du territoire national. Une superficie de la taille des régions françaises les plus vastes (Midi-Pyrénées 45 418 km² et Rhône-Alpes 43 686 km²), mais d'une étendue territoriale plus grande que celle de la Belgique, du Luxembourg, de la Suisse ou du Danemark ou encore du Burundi ou de la Guinée Equatoriale. La superficie de cette nouvelle région fait 8 fois la moyenne des régions européennes.

Chaque région contient désormais en moyenne 7,3 provinces et préfectures. Comme nouvelle région du découpage de 2015, FM possède 2 préfectures.

En termes de population, les nouvelles régions marocaines comptent en moyenne 2,8 millions d'habitants contre 2,1 millions dans l'ancien découpage. Selon le nouveau découpage régional en 12 régions, 70,2% de la population marocaine se concentre au niveau de cinq régions dont la population dépasse les trois millions d'habitants chacune. En termes de poids démographique, la région du Casablanca-Settat est la région la plus peuplée avec 6.9 millions, soit le cinquième de la population totale du pays. Elle est suivie par les régions de Rabat-Salé-Kénitra avec une population de 4.6 millions (13,5%), de Marrakech-Safi avec 4.5 millions personnes (13,4%), de Fès-Meknès avec une population de 4.236.892 (12,5%) et enfin de Tanger-Tétouan-Al Hoceima avec une population de 3.556.729 (10,5%). Le reste de la population du Maroc se répartit entre les autres régions avec des parts allant de 7,9% pour la région de Souss-Massa à 0,4% pour la région de Dakhla-Oued Eddahab.

La tendance à la forte croissance démographique de la grande zone centre atlantique se poursuit reflétant ainsi son renforcement en tant qu'espace territorial où opèrent les dynamiques spatiales globales. Nous verrons que par sa position géostratégique et sa place dans l'histoire territoriale, la région FM participe à la dynamique des territoires centraux du Maroc du troisième millénaire. Moins visible ou moins présente sur le plan de la dynamique des grands aménagements structurants et de la promotion des capacités de maîtrise des territoires, cette région continue de remplir des fonctions importantes sur le plan de la localisation des populations et des activités.

Des régions moins inégales entre elles et en mesure de devenir économiquement fiables

Le débat sur la pertinence du découpage régional au Maroc, depuis les années 1970 et jusqu'aux travaux de la Commission Consultative de la régionalisation avancée, a montré la force de la tradition centralisatrice. Le poids du maillage administratif provincial s'est avéré déterminant pour toute œuvre de régionalisation. Sans occulter ce fait solide, l'argument selon lequel le regroupement des régions permettrait d'édifier des cadres régionaux capables de réduire les inégalités territoriales en instaurant un mode de gouvernance territoriale qui puiserait progressivement dans la logique de la régionalisation avancée, a finalement obtenu gain de cause. Les motifs avancés et qui renseignent sur l'étude d'impact du Ministre de l'Intérieur, en filigrane dans les articles relatifs aux dispositions générales du projet de la loi 111-14 promulguée le 7 juillet 2015, ressortent tous aux desseins de mise à niveau territoriale et de nouvelle ère de régionalisation économique.



Le passage de 16 à 12 régions modifie l'image des composantes du territoire national. Bien plus, il aboutirait à reconfigurer, un tant soit peu, les inégalités interrégionales, voire les atténuer. En effet, en augmentant la taille des régions, le nouveau découpage réduit statistiquement les différences entre les régions ainsi créées tant au niveau démographique qu'économique, comme le montre la diminution des écarts à la moyenne qui servirait de référence. Mais théoriquement et dans l'ensemble, les régions qui ne sont que partiellement ou peu modifiées par la réforme laisseraient subsister de grands écarts de richesse interrégionaux. En même temps, l'hétérogénéité interne des nouvelles régions nées d'assemblages hétéroclites se trouverait accrue. La région FM est dans ce cas de figure. Elle a la physionomie d'un puzzle territorial où le législateur a décidé d'assembler et d'articuler,

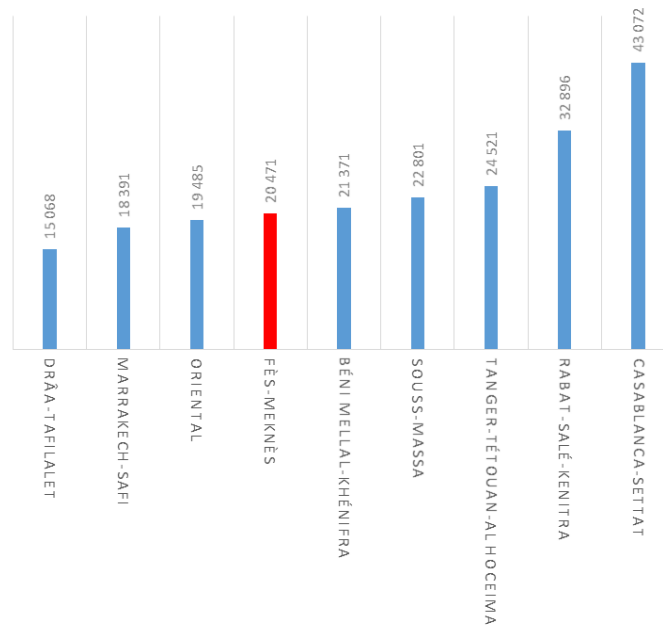
pour un projet d'édification d'un grand espace économique d'avenir, des parties de trois anciennes régions administratives et économiques.

Derrière le choix de construire une région autour du bipôle FM, il y a des arguments liés aux ressorts historiques du fonctionnement de cette partie centrale du Maroc. Il s'agit de déterminants à la base des nombreuses dynamiques productives et résidentielles qui sont à l'œuvre dans le cœur de ce Maroc historique central. Les dynamiques en œuvre sur tout territoire (compétitivité, attractivité, capacité à entreprendre et innover, niveau d'éducation de la population, qualification de la main d'œuvre, qualité de l'environnement et du cadre de vie, sécurité) ... ne se conçoivent pas indépendamment de leurs origines et références historiques et sociales et du fait qu'elles reposent aussi sur une dimension collective. Tout territoire est porteur d'une communauté d'intérêts historiquement circonscrits, mais aussi d'espoirs de retrouver ou de mettre en marche des complémentarités salutaires. C'est là tout l'espoir nourri par la mise en œuvre effective du bipôle FM.

Tableau : Richesse et population des régions : écarts à la moyenne marocaine

Régions	PIB - 2014 (en milliards de DH)	Population -2014 (en millions)	PIB par tête (en DH)
Eddakhla-Oued Eddahab	9,2	0,14	64 048
Casa- Settat	295,6	6,86	43 072
Laayoune-Sakia El Hamra	13,1	0,37	35 540
Rabat-Salé-Kenitra	150,7	4,58	32 896
Guelmim-Oued Noun	12,1	0,43	27 949
Tanger-Tétouan-Al Hoceima	87,2	3,56	24 521
Souss-Massa	61	2,68	22 801
Béni Mellal-Khénifra	53,9	2,52	21 371
Fès-Meknès	86,7	4,24	20 471
Oriental	45,1	2,31	19 485
Marrakech-Safi	83,1	4,52	18 391
Drâa-Tafilalet	24,6	1,64	15 068
Total	922,3	33,85	27 249
Moyenne	76,9	2,82	28 801

Source : HCP , Calcul BET



PIB/tête selon les régions hors régions du SUD. Source HCP, Calculs BET

La comparaison des régions marocaines dont le PIB moyen par habitant se situe à près de 29000 Dh en parité de pouvoir d'achat..., montre que la plupart des régions se situent en dessous de la moyenne, soit 7 régions sur 12. Le nouveau découpage ne contribue pas à harmoniser les positions de bon nombre de régions marocaines sans rompre la suprématie du Casablanca Settat et accessoirement de Rabat-Kénitra et des places exceptionnelles des régions Eddakhlha-Oued Eddahab et de Laâyoune-Sakia El Hamra. La région de Casablanca-Settat monopolise à elle seule le tiers du PIB suivie par celle de Rabat-Salé-Kenitra qui en accapare 1/7ème. Ces deux régions font pratiquement la moitié du PIB et consacrent la continuité de la polarisation de l'économie par la zone atlantique centrale.

La comparaison dans le temps entre grandes zones et régions montre qu'au Maroc il n'y a pas un processus graduel de convergence économique, résultant d'une croissance relativement rapide dans les régions moins développées. Bien au contraire, au fur et à mesure que l'économie marocaine s'ouvre, les noyaux de création de richesses, voire l'essentiel de l'appareil productif, devient l'apanage des zones les plus ou les mieux articulées aux échanges extérieurs. La région Fès-Meknès qui se situe à la quatrième position en termes de création des valeurs ajoutées, voit son classement dégringoler à la neuvième place en termes de PIB par habitant. C'est dire ici que le poids démographique de la région surpasse son poids économique. La raison tient ici à la position géographique de toute cette région carrefour qui en fait une région réceptacle pour une bonne proportion des mouvements migratoires de l'est et du sud-est du pays, entre autres zones.

Au cours des vingt dernières années, la population de la région a augmenté de 18%. Après la région de Casa-Settat (1,54%), la région Fès Meknès a enregistré l'un des taux de croissance de la population les plus élevés (1,49%) durant la période séparant les recensements de 2004 et 2014. Parmi les facteurs décisifs dans les mobilités, migrations et exodes internes

vers les villes de Fès et de Meknès et la plaine du Saïs en général, figurent les changements climatiques et leurs répercussions sur les zones oasiennes et steppiques mais aussi sur le Rif et le Prérif . Le profil démographique actuel de cette région est le résultat de ces tendances avérées tendant à l'accentuation des disparités de développement qui ont entraîné le dépeuplement de certaines zones en faveur d'une tendance à la concentration notoire sur d'autres.

Il est vrai que le PIB moyen par habitant ne donne aucune indication quant à la répartition de la richesse entre différents groupes de population au sein de la même région. Bien plus, il ne mesure pas le revenu dont disposent finalement les ménages dans une région, dans la mesure où différents flux peuvent contribuer au PIB d'une région et au revenu des ménages d'une autre. Les indicateurs sociaux de la région et le taux de pauvreté notamment, font pencher pour une lecture plus objective de la région sur la base de la pondération de la richesse qui y est créée par la charge démographique. Il est à rappeler que la situation économique nationale semble jouer un rôle déterminant dans les résultats économiques régionaux et certaines régions mieux que d'autres enregistrent une croissance importante lorsque la conjoncture nationale s'améliore. Si Fès- Meknès fait partie des régions dont la population est en nette croissance, elle n'est pas parmi celles où la croissance économique est la plus forte. Les composantes principales de cette nouvelle région n'ont plus le dynamisme d'antan et des écarts se sont nettement creusés avec les nouvelles zones de croissance du Maroc par rapport à la période antérieure, entre le milieu des années 1990 et 2015.



Toutefois, si FM affiche les signaux d'un bon positionnement en termes de promesses de développement régional, elle renferme toute une panoplie de disparités géographiques, sources de déséquilibres économiques et sociaux. Et c'est ce qui rendra certainement laborieuse et complexe la délimitation des espaces de projets au regard des impératifs de rattrapage et de la lutte systématique contre les déséquilibres régionaux les plus criants.

La région Fès-Meknès, résultat d'un découpage muri

Sur une carte du Maroc à petite échelle, Fès et Meknès distantes d'environ 60 kilomètres, reliées par route et voie ferroviaire, mais aussi par autoroute, semblent immensément voisines. Tout laisse penser que la proximité physique impose l'existence de fortes relations

et entretient des flux intenses. Par ailleurs, les deux cités partagent une histoire distincte mais commune : commandement de l'espace impérial, diffusion des valeurs culturelles et religieuses dans les élites urbaines, réseaux familiaux, échanges de capitaux, d'innovations et d'informations, encadrement des terroirs ... etc. En ce début de XXI^e siècle, la situation a évolué. L'influence de Fès sur Meknès et vice-versa est subtilement diffuse, difficilement détectable mais tangible et complexe. On peut prétendre la manifester à travers l'emploi, la pression foncière, l'offre culturelle, etc. Conjointe ou séparée, cette influence s'exerce sur l'ensemble de la plaine du Saïss et au-delà sur un territoire plus vaste qui s'étendait et s'étend encore en fonction d'une multiplicité de raisons et de facteurs, sans cesse renouvelés.

Si donc l'existence de relations entre villes historiques / centres urbains modernes fait partie des vérités des entrelacs de rapports indéniables et dans la nature des choses, l'analyse et la mesure des degrés de réciprocité se trouverait confrontée à moult difficultés. Le développement de Hadirate Meknès ne peut se faire abstraction de la dynamisation des effets d'échanges avec sa très voisine Mdinet Fès d'autant plus que les deux villes partagent une position géographique de premier plan au sein d'une grande zone charnière entre le sud et le nord du Maroc. Les deux villes jouxtent directement un équipement au statut national, le rail et l'autoroute. Elles sont ainsi inter-reliées de manière forte et permanente. Mais au-delà des impératifs de ce cadre géographique, des relations mieux nourries et plus spécifiques devraient se faire, s'intensifier et mieux éclore entre les deux tissus urbains.

Les leçons de l'histoire croisée

Le recours à l'histoire féconde tout effort de mise en perspective d'une analyse territoriale. La référence au temps long fournirait le meilleur des éclairages puisqu'elle procurerait l'instrument révélateur des structures cachées de la culture et des ressorts de l'économie locales.

L'histoire ne se répète pas ou ne repart pas dans le même sens, mais elle peut éclairer utilement la prise de décision et cette mise en perspective joue un rôle éminent lors des moments cruciaux, comme c'est le cas aujourd'hui avec



la remise en cause de la séparation de Fès et Meknès. Les conclusions du SNAT n'ont-elles pas magistralement relevé l'inadéquation des précédents découpages¹. Le fait de fustiger la poursuite de cette « coupure arbitraire entre Fès et Meknès » fait écho du fait que les deux villes sont deux visages de l'histoire du Maroc. Une histoire passionnante et un patrimoine impressionnant célèbrent un potentiel inouï de richesses tangibles et immatérielles (savoir-faire productif et traditions artistiques séculaires) qui confère à cette grande zone, noyau incubateur de civilisation et foyer spirituel majeur, le statut de levier de développement du Maroc central. Si des traces de fortune et de prospérité sont inscrites sur le front des deux cités historiques, un regain de prospérité peut leur être impulsé par reconnaissance. Il s'agit de réengager les forces et les potentialités des deux villes dans une œuvre de collision orientée vers l'ouverture d'une nouvelle page de grandeur du futur proche.

Parce que tout territoire a besoin de savoir qui il est son passé, il a aussi intérêt à connaître ce qu'il est à travers ce qu'il advient de son environnement immédiat. Il peut appréhender ce qu'il est devenu de par la nature des rapports, des apports ou des blocages issus de sa proximité. Dans le cas de Fès-Meknès, le regard porté sur le voisin fonctionne en tant que maïeutique : il permet de s'évaluer parce qu'il révèle des différences et des points communs. Cette comparaison- interrogation participe de l'analyse stratégique en mettant à nu, au-delà des propres forces et faiblesses respectives, les goulots d'étranglement ou encore la nature des effets de remous ayant inhibé les économies ou bénéfiques qu'aurait générés une meilleure mise en valeur de l'extraordinaire proximité des deux cités. C'est là un préalable à l'engagement dans le futur pour mieux déceler les synergies possibles et contrecarrer les contraintes latentes.

Dans son essence, la proximité géographique n'a pas œuvré en dehors des actions et des perceptions humaines qui lui ont donné une dimension plus moins positive ou négative. L'évolution des deux villes montre que c'est la manière dont s'emparent les acteurs qui est importante et qui n'a guère conféré à cette proximité une certaine utilité. Les vicissitudes de la géographie semblent avoir subi les dédains de l'histoire. Toutefois, les impératifs du présent appellent la mobilisation de ce potentiel offert par la proximité géographique entre Meknès et Fès. Sommes toutes, cette mobilisation sera tout à fait différente selon que l'on optera pour la voie du spontané et du chacun pour soi, ou en faveur de celle de la concertation dans la recherche de l'optimisation des avantages en termes de localisation des infrastructures, des services et des activités.

Pour que l'œuvre d'édification de la région ne se fasse pas avec un arrière-gout de proximité géographique subie par Meknès ou désavantageuse pour Fès, il importe que les acteurs/ décideurs régionaux adoptent une approche dynamique concertée dans les différents choix et orientations du PDI et du SRAT. Ce faisant, il importe d'influer sur les stratégies et les perceptions des acteurs économiques et sociaux de leur environnement régional et des

¹ SNAT, Schéma National d'Aménagement du Territoire, 2004

principes ou normes de division du travail au sein de la région et notamment entre ses deux pôles majeurs. En matière de répartition des tâches au sein de la région FM en général et entre ses grandes villes plus particulièrement, il importe que les acteurs ne s'estiment pas insatisfaits ou lésés par les choix et recommandations dictées par le souci d'optimisation de la proximité géographique. Autrement dit, toute une pédagogie est nécessaire pour que les comportements et les attitudes des acteurs s'imprègnent de la logique du nouveau découpage basé sur une activation des complémentarités concertées et enrichissantes pour la nouvelle région.

Partageant un projet commun, celui de l'édification d'une vaste région, la division du travail et la collaboration pour une meilleure synergie entre les deux villes s'avèreraient salutaires en faisant jouer la logique de la proximité organisée. Celle-ci est un potentiel à activer dans le sens d'agencer les activités et les équipements au sein de la région et entre ses pôles principaux. Les perspectives d'élaboration du SRAT de la région FM puisent dans l'analyse géographique et historique de la dynamique des proximités entre la cité ismaélienne et la ville de My Idriss. Cette analyse passe par une appréhension des phases d'interaction entre les acteurs participant ensemble au processus d'édification de la nouvelle région.

Dans un contexte où prévaut l'économie du savoir, le projet régional doit s'inscrire comme un projet commun de mobilisation pour la production et l'échange de connaissances et pour l'innovation en matière d'organisation territoriale. C'est dire qu'il est appelé à innover quant aux modalités d'activation organisée et concertée des potentiels des deux proximités. Sur la base d'une approche dynamique des relations dans la région, le Conseil Régional doit veiller sur l'impulsion des potentiels activables du bipôle par des interventions institutionnelles régulières et subtiles visant les synergies des volontés pour forger l'identité régionale commune et l'ériger en enjeu du succès de l'édification du bipôle.

Il faut donc repenser le développement régional à partir de la géographie, de la spécificité des territoires et du potentiel de la proximité, non pour une logique de compression des coûts de transport mais pour des raisons d'innovation et de production de qualité. L'essor escompté de la nouvelle région FM en tant que territoire organisé, dépendrait des modalités nécessaires à garantir les conditions de l'éclosion de l'innovation permanente au sein du bipôle notamment.

La région est appelée à assurer la cohérence de son territoire et doit considérer désormais ses grandes agglomérations comme des pôles d'innovations économiques, ceux sur lesquels s'appuyer pour structurer le territoire régional.

Mais il n'en demeure pas moins que l'idée de bipôle demeure celle de la construction délibérée de l'avenir. Dans tout projet d'édification d'un ensemble régional viable, une variété d'endroits est nécessaire pour la croissance économique. Si les petits centres urbains dotés de marchés soutiennent l'apparition d'économies d'échelle à travers la commercialisation et la distribution des produits agricoles, les villes moyennes procurent aux

industries manufacturières des économies de localisation. Quant aux villes les plus grandes, elles pourvoient différentes facilités et incitent à l'innovation dans le commerce, les services publics et l'éducation. Avec l'ère de l'économie de l'innovation et du tout numérique, le rôle des grandes villes prend de l'ampleur et tout en veillant à promouvoir une variété d'endroits capables de promouvoir la croissance et d'assurer les conditions du développement social, les responsables d'une région ont intérêt à tirer le maximum des économies d'agglomération tout en évitant les réflexes et blocages d'une compétition territoriale paralysante entre grands centres urbains et/ou entre provinces.

Rappel des principaux résultats du diagnostic territorial stratégique.

Le diagnostic territorial stratégique est une analyse de la réalité régionale servant à orienter la vision et l'action. Il permet de dresser le portrait le plus actuel possible de l'économie de la région FM, mais aussi de scruter les transformations majeures engagées depuis une quinzaine d'années. De surcroît, il aide à identifier les enjeux majeurs de la promotion du territoire régional.

Les constats, opérés à l'aide des chiffres les plus récents, montrent que FM est une région économique susceptible d'être viable parce que mieux dotée en ressources à l'échelle du Maroc. Elle dispose de superficies cultivables hautement fertiles et abrite des unités de transformation de toutes tailles, de grands équipements et infrastructures de premier rang, des pôles universitaires et grandes écoles d'enseignement et de recherche, d'une panoplie diversifiée de centres de formation professionnelle ou encore des sites culturels et touristiques mondialement connus.

Toutefois, avec un taux d'activité de 44% de la population âgée de 15 ans et plus du total national, la région FM ne figure pas parmi celles qui créent ou conservent les emplois. La contribution de la région FM à la création de la valeur ajoutée nationale des activités du secteur primaire paraît plus tangible. Dans certains domaines, comme les services ou les emplois informels, sa part reste en deçà des moyennes nationales. Ces facteurs ne lui confèrent pas, du reste, une attractivité importante comme en témoigne le modeste niveau des investissements étrangers, des flux de tourisme d'affaires et de loisirs ou encore les arrivées limitées de jeunes actifs ou d'étudiants.

Au cours des dix dernières années, un certain nombre de grands phénomènes ont agi sur l'économie de la zone centrale du Maroc et ses différents territoires. Tout d'abord, les hauts et les bas de la mise en place des déclinaisons des programmes sectoriels (agriculture, tourisme, industrie, commerce) et de la réalisation des grands chantiers d'infrastructure selon les régions. En second, les retombées de la crise économique que le Maroc a certes mieux traversé que d'autres pays, mais la croissance retrouvée depuis demeure trop faible pour faire baisser le taux de chômage et la précarité. En troisième lieu, les séquelles

régionalement assez différenciées des transformations structurelles qui se poursuivent sur le plan macro-économique (mondialisation, développement des services, montée en gamme des activités et des emplois, croissance du PIB plus rapide que celle des emplois...), avec de nouvelles tendances particulièrement marquantes (transformation des modes de consommation et de production à cause de la contrainte environnementale, évolution des modes de mobilisation du travail et diminution drastique du nombre d'employés, poids alarmant des déficits sociaux localisés, NTIC et numérique,). En quatrième lieu, les lenteurs du processus de dynamisation de la gouvernance territoriale, des retards de la déconcentration administrative et de la récente activation du grand chantier de la régionalisation avancée selon les normes de la nouvelle constitution du Royaume.

Les conséquences spatiales de cette panoplie de mutations ne sont pas neutres. Elles ne sont non plus instantanées et directes. Le diagnostic stratégique a dressé le constat précis de l'existence de disparités et de déséquilibres intra régionaux nourris ou amplifiés par ces mutations. Que ce soit en termes d'opportunités d'emploi ou de croissance de l'emploi, de conditions générales de vie et d'accessibilité, de disponibilités des services sociaux de base et d'encadrement sanitaire, de possibilités de promotion culturelle..., les conditions divergent selon que l'on se trouve à Fès ou El Hajeb, à Sefrou ou à Ain Taoujtate, à Meknès ou à Boulemane. Les manifestations du déséquilibre sont partout présentes : à l'intérieur des villes et des préfectures, entre provinces et en leur sein. L'ampleur et la diversité des déséquilibres entre les différentes parties de la nouvelle région révèlent une véritable mosaïque de situations, voire un puzzle territorial où les différences et disparités intra-régionales jonchent des déséquilibres structurels.

Ceux-ci ont été appréhendés comme autant de défis pour la région à la veille de l'élaboration et de l'adoption du SRAT. A l'échelle régionale, la région-FM se doit de répondre à plusieurs défis économiques, sociaux et environnementaux : il lui faut résister à une conjoncture économique instable, améliorer le rapport entre création de richesse et création d'emplois, réduire le taux de chômage et la pauvreté), contribuer à la réduction des inégalités sociales et territoriales, proposer une meilleure qualité de vie (logement, aménités du quotidien ordinaire , santé, mobilité), faire baisser la dépendance aux énergies fossiles et aux ressources non renouvelables, comprimer la production de déchets. A l'échelle nationale et internationale, le défi d'attractivité est majeur. Il apparaît nécessaire d'affirmer le positionnement économique de FM pour répondre aux initiatives lancées par les régions marocaines mieux loties existantes comme Casablanca-Settat ou Rabat-Salé-Kenitra, mais aussi de nouveaux prétendants comme la région de l'Oriental. Il importe aussi de se préparer pour rattraper les régions des pays voisins qui investissent largement le champ de l'innovation et menacent également directement les positions établies dans de nombreux domaines plus traditionnels comme le tourisme de loisirs et d'affaires, l'offshoring et le textile.

Si une grande partie des évolutions économiques et des politiques et stratégies sont d'ordre national et mondial, les objectifs à atteindre et les actions prioritaires concernent bien l'échelon régional : la modernisation tangible des activités traditionnelles, la compétitivité et la montée en gamme des industries, la création d'emplois pour les jeunes, les trajectoires de viabilisation des entreprises, le traitement des grands déficits sociaux et la recherche de plus de plus de progrès dans la qualité de vie, l'amélioration incessant du positionnement international de la région. Dans la suite logique des constats et des déductions afférentes, le diagnostic aborde les enjeux et les récapitule selon trois perspectives :

- Les conditions d'accompagnement et d'adaptation de l'économie régionale aux principales mutations majeures ;
- Les impératifs de construction d'développement économique et social ancré dans les territoires ;
- Les mesures d'encadrement institutionnel par le Conseil Région, nouveau maître d'œuvre du développement régional.



Plus précisément, le diagnostic aborde toute une série d'enjeux concernant de nombreux champs tels que le décroissement du monde rural, la qualité de vie urbaine, la réduction des déficits sociaux majeurs, la promotion de bases objectives de recherche et d'innovation, la mise en synergie des réseaux de formation, l'activation de l'interconnexion des infrastructures, les palliatifs immédiats aux goulots d'étranglement à l'immobilier d'entreprise et au logement, la mise en place d'une stratégie de marketing territorial, Il entend se situer dans une optique positive pour montrer objectivement que les territoires de la région FM ne sont ni amorphes ni passifs et peuvent jouer un réel rôle actif mais spécifique, pour contribuer au développement économique de cette région.

La nouvelle région FM, dotée de prérogatives réelles, est cependant appelée à répondre à ces enjeux dans un contexte de complexité croissante. Ce faisant, il apparaît nécessaire que la région FM fasse le choix de se doter des atouts pour maîtriser un ensemble de compétences clés, qu'elles soient humaines, technologiques, ou territoriales pour répondre aux enjeux multiples et complexes de cette période dite de transition.

Bref, en esquissant une lecture globale des dynamiques à l'œuvre au sein de la nouvelle région FM, de ses atouts et de ses déficiences, le diagnostic territorial a facilité l'appréhension des adversités de l'économie et des phénomènes sociaux problématiques.

L'objet du présent rapport consiste à rendre cette lecture intelligible et apte à produire de la connaissance débouchant sur des prises de décision consacrant la mise en œuvre d'une stratégie territoriale globale prenant en compte cette complexité sociale et territoriale de Fès-Meknès.

Récapitulatif des principaux dysfonctionnements et déséquilibres de la région

Une région physiquement hétéroclite et à potentiel diversement composite.

Le territoire de la région de Fès Meknès affiche une hétérogénéité déroutante. Que ce soit en termes de potentialités en eau, en conditions climatiques, en sols cultivables et en terres fertiles, cette région revêt le caractère d'une mosaïque de fortes particularités localisées. Mis à part la plaine du Saïs qui articule la région à l'ensemble national profitant d'une topographie plane et du passage partiellement aisé du col de Taza entre le Moyen Atlas et le Rif, le reste du territoire est plus ou moins handicapé par une topographie difficile et demeure faiblement drainé et intégré, voire complètement enclavé pour certains sous-espaces.

A cela s'ajoute, faut-il bien le rappeler, le poids de l'histoire dans l'évolution de la configuration du peuplement. Différences de densité, dispersion et concentration spatiale des petits et grands noyaux urbains, traduisent des faits d'histoire politique qui ont favorisé l'émergence de deux villes impériales étrangement concomitantes. Edifiée depuis plus de 12 siècles au carrefour de la vaste plaine de Saïs, Fès élue capitale régionale a rempli des fonctions de commandement sur les routes marchandes et s'est imposée sans conteste et jusqu'au 19ème siècle comme capitale administrative et économique du Maroc. Son rayonnement s'exerce sur l'ensemble de villes à vocation administrative créées avant ou durant la période coloniale. Depuis, sa zone d'influence va en se rétrécissant. L'option prise dans la formation de cette nouvelle région sur la base du potentiel du bipôle Fès-Meknès constitue à la fois une opportunité et un défi.



C'est là un véritable potentiel, longtemps occulté pour des raisons de ménagement des nostalgies identitaires des deux capitales impériales, mais dont l'éclosion dépendrait de l'effort à entreprendre pour mettre à niveau la tendance rampante à la métropolisation de ce flan centre-ouest de la région économique en formation.

En dépit de sa centralité géostratégique, atout majeur d'orientation des flux démographiques et d'animation de couloirs d'échanges économiques, et nonobstant une place de prédilection dans le cours de l'histoire du Maroc, la région FM a le profil d'une région-réceptacle, tiraillée depuis longtemps déjà par des logiques territoriales différentes (logique du pouvoir central à l'égard de la capitale impériale et de son hinterland, logique de la colonisation, logique de mise en valeur depuis l'indépendance politique..., logique en cours de décentralisation et de régionalisation...).

Dans le passé comme aujourd'hui, cette région apparaît morcelée en plusieurs sous-systèmes d'organisation. Elle a été prise dans la tourmente des changements divers et brusques (orientation côtière du protectorat, façonnement des découpages provinciaux et régionaux, renforcement de la façade atlantique, essor récent des provinces du nord-ouest...) et par conséquent, toute une panoplie de facteurs a peut-être surdéterminé les évolutions en cours, en précipitant la nouvelle région dans une situation où se conjuguent des problématiques et des défis fort épineux. Le résultat en est que l'ensemble de la nouvelle région connaît une mutation brutale en ce début du troisième millénaire avec les insuffisances et/ou déficiences de nombreuses activités faisant appel à une main-d'œuvre peu ou pas qualifiée.

La région Fès-Meknès dispose d'atouts naturels et historiques qui en font un territoire stratégique pour le développement du Maroc central. Dans le cadre d'une redéfinition de la stratégie de développement régional, le diagnostic stratégique a permis d'analyser des données quantitatives et qualitatives pour évaluer et qualifier le potentiel de la région d'une part et estimer sa compétitivité et son attractivité, de l'autre.

A partir de la connaissance des caractéristiques et de la dynamique du territoire régional, il serait plus aisé d'opérer des choix et prendre des options pour l'avenir de la région, sélectionner les espaces de projet sur lesquels investir et mettre le paquet en priorité et adapter l'organisation et les outils d'intervention du Conseil Régional pour accompagner sa nouvelle stratégie de développement territorial.

Associées à des infrastructures importantes, à un réseau de transport de grande capacité, mais non encore accessible et suffisamment développé et à un écosystème local propice, ces ressources font naturellement de FM l'une des premières régions marocaines les plus prometteuses.

Compte tenu des contrastes de la région, le SRAT est appelé à apporter progressivement des correctifs aux principales manifestations des déséquilibres de la région. Plus particulièrement, il importe :

- D'aller dans le sens de stimuler l'émergence d'alternatives spatiales au développement régional polarisé et de soulager la pression humaine sur la seule zone en voie de métropolisation Fès-Meknès :
- Faire bénéficier l'ensemble du territoire régional de la dynamique du bipôle ;

- Faire progresser les niveaux de connectique des axes ferroviaires, routiers et autoroutiers en faveur de l'ensemble de centres urbains

Remédier aux lacunes et longueurs de l'appareil productif régional : des impératifs de refonte et de modernisation.

Sur un territoire aussi vaste qu'hétérogène, cette nouvelle super-région en plein Maroc central est appelée à s'appuyer principalement sur deux villes historiquement "adversaires" et se tournant le dos l'une à l'autre : Meknès et Fès. Ces deux territoires-cités, ayant toujours refusé les rapprochements formels et le mariage forcé, ont les moyens de convertir leurs différences structurelles en puissance économique majeure. Tout restera tributaire de la volonté politique susceptible de mettre en valeur cette complémentarité.

Le développement économique régional escompté serait l'aboutissement d'un ensemble de transformations économiques, mais aussi sociologiques et politiques, qui affectent cette région et qui accompagnent le processus de croissance des grandes composantes de l'économie régionale.

Un appareil productif régional diversifié mais dominé par le tertiaire

Sur le plan de la structure de la base économique et de l'attractivité de ce territoire, la région de Fès-Meknès bénéficie de potentialités importantes. En 2015, 19,9% au PIB de la région Fès-Meknès provient des activités primaires et de l'agriculture en totalité puisque cette région n'est pas une région côtière².

Un fort potentiel caractérise le secteur agricole de cette région pour laquelle il constitue l'un des secteurs principaux de l'activité économique. Néanmoins, le fait que les capacités productives de cette zone soient fortement corrélées à la pluviométrie, rend les activités agricoles très sensiblement vulnérables lors des années biologiquement sèches. Par ailleurs, les composantes de cette région ont un relief difficile dominé par les massifs du Moyen Atlas et du Rif rétrécissant les surfaces arables et comprimant les superficies des exploitations.

La superficie agricole utile au niveau de la Région Fès-Meknès représente 15% de la superficie agricole utile nationale. Les terres agricoles effectivement mobilisées sont de l'ordre de près de 1.35 millions ha, soit 32% de la superficie totale des terres agricoles de la région dont 13,7% bénéficient de l'irrigation pérenne³. La majeure proportion des terres arables se trouvant en zone pluviale, c'est le niveau de la pluviométrie qui conditionne les rendements de l'agriculture dans la Région Fès-Meknès. Si la prépondérance dans les superficies cultivées plaçait les céréales et les légumineuses au premier rang (près de 75% de

² HCP, Note d'information relative aux comptes régionaux de l'année 2015.

³ Direction régionale de l'agriculture & DPA Fès et Meknès.

la SAU) il y a deux décennies, leur place demeure importante en 2016 (céréales 53% ; légumineuses 9%) mais celle de l'arboriculture progresse de manière notable (31%) dans cette région.

Cette tendance à la conversion des exploitations du pluvial à l'irrigation n'est pas sans conséquences : des niveaux alarmants de surexploitation des nappes ont été constatés et la sauvegarde des zones irriguées s'avère coûteuse pour le trésor public. Pour renforcer les conditions qui ont fécondé une évolution remarquable de l'agriculture et des riches terroirs de la région FM depuis une dizaine d'années, une stratégie portant sur les fluctuations de la disponibilité de l'eau et sa maîtrise doit être sans cesse affinée. Pour la région, l'agriculture est un levier économique important, en termes d'emplois et de revenus, mais également de contribution régionale à la sécurité alimentaire du pays. Il y a là un enjeu majeur du développement durable, car elle représente une problématique environnementale considérable et devient source de préoccupations sociales complexes. Surtout ne pas perdre de vue que le PIB agricole détermine le PIB total, au niveau national comme au niveau régional. Dans leur totalité et grande diversité, les préoccupations liées au développement et au renforcement des activités agricoles tiennent leur importance, voire leur acuité, de l'impact sur le développement rural et de ses retombées sur les impératifs de durabilité du développement régional.



Sans sacrifier les contraintes des rendements, l'agriculture doit évoluer vers des conditions écologiques et économiques viables, et socialement acceptables. Sans doute, il importe d'éviter les pièges ou impasses de l'agriculture intensive, majoritairement utilisée dans les pays développés, qui privilégie de grandes exploitations au détriment d'exploitations à taille humaine et utilise, abusivement et à tort et à travers, des engrais chimiques et des pesticides responsables de graves pollutions et de pertes irrécupérables sur le plan de la biodiversité.

Dans le domaine de la production animale, la région Fès-Meknès a une longue tradition d'élevage extensif et accessoirement intensif. Le cheptel moderne, exploité en méthode intensive principalement, représente 9% du cheptel national dans une grande zone de forêts et de pâturages. La Région Fès-Meknès abrite une proportion du cheptel global du Maroc estimée à 8% des ovins et bovins et 11% des caprins, avec des disparités notoires selon les provinces en matière de type de cheptel. Parce qu'elle conserve dans la majorité des cas son caractère d'appoint, la croissance de l'activité d'élevage reste en deçà de celle des cultures agricoles. La croissance du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée de la production animale paraît modique en termes de croit interannuel moyen entre 2008(2,16%) et 2015(1,59%)⁴.

La mobilisation et la valorisation des atouts agricoles dont dispose la région de Fès-Meknès demeurent encore insuffisantes. Ce n'est qu'avec la déclinaison régionale du Plan Maroc Vert qu'a été adoptée une nouvelle démarche visant à doter les zones où les superficies plantées sont importantes (Fès, Meknès, Kenitra, Berkane et Agadir) de bases adéquates d'une industrie agroalimentaire aux normes internationales. An sein de la région FM, l'industrie agro-alimentaire- 2^{ème} secteur industriel au Maroc- se trouve concentrée au niveau des alentours de Fès et de Meknès. Avec l'opérationnalisation de l'agropole de Meknès, la part de la région FM (12 à 13%) est appelée à progresser dans la répartition de la production des IAA par région. Celle-ci montre la dominance du Casablanca Settat qui s'accapare environ le tiers de cette industrie, suivi de la région de Souss-Massa-Draa avec 14%⁵.

Les activités secondaires ne contribuent plus qu'à concurrence de 7% de l'ensemble du PIB industriel. Mais le secteur industriel y occupe une place de taille dont le tissu exprimé en nombre d'établissements représente en 2013 près de 13% du nombre d'établissements industriels recensés au niveau national. L'emploi industriel régional représente 9% de celui enregistré au niveau national et la part du chiffre d'affaires est de l'ordre de 6%. L'implantation de l'industrie est foncièrement urbaine et fortement concentrée à Fès et à Meknès.

Mais globalement, les performances modestes en termes d'investissement industriel, de production et d'exportation ou d'effectifs employés, témoignent d'une attractivité industrielle régionale défectueuse et de perspectives incertaines.

Il en résulte un tissu industriel relativement diversifié (industries de fabrication à base de métaux, industries du cuir, caoutchouc, carton et plastique, machines et équipement, bois et meubles, édition et impression...), mais dominé par les branches de l'alimentaire et du textile. En dépit de quelque progrès grâce au plan de relance des activités industrielles⁶, la

⁴ Source : Monographie Fès Meknès CRI Juillet 2016.

⁵ MEF, Division Etudes & Prévision : Performances et perspectives de l'industrie agro-alimentaire au Maroc, Nov. 2010.

⁶ Cf. Plan Emergence actualisé en Plan d'accélération 2014-2020.

part de la région FM reste toutefois peu développée, voire en perte de vitesse relativement à la situation antérieure d'une ville comme Fès. Dans l'ensemble, le tissu industriel régional est composé d'unités de petite à très petite taille et de surcroît sous-capitalisées. Les infrastructures dans les zones industrielles de la région demeurent peu adaptées ou souffrant du manque d'entretien et les ressources humaines s'avèrent inadaptées aux besoins des métiers du futur. La prédominance de branches d'activités liées à l'agriculture ne tire pas tous les bénéfices possibles du potentiel agricole issu de la diversité des terroirs de la région

Le fait que la région de Fès-Meknès compte parmi les zones d'activités industrielles les plus importantes du Maroc et qu'elle bénéficie de plusieurs atouts susceptibles d'encourager la promotion du secteur, ne prédispose pas ce secteur à exercer un rayonnement perceptible sur l'ensemble du territoire régional. Le faible essaimage des établissements à caractère industriel et leur forte concentration dans les deux préfectures impose des mesures d'aménagement de la présence des activités industrielles de façon à diversifier un tant soit peu les tissus locaux et surtout à parer aux maux de la pollution et aux dépenses inhérentes aux palliatifs à l'encombrement actuel et à venir des zones dédiées aux activités de transformation.

Espace majeur de l'artisanat marocain : lever les contraintes d'organisation, de formation et de commercialisation.

L'autre composante primordiale en termes de création d'emplois et de rayonnement culturel et touristique réside dans l'amas d'activités rattachées au secteur dit de l'artisanat. Celui-ci regroupe toute une panoplie de " produits fabriqués par des artisans, soit entièrement à la main, soit à l'aide d'outils à main ou même de moyens mécaniques, pourvu que la contribution manuelle directe de l'artisan demeure la composante la plus importante du produit fini... La nature spéciale des produits artisanaux se fonde sur leurs caractères distinctifs, lesquels peuvent être utilitaires, esthétiques, artistiques, créatifs, culturels, décoratifs, fonctionnels, traditionnels, symboliques et importants d'un point de vue religieux ou social"⁷.

Acteur majeur de l'économie des villes impériales et des médinas, le monde de l'artisanat n'est pas épargné par les effets de retournement de la conjoncture économique. L'artisanat, présent surtout dans les centres urbains historiques, participe à l'équilibre économique des territoires et est un moteur essentiel du dynamisme commercial des médinas de Fès et de Meknès. Lorsque la conjoncture économique s'améliore, l'artisanat de la production participe à la création d'emplois et à la relance des échanges ville-campagne. Avec plus de 200 métiers recensés dans la ville de Fès, l'artisanat est un vivier d'emplois dans des activités

⁷ Cf. la définition de l'UNESCO : Symposium l'artisanat et le marché mondial, Manille, octobre 1997.

aussi diverses que le cuivre et la dinanderie, la ferronnerie, la céramique et la poterie la maroquinerie, l'habillement en cuir, la sculpture et la peinture du bois, l'orfèvrerie et l'argenterie, la tapisserie, la boissellerie, la vannerie, etc. Avec plus de 50000 emplois soit près de 10%, la ville de Fès vient au second rang des effectifs employés par l'artisanat marocain après Casablanca. Dans la zone de Meknès, cette proportion tourne autour de 4%. A Taza, on recense quelque 3000 artisans et plus de 5000 à Séfrou, (particulièrement dans la broderie, vannerie, natterie d'alfa et tapisserie).

L'importance du secteur de l'artisanat dans l'économie régionale réside dans le fait que la région détient plus de **20% du chiffre d'affaires** de ce secteur à l'échelle nationale⁸. La ville de Fès vient également en deuxième position après Casablanca en termes de chiffre d'affaires de l'artisanat d'art à fort contenu culturel, soit 16% alors que Meknès totalise 4%, Taounate et Taza 1%, auxquelles il faut ajouter les contributions de Sefrou, de Boulemane et des localités du Prérif et du Moyen Atlas.

C'est au niveau des capacités inouïes et insoupçonnées de création des emplois permanents et saisonniers qu'il importe de traiter la place du secteur pour l'évolution de la région. En effet, aux emplois directs recensés et déclarés, il faut ajouter la floraison d'emplois indirects générés au sein des médinas et des périphéries des villes historiques, en faveur des activités pourvoyeuses de matières premières et auxiliaires et pour la promotion des activités de distribution et de tourisme. Derrière la part de la région FM (23%) la répartition des emplois de l'artisanat tels qu'ils



ressortent des récents recensements des délégations régionales de l'artisanat, il y a des activités contribuant à l'équilibre et à la vie de couches sociales démunies et des revenus permettant d'huiler les rouages des tissus urbains traditionnels et à travers eux une part non négligeable des circuits de l'économie régionale.

Le diagnostic de ce secteur, vital par ses nombreuses ramifications socioéconomiques, incline vers l'élaboration d'une stratégie régionale amplement murie et destinée à traiter sans empressement les contraintes d'organisation, de formation et de commercialisation relevés dans le diagnostic récemment adopté par le Conseil Régional. Le point de départ de cette stratégie ne saurait être que le "Plan Directeur Régional de l'artisanat de 2007" et la "vision 2015 de l'artisanat" élaborés pour réussir un repositionnement du secteur parmi les

⁸ Cf. Ministère de l'Intérieur, DGCL : La région FM- Monographie générale, 2015

secteurs leviers ou locomotives de l'économie nationale et régionale. Parmi les objectifs du SRAT pour le secteur de l'artisanat inspirés de la Vision 2015, on mentionnera particulièrement : la problématique de la commercialisation, la restructuration du tissu des PME, la formation initiale et résidentielle, la mise en place d'un système de certification des artisans, les infrastructures d'aide à l'amélioration de la productivité (zones d'activités dédiées aux principaux métiers, structures organisationnelles...), l'articulation artisanat-Tourisme.

Impératifs de Refonte et Re-calibrage de l'offre touristique régionale

Dans le domaine du Tourisme, la situation de la région FM paraît paradoxale : c'est l'une des très rares régions historiques contenant un patrimoine reconnu de l'humanité qui ne constitue pas une destination touristique à part entière. C'est plutôt le tourisme de transit qui domine et fait de Fès, et accessoirement de Meknès, une simple étape commercialisée à partir d'un circuit ayant comme point de départ Marrakech ou Casablanca.

Ce paradoxe s'est ancré en se nourrissant de l'accumulation d'un certain nombre de goulots d'étranglement dont la dégradation du paysage urbain des villes historiques, le manque d'esthétique et la vétusté des unités d'hébergement ou leur non-conformité aux normes internationales, l'indigence criante voire le manque absolu d'animation touristique, les problèmes de sécurité et de harcèlement des touristes maladroitement amplifiés dans les réseaux sociaux...

La région FM abonde en richesses touristiques attrayantes et diversifiées pouvant constituer un facteur d'attractivité et jouer un rôle important dans son développement socioéconomique. Mais en dépit d'un manque à gagner substantiel dans la mise en valeur de l'histoire et des paysages naturels de la région en faveur d'une régularisation ou massification des flux de touristes dans la région, l'existence d'un patrimoine historique et architectural de renommée internationale assure aux villes impériales de la région FM des flux distendus et qui restent largement dépendants de la conjoncture mondiale et surtout des principaux pays émissaires vers le Maroc.

Avec 10% de l'ensemble des établissements hôteliers classés au niveau national et 8,4% de la capacité nationale en nombre de lits, la région enregistre moins de 6% de l'ensemble des nuitées dans cette catégorie d'établissements. Il est donc incompréhensible à ce que la région FM, pourtant dotée d'un patrimoine historique et architectural de renommée internationale, ne bénéficie pas de l'expansion du secteur au Maroc et ne développe pas un tourisme essentiellement culturel. Grâce à une multitude de monuments (Volubilis, My Idriss Zerhoun, médersas, Qaraouine, remparts, palais...), d'innombrables trésors culturels (architectures locales, arts populaires, pratiques culinaires séculaires et raffinées, artisanat diverse, zaouïas et sanctuaires religieux, moussems...) aux manifestations et productions

artistiques et artisanales à forte teneur civilisationnelle, la vocation culturelle constitue la clé de voûte de l'afflux touristique régulier et rémunérateur.

Mais il est tout aussi impensable que la région FM ne soit pas une destination touristique régulière et à part entière pour les amateurs du tourisme de cure et de repos malgré l'existence de sources minérales et stations thermo-minérales à renommée historique (Moulay Yaâcoub , Sidi Hrazem, Aïn Allah, Aïn Soltane, Aïn Vittel...) et l'extrême diversité des paysages et sites naturels (forêts et cimes du Haut Atlas, lacs et paysages karstiques et volcaniques du Moyen Atlas, étendues et vallées pour tourisme de randonnées et rural...).

Si donc l'activité touristique dans la région demeure sans attractivité notoire et soutenue, c'est qu'il y a des handicaps et des langueurs qui ne lui permettent pas de percer et de briguer le niveau de développement qui sied à ses potentialités. Le diagnostic du secteur a relevé, à travers le constat d'évolution très fluctuante du nombre de nuitées d'une part, et par rapport à la dynamique spatialement concentrée et différenciée, d'autre part, que le problème d'attractivité de la région est essentiellement un problème de potentiel en mal de valorisation⁹. L'offre régionale doit être revue et corrigée.



Pour un nouveau mode de Mobilisation des ressources du sous-sol

Le diagnostic stratégique a mis en évidence le fait que le sous-sol de la région recèle des ressources minières assez importantes et dont l'exploitation et la mise en valeur systématique offrirait de nouvelles opportunités de développement local et régional. En particulier, des potentialités fort prometteuses, et notamment les gisements de variétés de

⁹ Bureau d'Etudes SUD, SRAT FM, Phase Diagnostic Territorial stratégique, pp.169-174.

Calcite et les schistes bitumineux, nécessitent l'élaboration et la mise en place d'une stratégie spécifique apte à créer les conditions d'une attraction effective sur des investisseurs capables de les exploiter et de les mettre en valeur au service d'un développement durable local et régional. Toutefois, si en l'état actuel de la prospection géologique, la valeur économique du sous-sol demeure incertaine, son exploitation ne paraît ni ordonnée, ni respectueuse des normes d'environnement et de durabilité.

En termes de recensement des ressources minérales, la région affiche une grande diversité mais en termes de teneur des gisements de leur valeur commerciale, l'activité minière n'a pas de perspectives extraordinaires dans l'immédiat. Il est vrai que la région FM recense toute une gamme de minerais dont la production ne dépasse pas quelques centaines de tonnes (plomb, cuivre, manganèse, fluorine, barytine) mais c'est en grandes quantités de sel, de Ghassoul et de calcites, de réserves des schistes bitumineux que se compte l'avenir de l'activité minière régionale.

Le diagnostic stratégique a mis l'accent sur les contraintes et les problèmes qui entravent ou retardent le lancement d'un processus prometteur d'affinement de la prospection et de l'exploration, d'exploitation et de valorisation de ces potentialités. Il a également rappelé les risques d'exploitation désordonnée, voire anarchique et "courtermiste" des carrières, impulsée par la forte propension à approvisionner un important marché des BTP. Lesquels risques sont aux antipodes des exigences de la promotion des activités de loisirs ou culturelles dans la région.

Le SRAT devrait inclure parmi ses recommandations la réalisation des études d'identification des possibilités d'investissement dans le secteur des mines. Dans le cadre de ces études, il doit être procédé à la recherche de compromis acceptables en planifiant à long terme l'adéquation entre l'exploitation des ressources du sous-sol et les besoins d'une part, et en préconisant d'adopter parmi les priorités des normes de préservation- restauration des paysages, de remise en état des sites et d'utilisation des matériaux recyclés et alternatifs aux matériaux neufs, d'autre part. Dans le domaine précis de l'exploitation des carrières, le Conseil Régional est appelé à rappeler et à interpeller à propos des gains qui découleraient d'une coordination sous forme de « schémas provinciaux » des carrières, tenant compte du coût économique et environnemental des sites de production vers les sites de consommation, et optimisant les itinéraires de transport des matériaux et la préservation des espaces naturels et résidentiels.

L'éclosion des potentialités régionales tributaire de la levée d'entraves et de facteurs de blocage

Le diagnostic de la situation économique de la nouvelle région FM a mis en évidence les atouts et opportunités dont l'économie régionale peut tirer avantage, mais aussi les faiblesses qu'elle doit corriger et les risques contre lesquels elle doit se prémunir. Pour

chaque secteur se dégage un certain nombre de propositions qui devraient servir comme feuille de route pour le Conseil régional pour le court, le moyen et le long termes.

L'élaboration du SRAT constitue l'occasion idoine de débusquer des pistes de réflexion afin de fournir des éléments de réponse aux questions soulevées par les problèmes d'édification institutionnelle du cadre régional, les problématiques de compétitivité, d'emploi, des déséquilibres en infrastructures et équipements et de disparités de développement intra régional auxquels le territoire régional FM est confrontée. Il s'agit d'œuvrer dans le sens de rendre la région économiquement viable, socialement sereine et où il fait bon vivre.

En somme, il s'agit de consolider et de moderniser la base économique de la région, de dynamiser l'environnement des affaires et de la formation afin de donner plus de chance à ceux qui ne trouvent pas encore de l'emploi. Autrement dit, l'œuvre d'avenir consiste à reconstruire les bases économiques de la région sur de nouveaux critères et priorités. Dans la situation qui caractérise la région FM, le développement des territoires doit répondre à trois impératifs : i) consolider l'existant tout en veillant à l'éclosion des potentialités régionales ; ii) garantir un développement homogène qui répond au souci d'aménagement du territoire et à une certaine équité pour la population ; iii) jeter les bases d'un développement différencié qui positionne l'espace régional dans le jeu de la compétition nationale et mondiale.

Les territoires regroupés au sein de la nouvelle région sont dotés de ressources spécifiques qui représentent les ressources qu'ils ont construites et accumulées lors du développement passé à partir de leurs ressources génériques. A partir de ce potentiel, ces territoires sont appelées à fonctionner ensemble comme composantes d'un nouvel agrégat territorial. Chaque territoire ou sous espace de la région représente plus ou moins d'attraits selon les ressources matérielles et immatérielles, disponibles et/ou attendues, qu'il englobe et véhicule. La voie du développement régional passe par la combinaison des ressources spécifiques et des ressources attendues, c'est-à-dire la préparation des ressources futures compte tenu des caractéristiques sociologiques des grands sous-ensembles territoriaux de la région.

Comme outil de cette préparation, le diagnostic stratégique SRAT a relevé l'impact des variabilités topographiques et climatiques de la région sur l'output agricole et scruté à travers la complexité du statut du foncier et la diversité de la nature des exploitations agricoles dans les plaines fertiles comme en zone de montagne, les enjeux d'appui et d'accompagnement des espaces agricoles et de la promotion des terroirs. En dépit du fait que l'économie régionale est dominée par le tertiaire, le secteur agricole dans la région constitue l'épine dorsale du tissu productif régional en ce sens que pour une grande étendue du territoire régional l'emploi dans la région reste largement dominé par les activités primaires.

Pour accélérer la mise en place des bases nécessaires à la modernisation et à la compétitivité du tissu productif régional, l'effort de mise en place des zones industrielles intégrées, des infrastructures de base de l'offshoring et de la logistique au sein de la région de Fès-Meknès doit être actualisé et suivi de près. La dynamisation de la base économique régionale requiert des politiques mieux agencées et des modes de gouvernance plus efficaces pour conforter l'attractivité des grands centres urbains et élever l'attractivité de la région dans son intégralité. La région doit éviter de voir s'effriter son secteur industriel, fort diversifié et qui n'est pas d'implantation récente, dans les filières de l'agroalimentaire, du textile et du montage mécanique. Bien plus, il importe de revoir les modes d'aménagement des zones industrielles, les modalités de leur répartition en lots et les critères de leur commercialisation dans le sens d'assurer le respect des engagements pris pour leur opérationnalisation conformément aux raisons de leurs affectations initiales dans la région.

La stratégie régionale de logistique s'inscrit dans la stratégie logistique nationale en visant la réduction des coûts logistiques au niveau de la région et l'accélération de la croissance du PIB régional par l'augmentation de la valeur ajoutée induite par la baisse des coûts logistiques et l'émergence d'un secteur logistique compétitif au niveau de la région de FM avec un positionnement stimulateur au niveau national. Cette stratégie se traduit par la mise en place d'un ensemble de zones logistiques à proximité des grands bassins de consommation, des zones de production et des principaux points d'échanges et grandes infrastructures de transport (zone Ras El Ma, zone de Kandar Sidi Khair, zone logistique de l'ONCF dans l'agglomération de Fès, zone logistique à caractère agroalimentaire à Ain Taoujdate...). La mise en place de ces zones se fera dans un cadre partenarial regroupant l'AMDL, le Ministère de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau, le conseil régional de Fès-Meknès, les conseils provinciaux et communaux impliqués au sein de la région et d'autres opérateurs privés et publics.

La stratégie de développement de l'économie sociale et solidaire au niveau de la région de FM, s'attache à l'instar de la stratégie nationale d'économie sociale et solidaire 2010-2020, à lutter contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale et à mettre en place une économie productrice de valeur ajoutée et de croissance. La réalisation de tels objectifs s'inscrit dans la mise en œuvre d'activités génératrices d'emplois et de revenus dans des filières économiques porteuses et par l'organisation, l'encadrement et l'accompagnement d'un tissu de coopératives et d'associations dûment structuré.

Au plan de l'armature urbaine

Réaménager l'armature urbaine face à plus de concentration et à l'impact du lent processus de métropolisation

L'analyse de l'armature urbaine de la région de Fès-Meknès, menée dans le cadre de la présente étude du SRAT, a mis en exergue un ensemble de faits dont en particulier la liaison directe entre attractivité de la région focalisée principalement sur l'agglomération de Fès et le début toujours timide du processus de métropolisation pour Fès et Meknès. Deux grandes villes qui font de plus en plus appel aux communes limitrophes comme ressources (eaux, sols...) et comme espaces d'extension... etc. A cela s'ajoute essentiellement l'enjeu de développement et de renforcement de centres urbains émergents en vue de promouvoir de manière renforcée le lien urbain – rural au sein de la région et de permettre une meilleure promotion et attractivité des campagnes compte tenu du caractère fortement rural et montagneux de la région.

Dans l'ensemble, l'armature urbaine de la région de Fès-Meknès affiche une hiérarchie très marquée et fortement déséquilibrée. En dehors de Fès et de Meknès, les autres villes n'ont guère que des fonctions commerciales banales et des services peu différenciés. Aucune ville secondaire ne possède des bases propres pour amorcer un développement industriel ou touristique.

Une grande partie des dysfonctionnements de l'armature urbaine régionale, et surtout du contraste entre les visions de la planification et les besoins réels des territoires régionaux, provient de la méconnaissance des dualismes persistants par les documents d'urbanisme antérieurs, en sus des tendances de la démographie et des adversités de nature économique et sociale, imprévues ou très grossièrement anticipées.

En glissement tendanciel, les projections démographiques soutiennent l'hypothèse d'une urbanisation forte et d'un croit, plutôt modéré, de la population rurale de la région. Il faut donc se préparer aux conséquences de cette concentration de la population régionale dans deux cités toujours plus en phase d'explosion et accessoirement dans 6 à 8 villes moyennes. Au fur et à mesure que l'inflation urbaine que connaît la région devienne un phénomène largement autonome, elle s'avérerait 'antiéconomique'. Mais il faut surtout prévenir que la transition urbaine tourne en urbanisation sans développement. Les pays en développement courent le risque d'un cercle vicieux de l'urbanisation. A Fès et Meknès mais aussi à Taza, les manifestations des difficultés d'insertion urbaine (marché du travail, accès aux services sociaux, obtention d'un logement décent...) deviennent criantes. Ce à quoi il faut ajouter l'urgence d'opérations de rénovation urbaine que la région doit impulser pour soutenir ou conforter l'action des municipalités visant à rendre leur paysage urbain plus attractif.

Le diagnostic territorial a attiré l'attention sur les conséquences de la concentration des problèmes sociaux dans certaines parties de l'aire urbaine. Une meilleure maîtrise et une gouvernance adéquate de l'armature urbaine de la région de Fès-Meknès, orientées vers le dépassement des causes de tels dysfonctionnements, exigent de la clairvoyance, du souci du maintien du lien social et de la solidarité dans la conception d'actions pointues entre les différents opérateurs et leur mobilisation pour réussir les modalités de financement.

Au plan patrimoine et culture

Un patrimoine régional capable de meilleur rayonnement mais aussi de valeur ajoutée matérielle

Dans le domaine du Patrimoine et de la culture, il ressort des investigations effectuées que la région de Fès-Meknès est dotée de grandes richesses naturelles, patrimoniales matérielles et immatérielles. Les monuments et les sites historiques constituent la composante majeure de ces richesses, porteuses d'une charge culturelle, symbolique, et économique. Détenant un héritage à dimensions multiples, les médinas de Fès, Meknès, Taza et Séfrou, ont conféré, de par leur charge culturelle exceptionnelle, une dimension universelle à la région de Fès-Meknès. La sauvegarde et la valorisation durable de ces richesses ne sauraient se confirmer réellement qu'au moyen de la mise en œuvre continue de programmes d'actions pour leur sauvegarde, réhabilitation et mise en valeur. Les résultats de tels programmes ne pourraient qu'être générateurs d'attractivité et de revenus d'appoint pour de larges couches de la population qui n'arrivent pas à s'insérer, par ailleurs, dans le système d'activité économique.



Le patrimoine immatériel, avec tous les trésors humains vivants propres à la région, constitue un domaine capital d'opportunités et de perspectives prometteuses de confortement du marketing et de la compétitivité des terroirs de la région de Fès-Meknès. Les charges symboliques et parfois spirituelles des composantes de ce patrimoine peuvent être génératrices d'un rayonnement d'impact local, régional et national, voire international, en matière de tourisme.

Le diagnostic a donc mis en évidence l'existence de plusieurs entités susceptibles d'être érigées en pôle d'économie du patrimoine. Différentes composantes du territoire régional sont effectivement riches de potentialités patrimoniales naturelles et culturelles et ont connu par le passé des initiatives et expériences significatives. La stratégie à suivre consiste non seulement à œuvrer dans le sens de la consolidation de l'existant pour l'optimisation

des ressources. On opterait plutôt pour la création des conditions d'une véritable refonte des actions de valorisation de cette richesse patrimoniale centrée sur le renforcement des dynamiques constructives de nouveaux mécanismes de mobilisation de la ressource patrimoniale.



Au plan des infrastructures et du transport

L'espace régional présente un profil plutôt rural avec une répartition spatiale déséquilibrée. La population de la région est essentiellement concentrée dans les préfectures de Fès et Meknès, qui regroupent plus de 75 % de la population urbaine. Il s'agit d'une région agricole, industrielle et touristique avec de nombreuses opportunités dans des secteurs économiques clés mais non encore suffisamment maillée par les infrastructures de l'économie moderne compétitive.

La région devient une échelle importante de gestion territoriale. En perspective de ce changement progressif mais profond, il importe désormais de repenser et réactualiser les cartes scolaires, sanitaires tout autant que le maillage du territoire en infrastructures. Un besoin pressant d'infrastructure moderne pour l'ensemble de la région se fait sentir. Pour une période donnée, la capacité d'une collectivité territoriale à attirer et à maintenir diverses activités économiques et facteurs de production mobiles (entreprises, événements professionnels, entrepreneurs, capitaux, etc.) dépend du niveau et de la qualité de ses structures d'accueil et d'accompagnement.



La disponibilité et la qualité des infrastructures de transport et des axes de communication vers les centres urbains régionaux et nationaux constituent, sans conteste, un facteur déterminant pour le renforcement du potentiel de développement de la région de Fès Meknès et sa durabilité. En milieu rural, l'activité de transport souffre de la qualité des infrastructures routières et de la prédominance du transport informel.

Le diagnostic stratégique territorial de l'ensemble des infrastructures et des services de transport fait ressortir que les conditions géomorphologiques et climatiques de la région Fès Meknès sont fréquemment très défavorables en rendant difficiles et donc onéreuses les communications inter et extra région. Aussi, l'état des routes qui traversent le Prérif ou le Moyen Atlas, notamment dans la province de Taounate (ayant le réseau le plus dégradé et une section de la RN8 inadaptée au trafic entre Fès et Taounate) et de la province de Taza, ne facilite pas les échanges dans ces zones ni leur intégration à la dynamique de développement économique et social de la région. Par ailleurs, un retard de connexion de la région vers les autres régions et les autres pôles économiques, tels que le bipôle Tanger-Tétouan, le nouveau port de Kenitra et la région de Marrakech-Safi, risque de limiter sinon de freiner les possibilités de développement de la région. L'amélioration du système de transport rural y compris l'intégration du transport informel, est donc à revoir dans sa globalité.

Le perfectionnement de l'état du réseau routier en général et le renforcement du réseau de routes rurales dans certaines zones éloignées où situées dans les zones de montagne (Prérif, Moyen Atlas) s'avère primordial pour améliorer les conditions de vie des populations de la région en leur assurant un meilleur accès aux services et équipements de base (administrations territoriales, souk, écoles, centres de santé, ...) et des opportunités d'ouverture sur un horizon spatial plus large.

La montée en puissance d'une demande sociale fustigeant les manifestations du cloisonnement et de la marginalisation territoriale, les grandes disparités dans le maillage du vaste territoire régional de Fès-Meknès, les résultats attendus de la décentralisation de

l'action publique..., requièrent de nouvelles formes de conception et de gouvernance des projets d'infrastructures.

Instrument de prospective territoriale, le SRAT formule des indications pour développer l'attractivité et l'attraction des composantes de l'espace régional. L'action régionale est appelée à accorder plus d'attention à l'« aménagement logistique » comme facteur d'attractivité territoriale pour l'implantation des activités économiques comme pour l'orientation des flux de trafic et pour la création directe et indirecte d'emplois. La problématique de l'ancrage territorial des implantations logistiques doit être appréhendée à la lumière des compléments (vers le nord et vers le sud) nécessaires à l'optimisation de l'axe ferroviaire/routier et autoroutier aujourd'hui strictement orienté ouest-est.

Au plan développement humain

Les conclusions du diagnostic territorial focalisent les impératifs de développement humain au sein de la région Fès-Meknès dans deux grandes directions : la confrontation des manifestations de la pauvreté, d'une part, et les précautions et les mesures urgentes contre l'enlèvement de pans entiers du territoire régional face aux risques de marginalisation sociale, de l'autre.

Au niveau du Développement humain, et selon les données du RGPH 2014, la population de la région de Fès Meknès qui dépasse 4,2 millions est à majorité urbaine (61%) mais très inégalement répartie sur le territoire régional, avec une nette concentration dans les deux principaux pôles qui abritent près de la moitié de la population de la région, soit 47%, sur une superficie qui ne dépasse guère 5% de la superficie totale de la région. L'évolution de la démographie régionale accentue le processus de diminution des populations rurales au sein de vastes zones de la région et le phénomène de réduction de la taille des ménages d'une personne entre 1994 et 2014 aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

Les tendances démographiques résultant des projections dévoilent que les deux tiers de la population de la région résideraient en milieu urbain en 2036. Elles indiquent aussi que la structure de la population se caractériserait par un vieillissement plus accentué et aux conséquences socio-économico-sanitaires immenses pour la collectivité régionale. En effet, la tranche de la population ayant 60 ans et plus passerait de 9,5% à 16,2% entre 2014 et 2036 alors que la population âgée de moins de 15ans serait de 20,5% contre 28,1% en 2014. En somme, la région

Concernant le niveau et les manifestations alarmantes de la pauvreté, le diagnostic territorial stratégique permet de constater que les différentes actions menées par les pouvoirs publics dans ce domaine - notamment dans le cadre des objectifs du millénaire de développement, de l'INDH et des programmes de développement sectoriels - ont eu des retombées globalement positives : la pauvreté monétaire fut réduite de 16,6% en 2001 à 13,8% en 2007 pour s'établir à 5,2% en 2014. Cependant et quoique encourageants, ces

réalisations souffrent encore la déficience : le taux de pauvreté demeure encore élevé en milieu rural et se situe autour du taux de 10,5% et les manifestations de la pauvreté et de la précarité en milieu urbain prennent de nouveaux visages. Ceci pourrait vraisemblablement s'expliquer par la faiblesse des bases économiques et des niveaux d'équipements. Une faiblesse contre laquelle il faudrait centrer les efforts collectifs et les réorienter lors des prochaines années.

La stratégie de développement de la région FM doit privilégier les mécanismes de croissance inclusive et du développement durable. En raison de l'acuité des inégalités socio-territoriales, le Conseil Régional doit faire sienne une logique d'équité pour proposer et mettre en œuvre un modèle de développement novateur, plus soucieux des ressources naturelles et préoccupé de la dignité et du bien-être humain.

Au plan développement rural

En dépit de l'existence de deux villes impériales et de centres urbains non moins historiques, le caractère rural de la nouvelle région est manifeste. Un des enjeux décisifs de la fusion constitutive de la nouvelle entité régionale réside dans l'objectif d'intégrer les espaces ruraux dans le nouvel ensemble territorial. La question des inégalités territoriales devrait être mise au cœur des politiques économiques comme des politiques d'infrastructures. En effet, il y a un risque de laisser se concentrer la dynamique de développement de la région FM dans les seuls grands centres urbains et plus spécifiquement autour du seul bipôle. En outre, le territoire figure parmi les plus âgés du Maroc et ses terroirs recèlent un savoir-faire agricole d'une grande valeur. D'où les impératifs de sauvegarde et de promotion de la teneur des espaces ruraux, de leurs spécificités et de leurs capacités productives respectives.

Prioriser l'action de modernisation et de mise à niveau du monde rural

Les efforts de développement à intensifier en faveur du monde rural se situent à différents niveaux. La stratégie de soutien et d'accompagnement du monde rural est appelée à être à la fois une stratégie de renforcement des capacités, de modernisation et d'ouverture sur la vie nationale et l'horizon mondial.

Au niveau de la promotion du développement rural et de l'éradication de la pauvreté, la volonté des pouvoirs publics s'est certes exprimée



depuis le début des années quatre-vingt. Elle s'est traduite, en 1999, par l'élaboration de la Stratégie 2020 de développement rural, qui préconisait une approche participative et intégrée. La Vision présidant à cette stratégie a été revue et corrigée, dès 2009, par la

nouvelle Stratégie nationale de développement rural (SNDR) dont le caractère spécifique fut l'intégration des différentes dimensions sociales, économiques et environnementales du développement territorial. En 2005, les programmes d'actions issus de cette stratégie ont été couplés par ceux découlant de L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH). Le but primordial fut de cibler les catégories de population les plus pauvres et de les intégrer dans le processus de développement durable, au moyen de la mise en œuvre de programmes de consolidation de l'infrastructure d'appui et des équipements socioéconomiques et des activités génératrices d'emploi et de revenu pour améliorer les conditions de vie des populations et élargir leur accès aux services et opportunités d'épanouissement. Néanmoins, les efforts déployés et les progrès réalisés à ces titres se sont avérés tronqués. Les zones de montagne demeurent singulièrement défavorisées, du fait essentiellement de leur isolement et enclavement.

Une attention particulière et soutenue devrait donc porter sur le Rif et le Prérif, afin de les désenclaver de manière concrète et efficace. Il importe de les doter judicieusement en infrastructures de base et de valoriser leurs potentialités en capitalisant sur les projets de l'Agence des Provinces du Nord pour toute la zone devenue partie intégrante de la région Fès-Meknès.

Il en est de même pour l'espace projet du Moyen Atlas, réserve stratégique en ressources d'eau qui connaît un enclavement contraignant et se trouve handicapé à cause de bases de développement limitées. La préoccupation devrait-être orientée vers la préservation des ressources stratégiques (eau, forêt, biodiversité, paysages...), tout en palliant, progressivement mais sûrement, aux sources de la marginalisation économique et sociale des populations.

Concernant les zones de la basse Moulouya, la mise en valeur de cet espace nécessite une action urgente de désenclavement avec des projets de routes et de rapprochement des services publics de base. La restructuration du milieu rural doit viser le redéploiement de la base économique constituée autour du grand potentiel d'élevage (cheptel, parcours et savoir-faire), la sauvegarde des ressources en eaux, forêts, sols et nappes alfatières, l'amélioration du transport, la création de zones d'activités et artisanales.

En somme, les efforts de la région en faveur de développement rural doivent être minutieusement ciblés. Il importe d'effectuer des actions plus soutenues en matière de rattrapage des déficits sociaux et infrastructurels dans un cadre de perfection des mécanismes de financement et surtout de suivi et de contrôle strict des pratiques d'exécution des programmes et projets de développement. Pour que l'action du Conseil régional soit concluante, un intérêt particulier doit être porté à la coordination avec la Wilaya d'une part, et au renforcement des capacités des acteurs locaux (communes, promoteurs privés, société civile...), d'autre part.

Pour le PDR comme pour le SRAT, la réussite de l'action régionale selon la philosophie de la loi 111-14 reste tributaire du décloisonnement des politiques et programmes sectoriels, pour une plus grande mutualisation des synergies et une grande coordination entre les différentes institutions.

Au plan environnemental

La forte croissance démographique qu'a connue le Maroc ces vingt dernières années et avec un peu plus d'intensité la zone de Fès- Meknès, s'est traduite par une concentration de la population en milieu urbain avec un croît peu ordonné et plus rapide que celui du milieu rural. Le fort développement de villes comme Fès et Meknès ou encore Taza découlé a eu pour conséquence une pression plus forte proportionnellement aux nombres d'habitants sur l'environnement avec une aggravation nette des problèmes liés aux rejets des eaux usées, à l'élimination des déchets et à d'autres types de pollutions et de nuisances. La région fait face à la dégradation du cadre bâti, aux constructions clandestines et à la prolifération de bidonvilles en périphérie urbaine.

Les ressources en eau au niveau de la région sont soumises à des pressions qui émanent principalement de facteurs climatiques, des rejets liquides et solides au niveau des sols et des oueds qui affectent la qualité physico-chimique et bactériologique de l'eau, ce qui constitue une menace réelle pour la santé de la population et affecte négativement la qualité du cadre de vie des citoyens. A ces pressions réelles et intenses sur les ressources, liées aux facteurs anthropiques, s'ajoutent d'autres facteurs de dégradation, dont l'érosion hydrique émanant du régime pluviométrique et de la nature du relief (prédominance de fortes pentes). Les ravages de l'environnement sont accentués par la pression démographique incessante, et notamment par les techniques culturales et d'élevages pratiqués d'une manière aléatoire. La région de Fès-Meknès tend donc vers un assèchement de ses nappes : les réserves de la nappe principale se compriment d'environ 100 Mm³/an !

A cause de l'absence d'une généralisation et/ou d'une maîtrise minimale des décharges contrôlées au niveau des provinces/préfectures relevant de la région FM, le bien-être de la population avoisinante risque d'être menacé. C'est là une vraie source de tensions entre cette dernière et les acteurs locaux donnant ainsi une image négative de la région en matière de gestion des déchets solides et liquides et constituants un facteur de répulsion pour l'attrait des investisseurs. La gestion des déchets s'est transformée en problème épineux pour l'environnement au niveau régional : nature des rejets, modes de collecte inadéquats, risque de contamination de la nappe, émanation de biogaz, dégradation du cadre paysager, insalubrités vis-à-vis des populations. Plusieurs programmes sont en cours, mais restent formels ou insuffisants pour réduire la vulnérabilité de la région face aux rejets immenses et anarchiques. Actuellement, l'assainissement domestique est considéré comme l'un des problèmes environnementaux les plus ardues affectant la qualité des ressources en

eau de la région de Fès-Meknès. Les Médinas et périphéries à forte densités accumulent un sérieux déficit en assainissement. Le Schéma Directeur d'Assainissement liquide de la région en zone rurale accuse, en toute vraisemblance, un retard vraiment difficile à rattraper. Le projet national intégré de dépollution de l'oued Sebou accumule les insuffisances et lacunes.¹⁰

Les manifestations de défiguration du paysage naturel deviennent saillantes sur le territoire régional. De plus en plus, des zones dédiées à l'exploitation des carrières se trouvent désormais cernées par le bâti urbain suite à l'extension des villes de la région. L'enjeu économique fait table rase des préoccupations environnementales au grand mépris des risques inhérents à l'impact de la circulation et diffusion des poussières sur l'étendue de quartiers urbains entiers. La forte pression anthropique entraîne la réduction des habitats naturels et une diminution de la biodiversité ce qui provoque une dégradation environnementale irréversible à long terme nécessitant des fonds colossaux pour pouvoir y remédier un tant soit peu. La capacité du couvert forestier à se régénérer naturellement s'avère faible et les efforts de reforestation restent insuffisants et souvent contrecarrés par les pratiques d'élevage extensif ; ce qui peut réduire significativement les recettes de la région issues de l'exploitation des produits ligneux et non ligneux extraits de la forêt.

Conséquences parmi d'autres des changements climatiques mais aussi d'interventions de l'homme, les risques d'inondations sont ponctuels et localisés, ceci pourrait occasionner avec de grandes fréquences des pertes en vie humaine et matérielles induisant une inertie de l'activité régionale et décourageant les projets des éventuels investisseurs. Dans le cadre de la concertation/coordination entre collectivités et autorités locales, la région doit veiller établir un schéma précisant :

- les espaces de liberté des rivières et les espaces nécessaires aux cours d'eau remplissant le rôle indéniable de corridors biologiques,
- les zones nécessaires au bon fonctionnement et à la recharge des nappes en eau de qualité et en quantité suffisante (notamment celles utilisées pour l'alimentation en eau potable) ;
- les zones nécessaires à la gestion des crues (zones inondables, zones d'expansion de crue, systèmes de rétention des eaux pluviales) ...

10

http://www.environnement.gov.ma/images/Mde_PDFs/Fr/Rapport_sur_Etat_de_l_Environnement_de_la_Region_de_Fes.pdf

Pour mieux intégrer le souci d'adaptation aux conditions naturelles, il est primordial de procéder à certain nombre d'actions en amont de tout aménagement du territoire dont en particulier le renforcement des programmes en cours contre les inondations, le renforcement de la connaissance du risque et de ses effets socio-économiques et sur les territoires auprès des acteurs locaux et de la population, l'intégration de la plupart des risques dans les documents d'urbanisme et la réalisation des études intégrées du risque au niveau de la Région de Fès-Meknès.

Le souci des impératifs de la transition énergétique doit être partout présent dans la région FM. L'important potentiel de cette région en matière des énergies solaire, éolienne, hydro-électrique et géothermique liée à la biomasse la prédispose à participer à l'effectivité du Programme national de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique qui vise à rehausser la contribution des Énergies Renouvelables à 20 % du bilan électrique national et de réaliser des économies d'énergie de l'ordre de 15 % en 2020 et de près de 25 % en 2030.

En somme, et raison des énormes dégradations et risques en cours, le diagnostic de l'état environnemental et des dérives a insisté sur les impératifs de protection et de mise en valeur du patrimoine naturel, environnemental et urbain historique au profit d'un redéploiement durable du fonctionnement des bases de l'économie régionale, de la promotion du tourisme intérieur et extérieur et de l'attractivité du cadre de vie.

La prévention et la précaution doivent rester de mise lors de tout projet ou action de la région à l'encontre des phénomènes naturels comme l'érosion, la sécheresse, les inondations mais également des multiples pressions d'origine anthropique tels que l'occupation des terrains, surexploitation des ressources naturelles, rejets liquides et solides...

Au plan institutionnel

La récente réforme du cadre institutionnel des régions constitue l'aboutissement de la mise en application des dispositions de la nouvelle constitution concernant l'organisation des activités publiques au niveau local. Le choix de créer et de faire évoluer l'échelon régional constitue en effet une innovation dans la mesure où, contrairement à la commune et à la province, la région est une instance de confrontation et d'échange susceptible d'assurer la participation de l'ensemble des catégories dirigeantes locales (politiques, économiques, syndicales, universitaires) à la réalisation d'initiatives et de projets propres de développement territorial en symbiose avec les orientations nationales.

La région doit donc émerger comme une réalité institutionnelle pour constituer un cadre d'action collective, où s'établissent des interdépendances durables entre des groupes d'acteurs dont les actions et les interactions prennent corps dans un ensemble de choix et de projets de développement. La région de Fès-Meknès, collectivité territoriale de droit

public dotée de la personnalité morale, de l'autonomie administrative et de l'autonomie financière, a toute l'autonomie qu'il faut pour procéder à la mise en place du support administratif et technique du Conseil Régional.

Le fait que la région émane d'une fusion de territoires ayant été organisés dans d'anciennes régions implique tout un effort de mise en place de services technico-administratifs aptes à encadrer les initiatives d'ingénierie du développement territorial. En matière de gestion des ressources humaines et pour procéder aux recrutements nécessaires, le président de région dispose d'une certaine marge de manœuvre pour le choix de ses équipes. La région FM s'est dotée d'un organigramme constituant un premier projet de structure où sont définis les services jugés comme essentiels pour le démarrage des activités du conseil. Cet organigramme a été conçu dans une optique de performance et de réduction des disparités existantes, intra et interrégionales.

Le conseil de la région dispose d'un règlement intérieur. Celui-ci ne traite que les éléments concernant le déroulement des travaux du conseil et de ses commissions et ne précise pas les aspects relatifs à la gestion administrative du quotidien des services de l'organisation. Les ressources de la région de Fès-Meknès proviennent principalement des impôts (55,74%) et des dotations de l'Etat (43,72%), les emprunts (0,46%) et les recettes patrimoniales (0,01%), et les recettes diverses et imprévues (0,07%) ne représentent qu'une part très marginale des recettes.

Les défis de mise en œuvre des stratégies régionales de développement socioéconomique territorial, se rapportent essentiellement à la mobilisation des moyens financiers requis et des moyens humains à savoir-faire hautement qualifiés. Mais se pose surtout le défi de la convergence vers une cohérence politique facilitant la concrétisation de l'intérêt général de la région et la mise en place d'un arsenal juridique qui garantisse la sécurité juridique des actes et des accords établis par la région et qui facilite et accélère les procédures administratives accompagnant la mise en œuvre des stratégies régionales de développement.

L'entité politico-administrative régionale fait face à un autre défi et non des moindres qui réside dans la quête d'efficacité et l'abnégation dans l'accomplissement des responsabilités et des attributions selon des modes managériaux de gestion, de suivi et d'évaluation objectifs et transparents.

Résultats de l'analyse SWOT¹¹

Le tableau suivant reprend de manière synthétique les grandes tendances, les atouts et les faiblesses spécifiques de la région de Fès-Meknès dans son contexte national et mondial.

¹¹ Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces.

Tendances, Promesses & Alertes	Atouts et Adversités actuelles	Défis pour l'action, orientations pour demain
--------------------------------	--------------------------------	---

Mondialisation et articulation'- intégration de l'économie régionale		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nouveau Souffle de protectionnisme : un risque latent ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dépendance vis'- à'- vis de centres de décision externes (menaces de délocalisations/ fluctuations des commandes) ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Effort de diversification et de différenciation de l'offre ;
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Low'- cost, libéralisation en dents de scie, 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Périphéricité accentuée en dehors du centre de la région ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Montée en valeur offerte et captation de cette valeur ;
<ul style="list-style-type: none"> ▪ fragmentation des chaînes de valeur... 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des bases et relais de croissance identifiés 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ancrage des activités porteuses par innovation excellence locale et respect des normes standard ;
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nouveaux et puissants entrants agressifs (pays émergents) ; 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Amélioration du climat des affaires ;
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Limites des marchés d'Europe et nouvelles possibilités vers l'Asie et l'Afrique ; 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ - Préservation de l'environnement naturel
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fluctuations des flux des échanges suite aux remous et conflits ; 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Connexion 'globale' par effort d'excellence locale du tourisme et de l'artisanat

Nouveaux piliers de la compétition et de la Concurrence territoriale		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ intelligence embarquée 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Valeur régionale créée/captée encore faible (PIB/emploi) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantir la Transition des secteurs socles traditionnels vers la performance en activant les innovations techno'- organisationnelles ;
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des produits aux produits services : la "Servicialisation" 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible intégration entre composantes du tissu productif régional intra et inter'- secteurs ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Promouvoir une relance conséquente des IAA vers les filières du Bio'- produits du Terroir'- nutrition'- santé,
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Existence de terroirs fameux et de vocations agricoles exceptionnelles ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Maintenir les industries basées sur le savoir'- faire régional par des remontées vers l'amont et par une politique de l'innovation ;

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ offshoring embryonnaire : un atout prometteur mais mutations de la filière 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Saisir les opportunités de l'économie verte et de la nécessaire conquête d'une plus grande autonomie et efficacité, en particulier énergétique
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un potentiel insuffisant de R&D, public et privé ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bâtir les conditions de l'essor des nouvelles activités porteuses d'avenir et basées sur les ressources disponibles (biotechs, éco'- activités..)
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence d'un système de soutien à l'innovation technologique, et à l'accompagnement des entreprises en croissance ou en difficultés ; 	
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible insertion dans les réseaux/projets Internationaux 	

Transformation en profondeur des activités et des métiers

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Montée des Inégalités sociales' ▪ Disparités territoriales 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Assez bonne qualification de base (diplômés Formation Prof, bac, Licence) dans un contexte de marché de travail morose et de persistance des inégalités, notamment femmes ▪ hommes et d'un processus de déclassement des jeunes ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Adopter un modèle régional de Croissance inclusive et de cohésion sociale par l'emploi :
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déclenchement d'une grande vague de Transformation rapide des activités et des métiers / compétences requises ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poids de l'économie sociale et solidaire dans la région ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Transformer la relation Formation'- Emploi, initiale et tout au long de la vie active par un plan régional spécifique ;
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Persistance des inadéquations latentes emploi'- formation pour les secteurs porteurs ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dynamiser l'entrepreneuriat sous toutes ses formes, la culture d'innovation et la pédagogie scientifique
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Montée du chômage, de la pauvreté et de la précarité ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Désaffection des filières scientifiques et techniques et faible mise à profit du potentiel universitaire de R&D au tissu 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer les Capacités d'industrialisation flexible et de "lean production" dans les activités de transformation ;

	productif régional.	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cohésion sociale affaiblie, inégalités croissantes, peur des lendemains et explosion des confrontations et du malaise social. 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dynamiser et rénover l'économie productive pour élargir le champ de l'économie résidentielle

Traiter les disparités sociales flagrantes et paralysantes	
POTENTIALITES ET ATOUTS INTERNES	CONTRAINTES INTERNES
1. Une région qui bénéficie des infrastructures de niveau national et international combinant rail, route, autoroute et aéroport.	1. Une région d'intérieur sans accès direct ni à la mer, ni à une frontière internationale terrestre.
2. Des territoires d'intérêt national qui traversent la région et s'étendent sur les régions voisines : bassins hydrauliques, massifs montagneux, ressources en eau, nappe alfatière, forêts, plaine du Sais.	2. Une métropole "inachevée" en déficit de nombreux attributs de la métropolisation.
3. Une forte diversité territoriale riche de ressources naturelles.	3. Des axes de communication de niveau national limités à l'aire métropolitaine (Sais et couloirs).
4. Un patrimoine matériel et immatériel de grande importance.	4. L'axe Guercif- Midelt qui traverse la région par le Sud n'aboutit pas directement aux pôles de développements régionaux et nationaux.
5. Un couloir de métropolisation au croisement des deux axes majeurs est'- ouest (couloir de Taza) et nord'- sud (Tanger Marrakech).	5. Une faible participation de la région à la création de la valeur ajoutée au niveau national.
6. Une couverture généralisée du milieu rural en services et équipements de base.	6. De faibles relations fonctionnelles avec les régions voisines.

7. Troisième grande ville du pays par la taille et unique grande métropole de l'intérieur des terres dans les régions du nord, Fès étale une aire d'influence qui va au-delà des frontières de la région.	7. Menaces sur des ressources naturelles (eaux et forêts).
8. Une économie à fort ancrage historique, un bipôle engagé dans un processus de métropolisation et une économie urbaine en cours de modernisation.	8. Un tissu économique à structure traditionnelle. Ce tissu est concentré entre Fès et Meknès (80% des activités économique)
	9. Une armature urbaine macrocéphale.
	10. Un monde rural en cours de dépeuplement dans la majorité du territoire régional.
	11. Déficit urbains nombreux (habitat insalubre, quartiers sous équipé, équipement collectifs, ...)
	12. Un territoire fortement compartimenté (effet historique, démographie, géographie, ...)
	13. Lenteur dans le processus d'intégration entre Fès et Meknès pour la construction d'un ensemble métropolitain

OPPORTUNITES PROVENANT DE L'EXTERIEUR

MENACES PROVENANT DE L'EXTERIEUR

1. Des régions voisines qui développent des stratégies ambitieuses.	
2. Point de passage de la future ligne de chemin de fer à grande vitesse.	1. Retards dans la construction de l'UMA.
3. La nouvelle dynamique vers l'Afrique qui dispose d'un potentiel de croissance important.	2. Concurrence avec l'oriental et Nord'- Ouest (Oujda'- Nador, Tanger'- Tétouan).
4. Le développement de nouvelles infrastructures portuaires sur la façade méditerranéenne proche de la région.	3. Avance de la désertification.
5. Des outils de planification transrégionaux qui couvrent les espaces d'intérêt national.	4. Accidents écologiques majeurs pouvant toucher la forêt ou la nappe alfatière.
6. Des programmes nationaux de rattrapage efficaces pour équiper les zones rurales.	5. Ralentissement des efforts de l'Etat en termes de rattrapage des retards.

7. Une régionalisation avancée et une décentralisation engagée.	6. Les effets négatifs des aléas de la mondialisation sur les zones et activités sensibles.
8. Des outils de planification stratégique aux échelles suprarégionales.	
9. Perspectives de liaisons rapides Nord'- Sud (Tanger'- Fès'- Marrakech)	

Conclusion : _____

Le diagnostic de la nouvelle région Fès-Meknès a tenté de multiplier les angles d'attaque et les échelles d'analyse des composantes territoriales de la région, et en particulier de scruter la diversité des éléments de cet ensemble régional en phase d'édification. Tel qu'il a été conduit et avec toute l'attention qui a été accordée à la concertation et aux échanges entre acteurs et milieux dépositaires des différents intérêts dans la région, les conclusions de ce diagnostic peuvent être ainsi l'occasion de tirer un parti stratégique de cette position et de conforter une mission première du Conseil Régional qui est de garantir l'intégration territoriale et de favoriser la meilleure interdépendance possible des différents éléments du territoire régional.

Les délais exigés pour la réalisation du diagnostic ont été si brefs que la synthèse des conclusions des documents des trois régions-mères n'a été suffisamment "mijotée" pour s'offrir une radioscopie intégrale évitant les contresens et comblant les lacunes, surtout s'agissant d'un nouvel ensemble territorial fort complexe. Toutefois, pratiquement toutes les indications des monographies des provinces et les recommandations des diagnostics des SDAR et SRAT antérieurs ont le plus souvent été prises en compte.

Globalement, l'image qui force l'attention lorsqu'on scrute les fondamentaux de cette grande région de Fès-Meknès est celle d'un territoire de grands contrastes en termes de richesses mobilisables et de potentiel de développement, mais aussi d'adversités et de goulots d'étranglement. Les origines de cette configuration territoriale qui proviennent d'une riche histoire couplée aux hasards de la géographie revêtent trois principales caractéristiques :

- Une carte de peuplement fortement marquée par des contingences de l'histoire politique du Maroc central à l'origine de l'émergence de certaines villes ou la primatie de Fès et le relatif poids de Meknès ont induit des mécanismes de polarisation intense vers la riche plaine du Sais. Pour une région dite de bipôle, l'actuel chef-lieu régional Fès fondé depuis plus de 12 siècles a occupé une position privilégiée sur les routes marchandes et a été jusqu'au tout début du 19^{ème} siècle la capitale administrative et économique du Maroc. L'autre pôle Meknès a résisté tant bien que mal et entend renouveler ses fonctions de ville historique et de

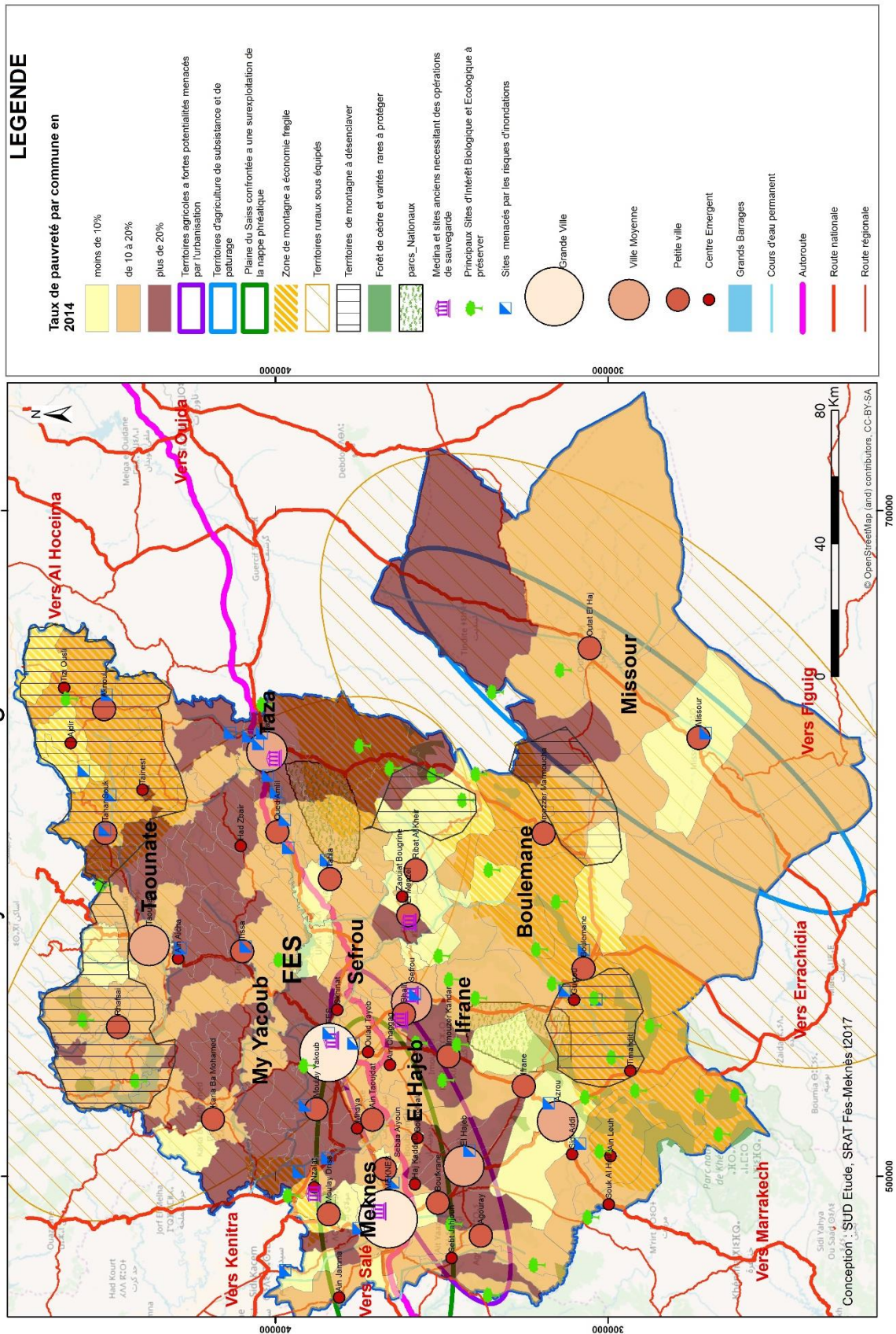
rayonnement. D'où un peuplement fort concentré en dépit de la création d'un ensemble de villes à vocation "administrative" durant la période coloniale ;

- Un espace régional où perdure un déséquilibre notoire en termes d'accessibilité et de transport avec un seul couloir fortement drainé et desservi le long de la plaine du Saïs et qui articule de manière incomplète voire tronquée, la région à l'ensemble national profitant de la topographie plane du Saïs et du passage relativement aisé du col de Taza entre le Moyen Atlas et le Rif. Le reste du territoire demeure handicapé par une topographie difficile et se trouve faiblement drainé et intégré voire complètement enclavé pour certaines communes rurales ;
- De grandes disparités en termes de potentialités en eau et en sols cultivables avec des terres fertiles et de grands apports en eau au nord du Moyen Atlas, dans la plaine du Saïs et le long des grands Oueds de la région, des pentes et des conditions climatiques handicapantes dans le Moyen Atlas et un climat semi-aride et une terre défavorable au Sud.

En raison de l'hétérogénéité de la région et du fait qu'elle regorge d'inégalités, la stratégie de la promotion de la région doit éviter tout biais sectoriel ou provincial et est appelée à s'inscrire dans une action générale de dynamisation, d'accompagnement et de solidarité sur l'ensemble du territoire régional. Elle est également invitée à capitaliser l'immense capital immatériel de cette zone centrale du Maroc d'hier et d'aujourd'hui. D'où l'importance des priorités de la stratégie du développement régional, à moyen et à long terme.

Sur la base d'un diagnostic partagé, les acteurs institutionnels de la région ont ensemble envisagé le projet du développement régional avec un nouvel esprit. Un esprit animé par une forte propension à la coopération et à la contractualisation, mais aussi conscient des grands enjeux d'aménagement et de développement de la région. Les réflexions sur ces enjeux mettent en perspective leur portée non seulement pour la région Fès-Meknès en tant que telle, mais toutes les zones du Maroc central et donc pour l'ensemble du Maroc.

Occupation et caractéristiques des territoires de la région de Fes Meknes
Synthèse du Diagnostic

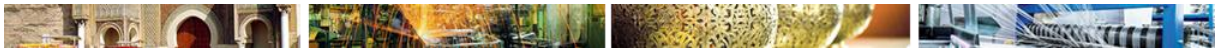


2.

LES ENJEUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION



3. Les enjeux d'aménagement et de développement de la région



Les enjeux au niveau national

Le chantier de la régionalisation avancée instaure les fondements d'une réforme territoriale régionale qui se veut l'ébauche de l'édification de grandes régions dotées progressivement de pouvoirs stratégiques tangibles. L'enjeu national de cette œuvre est certes prééminent en cette phase de lancement du projet de régionalisation avancée. Il se nourrirait de l'ampleur des problèmes locaux pour mieux se faire entendre et infléchir le mode de gouvernance territoriale jusqu'ici centralisé.

De la régionalisation formelle au projet de régionalisation avancée : des exigences d'organisation et de performance

Avec l'augmentation de la taille des régions et le renforcement de leurs compétences, l'échelon régional se trouve promu pour endosser le costume du maestro du développement territorial. Mais il ne doit se proclamer et agir que comme le garant le plus seyant à sa stricte fonction et à ses véritables capacités d'animation. Bien que réaménagée et reprécisée par les trois lois (111-14/112-14/113-14...), la partition des tâches entre collectivités territoriales au sein de la nouvelle région reste délicate, et par certains aspects périlleuse et conflictuelle.

La région est appelée à accompagner les grandes transitions de son chef-lieu comme métropole, d'appuyer le rayonnement des autres grands centres urbains, à propulser les petits centres urbains et à les réveiller de leur léthargie, à revivifier les campagnes et à consolider leur potentiel productif.

Le territoire marocain est sur le point de subir un nouveau grand big-bang. Après celui de la très forte poussée de l'urbanisation, celui-ci est provoqué par la montée en puissance des grandes villes intermédiaires en situation de métropolisation d'une part, et les conséquences de l'élargissement des régions, de l'autre. Compte tenu de la forte hétérogénéité des territoires, cette nouvelle mutation aurait des retombées expressément différenciées selon les nouvelles régions. La nouvelle région a de nouvelles responsabilités et pour les accomplir, elle aura besoin de toute une pédagogie des priorités territoriales ... En toute vraisemblance, la supervision de la région pourrait servir à mieux arbitrer entre les revendications et doléances provinciales et à éviter une concurrence maladroite entre territoires. Elle pourrait aussi dissuader chaque petit territoire de développer les mêmes équipements que ses voisins, complémentaires et interdépendants. Mais elle serait puissamment sollicitée pour remédier aux grandes disparités intra-régionales.

L'élaboration de la stratégie de développement régional dit donc tenir compte de la nouvelle donne territoriale. Celle-ci engendre de nombreuses conséquences, à la fois pour les élus, pour leurs structures publiques mais aussi pour les entreprises et les habitants. Elle regorge également de nombreuses implications pour les régions limitrophes. C'est la raison pour laquelle il ne suffit pas de proclamer que la région Fès-Meknès ne manque pas d'importants atouts ou qu'elle doit aussi faire face à des défis multiples, notamment en matière de transports, de complémentarités entre territoires, de réajustement du tissu productif, de développement économique partagé, etc. L'instance régionale ne deviendrait opérationnelle qu'une fois que les intervenants s'attacheront à définir, sereinement et consensuellement les grandes priorités territorialisées pour les années à venir afin d'impulser une nouvelle dynamique et favoriser les synergies entre communes à l'intérieur de chaque province et entre acteurs des provinces en faveur de la région.



La loi 111-14, promulguée le 7 juillet 2015, poursuit l'objectif de constituer des régions plus fortes et à même d'engager des ententes et coopérations intra régionales. Elle entend, par ailleurs, offrir des opportunités en matière d'efficacité opérationnelle et d'amélioration de la qualité de l'intervention publique territoriale. Cette nouvelle carte, qui fait passer le nombre de régions de 16 à 12 s'inscrit dans le contexte plus large du lent processus de la décentralisation, initié depuis la loi du 27 janvier 1976 et qui comprend également les différentes étapes qui sont à la base de l'éclosion du processus de régionalisation avancée. Aux termes de la loi sur la nouvelle organisation territoriale du royaume adoptée en juillet 2015, la fusion des régions intervient donc dans un contexte législatif qui ne manquerait pas de nourrir des imprécisions en matière de compétences transférées et transférables, de prise en charge de politiques publiques, de modalités de mise en œuvre et d'organisation.

tous les niveaux (provinces, municipalités, centres urbains, communes rurales... etc.). Se trouveront également impliqués les divers autres acteurs publics : administrations déconcentrées, opérateurs et agences qui pour la plupart vont se rapprocher sur le modèle des 12 régions. Mais cela concerne également l'ensemble des acteurs de tout territoire spécifié : usagers particuliers et entreprises, acteurs économiques, sociaux, culturels, acteurs de l'enseignement, de la santé, de la sûreté ... C'est tout l'écosystème institutionnel local qui va être profondément remodelé. En ce sens, la réflexion sur le rapprochement des régions va bien au-delà d'un projet de transformation centré uniquement sur la fusion organisationnelle de plusieurs structures, et entraîne, de fait, la transformation d'un écosystème territorial dans son ensemble. À coup sûr, c'est pour cette raison que l'ensemble des régions marocaines vont se trouver concernées, qu'elles fassent ou non l'objet d'un mouvement de rapprochement prononcé.



Si la perspective à moyen et à long terme est bien d'inventer et de construire les régions et territoires de demain, il s'agit dans l'immédiat de faire de la carte d'un Maroc en pleine transition démographique et économique à 12 régions une réalité, et ce dès 2020. Les décideurs régionaux se trouvent confrontés à deux perspectives de travail distinctes mais complémentaires : la première séquence se rapporte au projet de mise en harmonie des composantes fusionnées par la force du découpage et de ses espoirs, la seconde se trouverait centrée sur la volonté de féconder une projection à plus long terme des orientations régionales. Afin de ne pas confiner le projet régional au seul chantier de fusion-réaménagement territorial, il importe de ne guère considérer ces deux séquences comme distinctes et sans attaches. Pour créer des conditions favorables à la mise en œuvre des nouvelles modalités de conduite des politiques publiques régionales, il importe de bien veiller sur l'articulation de ces deux séquences. Un projet de fusion de deux anciennes entités régionales ou de parties de ces entités ne dépend pas de la seule décision de les fusionner. Il reste tributaire de la manière de le conduire et du doigté pour convaincre les intéressés d'y adhérer.

La première séquence, qui a déjà démarré au sein de la plupart des futures régions, porte sur la préparation et l'ingénierie globale de la fusion. Elle est centrée sur des problématiques institutionnelles et organisationnelles, mais pose naturellement des questions sur les modalités d'exercice des politiques publiques. La dimension humaine est au cœur de ces travaux et sera une des principales clefs du succès des fusions. Pour répondre aux enjeux liés à la mise en œuvre opérationnelle de la fusion, plusieurs questions se posent aux régions :

- Comment faire de l'année 2017 et du premier semestre 2018 une phase de transition utile dans la préparation du rapprochement des portions des régions fusionnées et de la mise en place des nouvelles entités ?
- Comment sécuriser la communication et la conduite du changement, facteurs de succès des projets de rapprochement et d'édification ?
- Sur quels principes s'appuyer pour harmoniser, relancer et améliorer le fonctionnement et l'organisation des services ?

En parallèle de ces premiers travaux sur la mise en œuvre opérationnelle de la fusion, les nouvelles régions vont devoir s'impliquer dans une logique plus « prospective » sur les orientations quant aux politiques publiques, mais aussi sur le sens, le positionnement et l'identité de la nouvelle région. Cette réflexion est centrale à la fois dans la relation aux usagers (administration régionale), dans la relation aux agents (région en tant qu'employeur et centre d'impulsion) et dans la relation à l'environnement de la région (autres régions, partenaires institutionnels, Etat, etc...).

Dans cette perspective, il importe d'identifier, puis de se préoccuper et de traiter plusieurs questions structurantes autour de cette problématique :

- Comment installer et promouvoir une identité territoriale commune, partagée et porteuse de valeur pour chaque nouvelle région ?
- Comment faire de la fusion des régions une opportunité d'insuffler une dynamique territoriale ambitieuse, porteuse d'un ancrage effectif de la conscience régionale ?
- Comment s'appuyer sur la fusion pour enclencher la transformation de la gouvernance territoriale et rénover la relation aux usagers ?

La question du pilotage, et donc du lancement du chantier de la fusion- intégration réussie des composantes territoriales des régions, doit s'envisager au regard des incertitudes qui existent à ce stade de la réflexion :

- incertitudes relatives aux équipes qui devront faire aboutir ce projet d'abord, tant du côté des élus que des services, dans la mesure où les prochaines élections régionales auront lieu en 2021;

- inconstances liées au contexte législatif et réglementaire (les décrets d'application promulgués en 2016) ensuite, lequel aura des incidences sur les modalités d'exercice effectif des compétences des nouvelles régions puisque des amendements et des réajustements s'avèreront nécessaires ;
- ambiguïtés sur l'évolution de l'ossature de l'exercice du pouvoir au sein de chaque nouvelle région quant à l'institution du Wali de région et de ses aptitudes à maîtriser l'organisation territoriale des services de l'Etat, d'une part, et des modalités de coordination/ symbiose avec le Président de région en particulier, d'autre part ;
- incertitudes sur le plan de la déclinaison et les modalités d'exercice des compétences enfin. Le rapprochement de 2 ou 3 régions entre elles constitue un projet d'envergure qui doit se préparer en amont, pour faciliter la transition en cours depuis fin 2015. Au-delà d'un enjeu majeur de conduite du changement, il s'agit de se prémunir contre le risque d'une fusion génératrice de coûts induits par le nivellement par le haut des politiques et des organisations.

Les équipes formant les conseils de région et leurs présidents respectifs depuis septembre 2015 sont confrontées à plusieurs enjeux :

- Comment utiliser l'année 2017 et le premier semestre 2018 de façon à faciliter le mouvement de rapprochement des organisations (région/ Wilaya- provinces/communes/ société civile...), et d'harmoniser leurs modes de fonctionnement en faveur du développement régional ?
- Comment conduire l'action régionale après pour à la fois prendre le devenir de la collectivité en main et formuler des propositions objectives, tout en tenant compte des orientations stratégiques de l'Etat ?
- Comment, dans un contexte de forte incertitude sur les modalités opérationnelles de financement, entreprendre des travaux qui, dès fin 2017, devront voir s'affirmer la volonté de coordination entre acteurs régionaux en perspective de plus de convergence vers les impératifs du développement régional ?
- De quelle manière, selon quelles modalités et pour quels objectifs s'impliquer dans les programmes et les projets en chantier dans la région de manière à assurer la continuité du service pendant une période transitoire avant l'atteinte d'une cible sur le plan des modes de fonctionnement et de l'organisation régionale ?

Les promesses de la régionalisation avancée : de nouvelles normes de gouvernance territoriale

Le grand chantier de la régionalisation avancée est appelé à faire passer les conseils régionaux d'une situation de prérogatives modestes et des pouvoirs limités vers une nouvelle phase appelée à faire germer plus d'aptitudes à réaliser progressivement mais concrètement le développement régional. Encore faut-il que les ressources financières suivent et que le renouvellement et l'élargissement des élites aident à éclore une réelle volonté et capacité d'une telle élite à s'identifier à la région et assimiler la nature des problèmes que vivent les différentes régions du Royaume. Mais pour que le poids politique plus affirmé des élus de la région devienne constructif, il importe de voir se réaliser sur le terrain une véritable coordination entre la filière élue et la filière politico-administrative de la gouvernance territoriale.

Dans le contexte de la phase de transition multidimensionnelle que vit le Maroc, le chantier de la régionalisation avancée participe à la résolution de la problématique de modernisation des institutions de l'Etat. Dans la perspective de trouver et de réussir une nouvelle répartition des pouvoirs fondée sur la transparence, la rationalité, la responsabilisation des acteurs et la reddition des comptes. Cette nouvelle phase de la régionalisation est perçue et conduite selon une nouvelle logique susceptible de favoriser le pluralisme effectif garantissant l'exercice de la démocratie dans la perspective de permettre l'émergence d'une nouvelle élite en mesure de rétablir la confiance et la crédibilité dans les institutions représentatives de l'Etat.

Stipulée clairement pour la première fois par la Constitution de 2011, la consécration de l'essence démocratique de la région est devenue palpable de par l'admission solennelle de l'impératif de traitement des problèmes de la société marocaine selon les procédés du partenariat et les mécanismes de la démarche participative durant le mandat des Conseils décentralisés.

L'élargissement des compétences attribuées aux régions peut être lu doublement. D'un point de vue vertical, un nouveau schéma de répartition des compétences entre l'Etat central et les régions est préconisé. Appuyant cette entreprise sur le principe de subsidiarité, les interventions de l'Etat ne peuvent plus prétendre à la priorité ni à l'exclusivité. Une éminence et non une prépotence est alors reconnue aux régions qui sont désormais appelées à prendre en charge la lourde mission de développement des territoires. La région devient alors le niveau de droit commun appelé à mettre en œuvre les politiques publiques territoriales et assurer leurs adaptations aux espaces. Cette idée est conforme à l'essence de la régionalisation perçue, même au niveau universel, comme un processus de transfert des compétences aux régions de la part de l'Etat.

L'introduction de la contractualisation pour l'aménagement de l'exercice des compétences propres et des compétences partagées traduit une vision égalitaire fondée sur le respect de l'autonomie des régions. Les contrats Etat-région donnant lieu à négociations entre pouvoir central et élus régionaux et fixant les modalités techniques et financières de l'exercice des compétences, mettent en avant une mutation des relations entre le centre et les régions.

Elles traduisent également la volonté de permettre des transferts progressifs en fonction de la disposition des régions à exercer des compétences nouvelles conformément au nouveau principe législatif de progressivité. La règle de la différenciation est d'une utilité fondamentale tant qu'elle permet des transferts à une seule ou plusieurs régions sans obligation de généraliser les transferts de compétences en question à l'ensemble des régions. Une sorte de compétition positive est susceptible de découler d'une telle manière de procéder.

La région et le nouveau mode de territorialisation des politiques publiques

Une région d'essence économique est désormais une solution pour faire face à une demande sociale nouvelle exprimée face à des problèmes de plus en plus complexes et interdépendants (chômage de masse, pauvreté, services sociaux, effritement des liens traditionnels...). La question du changement social, qui couvre les évolutions sociales que connaît un pays, infligée par la période de transition que vit le Maroc, à divers niveaux à la fois économique, démographique que des valeurs sociétales, implique des actions pensées et conçues mais surtout appliquées au niveau territorial adéquat. Une meilleure efficacité est censée résider du côté du niveau **méséconomique** que permettrait le chantier de la régionalisation avancée. L'objectif est d'éviter les ruptures éventuelles entre les institutions et les réalités sociales. La question de la cohésion sociale est dépendante d'un redéploiement de l'action publique fondé sur un cadre ni trop grand, ni trop étroit : la région.

Le territoire régional est une entité qui puise son potentiel de développement dans ses ressources locales, entendues au sens large, c'est-à-dire avec une structure d'activités, des catégories d'acteurs, des types de réseaux... Cette entité devient active dès lors que la conscience régionale enclenche chez les acteurs régionaux un minimum de réflexes de concertation et de coordination. La coordination d'acteurs à l'échelle territoriale entraîne une mutation : les choix du devenir sont assumés et la décision s'autonomise en partie par rapport au pouvoir central. On assiste alors à une certaine polycentralité des formes de régulation, qui s'élargissent au social, au culturel et à l'économique. L'espace territorial de la région en tant que construit social, économique et spatial en appelle à une organisation particulière.

La région se construit sur la mise en œuvre d'effets sociaux et économiques non seulement de production et d'échange marchands mais également de relations, d'histoire commune, de vie quotidienne. Il ne s'agit plus de juxtaposition d'unités administratives provinciales et communales, mais de gouvernance coordonnée des acteurs d'un territoire à destinée commune, définie par les impératifs d'un projet de développement régional. C'est dorénavant à l'échelle de la région qu'il faut chercher de nouvelles logiques de développement. Le développement régional est ainsi une démarche de mobilisation des acteurs locaux pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet commun à l'ensemble des composantes d'un territoire donné en vue de le viabiliser et de le construire durablement.

Au Maroc, le rapport de la puissance publique aux composantes de l'espace territorial national a profondément évolué. Après l'ère où on procédait par juxtaposition de territoires spécifiques et divers, on s'est acheminé vers la reconnaissance de l'individualité des territoires qui sont désormais pensés et surtout utilisés comme des outils de développement et non plus comme des produits socio-spatiaux, sources de soucis et foyers de tensions. La réforme territoriale engagée depuis les années 1990 envisage le territoire à une autre échelle et selon des modalités différentes de celle de l'espace centralisé. La territorialisation des politiques publiques passe par une réorganisation profonde de l'appareil d'Etat à travers une politique de décentralisation qui confère aux collectivités locales des compétences plus étendues et leur permet de participer à l'élaboration des politiques publiques. Cependant, le processus de décentralisation est encore neuf et les structures déconcentrées encore trop limitées dans leur autonomie décisionnelle n'impulsent pas suffisamment les politiques publiques territorialisées à devenir des politiques ouvertement territoriales.



Les enjeux de promotion d'une région centrale de l'espace économique du Maroc...

La promotion de la région économique au Maroc répond au souci de l'essoufflement du modèle de croissance d'une part, et son corollaire la dynamisation du mode de gouvernance territoriale, de l'autre. Pour ce qui de la région Fès-Meknès, cette nécessité se trouve accentuée de par le caractère de région charnière qu'elle revêt.

Fès Meknès : région charnière entre zones intérieures et zones côtières

Le nouvel ensemble régional FM couvre un vaste territoire du centre du Maroc. Cette nouvelle entité est appelée à s'organiser autour d'un bipôle dont l'extension des tissus urbains préfigure la formation d'une aire métropolitaine d'une part, et d'un ensemble de

petites villes et bourgs ruraux, de l'autre. Avec des espaces urbains plus ou moins denses, de vastes zones rurales, des forêts et des massifs montagneux, une vaste plaine fertile et une large étendue steppique, la nouvelle région rassemble des territoires porteurs de dynamiques prometteuses, d'atouts et d'enjeux très divers. L'hétérogénéité de ces territoires implique de porter une attention particulière à la réduction des déséquilibres et à la mise en cohérence des différents espaces, en s'appuyant sur la diversité, la richesse économique, sociale, culturelle et environnementale de la future grande région.

Cette diversité constitue une opportunité majeure de développement. La fusion des trois régions doit conduire à l'identification des complémentarités à encourager et concrétiser l'émergence de nouvelles dynamiques et solidarités territoriales. Les transformations à venir sont porteuses de potentialités, dès lors qu'elles s'appuient sur un projet partagé promouvant un développement durable et équilibré, qui réponde aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des habitants sur l'ensemble du territoire et qui permette l'amélioration de leur qualité de vie. Pour que ce projet soit porteur, il faut qu'il puise ses fondements dans le passé de cette zone centrale du Maroc comme zone d'articulation entre les parties est-ouest et nord-sud.

En toute évidence, la fonction charnière de cette région doit être redynamisée pour une meilleure articulation avec le Maroc atlantique. La région FM demeure une vaste zone d'interface entre plusieurs territoires. Le diagnostic territorial a montré qu'elle est suffisamment spécifique et en cours de structuration pour infléchir durablement les dynamiques de développement des territoires qui la jouxtent et qui s'y ressource. Cette situation spécifique de charnière doit conduire non seulement à remobiliser les approches sectorielles du développement interne, mais doit les repenser afin de tirer pleinement profit des interactions entre la région et les territoires environnants. Ce diagnostic du positionnement passé et actuel de la région Fès-Meknès implique la préparation d'un meilleur positionnement dans un futur proche : préparer l'avenir avec une vision dynamique, fondée sur les rôles de la région dans l'évolution de l'inter-territorialité d'une part et les valeurs (culturelles, historiques...) qu'attribuent les acteurs régionaux à leur territoire.

Au sein de l'espace global du territoire du royaume, Fès-Meknès apparaît comme faisant partie de cet entre-deux territorial : celui de la zone atlantique hautement urbanisée et multipolarisée, d'une part et celui où opère un processus de lente et difforme mutation vers l'urbain, c'est-à-dire sur fond de ruralité ancrée et d'urbanisation tronquée. Parce que l'espace de la grande région Fès-Meknès est fortement chargé d'histoire qu'il restera perçu au regard de la symbolique historique et culturelle qu'il véhicule : une zone qui articule le Maroc profond au Maroc en construction.

Les impératifs et espoirs du rayonnement des espaces à profondeur historique et culturelle

L'évocation de Fès et de Meknès suffit pour renvoyer à un espace à part au sein du Maghreb et du monde arabo-musulman. Les noms de ces deux villes impériales font partie de l'essence du Royaume et des repères de son rayonnement international. Mais outre le fait de baliser de grands noyaux de la richesse culturelle et civilisationnelle, la région reflète aussi la réalité contemporaine du Maroc en matière de problèmes et de défis réels que le pays doit relever. De ce fait, cette région questionnera davantage qu'elle ne laisserait indifférent au regard de l'évolution probable qu'elle connaîtrait.

Au-delà de certaines faiblesses, la région FM a pu et su mieux faire que d'autres régions du Maroc mais semble s'accommoder difficilement de la poursuite des tendances de développement vers les zones côtières. Trait d'union entre les différentes zones du Maroc, FM doit se positionner comme zone charnière pour mieux récolter les fruits de l'ouverture sur la globalisation. Cette orientation pourrait mieux réussir en activant les ressorts historico-culturels de la région.

Le développement régional ne se limite pas à la seule promotion de la base économique. Bien plus, la promotion durable de celle-ci ne dépend pas exclusivement de facteurs matériels. Pour être compétitif, il ne suffit pas toujours d'avoir les prix les plus bas, mais les plus attractifs au regard de l'originalité des produits différenciés de par leur teneur esthétique et leur charge patrimoniale et novatrice. Comme espace à forte charge historique et culturelle, la région FM a tout intérêt à orienter son effort de développement de manière à mobiliser et à puiser dans son savoir-faire ancestral et dans les dextérités de la main d'œuvre locale.

C'est l'ensemble du Maroc, épris de son legs civilisationnel, qui gagnerait à voir les différentes régions activer l'articulation de leur patrimoine aux besoins de rénovation de leur tissu économique. La région Fès-Meknès paraît mieux dotée pour renouveler son rayonnement et l'asseoir sur un processus d'innovation progressive et originale touchant l'ensemble des activités engendrant des valeurs ajoutées, rémunératrices et mobilisables en faveur du développement régional durable.

Les bénéfices intra régionaux et interrégionaux de la promotion de Fès Meknès

En définissant sa stratégie de développement, la région FM définit sa feuille de route pour contribuer à la mise en place du chantier de la régionalisation avancée. Ce chantier a pour horizon la dynamisation solidaire de l'ensemble des régions.

L'objectif général du SRAT FM est formulé selon des aspirations de mieux être collectif. Il entend contribuer au développement harmonieux, concerté et durable de cette vaste zone

du Maroc central, fondé sur une croissance économique soutenable, respectueuse de l'environnement et créatrice d'emplois. Il œuvre pour favoriser l'approfondissement de la coopération intra et interrégionale et le renforcement de la cohésion territoriale en améliorant la compétitivité, l'attractivité, l'intégration et la valorisation des atouts et ressources du nouvel espace régional. La région FM doit faire face à une double nécessité : maîtriser le processus d'intégration régionale de manière coordonnée et la nouvelle donne internationale que représente l'émergence d'un véritable marché régional ouvert à travers la mise en œuvre des accords de partenariat et de coopération du Maroc (UE/ Afrique) porteurs de réelles opportunités de développement, mais aussi de perturbations et menaces potentielles.

Dans cette perspective, les projets et programmes du SRAT d'ouverture et de renforcement de l'articulation des composantes de l'espace régional avec les régions environnantes constituent un outil essentiel, non seulement pour poursuivre la construction d'un espace régional cohérent, équilibré et au dynamisme durable, mais aussi pour faire éclore une dynamique intra-régionale vertueuse. La réussite d'une mutation horizontale de tous les indicateurs socioéconomiques au niveau de la région FM est tributaire d'un développement harmonieux de ces derniers au niveau des régions voisines et surtout des espaces territoriaux qui nourrissent les flux d'émigration et de drainage des ressources. Les problèmes sociaux de l'aire métropolitaine de FM et des villes de Fès et Meknès en particulier, proviennent non seulement de leur espace rural immédiat, mais de l'ensemble des espaces ruraux de la très vaste zone du Maroc du Centre-nord et du centre-est.

Une stratégie régionale de développement serait vaine tant qu'elle ne prête pas attention aux origines spatiales des problèmes qu'elle supporte et endure de manière régulière. Surtout si ceux-ci coulent des zones voisines et limitrophes.

Dans cette perspective, le développement régional de FM, qui devrait s'inscrire dans une politique de régionalisation volontariste renforcée par le transfert de nouvelles compétences aux régions, est appelé à contribuer à la réduction des inégalités entre les territoires internes et limitrophes au moyen d'une recherche de voies et de formules de péréquation efficace des ressources. La région FM ne pouvant ériger des frontières, la finalité fondamentale de la stratégie de coopération consiste à soutenir les projets bénéfiques aux régions voisines et surtout impulser leurs efforts et leurs programmes de développement durable et inclusif

Les vertus du développement régional équilibré face à l'ampleur des ilots de pauvreté et de précarité de la région FM

Les différentes localités et zones du Maroc se trouvent soumises depuis quelques décennies à des chocs de plus en plus violents. Ces chocs sont le résultat des évolutions démographiques, du tarissement des ressources naturelles ou de leur découverte, des mutations de l'économie, des modes de gouvernance, etc... Dans la mise en perspective de

du territoire régional de Fès-Meknès, trois phénomènes sont à prendre en considération : les pesanteurs du monde rural (interne et externe à la région), l'ouverture des marchés et l'émergence de l'économie de la connaissance.

Le poids du monde rural restera consistant et à portées négatives ou problématiques multiples. Par leur caractère compartimenté et déséquilibré, leurs difficultés et lacunes d'accès, la pauvreté de leurs populations, le manque d'activités et de potentiel économique, les faibles niveaux de développement humain ..., les zones rurales pèseront sur les possibilités de promotion et de développement de la région. La proportion des populations les plus jeunes et les plus dynamiques à quitter ces zones pour gagner les villes s'avèrerait forte et régulière. Tout le risque réside dans la persistance de la tendance à ce que les poches de pauvreté urbaine restent constamment nourries par l'extrême dénuement des zones rurales du Prérif, du Moyen Atlas, voire de la zone est.

L'ouverture des marchés induit une mise en concurrence croissante des territoires tant au niveau de la création de richesse à travers la recomposition du tissu économique qu'au niveau du positionnement dans l'espace. Une des perceptions courantes de cette mise en concurrence est illustrée actuellement par l'existence de flux d'investissement en général vers la région Fès-Meknès et les IDE en particulier. L'accélération de ce phénomène est d'autant plus importante que les territoires en compétition sont toujours plus nombreux depuis le déclenchement de la nouvelle vague de globalisation et de mondialisation. Les opportunités de gain de productivité à travers la mise en concurrence des territoires sont sans limites de par l'absence relative d'obstacles institutionnels et du fait du développement technologique.

L'ouverture des marchés a également conduit à des effets de seuil qui interagissent sur les territoires. La perception classique de ces effets de seuil se résume dans un mode de développement spatial selon une logique de métropolisation. En dessous d'un seuil sur le plan démographique ou plus simplement d'un seuil d'activité économique concentrée sur un espace limité, l'attractivité du territoire diminue au profit de l'attracteur le plus proche. Dans un deuxième temps, les territoires se retrouvent confrontés à une concurrence en termes de pôles de compétence. L'attractivité repose sur la capacité du territoire à se déterminer par rapport aux autres territoires en développement.

Le deuxième facteur essentiel à la mise en perspective des territoires est l'émergence de l'économie de la connaissance. L'évolution économique actuelle des territoires devient tributaire plus du résultat de la mutation du mode de création de richesse que de la libéralisation des échanges. Le moteur du développement a longtemps reposé sur la capacité de certains territoires à mettre en place des processus de production générateurs de valeur ajoutée. Aujourd'hui, le moteur du développement s'oriente vers la capacité de certains territoires à créer une dynamique de l'offre technologique. Progressivement, la création de richesse a changé de dimension : sans devenir marginale, la valeur ajoutée inhérente à l'activité de production compte moins que la valeur ajoutée découlant de la

maîtrise de l'évolution du produit. Fondamentalement, la libéralisation et la généralisation de l'économie de marché n'opère que comme un des instruments du redéploiement spatial des futures zones de développement.

Parmi les conséquences de ces facteurs d'évolution des territoires, la perspective d'une tension sociale croissante et souvent insoluble est probable à travers la complexification de l'environnement de la société et l'ampleur des problèmes sociaux qu'elle génère. L'illustration en est la persistance des manifestations de la pauvreté, la multiplication des mécanismes de la précarité et leur concentration dans des îlots perturbant constamment la paix et la sérénité nécessaires à l'évolution d'une région ou de tout un Etat. C'est bien le cas de la région FM et du Maroc en général. Au niveau interrégional, une autre perspective se dessine : une possible tension sur la répartition des ressources (eau, énergie, matières premières, nourriture, etc.) avec une demande croissante des territoires florissants et un accès toujours plus limité pour les territoires déclinants, avec au bout du compte l'exacerbation des déséquilibres interrégionaux. Ces tensions sont bien vécues au sein de la région FM, comme l'a illustré le diagnostic stratégique.

L'enjeu pour toute région est de se positionner en phase avec ces évolutions. La nouvelle échelle régionale de gouvernance territoriale est une opportunité pour les territoires composant cette région à condition que celle-ci sache mobiliser ses marges de manœuvre (infrastructures, formation, ressources humaines) et innover dans ses possibilités d'action (politique de recherche et développement, de filières de compétences, ...) dans un élan privilégiant la solidarité territoriale

La particularité des risques pour la région Fès-Meknès repose sur une transition économique difficile et mal perçue. Certaines franges du territoire régional connaissent une réussite incontestable dans une filière d'économie de production, mais dans l'ensemble la région doit se mobiliser pour maîtriser tout effritement de son potentiel d'action en termes de politique de développement. Pour éviter toute érosion ou déclin du tissu économique, et contrecarrer le déficit d'image, il faut emprunter la voie de l'ouverture et de la cohésion territoriale.

Sans énumérer de nouveau l'ensemble des opportunités du territoire régional FM, un élément essentiel de réussite est certainement l'intégration dans les comportements de la transition inévitable vers un nouveau mode de création de richesse. La région de Fès-Meknès est certainement un des premiers territoires à vivre cette transition. Malgré la violence des mutations de l'économie, son tissu a su évoluer et a connu un processus d'adaptation constructif. Il révèle aujourd'hui et de plus en plus de réelles possibilités en termes de synergie entre les secteurs dominants.

Les conclusions du diagnostic ont suffisamment mis en évidence les limites des externalités positives du rayonnement de Fès sur l'ensemble de la région. L'enjeu n'est pas de définir les risques d'un affaiblissement croissant de Meknès par juxtaposition au chef-lieu de la région.

Pour la ville de Fès, Il serait illusoire de croire que l'affaiblissement du pôle de développement le plus proche est sans conséquence sur son propre développement. De la même façon, le profit perçu par ce développement ne doit pas engendrer une forme de myopie sur les externalités négatives. En outre, une politique de développement du territoire doit intégrer les opportunités du fonctionnement du bipôle dans le cadre des complémentarités indispensables entre composantes de l'armature urbaine de la région. Pour éradiquer les ilots de pauvreté urbaine et rurale, il importe d'accorder l'attention qui se doit à Taza comme à Sefrou, à Taounate et à Missouri, à Boulemane et à My Yacoub...

Dans une région en phase d'édification et dans un contexte de mutation rapide, les villes de Fès et Meknès sont et restent soumises à d'intenses pressions, mais disposent de marges de manœuvre. L'enjeu majeur consiste à dessiner une stratégie qui offre des perspectives à long terme en s'appuyant sur les potentialités offertes par le territoire régional dans son intégralité. De ce point de vue, la ville de Fès semble disposer d'une longueur d'avance sur la ville de Meknès. Cette dernière possède cependant des atouts et des potentialités qu'il convient de valoriser.

L'enjeu consiste à définir une stratégie articulée sur les logiques de mise à niveau régionale : un ensemble d'objectifs à réaliser à moyen et long terme contre les grands déséquilibres. Cette stratégie se décline en projets qui en constituent l'inscription spatiale sur le territoire. Certains projets fédérateurs et correcteurs doivent être lancés en priorité. Tous les projets ne seront pas aussi importants, mais il importe qu'ils soient pensés, portés et réalisés par la région dans sa totalité et qu'ils soient mis en cohérence, spatiale et temporelle.

Etendue du rayonnement spatial d'une région doublement centrale : dialectique économie, histoire et culture.

L'existence d'un territoire dépend largement des manifestations du degré d'appartenance de ses acteurs et de ses habitants. Une région s'affirme lorsque ses habitants intègrent des principes de citoyenneté/ appartenance, des valeurs et des choix de cadre de vie. Ce sentiment d'appartenance participe à la genèse, à la vie et à la construction de l'avenir du territoire. L'identité de ce territoire doit être sans cesse rappelée pour s'affirmer par une meilleure diffusion de l'histoire locale, des valeurs fondatrices et de la notion de d'appartenance.

Les chantiers impulsés par le SRAT doivent devenir les lieux privilégiés d'une prise de conscience régionale. Le fait régional tendrait peu à peu à s'imposer, bénéficiant d'une référence positive par son association quasi-systématique aux termes de décentralisation de démocratisation et de développement économique et sociale.

L'approche des richesses potentielles des territoires de Fès-Meknès doit faire l'objet d'un profond renouvellement, en ne considérant pas uniquement les apports de l'économie productive (l'agriculture, l'artisanat ou l'industrie), mais aussi l'impact des fortes charges de

l'histoire et de la culture, présentes dans les interstices des médinas et du subconscient de tous les quartiers et des dchars de cette région. Pour structurer les composantes territoriales de cette région reconnue par le nouveau découpage et leur permettre de rester compétitives et attractives face à la concurrence des horizons nouveaux, ce changement d'optique implique d'une part que l'on tienne compte des impératifs du ressourcement dans l'histoire et la culture de cette zone centrale et que, d'autre part, l'on prenne en considération les articulations réelles du territoire régional avec les autres zones et régions et aussi ses connexions vers l'extérieur .

La région FM est ainsi capable de déclencher une dynamique enrichissante. La dynamique spatiale exprime l'ajustement incessant de l'espace pour répondre aux besoins sans cesse revisités de la société et de l'économie, aux sollicitations des acteurs sociaux et des forces en présence et aux modifications qui affectent les terroirs et les espaces ruraux, bousculent la hiérarchie urbaine et les zones d'influence correspondantes.

Cela consiste à définir une stratégie articulée sur les logiques globales de nivellement des conditions de vie pour l'ensemble de l'espace régional selon un ensemble d'objectifs à réaliser à moyen et long terme dans les différents espaces de projets. Cette stratégie se décline donc en des actions et projets concrets qui en constituent l'inscription spatiale sur le territoire. Les projets fédérateurs doivent être les premiers lancés. Tous les projets ne seront pas aussi importants, mais il importe qu'ils soient pensés, portés et réalisés par le territoire dans sa totalité et qu'ils soient mis en cohérence. Le moteur de ces réalisations doit être recherché dans la culture de la solidarité qui doit animer l'action pour la région.

Conclusion :

La mise en œuvre de la stratégie de développement régional n'acquiert sa pleine faisabilité qu'en prenant conscience de l'ensemble des enjeux ci-dessus évoqués. Sur un plan pratique, l'élaboration de cette stratégie est appelée à relever un certain nombre de défis. Pour se frayer le chemin de l'effectivité, une action régionale porteuse reposerait sur trois préalables:

- Prévoir des outils d'aide à la décision (expertises, observatoires, etc.) qui permettent d'évaluer les chantiers du développement régional et de procéder à des ajustements le cas échéant ;
- Disposer des ressources humaines qui soient en mesure de penser le territoire et son devenir et de mettre en œuvre les politiques décidées. Ces ressources doivent correspondre aux compétences stratégiques évoquées ;
- Inventer une forme de gouvernance qui permette de se faire entendre, de faire poids et/ou pression lors des enjeux d'avenir ce qui nécessite une coordination et une concertation

entre tous les acteurs du territoire (filière élue et filière administrative) et un rattachement des compétences stratégiques (transport, développement économique, environnement, aménagement, etc.) à une institution identifiable (Conseil Régional/Agence) ;

Le développement régional est une œuvre de longue haleine. Les effets ne seront pas ressentis à court terme, ce qui nécessite une cohérence et une continuité dans les actions entreprises. Le temps est une dimension essentielle à prendre en compte. Des enseignements sont à tirer des expériences de grands ensembles territoriaux européens. La régionalisation réussie est aussi un signe de développement.

3.

BENCHMARKING INTERNATIONAL : LES LEÇONS DES REGIONS PERFORMANTES



4. Benchmarking international : les leçons des régions non littorales performantes



Du fait de sa position dans une zone centrale intérieure et de sa place dans l'histoire passée et contemporaine du Maroc, Fès-Meknès constitue une région de grande envergure. Une région dont le passé conditionne l'avenir mais aussi dont le présent resterait lié au legs du passé. L'intérêt d'une étude de benchmark régional pencherait, au niveau intérieur, à faire comparer la région avec ses principales concurrentes sur la base d'un échantillon d'indicateurs très large. Mais comme le diagnostic stratégique territorial a déjà tenu compte tenu des dynamiques spatiales qui façonnent le territoire national, on privilégierait ici un benchmarking international qui nous permettrait de faire ressortir un certain nombre d'enseignements utiles des facteurs qui font ressortir le positionnement stratégique du territoire de chaque région, choisie pour les besoins de la comparaison.

Sur un autre plan, il importe également de scruter les bases de la notoriété et du rayonnement en choisissant des régions ayant une position géographique et historique "similaire" à celle de Fès-Meknès d'une part, et se caractérisant par un dynamisme innovateur en matière de mesures et de mécanismes de promotion et de soutien au développement territorial.

Pour se développer, une région a besoin de pouvoir s'étalonner, que ce soit en interne ou en externe. Elle doit constamment chercher ce qui se fait de mieux, et en tirer profit pour se construire tout en s'élevant dans l'échelle de la compétitivité. Idéalement, tout processus d'amélioration continue devrait passer par le benchmarking. En outre, il ne faut guère perdre de vue que pour toute démarche de développement, la validité et la pertinence des lignes directrices et des principes applicables clairement décrits restent tributaires d'abord des véritables «chevilles ouvrières» du développement régional, c'est-à-dire des femmes et des hommes avides de la promotion de la région et en particulier du Conseil Régional.

Le choix des régions et les indicateurs usités pour leur mise en comparaison

Nous proposons de comparer la région FM aux régions d'Ile de France, de la Communauté de Madrid et de la Lombardie en raison de leur notoriété et de leur caractère attractif vis-à-vis des populations. Abstraction faite du poids effectif de chacune des régions et du fait que l'Ile de France et la Communauté de Madrid accueillent les capitales de France et d'Espagne et que la Lombardie, carrefour historique entre le sud et le nord de l'Europe, abrite le centre de la richesse italienne qu'est Milan, il semble qu'en termes de fonctionnement, de dynamisme et d'attractivité ces trois régions sont comparables :

- La région Ile de France partage avec les deux autres territoires régionaux retenus une extraordinaire polarisation du pouvoir économique-politique et un niveau élevé de concentration de la population. Les trois conurbations de Paris (ville et couronne), Madrid et Milan, constituent de grands bassins d'emploi et des espaces de production de valeur ajoutée et d'innovation.
- Madrid, Paris et Milan sont les noyaux historiques du pouvoir et de l'économie de trois grands pays, européens mais des noyaux situés à l'intérieur de leurs pays respectifs. Les trois régions ont donc pu se développer et rayonner grâce à tout un ensemble de mesures et de politiques de transport et de connexion avec leur environnement limitrophe et lointain ;
- Les régions de Madrid, Lombardie et Ile de France bénéficient de soldes migratoires positifs à tous les âges de la vie. Leur attractivité et leur compétitivité territoriales sont le fruit d'un dynamisme dont l'éclosion relève de facteurs aussi variés et de dimensions fort diverses et complexes. Ces régions ont subi avec succès de nombreuses mutations au cours des dernières décennies pour faire face à une grave crise de l'emploi et s'efforcer de lutter contre le chômage. Chacune a effectué une recomposition en profondeur du modèle de développement pour faire face à la fin du monopole de la très grande industrie ;
- la globalisation des échanges et de l'économie ainsi que la métropolisation ont fait naître un nouvel enjeu : faire de la capitale régionale et/ou nationale une métropole européenne de premier rang. Pour y parvenir, une réflexion collective s'est engagée à toutes les échelles des pouvoirs publics, avec pour problématique principale : comment favoriser la compétitivité et l'attractivité du territoire ? D'une façon ou d'une autre, ces trois régions ont réussi à ériger, à toutes les échelles d'un territoire, la recherche et l'innovation en principaux facteurs de compétitivité et de développement territorial pour tous les acteurs publics. Si cette prise de conscience s'est traduite par des politiques spécifiques basées sur le modèle du district industriel/cluster et systèmes productifs locaux, dans la pratique chaque région a développé son mode particulier de développement régional sur fond de synergies durables entre des entreprises interconnectées de toutes tailles, d'implantation régionale de prestataires de services du tertiaire supérieur et de fournisseurs spécialisés, et des institutions publiques et privées rivées à l'objectif de la promotion de la région.

En outre, le choix d'exemples tirés des meilleures pratiques de l'échelon régional en Europe trouverait sa raison d'être dans la richesse des enseignements qu'on pourrait tirer de la diversité des modalités de gouvernance de l'institution régionale. Lors de cette phase de lancement de la régionalisation avancée, si la lecture de toutes les expériences est indiquée, celle des expériences concluantes ou du moins avancées, s'avérerait doublement salubre.

D'abord du côté des conditions historiques qui ont fait progresser, ici ou là, le cadre institutionnel ayant conduit à accorder à des échelons régionaux historiques des marges d'autonomie, que ce soit dans le cadre d'un esprit de décentralisation ou dans une logique fédérale. Ensuite, il serait instructif d'examiner comment ont été traitées les régions à forte profondeur historique, ou comment de façon inégale, un système d'autonomie régionale différenciée pourrait prendre corps en faveur de la région Fès-Meknès, étant donné la progression attendue en matière de compétences propres, partagées et transférables.

Le benchmarking entre grandes régions serait un exercice utile afin de se comparer aux meilleurs pour s'améliorer. Il peut servir à passer en revue différentes expériences et à découvrir les méthodes innovantes de gouvernance territoriale. Cet exercice d'étalonnage consiste donc en l'étude des pratiques des "meilleures" institutions régionales, puis en l'analyse et en la mise en application éventuelle de ces pratiques. C'est indéniable, s'inspirer des meilleures régions demande du temps, de la rigueur et de la méthode ! Les résultats d'une démarche pédagogique de benchmarking entre régions s'avéreront riches en enseignements. Cependant, il ne faut bien évidemment pas que la quête des « bonnes pratiques externes » soit érigée en vérités absolues et tue dans l'œuf toutes réflexions d'innovation internes. En effet, s'inspirer des 'bonnes pratiques' doit conduire à trouver sa propre voie.

Concernant les indicateurs ou les critères retenus, ou à tout le moins les seuils d'identification des régions dynamiques, diffèrent selon la dimension de l'analyse. De manière générale, une région dynamique est une zone géographique caractérisée par des facilités de communication et de logistique et qui abrite au moins un cluster ou pôle de compétitivité c'est-à-dire « une masse critique d'entreprises (suffisante pour attirer des services, des ressources et des fournisseurs spécialisés) ayant des relations systémiques fondées sur des complémentarités et des similarités, sur une étendue géographique limitée »¹².

Tout en tenant compte des fondements historiques explicatifs de leurs évolutions lors des dernières décennies comme de leur nature institutionnelle, cette comparaison s'attacherait à mettre l'accent sur les lignes de force de ces grandes régions et surtout à indiquer le type de développement économique des structures et des spécificités de la gouvernance territoriale.

Il serait fastidieux de s'attarder sur toutes les caractéristiques de chaque région pour laisser plus de place à la performance économique et à la performance résidentielle afin de bien tirer quelques enseignements relatifs à l'attractivité.

¹² S.ROSENFELD, *A Governor's Guide to Cluster-based Economic Development*, Washington, National Governors Association, Washington. 2002.
OECD, *Competitive Regional Clusters, National Policy Approaches, Review of Regional Innovation*, 2007.

Le benchmarking ici esquissé s'intéresse à la performance économique des régions. Le produit intérieur brut par habitant est un indicateur très important. Il reflète la productivité ainsi que le solde des mouvements migratoires entre les régions. L'évolution économique des dernières années, voire décennies peut se révéler très instructive à partir des critères de « productivité » et d'activité économique. La structure sectorielle est donc très importante pour un bon développement économique territorial. L'analyse révèle l'importance relative des différents secteurs ainsi que leur potentiel de croissance à long terme sur le plan national dans le contexte actuel de tertiarisation poussée.

Toutefois, le développement durable d'une région ne vient pas uniquement de l'implantation d'entreprises performantes et de la création régulière de nouveaux emplois. Les chances d'une région peuvent aussi venir de son attractivité résidentielle, captivant en particulier des franges aisées de la population. C'est le revenu des personnes physiques et son évolution au cours des années qui constitue le critère central. On peut le rapporter aux chiffres de la population, comme le PIB, et en extraire ainsi le revenu par habitant d'une région.

Enfin, une bonne attractivité est indispensable à un développement régional réussi. L'attractivité d'une région peut également être scrutée en deux critères différents avec le volet économique » et à travers l'aspect « résidentiel ». Les principaux facteurs de l'« attractivité économique » relèvent de l'accessibilité, du niveau de la fiscalité des entreprises, de l'innovation et des qualifications professionnelles de la population... Les facteurs déterminant l'« attractivité résidentielle » sont plus larges et intègrent des éléments comme l'accessibilité et le cadre de vie, la nature de la fiscalité sur le revenu et les fortunes, l'existence de prises en charge sociale, la structure de la population et la disponibilité de logements et de terrains à bâtir...

Enfin, l'échantillon de ce benchmarking se rapporte à des régions intérieures. Par rapport à la région Fès-Meknès, il y a des enseignements à tirer des politiques de développement des espaces intérieurs qui ont expérimenté plusieurs approches (création de pôles industriels, avantages et dégrèvements fiscaux, bonification d'intérêts, promotion administrative, projets de développement rural intégré, aménagements hydrauliques et environnementaux, gratuité ou prix modiques des terrains industriels et commerciaux, aides aux charges sociales, ...). Par rapport aux façades littorales, les régions intérieures de bon nombre de pays continuent d'accuser un retard économique et social. Au Maroc, les disparités entre régions côtières atlantiques et régions intérieures correspondent généralement à la répartition inégale des performances de croissance entre régions géographiques. Pour évaluer les programmes d'aménagement et pour examiner les expériences de développement des régions intérieures selon des approches nouvelles et actualisées qui prennent en considération les spécificités du potentiel naturel, humain et culturel, puis, les investir dans leurs propres projets de développement, les expériences des grandes régions qui gagnent la bataille de la mondialisation constituent un guide utile.

4.1 Région Île-de-France

Région densément peuplée (12,1 millions d'habitants), soit 19 % de la population française métropolitaine et 2,4% de la population de l'Union Européenne, l'Île-de-France est la première région économique de France et l'une des premières au niveau européen. Le dynamisme de la région Île-de-France tient d'une part à la structure de sa démographie nationale (33% de population de moins de 25 ans)¹³, et d'autre part à son caractère métropolitain abritant plus d'actifs potentiels (20-59 ans) que d'inactifs potentiels (moins de 20 ans et plus de 60 ans), ce qui en fait la région la plus attractive pour les franges les plus dynamiques de la population et pour les activités les plus innovantes.

Fortement centralisée sur l'agglomération parisienne (23,7% de la superficie régionale pour 88,6 % de la population), cette région est très attractive par ses atouts économiques, par la richesse de son patrimoine et son foisonnement culturel et a été le décor des heures les plus décisives de l'histoire de la France.

Le poids économique de la région : un tiers de la richesse française

Abritant près d'un cinquième de la population, l'Île-de-France est aussi le poumon économique du pays. C'est la première région d'Europe par sa richesse devant la Lombardie (Italie) et le Grand Londres (Grande-Bretagne). Elle accapare ainsi environ le tiers de la richesse nationale et près de 4% du PIB de l'U.E. L'économie de cette région est beaucoup plus diversifiée que celle d'autres grandes métropoles, mais elle est fortement orientée sur les services supérieurs avec une présence tangible de l'industrie et de l'agriculture.

Un appareil productif diversifié et tourné vers la logique de l'économie du savoir

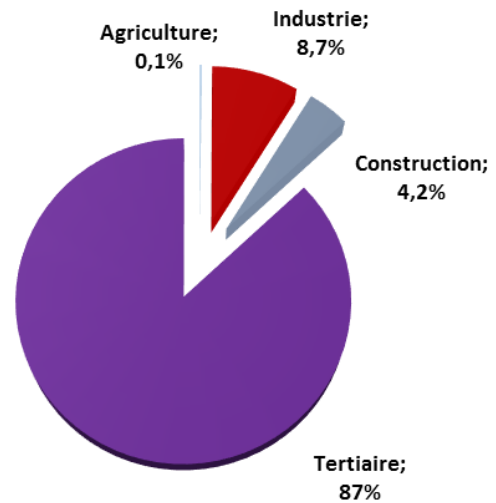


La France

¹³ Données 2014.

Le secteur tertiaire représente 87% de la valeur ajoutée et la part de l'industrie ne dépasse pas 8,7% contre respectivement 78,6% et 13,9% pour l'ensemble de l'économie du territoire européen de la France. L'industrie de la région se caractérise par un tissu dense de PME/PMI et un large éventail d'activités. Elle rassemble une forte densité d'entreprises technologiques (grands groupes, PME, start-ups), des pôles de compétitivité de réputation internationale et une des plus fortes concentrations scientifiques et technologiques en Europe. Le dynamisme des activités productives trouve sa traduction dans le nombre d'entreprises créées dans la région en 2015 (plus de 25000 ou une entreprise sur 4 en France), avec un taux de création de 14% en moyenne, contre 1068 entreprises défilantes, mais aussi dans le faible taux de chômage de la région (moins de 9%) et le niveau élevé du salaire net annuel moyen pour un temps plein (33.000 euros contre 23.000).

Répartition de la valeur ajoutée par branche d'activité



Source : INSEE 2017

Les grandes orientations stratégiques de développement économique et d'aménagement des territoires de la région francilienne.

En dépit de son poids économique, de l'Île-de-France a dû faire face à des difficultés et à des défis de taille : chute de l'emploi industriel (-26% entre 1998 et 2013), difficultés d'embauche dans certains secteurs, solde migratoire négatif et taux de chômage de 8,5% de la population active en particulier chez les jeunes. Face à ce constat, la Région s'est attelée à redéfinir les grandes orientations du développement de l'Île-de-France pour les cinq prochaines années (2017-2021).

L'objectif de la nouvelle stratégie économique dite « #Leader » se résume en le renforcement et la réaffirmation de la position de région au niveau international. Cette stratégie a pour grande ambition de hisser la région au premier rang mondial. Le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) exprime les orientations majeures de la politique économique régionale.

Partant des faiblesses ou lacunes dans la mise en valeur du potentiel du territoire francilien, la stratégie repose sur quatre axes forts et interdépendants :

- Investir sur l'attractivité : pour attirer les entreprises en Île-de-France, accroître l'internationalisation des entreprises franciliennes et appuyer le développement de

- « territoires de projets » identifiés internationalement comme le Grand Roissy ou Saclay ;
- Développer la compétitivité en misant sur les filières stratégiques comme l'aéronautique, le numérique, le tourisme... et en devenant un hub mondial de l'innovation au service des entreprises tout en faire grandir les TPE-PME ;
 - Développer l'esprit d'entreprise et d'innovation sur tous les territoires en accompagnant la création d'entreprises, en anticipant les évolutions des besoins en compétences et en emplois des entreprises , en favorisant la diversité de l'économie francilienne et en dynamisant l'économie des territoires ruraux et des quartiers ;
 - Agir collectivement au service des entreprises, de l'emploi et des territoires en s'attachant à piloter, suivre et évaluer l'action économique d'une part et à parfaire la coordination entre les acteurs et affiner la gouvernance de l'action économique de façon à maximiser l'effet de levier des interventions autour des partenariats.

Autrement dit, cette stratégie est en premier lieu une stratégie d'appui au "développement de territoires de projet identifiés internationalement". Elle entend intervenir à différents niveaux : services, infrastructures de transport et équipements structurants ; offre immobilière foncière et tertiaire attractive et lisible à l'international ; d'accompagnement à l'internationalisation des start-up ; mise en réseaux des grands groupes des PME et des start-up ; développement du tourisme d'affaires ; promotion à l'international...etc.

Le choix du développement d'une économie régionale compétitive, comme seconde grande orientation, est un choix de positionnement dans les chaînes de valeur mondiales. Les mesures préconisées ici témoignent de la volonté de miser sur les filières stratégiques (aéronautique, numérique, tourisme...) et leur offrir un instrument de rayonnement à l'international qu'est le hub mondial de l'innovation. Il s'agit aussi de redéfinir la stratégie régionale d'animation des filières et de soutenir les clusters régionaux et interrégionaux comme volets d'appui renforcé aux grands lieux d'innovation. Des mesures sont dédiées à l'aspect financement et mise sur le marché des innovations d'une part, et à l'appui aux démarches de R&D collaborative, de l'autre.

En troisième lieu, cette stratégie, qui s'inscrit dans le cadre de l'adhésion aux impératifs de transformation numérique et écologique de l'appareil productif régional, entend renforcer les bases nécessaires au développement de l'esprit d'entreprise et d'innovation sur tous les territoires. La diversité des mesures annoncées dans la stratégie #Leader révèle un profond souci de coordination, de facilitation et d'accompagnement des entreprises et des entrepreneurs et pour toutes les composantes du tissu productif régional.

Enfin, le quatrième axe se rapporte aux mécanismes de la gouvernance de l'action économique régionale. Pour rendre effectives et efficaces les interventions de la région, la stratégie de la région Ile de France entend prêter plus d'attention au pilotage, suivi et évaluation de son action économique. Il y va ici de la définition précise des rôles, de leur

mode de répartition et de leur mise en complémentarité. Il s'agit aussi des modalités de mise en place des « guichets actifs » au service des entreprises. Bref, cette stratégie, fort ambitieuse du reste, vise une refondation du système de gouvernance régionale de l'action économique dans le sens d'adopter une approche collaborative associant les acteurs et les territoires de la région selon leurs compétences et leurs capacités d'intervention et une stratégie de communication partagée animée par la volonté d'aboutir à se doter des instruments exerçant une influence aux deux niveaux européen et mondial.

Le nouveau système de gouvernance régionale est appelé à mobiliser le plus largement possible les réseaux d'entreprises, les pôles de compétitivité, les organisations patronales et les grands groupes pour conduire, et à mettre en œuvre et relayer l'action économique régionale dans une logique d'efficacité. Une gouvernance régionale effective et efficace doit aller dans le sens d'accroître l'intelligence collective par l'ouverture des données et le partage des savoirs.

4.2 La Communauté de Madrid

Parmi les dix-sept communautés autonomes de l'Espagne, la Communauté de Madrid est l'une des plus petites communautés autonomes. Sur une superficie d'environ 8000 kilomètres carrés (densité : 804 h/km) elle abrite près de 6,4 millions d'habitants (14% de la population de l'Espagne) dont 25% de la population âgée de moins de 25 ans. C'est la ville de Madrid, troisième ville de l'Union européenne en nombre d'habitants (près de 3 millions d'habitants) derrière Londres et Paris, qui concentre le plus de population, soit environ 50% de l'ensemble de la communauté. Elle abrite 14,4 % des résidents étrangers.



Un poids économique ascendant

En 2016, le PIB madrilène représente 18,9% du PIB national, ce qui fait de Madrid la deuxième économie du pays après la Catalogne. Le PIB par habitant de la communauté de Madrid, qui est de 32723 Euros, est supérieur à la moyenne nationale. En termes relatifs, le PIB par habitant de la communauté de Madrid est de 36,1% supérieur à la moyenne nationale.

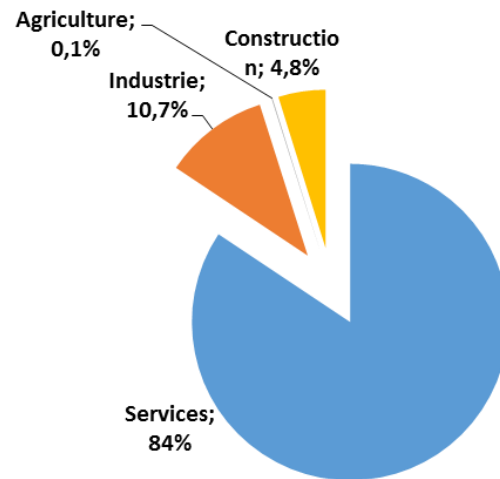
La structure de production est dominée par le secteur des services, qui représente 84 % du PIB régional. Au sein de ce secteur, le commerce, l'administration publique, les activités spécialisées, scientifiques et techniques ainsi que les activités de services administratifs et de soutien sont particulièrement bien représentés.

L'industrie participe à hauteur de 10% à la valeur ajoutée régionale et la construction avec près de 5%. Pour l'agriculture, et à l'instar des régions Ile-de-France et Lombardie, sa contribution est très faible (0,1%).

Le territoire madrilène accueille 16% des entreprises établies en Espagne, ce qui en fait, selon le répertoire central des entreprises, la deuxième communauté autonome en nombre d'entreprises après la Catalogne. Le secteur des services représente 83,36 % des entreprises régionales, loin devant la construction et l'industrie. La communauté de Madrid réalise 33,7% du chiffre d'affaires dans les services au niveau national. Le nombre d'entreprises créées en 2017 est de 7788 contre 1317 entreprises défilantes.

La traduction de cette structure du tissu productif en matière d'emploi révèle, pour le

Répartition de la valeur ajoutée par branche d'activité



Source : Instituto Nacional de Estadística

La Communauté de Madrid



Espagne

1er trimestre 2017, un taux d'activité de 62,67% et un taux de chômage (population d'âge supérieur ou égal à 23 ans) de 14,23 %. Ce taux est inférieur à la moyenne nationale (22,3%), mais reste supérieur à la moyenne de l'UE.

La répartition des personnes ayant un emploi par secteur d'activité confirme la prépondérance des services, qui concentrent plus de 80%, le reste se répartit entre l'industrie (9,8%) et la construction (9%). Si les services sont le principal employeur, ce sont aussi ceux qui génèrent le plus grand nombre de demandeurs d'emploi. Par ailleurs, la part des travailleurs en activité dans les industries à contenu technologique élevé et moyen est de 3,8% de l'emploi total contre 3,9% en Espagne. Cette part est de 8,2% dans les services à intensité de connaissance élevée et moyenne contre 3,1% au niveau national.

Côté échanges extérieurs, la région de Madrid est la deuxième communauté de l'Espagne au niveau des exportations et des importations de biens, derrière la Catalogne. Elle représente près de 13% des exportations et 19% des importations en Espagne. Le taux de couverture est de près de 60%. Les biens d'équipement et les produits semi-manufacturiers représentent 61,9% de l'ensemble des exportations et 58,6 des importations de la région de Madrid.

La région de Madrid est également prépondérante en matière d'Investissements directs étrangers. En 2016, elle concentre 46,7% du total national, soit plus du double de ce qu'a reçu la Catalogne, seconde région pour les investissements étrangers. 75% de ces IDE sont destinés à la ville de Madrid du fait de son poids économique spécifique. Les secteurs ayant attirés plus de 50% des IDE en 2016 sont l'immobilier (24,6%) et les services financiers et auxiliaires (31%). Les principaux pays d'origine sont l'Allemagne (17,1%), la Chine (15,8%), les Pays-Bas (14,7%), le Japon (9,4%), le Luxembourg (8,5%), la France (7%), le Portugal (6,2%), le Royaume-Uni (5,4%) et les États-Unis (4,6%).

Comme grande région, Madrid tire sa prospérité de l'attention accordée à l'investissement en R&D. Sa part d'investissement de 25,6% du total national, employant plus 48000 personnes, soit plus de 23% de l'Espagne. 54,9% de l'investissement est effectué par les entreprises, 26,5% par les administrations publiques et 18,4% par les universités. Les investissements en R&D à Madrid représentent près de 2% du PIB, au troisième rang dans les régions espagnoles (la moyenne européenne se situe à 2,07%).

Les grandes orientations stratégiques de développement économique et d'aménagement des territoires

La communauté de Madrid et notamment la ville de Madrid partagent en grande partie les problèmes qui touchent de nombreuses grandes régions et villes européennes avec des particularités découlant des spécificités de chaque environnement régional et national. Pour Madrid, il s'agit principalement l'incidence de la crise économique et financière internationale ayant entraîné un chômage de masse dans la région.

Ainsi, les principaux défis auxquels la région doit répondre pour réussir l'aménagement de son territoire sont d'ordre économique, environnemental, climatique, démographique, social et de gouvernance. Dans cette perspective, la ville de Madrid a adopté un cadre stratégique pour atteindre la ville modèle. Elle a mis en place une stratégie urbaine intégrée pour répondre aux objectifs fixés par la Commission européenne dans la vision dite « stratégie Europe 2020 »¹⁴.

La vision stratégique 2020 vise des objectifs de nature sociale (émancipation des jeunes, accompagner le processus de vieillissement démographique, Intégration des immigrants, ... rééquilibrage du territoire et éradication de la pauvreté, ... rôle de la culture, adapter la ville aux enjeux de l'enfance et de l'adolescence, ...). Mais elle stipule également des orientations directement liées à l'aménagement de territoire et à la nature du modèle urbain (modèle territorial plus équilibré fondé sur la durabilité, l'habitabilité et la qualité de vie, ... recherche de l'efficacité dans l'usage industriel et résidentiel des espaces urbains, approche participative dans les opérations d'aménagement, ... solution à la mobilité durable, ... adéquation de la ville aux défis du changement climatique, ... mesures innovantes pour une politique de logement de qualité, ...).

Par ailleurs cette stratégie insiste sur l'adoption de mesures destinées à améliorer la compétitivité urbaine et à garantir un environnement de production compétitif, dans la perspective de mettre en place un tissu de base industriel moderne qui répond aux nouveaux défis de l'économie du savoir. Enfin, il importe de souligner plus particulièrement les aspects relatifs à la **gouvernance territoriale**.

En la matière, les objectifs inspirés par l'expérience des grandes villes et régions européennes peuvent être ainsi résumés :

- Un souci constant d'efficacité pour les structures d'organisation territoriale : coordination permanente pour éviter les doubles emplois et le chevauchement des compétences, uniformité de la qualité des services et des équipements ; mise en œuvre des TIC pour débureaucratiser le fonctionnement des services territoriaux...
- Modernisation de la gestion, contrôle et évaluation des performances, motivation objective du personnel...
- Un programme pour l'amélioration du financement de la collectivité territoriale (politique fiscale mieux ciblée et équitable, mise à participation des bénéficiaires des prestations, mise à contribution collective des acteurs privés et publics...);
- Rationalisation des dépenses par un contrôle strict des coûts et une focalisation sur les services vitaux pour les citoyens ;

¹⁴ Cette stratégie réforme et prolonge la précédente stratégie de Lisbonne par une gouvernance plus étroite au sein de l'Union Européenne. Son objectif : développer une croissance "intelligente, durable et inclusive", accompagnée d'un haut niveau d'emploi, de productivité et de cohésion.

- Développement des relations avec les citoyens selon une démarche participative, dans la transparence et le respect du droit à l'information :
- Promouvoir des mécanismes garantissant une collaboration intergouvernementale fructueuse au sein de la région concernant les projets et leur financement.

4.3 La Lombardie : une grande région d'Italie et d'Europe

A l'extrême nord de l'Italie mais au cœur de l'Europe, la Lombardie représente un pont vers la Méditerranée. Avec sa superficie d'environ 24000 kilomètres carrés (densité : 419 h/km²) et près de 10 millions d'habitants en 2011 (16% de la population de l'Italie dont 24% de moins de 25 ans), elle s'affirme comme 3ème région la plus peuplée d'Europe après l'Île-de-France et le land du Bade-Wurtemberg (Allemagne).

La Lombardie, qui a Milan comme capitale, est la 5ème grande région métropolitaine d'Europe en termes de population (4,36 millions d'habitants) et la 4ème en matière d'urbanisation. Milan est d'abord le symbole d'un espace chargé d'histoire. C'est une ville dynamique et compétitive qui draine intensément des flux extraordinaires et fort rétributeurs de tourisme d'affaire et d'accueil de grands événements qui dépassent le cadre régional tout au long de l'année : économie, mode, sports (football, automobile). Cette ville fondée au VIIIe et qui renferme de superbes monuments et tableaux de maîtres, s'affiche désormais sur tous les tableaux qui font la notoriété des zones métropolitaines.



Une région à poids économique-stratégique et au rayonnement grandissant

La Lombardie produit 20,6% de la richesse italienne. Les origines de celle-ci dépendent d'abord des services commerciaux et financiers à concurrence de 47,6%, de l'industrie (26,7%), de la construction (22,4%) et de l'agriculture (10,4%). Le PIB par habitant dépasse de loin la moyenne nationale (près de 30%), voire la moyenne européenne (+ 37%). Grâce à son cadre géographique stratégique et au dynamisme de son système d'affaires, elle est aussi la première région italienne en matière d'échanges commerciaux (en volume et en valeur) avec les marchés étrangers.

Siège indéboulonnable de la Bourse italienne, la Lombardie demeure l'un des centres financiers européens les plus importants et accueille le plus grand parc des expositions du sud de l'Europe, d'une superficie de plus de 2 millions de mètres carrés. C'est bien la position

géographique privilégiée et l'esprit entrepreneurial de sa population qui ont permis à "la région Lombardia" de se positionner sur la scène nationale et internationale en tant que région dynamique, dotée d'un appareil productif créateur et innovant parmi les régions les plus industrialisées d'Europe.

La notoriété de cette région qui gagne dans le processus en cours de mondialisation est tributaire d'un système économique axé principalement sur les PME, et accessoirement renforcé par la présence de grands groupes industriels. Sur cette base, Lombardia a abordé les défis de la modernisation et constitue l'un des quatre moteurs de l'Europe parmi le club des régions européennes réputées les plus avancées, qui comprend le Bade-Wurtemberg (Allemagne), la région Rhône-Alpes (France) et la Catalogne (Espagne).

L'appareil productif de la Lombardie est constitué de tout un amas d'entreprises dont le nombre dépasse les 800.000 établissements et sociétés, soit 18,6% de l'ensemble des entreprises de l'Italie. Mais il s'agit, faut-il le rappeler, d'entreprises regroupées et travaillant dans le cadre très stimulant de districts industriels, tels qu'ils ont été promu dans la tradition industrielle du nord de l'Italie. En Lombardie, 16 districts industriels ont été strictement répertoriés au sens d'une forte concentration de petites unités productives (PME/ PMI) * couplés à 5 «Meta-districts» (zones de production d'excellence ayant des liens solides avec les domaines de la recherche et de l'innovation).

En Lombardie, les districts industriels ne sont pas spécialisés dans tous les domaines traditionnels « Made in Italy » tels que la mode et le mobilier-décoration, mais embrassent les nouveaux domaines à forte teneur technologique, tels que l'électronique, l'automatisation industrielle et la robotique. Dans ce contexte industriel très dynamique, les entreprises artisanales, fortement modernisées, représentent un tiers du secteur de la production et emploient 17% de la main-d'œuvre lombarde. Elles bénéficient toutes, des effets d'intégration et d'agglomération inhérents au fonctionnement de l'ensemble régional lombard.

En dépit du fait que la **contribution des services à l'économie régionale** représente près de 72% (contre 74,3% au niveau national), la part de l'industrie reste déterminante 27% (23,5% au niveau national) et celle du secteur agricole non négligeable (1,1%). Le commerce et la finance sont les principaux moteurs de l'activité le secteur tertiaire.

Le tourisme a également un poids significatif, notamment le tourisme d'affaires. Auréolée de son vaste patrimoine naturel (montagnes, lacs, parcs et réserves naturelles), la Lombardie s'enorgueille de son patrimoine culturel de plus de 300 musées, œuvres d'art et monuments dispersés sur tout son territoire. Elle attire plus de 26 millions de touristes et de visiteurs chaque année et dispose d'environ 3000 structures d'hébergement, soit 8,5% de l'ensemble des structures nationales.

L'industrie est dominée par des PME, souvent sous-traitantes de l'industrie allemande, et par la présence de plusieurs grandes entreprises. Elle est florissante dans de nombreux secteurs,

en particulier ceux de la mécanique, l'électronique, la métallurgie, le textile, la chimie, la pétrochimie, la pharmacie, l'agroalimentaire, le mobilier et le textile et les chaussures. Milan et sa province concentrent près de 40 % des entreprises industrielles lombardes.

Malgré sa part modeste dans l'économie de la Lombardie, l'agriculture contribue à la valeur ajoutée nationale avec 10,4% et occupe le deuxième rang après la région Emilia Romagna (10,7%). De même, les activités agricoles lombardes représentent une part de 20% au niveau national (Agriculture et industrie agroalimentaire). Tout un processus de mécanisation et de restructuration s'est produit et concentré principalement sur la production de céréales (maïs, soja, froment), légumes, fruits (poires et melons), riz, lait et de vin. La production de fourrage est très développée et utilisée dans le cadre de l'élevage bovin et porcin. Le secteur agricole joue un rôle important dans la région aussi du côté de la protection, la valorisation et l'amélioration du territoire. On recense 900 pâturages où pâturent 30.000 bovins et 80000 moutons, 20 forêts régionales, avec 40000 km de canaux d'irrigation et de drainage.

Le taux d'emploi de la population en âge de travailler (15-64 ans) est de 66 % contre 57% pour l'Italie. Le taux d'emploi des hommes est de 74% et celui des femmes est de 58%. Près de 18,4% de la population active totale italienne travaille en Lombardie et le taux de chômage en 2016 (population d'âge supérieur ou égal à 23 ans) est de 6,9 % (10,6% en Italie), soit un total de 322 000 chômeurs. Sommes toutes, le secteur le plus attractif en termes d'emploi est celui des services avec une part de 65%. La proportion des travailleurs en activité dans les industries à contenu technologique élevé et moyen est de 9,1% de l'emploi total (3,4% en Ile-de-France) contre 5,9% en Italie. Cette part est de 3,2% dans les services à intensité de connaissance élevée et moyenne contre 2,4% au niveau national.

La région lombarde est très tournée vers l'international. C'est là un fait d'histoire économique majeur dont l'impact demeure vivace et fait que la Lombardie assure aujourd'hui près du tiers des échanges de l'Italie. Elle exporte à hauteur de 50% en Europe et la France est le deuxième client de la région (environ 11% du total des exportations), après l'Allemagne (près de 14 %). Elle représente 31% dans les importations de l'Italie et 27,5% dans les exportations.

Pour ce qui est des Investissements directs étrangers, la Lombardie s'avère une destination privilégiée en Italie.¹⁵ La contribution des IDE à l'emploi (400.000) et au chiffre d'affaires des activités industrielles (46% du total italien) est colossale.

Mais c'est aussi grâce à une intense stratégie de Recherche et développement que la Lombardie fonde son attractivité. Le secteur de R&D est étroitement lié au monde universitaire (13 universités en Lombardie, dont sept à Milan, 5468 institutions scolaires de tous les niveaux et 20 fondations pour la formation technique supérieure) l'un des principaux atouts de la région. Avec l'excellence dans les disciplines médico-scientifiques, la

¹⁵ Annual Report - Edizione 2016 "Invest in Lombardy".

région est l'un des meilleurs centres de recherche internationaux en biomédical et biotechnologie existant, notamment dans le domaine de la génomique et des nanotechnologies. La Lombardie héberge 24% des formations consacrées aux biotechnologies et 25% des parcs scientifiques italiens.

Les grandes orientations stratégiques de développement économique et d'aménagement des territoires

C'est la vision stratégique 2030 qui résume ces orientations. Les choix se sont focalisés entre autres sur :

- Le développement et le renforcement des clusters en Lombardie par l'instauration d'un environnement propice aux affaires ;
- La diffusion d'un nouveau modèle de culture d'entreprise, projetée dans l'avenir et qui prête une grande attention au respect et à la promotion des ressources, en particulier humaines, à la créativité et à l'innovation ;
- Le renforcement des stratégies commerciales à l'international et la réorganisation des initiatives régionales et des fonds dédiés à l'internationalisation ;
- Le développement du capital humain et de la formation professionnelle ;
- La mise en œuvre de la Stratégie d'aménagement des territoires « 2013-2018 » vouée au Développement durable et à la protection des terres et de l'environnement ;
- L'amélioration de la gouvernance territoriale régionale qui doit prendre en compte également les villes métropolitaines, dans le cadre de la consolidation du principe de la subsidiarité avec les autorités locales et en relation étroite avec la planification européenne ;
- Le Développement des infrastructures au service de ces grands corridors avec une liaison de l'ensemble du territoire au réseau d'infrastructures ;
- L'élaboration d'une stratégie de promotion de la « ville intelligente », qui repose également sur les nouveaux outils de programmation communautaire ;
- La sécurité, la prévision et la prévention des risques dans les zones densément peuplées.

Conclusion

L'analyse comparative régionale peut être d'une grande aide pour comprendre les itinéraires de développement régional d'un côté et éclairer les prises de décisions stratégiques dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre de stratégies régionales de développement, de l'autre. Elle peut aider à positionner une région par rapport à d'autres régions et faciliter

l'apprentissage des politiques en fonction du transfert de bonnes pratiques à travers les frontières.

Il ne s'agit pas ici tirer les leçons de l'analyse comparative régionale en comparant des régions homogènes. Ce benchmarking est d'une autre nature : il ne vise pas d'effectuer une analyse comparative régionale au sens strict ou conventionnel, mais propose de lire chaque expérience de développement régional en faisant ressortir les facteurs qui ont fait que de grandes régions progressent et gagnent dans ce contexte fort perturbé par les mutations incessantes de la globalisation des économies.

Quelques grands enseignements méritent d'être tirés des expériences d'Ile de France, de la communauté de Madrid et de la Lombardie :

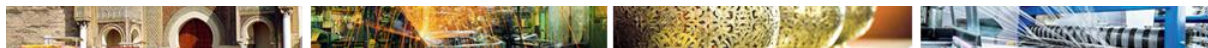
- L'action de longue haleine sur les structures économiques ;
- Le caractère coordonné et consistant sur le support du développement régional escompté en infrastructures ;
- La recherche constante de mécanismes garantissant l'amélioration de la gouvernance territoriale vers toujours plus d'efficacité ;
- Le souci d'amélioration du financement de la collectivité territoriale ;
- Etc...

Une étude et réflexion approfondie des orientations stratégiques adoptées par les régions de notre échantillon révélerait qu'il serait grandement bénéfique de comparer et d'apprendre des grandes expériences de développement régional. Il est important de bien intégrer dans les esprits en cette phase d'élaboration d'une vision stratégique et prospective de la région FM comment la compétition mondiale opère d'aujourd'hui. Apparemment, la concurrence se faisait entre nations et pays. Mais il s'avère aussi que depuis quelques décennies et surtout avec la montée des grandes villes multimillionnaires, elle tend à se concentrer sur les grandes conurbations. Tout cela fait désormais partie du passé : **ce sont les grandes régions métropolitaines qui fonctionnent comme des unités économiques déterminantes à l'ère de la globalisation.**

C'est pour cela que la compréhension de facteurs de performance des régions qui gagnent par rapport à d'autres composantes similaires et la construction de potentiel et de réseaux divers en leur sein est essentielle pour réussir à l'échelle économique mondiale.

Bien entendu, ces enseignements doivent faire l'objet d'un travail d'approfondissement susceptible d'éclairer le Conseil Régional FM dans toute initiative de coopération et de jumelage avec les régions des différents pays et notamment des principaux partenaires économiques du Maroc. Dans un certain nombre de domaines et pour la plupart des projets et programmes, l'édification de la région Fès-Meknès gagnerait à connaître et méditer les expériences étrangères.

5. Cadre général du développement régional durable



Les grands identifiants d'une région sont perceptibles de différents angles. A une échelle historique et « mondiale », la région Fès-Meknès paraît être repérée avant tout par son appartenance à la grande région au Maghreb et au Royaume du Maroc. Vue sous cet angle, sa centralité force l'attention de par l'éclat de notoriété qu'impose l'évocation de Fès et aussi de Meknès. Pour le présent, le positionnement reste tributaire du poids de la région. Celui-ci est susceptible de générer une identité distinctive pour la région si les fondements de celle-ci se consolident et évoluent positivement de manière durable.

La région de Fès-Meknès est traversée par les grandes voies de communications qui structurent le territoire national notamment :

- **La route nationale n°4**, qui relie Kénitra à Figuig et traverse la région Fès-Meknès en empruntant l'ancien tracé de la RN4 dans les provinces de Meknès et Moulay Yacoub, l'ex R503 dans la wilaya de Fès et les provinces de Sefrou et Boulemane, puis la RP5108, la RN15 et la RR601 dans la province de Boulemane ;
- **La route nationale n°6** qui relie la côte Atlantique au niveau de Rabat à la frontière Est du pays au niveau d'Oujda.
- **La route nationale n°8**, qui relie la côte méditerranéenne de la ville d'Al Hoceima au littoral Atlantique sud au niveau de la ville d'Agadir. Cette route traverse trois grands ensembles de domaines géographiques : le Rif, le Moyen et le Haut Atlas.
- **La route nationale n°13**, qui relie Chefchaouen à Errachidia en traversant la région Fès-Meknès sur un linéaire de 160 km ;
- **La route nationale n°15**, reliant les villes d'El Aroui-Nador sur le littoral méditerranéen au Moyen atlas central au niveau de l'agglomération de Midelt, en passant par les territoires Est de la région ;
- **La route nationale n°27**, reliant Meknès à Moulay Bouselham qui traverse la région sur un linéaire de 24 km dans la province de Meknès ;
- **La route nationale n°29**, qui relie Kassetta à Zhiliga et traverse la région Fès-Meknès sur un linéaire de 303 km en **empruntant** les RR 505 et 507 dans la province de Taza puis la RP5115, la RR502 et la RR503 dans la province de Boulemane.

Ce réseau de routes nationales dessert pratiquement toutes les grandes agglomérations de la région, il est maintenant renforcé par deux axes autoroutiers et ferroviaires qui structurent le couloir central de la région.

- **L'autoroute A2**, qui relie Rabat à Oujda en passant par Meknès, Fès et Taza, constituant le tronçon marocain de l'axe méditerranéen de l'autoroute Trans-maghrébine devant relier les capitales Maghrébines Nouakchott, Rabat, Alger, Tunis et Tripoli.
- **La ligne ferroviaire** reliant Casablanca à Oujda via Rabat, Kenitra, Meknès, Fès et Taourirt. Un embranchement à Taourirt permet de desservir Nador sur le littoral méditerranéen.

L'infrastructure est composée d'une voie dédoublée de Fès vers Rabat, et une voie unique en direction d'Oujda une liaison ferroviaire relie également Fès à Tanger via Meknès Sidi Kacem et Sidi Slimane (c'est la ligne Tanger Fès) L'infrastructure ferroviaire ne couvre que la partie centrale de la région (le couloir métropolitain). Il existe cependant les traces d'une ancienne ligne reliant Guercif à Midelt en passant par les villes d'Outat El Haj et Missour, cette ligne servait à l'acheminement des minerais des sites de Mibladen et Ahouli.

- **La région dispose d'un aéroport international, l'aéroport de Fès Saïs**, récemment, objet d'extension, (l'aéroport est en mesure d'accueillir tous les types d'avions commerciaux ; sa capacité d'accueil est de 2,5 millions de voyageurs par an). Elle dispose également de **deux aérodromes régionaux** : l'ancien aérodrome de Taza situé à Sidi Hammou Miftah à une altitude de 575m qui est une ancienne base aérienne militaire et l'aérodrome régional d'Ifrane situé à 1664 m d'altitude.

6.1. Le positionnement territorial de la région dans l'espace national.

Les principaux atouts de la région

- + **La région renferme le principal château d'eau du Maroc** La Région de Fès-Meknès est située au cœur du **réseau hydrographique national**. Avec les deux grands bassins hydrauliques (Sebou et Moulouya) et son climat humide, elle couvre l'essentiel du « **château d'eau** » du Royaume. La préservation et valorisation de ce potentiel hydrologique est stratégique pour le pays, et devient un objectif prioritaire pour la région de Fès-Meknès.

La ressource hydrologique de la région doit être préservée, d'autant plus que les villes du Saïss polluent fortement les eaux du bassin du Sebou. Par ailleurs sous l'effet de la récurrence des sécheresses et de la tendance à la diminution des précipitations, les ressources en eau de la région, aussi bien superficielles que souterraines, devraient connaître une baisse tendancielle qui pourrait être de l'ordre de 15 à 20 % à l'horizon 2030.

Le stress hydrique qui caractérise de plus en plus la région nécessite en urgence une politique de réduction de la pollution urbaine et industrielle, le développement et l'utilisation des eaux recyclées pour l'irrigation, afin d'économiser la ressource eau.

Le projet hydroagricole du Mdez en cours de réalisation va permettre ainsi une amélioration substantielle de l'utilisation des ressources en eau. L'infrastructure de transfert depuis le barrage de M'Dez jusqu'à la Plaine du Saïss va permettre l'apport d'eaux de surface supplémentaires, la réduction de la pression sur la ressource en eau souterraine actuelle, et une meilleure résilience au changement climatique de l'agriculture dans la Plaine du Saïss.

- + **La Région abrite un des plus vastes ensembles forestiers du pays**, étendu sur la plus grande partie du versant nord du Moyen Atlas. Le patrimoine forestier est riche par sa biodiversité, joue un rôle régulateur sur l'alimentation des nappes phréatiques des plaines et des hauts plateaux de la région. Il constitue également une ressource économique importante pour le développement sociale et territorial de la région

✚ Une position stratégique à ouvrir sur les autres régions du royaume :

La région FM est au carrefour de deux axes stratégiques :

- Axe de l'intérieur, de Fès à Marrakech, relié au littoral par Fès-Tanger et au Sud par Fès Marrakech-Agadir. Le SNAT accorde une importance particulière, aux relations et interactions entre les villes en proposant cette liaison nationale de premier rang. « Cette voie constitue un axe moderne très cohérent, la trans-marocaine de l'intérieur faisant pendant à l'axe littoral en appui sur le Dir et les villes impériales. La mise en avant de ce tracé constitue une option forte de l'aménagement du territoire ».
- Axe Est-Ouest (Rabat-Meknès -Fès-Oudja) qui se prolonge vers les villes et capitales maghrébines (Alger et Tunis). Cet axe est «un élément primordial aussi bien de l'organisation de l'espace national que de l'intégration au Grand Maghreb » (SNAT).

La région est également traversée par d'autres liaisons nationales :

- La route nationale n°13 constituant l'axe trans-atlassique reliant les espaces de montagne et du sud en passant par Meknès, El Hajeb, Azrou,
- la route Midelt - Missouri - Outat el Haj - Guercif.
- Meknes-Fès-Taounate-El Hoceima ;
- Meknès-Fès-Taza-Nador ;
- Fès-Sefrou-Boulemane-Midelt-Errachidia
- Fès -Ifrane-Azrou-Khénifra- Béni mellal ;
- Nador-Outat El Haj-Missour Midelt Errachidia ;
- Al Hoceima- Taza – Maghraoua- Boulemane- Zhiliga.

Ces grands éléments de l'ossature routière nationale forment le cadre indispensable, à long terme au développement de la région de Fès-Meknès.

Un espace métropolitain structuré par le plus grand bipôle du pays «Fès–Meknès»

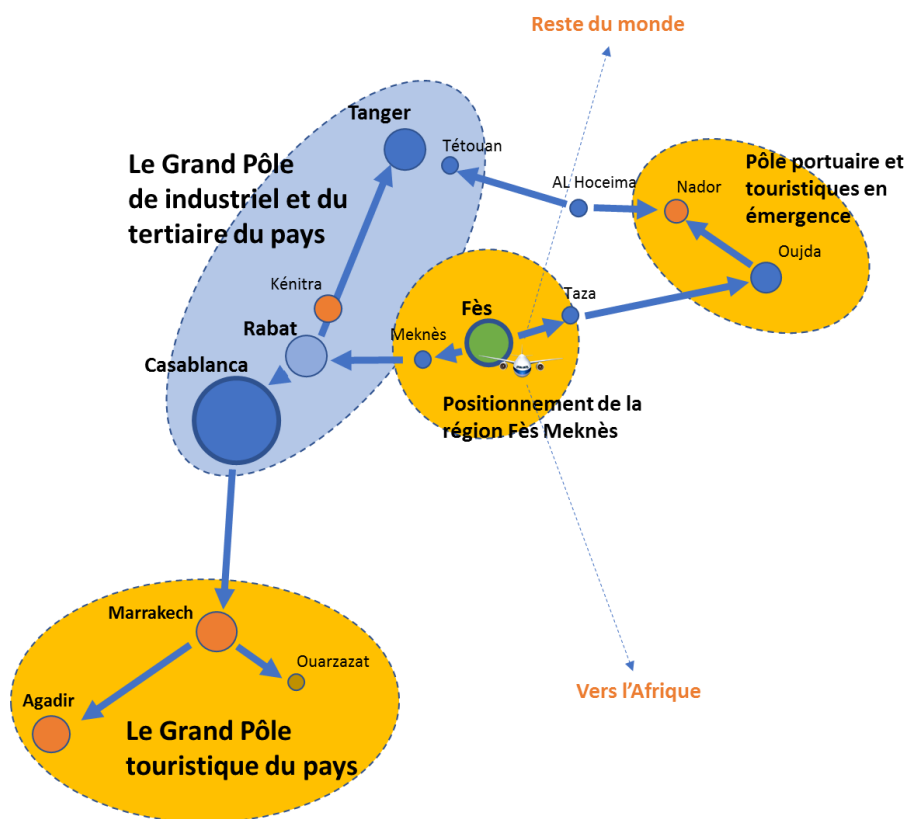
Le développement du bipôle Fès Meknès est une des options majeures du schéma national d'aménagement du territoire sur le long terme. L'articulation de ce bipôle se fera autour de trois axes stratégiques :¹⁶

- **Le premier concerne la cohérence des choix de programmation entre les deux villes** de sorte à assurer spécialisation, complémentarité et synergies. Cette option vise les investissements de l'Etat et pourrait s'étendre à ceux du secteur privé par le biais d'un système crédible d'incitations. C'est l'objet du SRAT.

¹⁶ SRAT Fès-Boulemane Diagnostic Territorial stratégique
Etape 1 : Rapports sectoriels les facteurs de l'intégration régionale
URAM Int 2013

- **Le deuxième axe stratégique concerne les territoires environnants les deux villes** englobant notamment Sefrou, Ifrane et El Hajeb qui doivent être associées à la dynamique de développement de l'aire métropolitaine. Cet objectif sera repris dans l'option d'aménagement de l'espace projet métropolitain de la présente étude.
- **Le troisième axe se rapporte à la mise en place d'un outil de gouvernance territoriale unifié** (à l'échelle des deux villes ou à celle de leurs territoires respectifs) qui coordonne, planifie, programme et budgétise les interventions dans le cadre d'un plan d'action pluri annuel. Cet outil existe maintenant à travers la région et ses organes de gestion et planification territoriales.

Figure : Schéma de positionnement géographique de la région Fès Meknès



Source : SUD développement – SRAT FM

L'aire métropolitaine du bipôle Fès-Meknès comprend les territoires des Préfectures de Fès et Meknès, et des Provinces de Sefrou, Ifrane et El Hajeb, soit une superficie d'environ 13 300 km².

Ce bipôle est caractérisé par un potentiel naturel et patrimonial, sous-exploité, un réseau dense de petits centres urbains, un accroissement démographique et des flux migratoires importants, autour de grandes villes, pôles de croissance et d'attractivité (investissements productifs, emplois, promotion sociale, formation universitaire et professionnelle...).

Toutefois, les « déficits » restent importants dans les domaines des infrastructures (transports, infrastructures urbaines, accès aux services de base), des équipements (formation de la main- d'œuvre destinée à l'économie), et du niveau de vie, qui révèlent de façon directe la problématique spatiale des inégalités entre territoires.¹⁷

La faible compétitivité de l'aire métropolitaine réside dans un certain nombre de pesanteurs et lacunes :

- Une économie faiblement intégrée et orientée vers les activités d'avenir.
- Un surcoût du transport routier.
- Insuffisance de plateformes modernes, avec une logistique et une gestion globale des services aux entreprises.
- Insuffisances en aménagements touristiques adaptés (hébergement, équipements, etc.).
- Une marginalisation par rapport aux grandes infrastructures de niveau national.

De ce fait, les principaux objectifs du bipôle sont :

- Asseoir une complémentarité positive entre les deux agglomérations du bi pole permettent d'atteindre une vraie métropolisation ;
- Sortir la région de sa situation marginale ;
- Développer l'implantation d'activités industrielles et tertiaires nouvelles hors des filières traditionnelles ;
- valoriser au maximum les secteurs où la région dispose encore d'avantages comparatifs;
- tirer parti de la grande notoriété de la région sur le plan culturel.
- Mettre à profit le grand potentiel en matière de patrimoines

Quant aux projets de développement de l'aire métropolitaine Fès-Meknès, on peut les énumérer ainsi :

- L'amélioration des transports entre l'aire métropolitaine et les autres régions du pays : Création d'une liaison rapide ente la zone du Détroit et l'aire métropolitaine Fès Meknès et la continuation autoroutière vers Béni Mellal et Marrakech
- L'amélioration des liaisons internes reliant l'aire métropolitaine au reste de la région.
- La création d'une zone industrielle et d'une plateforme logistique de niveau national : une grande zone logistique et industrielle, au cœur de l'aire métropolitaine.
- Le développement de stratégies touristiques communes groupant les atouts de Fès, Meknès et de leurs territoires environnants.

¹⁷ ¹⁷ Schéma National d'Aménagement du territoire : Les espaces de croissance Direction de l'aménagement du territoire 1999-2000

- La promotion et le développement des industries traditionnelles dans l'aire métropolitaine.
- La promotion d'actions de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine historique : Sauvegarder les médinas et développer un centre de hautes qualifications en matière de réhabilitation et de restauration des ensembles historiques.
- La promotion du tourisme écologique et rural dans l'arrière-pays de chaque agglomération.
- Le développement d'un instrument commun de promotion et de marketing territorial par la mise en œuvre d'une campagne de marketing territorial.
- Développer à un ou deux autres domaines d'excellence de la région l'expérience positive du Salon International de l'Agriculture de Meknès (par exemple un salon international de l'artisanat à Fes).

Il va de soi que chaque projet ne pourrait se révéler opérationnel que sous certaines conditions et notamment ses nombreuses complémentarités et liens de dépendance avec d'autres projets et programmes.

Une Capitale régionale à vocation de pôle de croissance de portée nationale

Pour le SNAT, la force de Fès tient à son rayonnement culturel et à la vitalité de son artisanat. Elle est au centre d'un dispositif important, couvrant au nord, le pré-Rif (vers Ketama, Taza-Aknoul, Guercif-Saka) et au sud le triangle Fès-Azrou-Meknès, mais la ville doit s'attacher à résoudre ses problèmes urbains qui limitent voire entravent son rayonnement régional et national.

Trois domaines prioritaires pour faire de Fès un véritable pôle de croissance : sa médina, sa gestion foncière et sa politique de l'habitat.¹⁸

La médina

Au niveau des médinas, le SNAT insiste sur le nécessaire desserrement de la ville historique par la délocalisation d'activités polluantes et l'amélioration des conditions de vie qui doivent permettre de maintenir à l'intérieur du tissu une population stable et à revenus corrects. Par ailleurs, une meilleure desserte doit permettre de maintenir des activités non polluantes, créatrices d'emplois. Cela devrait passer par l'ouverture des accès, le désenclavement et l'équipement des quartiers intérieurs et le montage d'opérations de consolidation des blocs

¹⁸ Schéma National d'Aménagement du territoire : Les espaces de croissance Direction de l'aménagement du territoire 1999-2000

SRAT Fes-Boulemane Diagnostic Territorial stratégique
Etape 1 : Rapports sectoriels les facteurs de l'intégration régionale
URAM Int 2013

de logements, de sorte que les familles puissent vivre en vieille ville avec les mêmes sécurités de logement et d'emplois que dans la ville moderne.

Le foncier

Pour le SNAT, il importe d'urbaniser les larges superficies interstitielles sur la base d'un plan d'ensemble cohérent, en bataillant contre la spéculation foncière et en y apportant la viabilisation primaire. La maîtrise du développement spatial de l'agglomération impose de poursuivre les efforts de construction des grandes pénétrantes et rocades au Sud-Ouest, au sud et au Sud-Est, mais aussi de concevoir et de mettre en œuvre rapidement une maille de voies intermédiaires.

L'habitat

Malgré les difficultés, des opérateurs mènent un travail important en matière de lutte contre l'insalubrité et la mise à niveau urbaine ; mais ces opérations devraient s'accompagner d'un meilleur suivi.

Au cours de la dernière décennie et grâce aux différents programmes nationaux : l'habitat social, villes sans bidonvilles, la mise à niveau urbaine et la lutte contre l'habitat menaçant ruine, les déficits sont fortement réduits mais de grands efforts restent encore à faire dans le secteur de l'habitat notamment en milieu rural et au profit d'une population aux revenus limités.

Les mêmes domaines d'intérêt doivent être également pris en considération pour le développement de Meknès, deuxième capitale de la région.

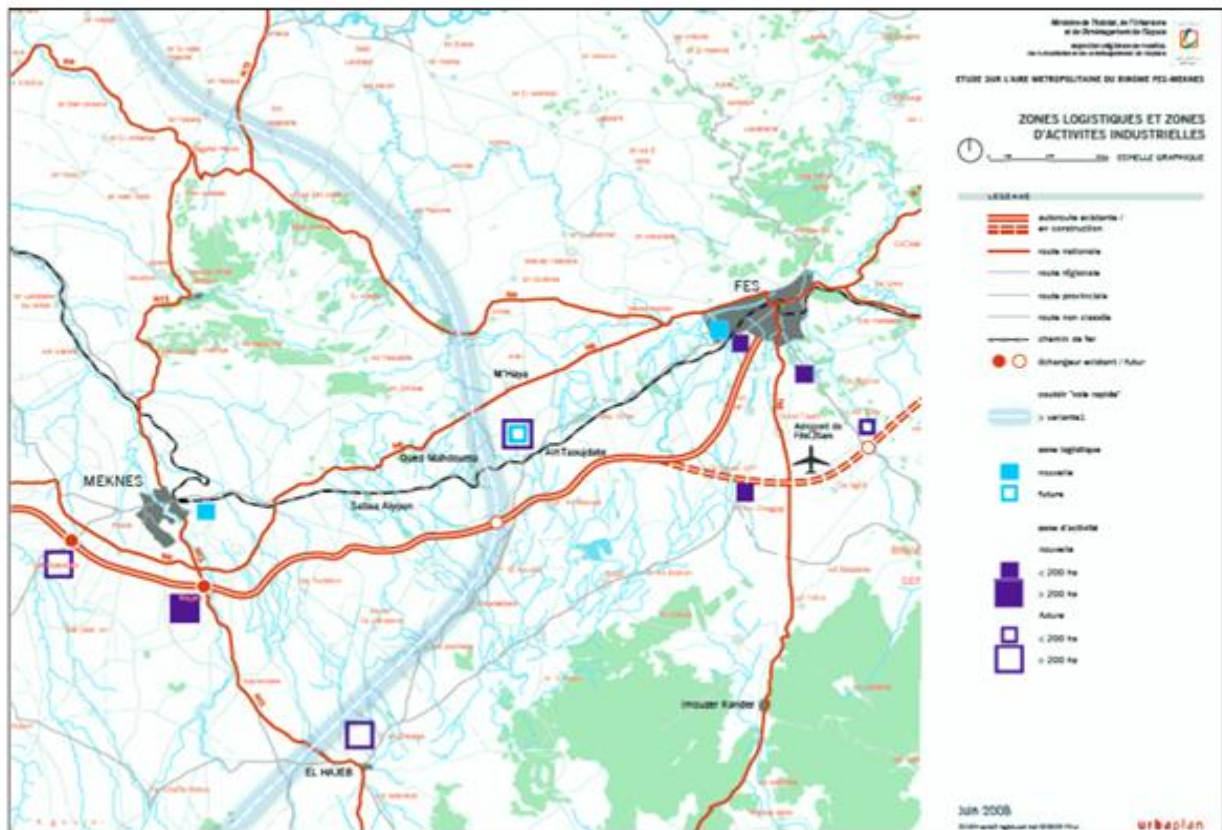
6.2 Espaces de développement et secteurs stratégiques

Pour faire émerger des espaces de développement dans la région, les études stratégiques en développement et aménagement territorial et notamment « le SNAT, les SRAT de Fès Boulemane, Meknès Tafilalet et Taza Taounate El Hoceima, le Schéma d'Aménagement métropolitain Fès- Meknès », proposent une série d'actions que nous pouvons résumer comme suit :

L'industrie :

Pour assurer aux zones industrielles de la région une compétitivité constante en termes logistiques, Il faudra les positionner sur le réseau de transports et par rapport aux centres villes afin d'attirer des entreprises porteuses de croissance quantitative et qualitative.

Figure : Zones logistiques et zones d'activités industrielles du Bipôle Fès – Meknès



Source : Etude sur l'aire métropolitaine du binôme Fès Meknès / Schéma d'aménagement métropolitain et modalités de mise en œuvre

Le tourisme,

Les offres de Fès et de Meknès doivent être enrichies en explorant de nouveaux domaines (séjours, résidence secondaire, golf, sport).

Le tourisme culturel, culturel et de découverte reste la base de toute activité touristique dans la région. Le développement de ce secteur passe cependant par la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine historique représenté par les médinas, les sites archéologiques, les stations thermales, les sites naturels et le développement de l'attractivité culturelle et identitaire de la région.

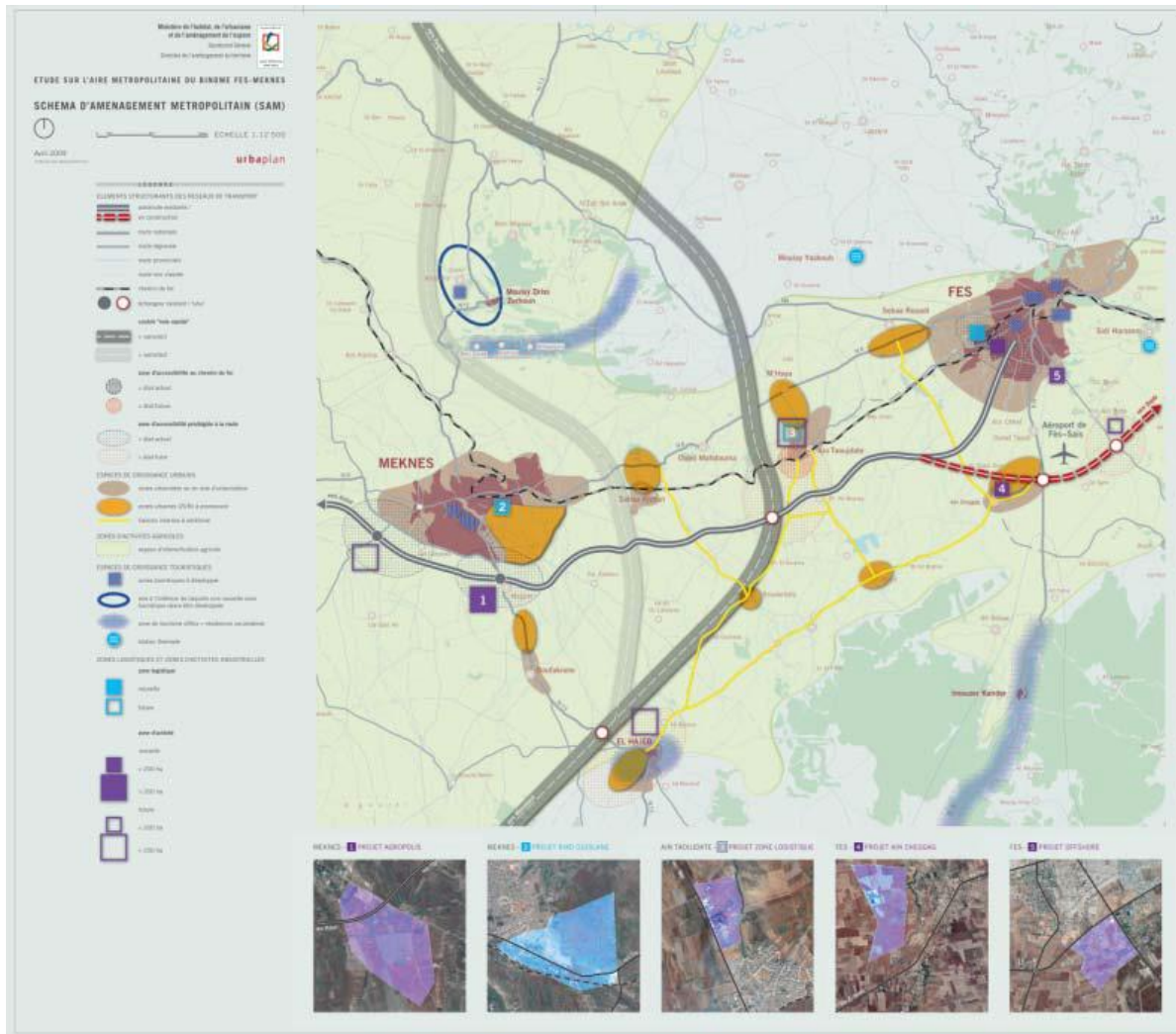
L'amélioration du niveau de vie de la population urbaine entraîne des demandes de plus en plus importantes pour les résidences secondaires, ce phénomène se développe déjà dans des villes comme Ifrane, Imouzzer Kandjar, Azrou, El Hajeb, etc. Des potentiels importants existent dans d'autres territoires de la région

Des espaces de développement urbains :

Le passage d'une organisation bipolaire séparée par un arrière-pays développé spontanément de façon désordonnée vers un véritable espace métropolitain doté d'un réseau de transports efficace et d'une organisation fonctionnelle cohérente et touchant

l'ensemble du territoire¹⁹, doit se faire sur la base d'un schéma structurel englobant l'ensemble du territoire métropolitain. Or le schéma proposé par le SAM Fès Meknès, pour orienter et équiper ces zones de croissance, tend à confiner les deux agglomérations de Fès et Meknès des grands projets actuels, et à développer des pôles secondaires d'urbanisation, le long de l'axe principal ferroviaire et routier entre les deux grandes villes.

Figure : L'aire métropolitaine du Bipôle Fès – Meknès



Source : Etude sur l'aire métropolitaine du binôme Fès Meknès / Schéma d'aménagement métropolitain et modalités de mise en œuvre

Elargissement de l'aire métropolitaine :

¹⁹ SNAT

Dans le cadre du processus de métropolisation engagé par les deux principales villes, Fès et Meknès, il est primordial d'élargir ce même processus aux villes satellites de chaque agglomération (rayon de 30 à 40 km) voire l'étendre aux autres agglomérations du couloir central de la région pour inclure la ville de Taza et ses centres satellites.

Le processus de métropolisation devrait inclure les différentes potentialités et atouts de l'arrière-pays, tant au niveau touristique (éco et Agro-tourisme, thermalisme...), qu'au niveau de la qualité de vie, du cadre urbain et de certaines activités artisanales et commerciales.

6.3 Analyse des anciens SRAT du territoire de Fès Meknès

Récapitulatif des orientations territoriales du SRAT de la région de Meknès - Tafilalet

- Renforcer et développer le pôle de croissance principal la plaine du Saïss avec :
 - Les principales villes ;
 - Le bon potentiel hydro-agricole ;
 - La grande majorité des entreprises industrielles.

Les mêmes composantes et la même distribution se retrouve à Fès : « Le destin de cette zone d'activité sera à l'avenir étroitement lié à la politique de métropolisation entreprise dans le cadre du « bipôle Fès-Meknès ».

- Développer des pôles d'activité le long de l'axe de la RN13

La RN 13, axe trans-atlassique pour arrimer fortement les espaces de montagne et du Sud aux espaces du Nord, plus industrialisés. Cet axe qui relie El Hajeb-Azrou-Ifrane-Midelt et Errachidia doit servir de support pour la valorisation des potentiels locaux et des villes secondaires actives et aussi prospères que possible.

- Mettre en valeur le potentiel du Moyen Atlas Tabulaire

Écosystème unique au Maroc, avec la station d'Ifrane, d'estivage, cet espace se prête à un tourisme de détente. Station très proche de Fès et bien reliée grâce à un bon réseau d'infrastructures. C'est une étape du circuit touristique de la destination Fès.

- Le pôle de Midelt

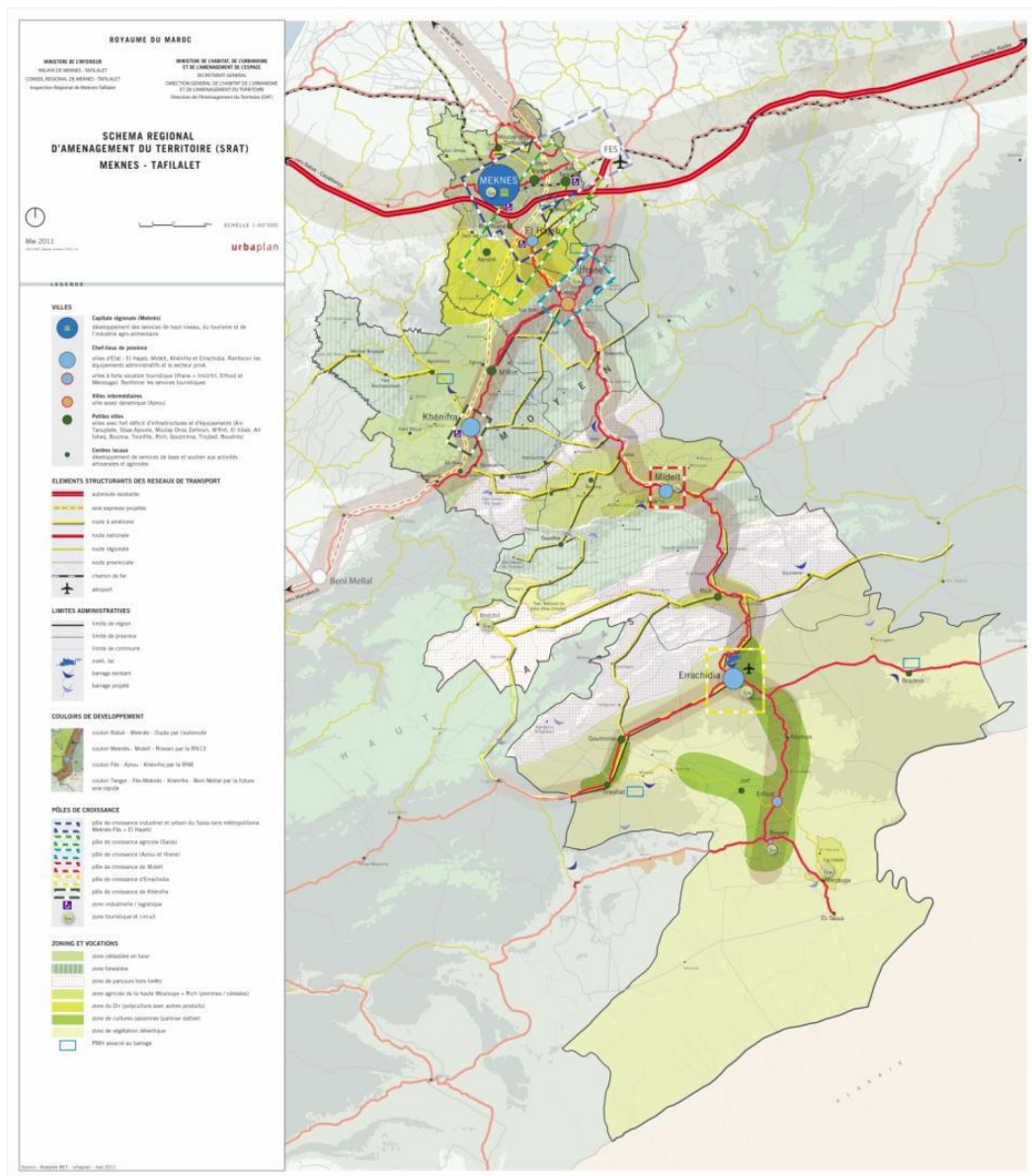
Clé du désenclavement et de l'équipement d'une région marginale, Midelt est la ville de haute Moulouya, proche de Missour dans la Moyenne Moulouya, dans un vaste espace très marginal dans les deux régions avec un milieu aux conditions très rudes. Elle bénéficie de la position au carrefour de la RN13 et de la route Guercif-Missour-Midelt, route assez

fréquentée par les touristes motorisés espagnols qui débarquent à Nador ou à Mellilia, et faisant profiter ainsi les villes de Missour et de Outat El Haj de leur passage.

Midelt est un centre d'échanges avec les populations et les agriculteurs des communes de la province de Boulemane :

- améliorer la route Guercif-Missour-Midelt et continuation vers Khénifra ;
- aménager une zone touristique et hôtelière à Midelt ville.

Figure : Schéma Régional d'Aménagement du Territoire : Région Meknès Tafilalet



Source ; SRAT de la région de Meknès Tafilalet

Les espaces de projets concernés par la région Meknès Tafilalet (Territoires inclus actuellement dans la région de Fès Meknès) :

- La plaine du Saïss.

Cet espace est composé d'une même unité géographique, le Sais, comprend toutes les communes de la Province d'El Hajeb et une grande partie des communes de la préfecture de Meknès. L'activité est dominée par une agriculture développée et moderne en openfield et grandes exploitations, associant les cultures fruitières (olivier, rosacées, vigne) les grandes cultures de céréales et une importante production maraîchère (notamment la culture des oignons). Les limites sont clairement marquées par les reliefs du Zerhoun, au Nord et le versant du Moyen Atlas au Sud. Cet espace est fortement organisé autour de l'agglomération de Meknès et il regroupe environ la moitié de la population et plus de la moitié du potentiel économique de l'ancienne région Meknès Tafilalet.

- Les plaines et collines du bassin du Rdom

Cet espace de projet situé au Nord de Meknès, constitue le prolongement de la plaine du Sais. Il regroupe les communes d'Aïn Karma, Oued Rommane, Aïn Jemâa et Dar oum, Soltane. C'est un espace ouvert sur le Gharb en direction de Sidi kacem et les espaces littoraux. C'est un territoire de cultures céréalières et fruitières avec d'importantes agglomérations semi-urbaines.

- Le massif du Zerhoun et son prolongement Nord

C'est un espace distingué par son relief et son activité économique de montagne. Le massif de Zerhoun qui culmine au-dessus de 1100 mètres domine la plaine du Sais et se raccorde progressivement avec le péfir de Moulay Yacoub à travers des collines : (Oualili, Kermet Ben Saleh et Charquaouia). L'agriculture dans ce territoire est faible, en raison des conditions naturelles peu favorables.

C'est également un territoire relativement marginalisé et enclavé les centres de Mghassiyine, Sid Abdallah Al Khatya, et Nzala Bni Amar occupent un petit massif isolé, et ont une économie agricole de montagne assez faible. L'infrastructure routière est peu développée.

- Espaces de projets dans la Province d'Ifrane

L'unité géographique et physique est la principale caractéristique de cet espace projet, plateau élevé et boisé vers 1200-1600 mètres d'altitude. Le territoire est fortement structuré par le bipôle Ifrane-Azrou mais aussi les influences directes et indirectes de Fès et Meknès.

Sur le plan purement physique, on distingue deux espaces différents : le plateau calcaire tabulaire, du Moyen Atlas, et le bas versant, ou « dir » où se trouvent la plupart des localités.

Le premier est couvert de forêts et de parcours et a une vocation surtout pastorale et touristique. Il reçoit d'abondantes précipitations qui en font une partie centrale du « château d'eau du Maroc.

Les bas versants ou le dir, disposent de terres fertiles avec une abondance d'eau jaillissant des sources alignées au bas du versant. C'est territoire très fertile, lieu privilégié des cultures de haute valeur (notamment des fruits). La plupart des localités agricoles y sont implantées.

Figure : SRAT de l'ex région MT



Source ; SRAT de la région de Meknès Tafilalet

6.4 Rappel des orientations du SRAT MT par espaces projet :

a/ L'agriculture et le domaine forestier

Espace projet Meknès Sais :

Ses caractéristiques sont :

- 5% du total de la superficie de l'ex région Meknès Tafilalet ;
- 45% de la surface agricole utile
- les conditions naturelles sont favorables, sols fertiles et climat subhumide
- Une agriculture intensive et moderne avec de grandes exploitations en irrigué
- Une arboriculture développée, dominée par l'olivier.

Les orientations sont :

- Améliorer les rendements agricoles par l'intensification des cultures
- Encourager l'investissement agricole dans le cadre du plan Maroc Vert pour atteindre à l'horizon 2020 4,2 milliards de Dirhams pour 81 projets

Espace projet des Causses : province d'Ifrane

Ses caractéristiques sont :

- 25% du total de la superficie des terres de bonne qualité ;
- 25000 ha en irrigué.
- Tourisme important dans le parc national d'Ifrane, (52.000 ha), « zone naturelle protégée
- Une grande part de terres céréalières de faible rendement, une surface importante des céréales (80%) ;
- L'élevage, une activité très développée
- Proximité de grandes villes et des grands réseaux.
- La commercialisation élevée du fait de la présence de villes proches, augmentation de la charge pastorale
- Potentialités importantes en ressources forestières : la plus importante forêt de cèdre du pays.

Les orientations sont:

- Projets de développement des productions forestières et des plantes aromatiques et médicinales avec 4 projets de conservation de l'environnement et de développement des ressources naturelles(PDRN).
- Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers au niveau de la Province d'Ifrane.
- Projet d'aménagement et de protection des massifs forestiers d'Ifrane.

- Programme intitulé « Aménagement du Rocher Akchmir d’Azrou »

b/ L’industrie

Engager un processus de métropolisation avec l’agglomération de Fès

- Les avantages comparatifs sont surtout importants dans l’ensemble de la plaine du Saïss pour le bipôle Fès-Meknès et la région (ou sous-région du Saïss) devient un **«grand pôle de développement naturel»**. A cet effet il y a lieu de mettre en œuvre **« La Charte de coopération et de partenariat »** établie en 2006 entre les deux régions avec la concrétisation des orientations du Schéma d’Aménagement Métropolitain ::
 - L’autoroute Fès-Oujda ; le parc d’activités agropolis à Meknès ; la plateforme industrielle à Ras El Ma ;
 - la zone Logistique d’Importance Nationale (PZI) à Ain Taoujdate dont le développement d’un centre d’excellence de l’agroalimentaire et le développement de zone industrielle à El Hajeb et Azrou.

Les projections pour ce pôle de croissance sont :

- 100.000 emplois en 10 ans (emplois directs et emplois des activités induites) et le pôle sera le 3eme pôle de croissance industrielle du Maroc après Casablanca et la zone du Détroit.

6.5 Récapitulatif des orientations territoriales du SRAT de la région de Taza-Al Hoceima-Taounate

La région est constituée de territoires compartimentés, souvent difficilement accessibles du fait des conditions géographiques et naturelles engendrant « un maillage en infrastructures peu développé, et des axes de communication régionaux qui peinent à polariser le développement et à arrimer la région aux territoires extérieurs ».

a) Les enjeux

- Mise en place des politiques d’accompagnement et des investissements complémentaires permettant ainsi aux investissements réalisés (infrastructures) de donner toute leur mesure en matière de développement territorial ;
- Il s’agit de valoriser la meilleure accessibilité des territoires régionaux en renforçant :
 - * leur capacité endogène de développement ;
 - * la diffusion de la croissance ;
 - * leur accès aux ressources et aux services régionaux et extérieurs,
 - * leur complémentarité avec les pôles régionaux extérieurs.

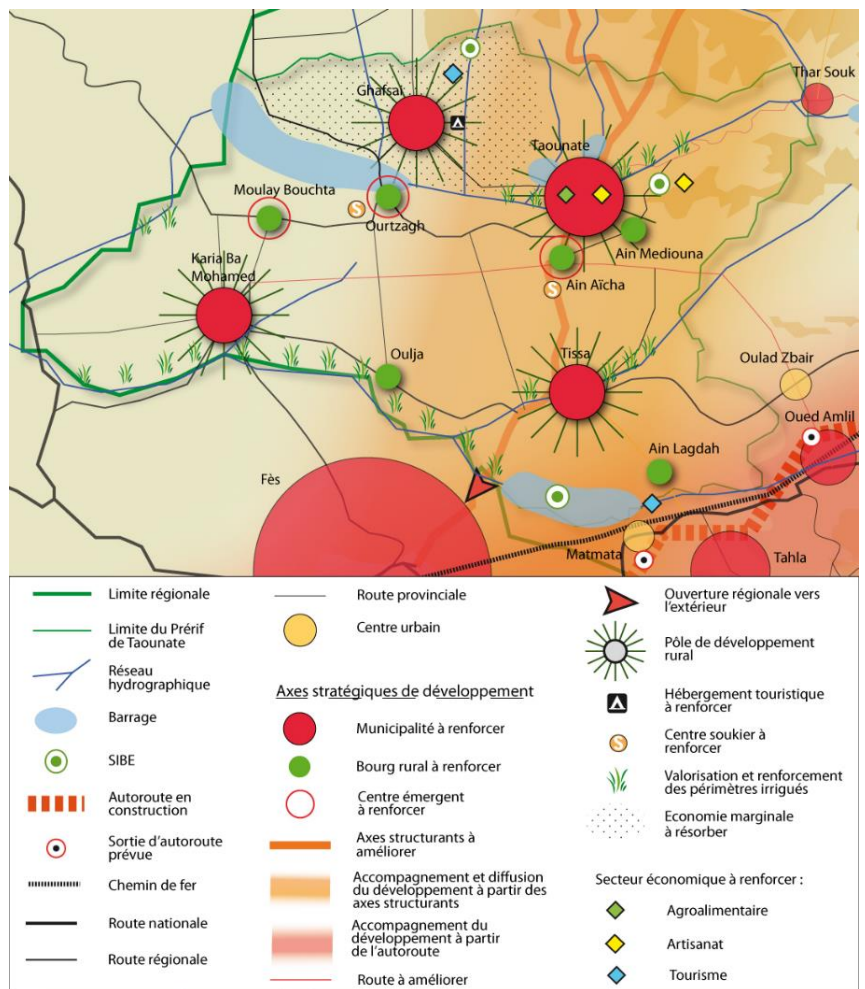
b) Les axes de la stratégie

Les localités de cet espace proches de la capitale régionale Taounate, Karia ba Mohammed, Ghafsai, Tissa, connaissent un dynamisme démographique important (attraction et croissance naturelle). L'infrastructure routière de ce territoire est déficiente malgré la forte densité de peuplement, le réseau routier est fortement lié avec la ville de Fès au détriment d'une connexion avec les autres espaces limitrophes.

Les orientations stratégiques de développement

- Renforcement du potentiel agricole
- Accroître les capacités de structuration des villes
- Appui du développement l'industrie agroalimentaire (IAA)
- Renforcer le réseau routier, notamment les liaisons nord-sud

Figure : Carte de synthèse des axes stratégiques de développement du Prérif de Taounate



Source ; SRAT de la région de Taza -El Hoceima –Taounate

Le Prérif de Taza

L'espace du Prérif de Taza est un territoire fait de collines au sud et de montagnes au nord. Les sols marneux, présentent des qualités agro-pédologiques faibles. Les conditions

naturelles et climatiques rendent cet espace relativement répulsif. C'est un territoire qui abrite de grands foyers d'émigration vers l'Europe. Les agglomérations qui ponctuent cet espace demeurent de gros bourgs ruraux (Tainiste, Ouled Zbair) qui n'arrivent pas à structurer l'espace et constituer des foyers de rétention de la population rurale. C'est un espace caractérisé par :

- Une agriculture traditionnelle, vivrière peu rémunératrice

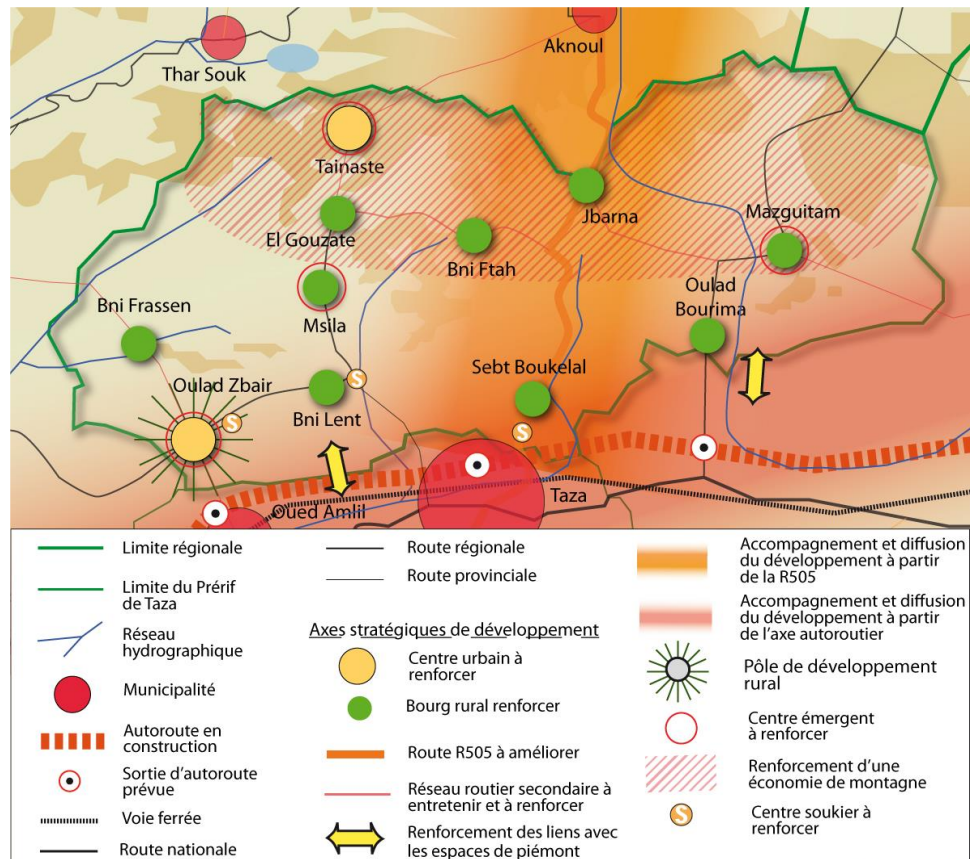
- Des activités informelles de substitution aux faibles revenus de l'agriculture, telle que la contrebande.
- Un transfert important de revenus par la communauté des RME.

Les orientations stratégiques de développement

- Lutter contre la dégradation des sols
- Freiner l'exode rural de la population
- Désenclaver et ouvrir le territoire vers l'extérieur

Figure : Carte de synthèse des axes stratégiques de développement du Prérif de Taza

Source ; SRAT de la région de Taza -El Hoceima –Taounate



Le couloir de Taza

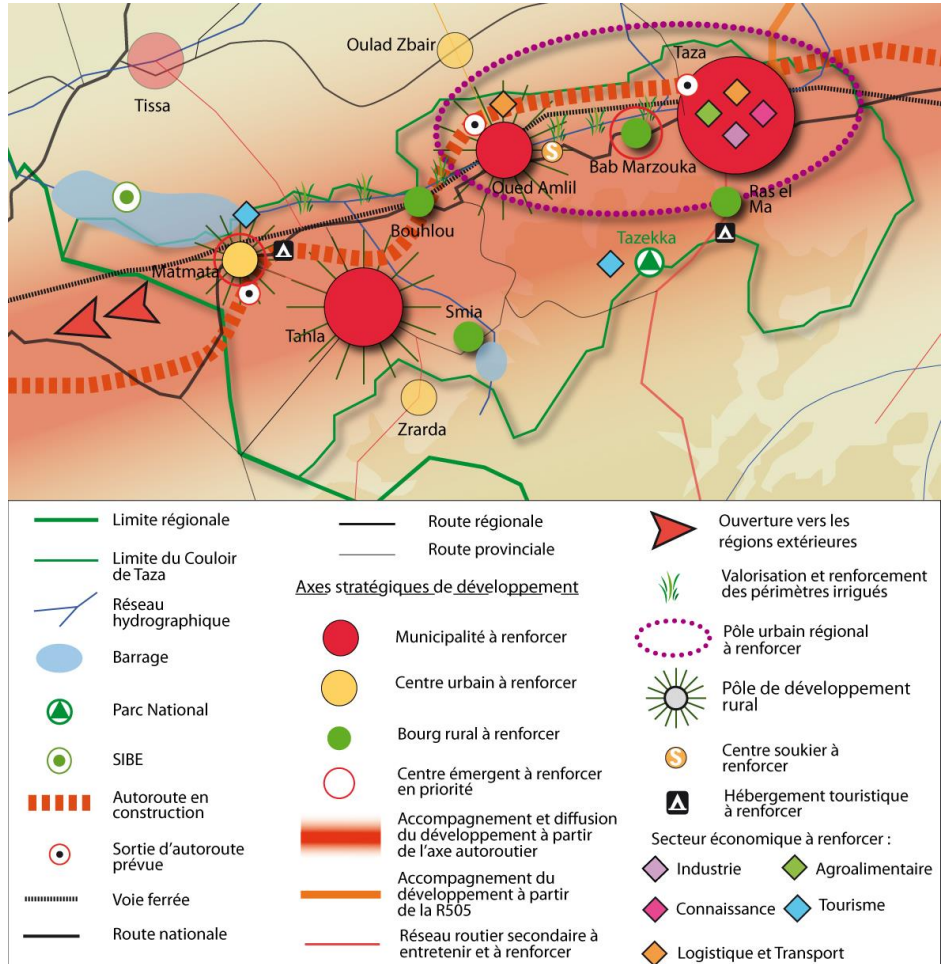
C'est un corridor naturel de passage entre les territoires centre nord du pays et l'oriental, c'est également une zone de transition entre les massifs du Rif et du Moyen Atlas. Le territoire est relativement bien occupé avec une densité moyenne de 184hab/km2. C'est un espace relativement bien équipé en infrastructure de base par rapport aux autres espaces projets de la région de THT, l'indice de développement humain dans ce territoire est estimé à 0,65. C'est un espace caractérisé par :

- Une diversification dans les activités économiques,
- Une bonne desserte par les modes de transport
- La présence d'un pôle urbain important, la ville de Taza,
- Une desserte en infrastructures satisfaisante (routes, autoroute, voie ferrée) avec un positionnement stratégique dans le réseau de transport national ;
- Un système urbain assez dense :

Les orientations stratégiques de développement

- Accompagner et diffuser le développement de l'axe Fès-Taza
- Renforcer la compétitivité du pôle urbain de Taza
- Intensifier l'agriculture irriguée

Figure : Carte de synthèse des axes stratégiques de développement du couloir de Taza



Source ; SRAT de la région de Taza -El Hoceima –Taounate

Le Moyen Atlas Oriental

C'est un espace montagneux fortement accidenté, Les conditions climatiques sont difficiles

avec de faibles précipitations mais où les températures sont extrêmes, c'est un territoire rural d'accès difficile, la densité d'occupation est faible et le taux de pauvreté est assez élevé autour de 26%. C'est un territoire caractérisé par :

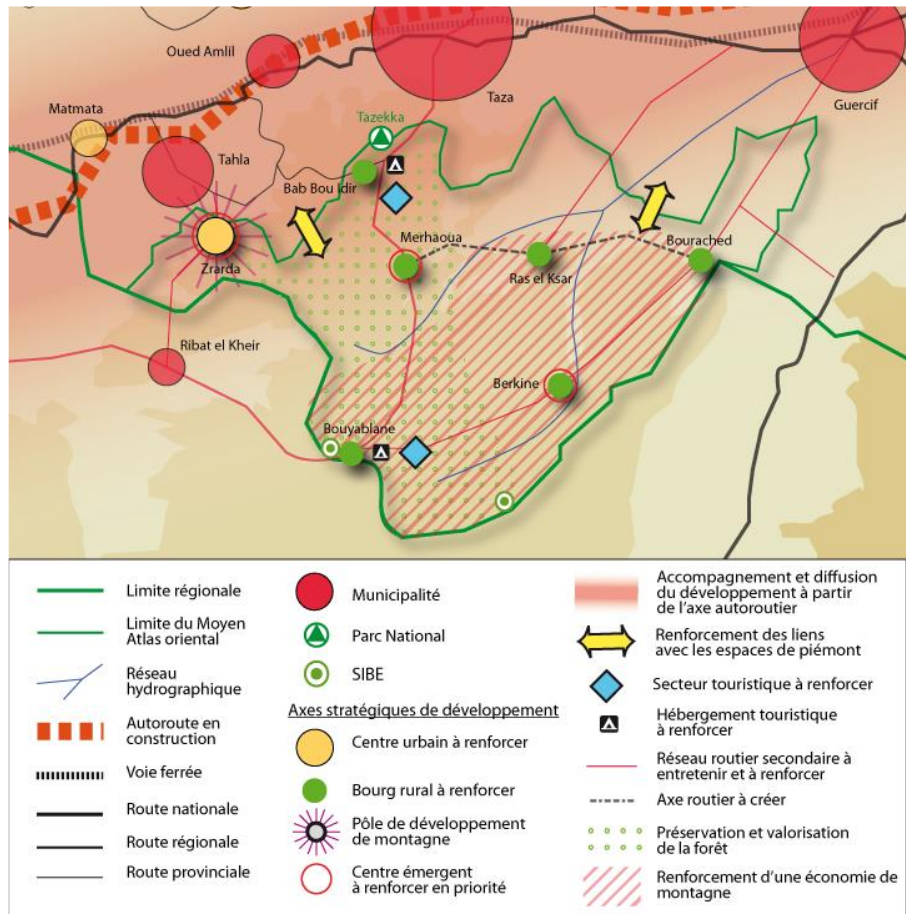
- Un enclavement prononcé notamment dans la partie orientale de ce territoire.
- Une activité agricole traditionnelle de subsistance.
- Un taux de croissance très faible autour de 0,20%.
- Une armature urbaine et un niveau d'équipement assez faibles
- Une biodiversité avec des ressources forestières importantes : Le Parc de Tazekka
- Des potentialités touristiques importantes, notamment le tourisme rural et de montagne.

Les orientations Stratégiques de développement

- Désenclaver et structurer
- Maintien et mise en valeur de la forêt l'espace

- Encourager le développement de l'écotourisme

Figure : Carte de synthèse des axes stratégiques de développement du Moyen Atlas oriental



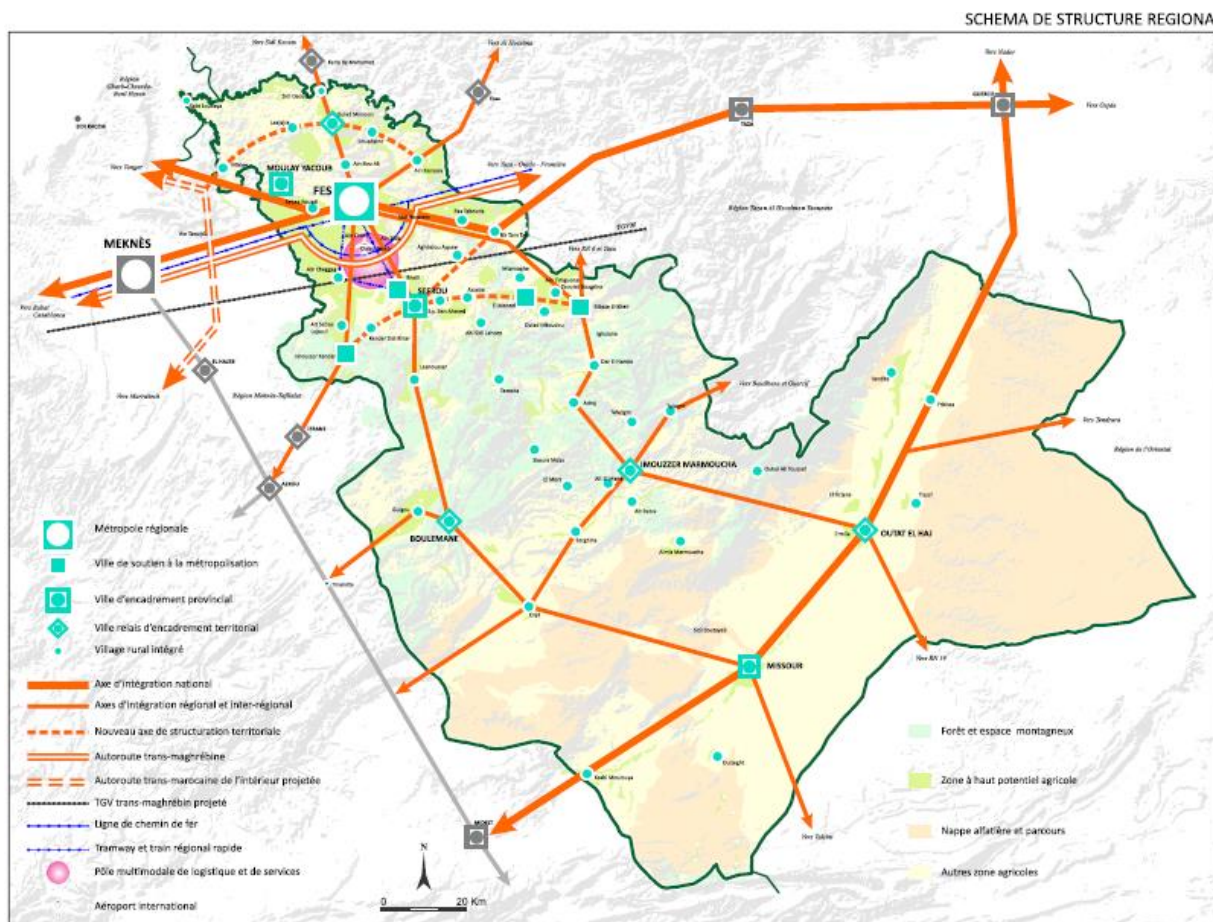
Source ; SRAT de la région de Taza -El Hoceima –Taounate

6.6 Récapitulatif des orientations territoriales du SRAT de la région de Fès-Boulemane

L'analyse multicritères menée par l'équipe chargée de l'établissement du SRAT de Fès Boulemane a permis de dégager cinq espaces de projets homogènes qui ont servi de base à la définition de stratégies et d'actions pour le SRAT :

- 1- le Pré Rif,
- 2- le Couloir de métropolisation,
- 3- l'Agglomération de Fès,
- 4- le Moyen Atlas,
- 5- la Moulouya.

Figure 1 : Carte des orientations territoriales du SRAT de la région de Fès-Boulemane



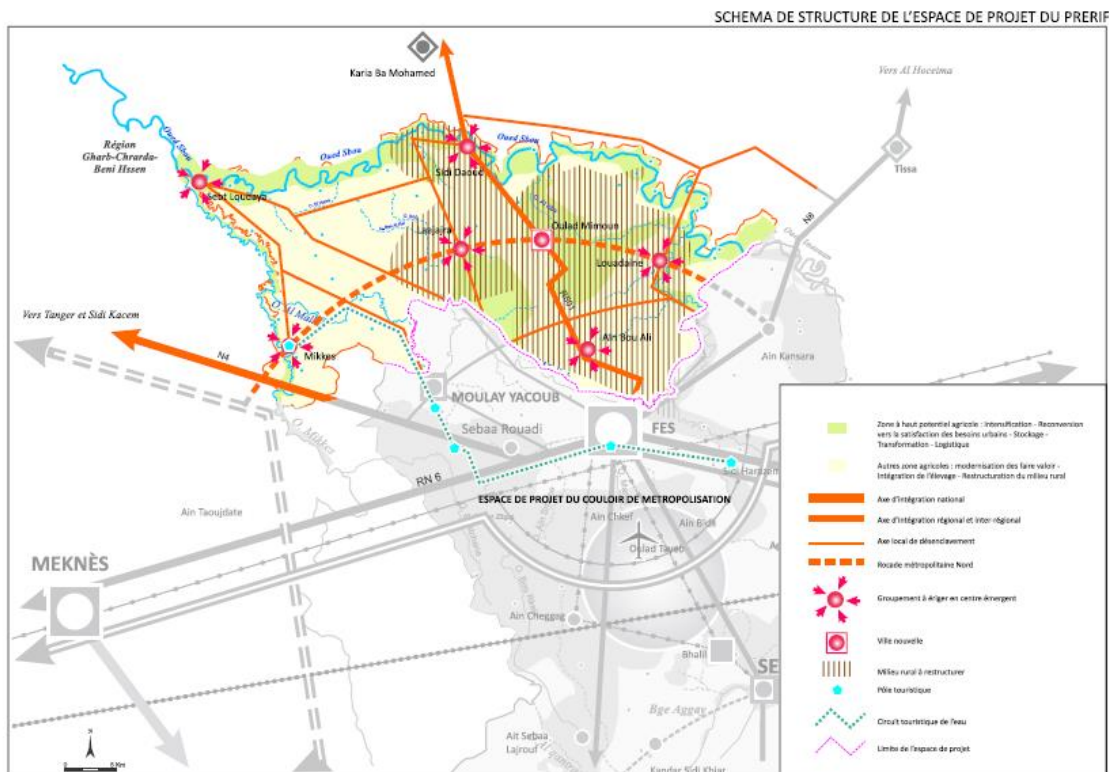
Source ; SRAT de la région de Fès-Boulemane : 2014

L'espace projet du Pré-rif

L'espace de projet du Pré-rif, est un pays de collines situé au nord de la ville de Fes et limité par l'Oued Sébou. Sept communes composent de territoire : Ain Bouali, Oulad Mimoun, Louadaine, Laajajra, Sidi Daoud, Mikès et Sebt Loudaya. C'est presque 60% du territoire de la province de Moulay Yacoub et plus de 66% de sa population.

C'est un territoire où l'accroissement démographique est négatif, son caractère répulsif se répercute sur son potentiel de développement économique qui enregistre un taux très faible malgré un potentiel en irrigué et l'existence de deux barrages (Idriss 1er et Sidi Chahed), Cet espace est marqué par la pauvreté et de faibles indices de développement humain. La zone souffre par ailleurs de difficultés d'accès et de déficits de services publics de moyen niveau. L'habitat y est fortement dispersé à l'Est et groupé en une multitude de petits villages à l'Ouest. Aucune ville ne le structure.

Figure 2 : Carte des orientations Stratégiques de développement du Pré-Rif



Source ; SRAT de la région de Fes-Boulemane : 2014

Les orientations Stratégiques de développement du Pré-Rif

- Valoriser les ressources et activités locales
- Préserver les richesses naturelles
- Etablir un axe structurant est-ouest de grande envergure avec un système de desserte en peigne (en se basant sur les routes de campagne et les pistes existantes) et profiter de cet axe pour restructurer la maille des villages.

L'espace projet du couloir métropolitain

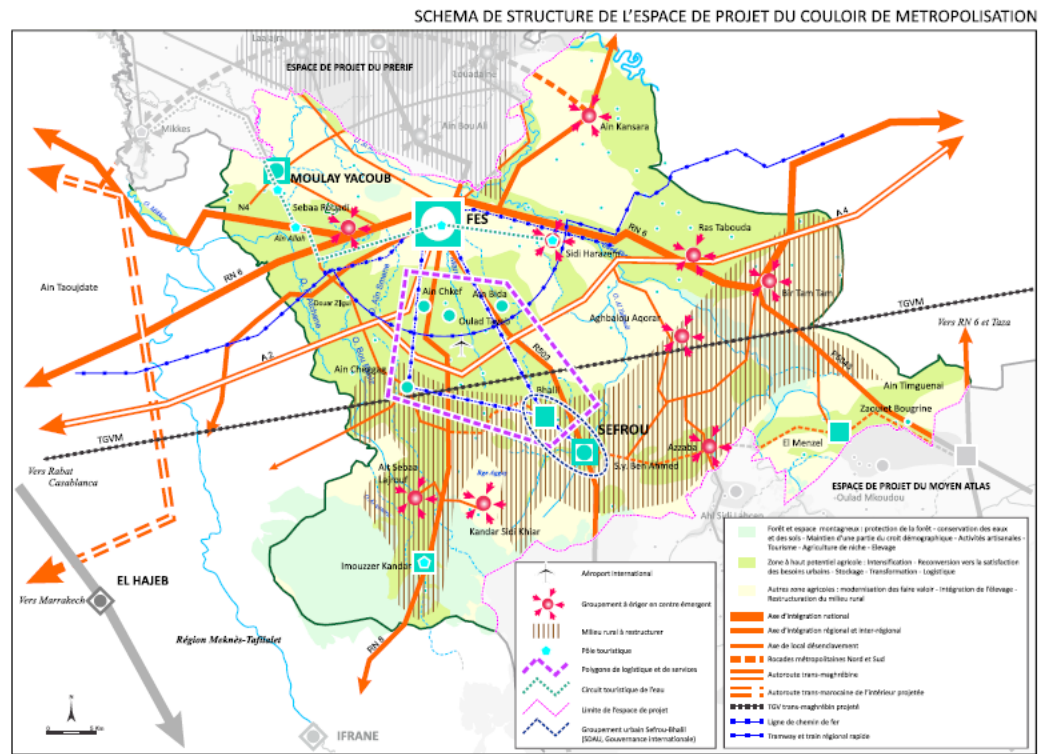
Cet espace de projet occupe une position stratégique et comprend la principale ville de la région. Il est traversé par l'axe structurant de transport national, la présence de villes importantes des infrastructures de transports routier et ferroviaire, et une forte densité de population et d'activités économiques. Ce territoire couvre toute la préfecture de Fès, 10 communes de la province de Sefrou et 4 communes de la province de Moulay Yacoub. L'armature urbaine est composée de Fes, Séfrou, Moulay Yacoub, Imouzzer Kandar, Bhalil et El Menzel.

L'espace projet de ce couloir de métropolisation dispose d'un potentiel de développement économique important. Caractérisé par une bonne accessibilité et de bonnes conditions de

vie, c'est un espace dynamique et attractif où le seuil de pauvreté est relativement faible. Il intègre également le piémont nord du Moyen Atlas, espace disposant d'un bon niveau de desserte en routes nationales et régionales, mais présentant des potentialités de développement contrastées avec des espaces forestiers à l'extrême est et l'extrême ouest, et des potentialités en irrigué au centre.

Figure : Carte des orientations Stratégiques de développement du couloir de métropolisation

Source ; SRAT de la région de Fes-Boulemane : 2014



Les orientations Stratégiques de développement du couloir de métropolisation

- Renforcer les attributs de la métropolisation : réseaux de transports notamment et fonctions Métropolitaines judicieusement réparties.
- Intégrer les villes périphériques de Fès dans le processus de métropolisation.
- Prévoir une voie parallèle permettant de délester l'agglomération de tous les flux de transit (Réseau ferre et autoroutier).
- Apprendre à gérer et sauvegarder les ressources naturelles.

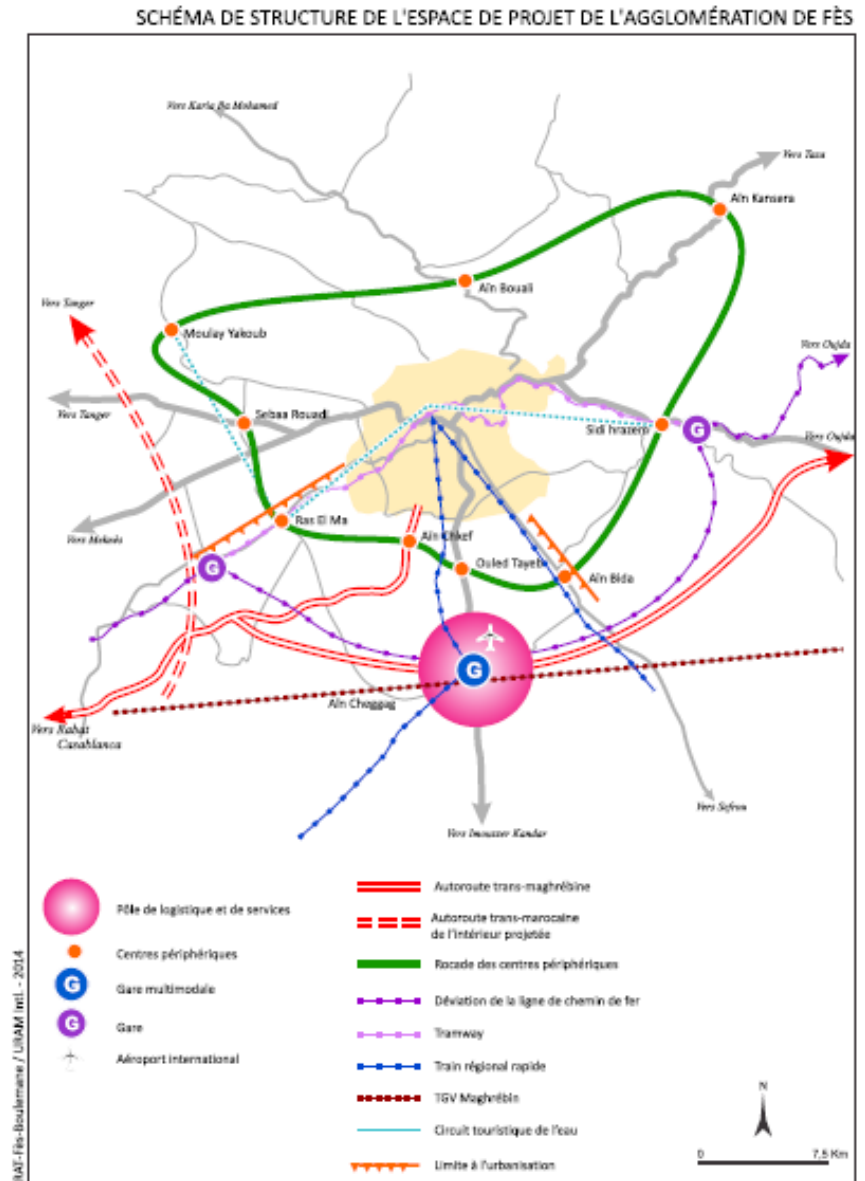
L'espace projet de l'agglomération de Fès

Vu que les enjeux de son développement sont importants et spécifiques et en raison de sa particularité, sa vocation de capitale régionale et sa position de pôle de développement national, l'agglomération de Fès est traitée en tant qu'espace projet à part.

L'agglomération regroupe la majorité de la population urbaine de son ex-région, elle concentre nombreuses activités et l'ensemble des infrastructures d'envergure et connaît une extension galopante de son tissu urbain. Par ailleurs, la ville s'inscrit déjà dans un processus de métropolisation bipolaire avec Meknès, ce qui tend à creuser le déséquilibre par rapport au reste de son territoire régional. Cet espace reste globalement attractif.

Figure : Carte des orientations Stratégiques de développement de l'agglomération de Fès

Source ; SRAT de la région de Fès-Boulemane : 2014



Les orientations Stratégiques de développement de l'agglomération de Fès

- Développer de nouvelles centralités polyfonctionnelles dans Fès et son agglomération
- Structurer et organiser les échanges, infrastructures et modes de transport
- Mettre en cohérence et connecter les différents réseaux de transports
- Développer des infrastructures compétitives et des services destinés aux entreprises
- Développer les équipements facteurs d'attractivité, le secteur tertiaire supérieur, l'offre résidentielle et de loisirs de luxe, et la connectivité
- Mettre en place une métropolisation bipolaire avec Meknès
- Sauvegarder et exploiter le patrimoine bâti et architectural.
- Maîtriser l'habitat informel et insalubre

- Maîtriser les impacts des populations et activités sur l'environnement.

L'espace projet du Moyen Atlas

L'espace de projet du Moyen Atlas occupe la partie sud de la province de Séfrou et la zone nord de la province de Boulemane. Il s'agit donc d'un territoire faiblement peuplé avec une densité générale d'environ 20 habitants au km².

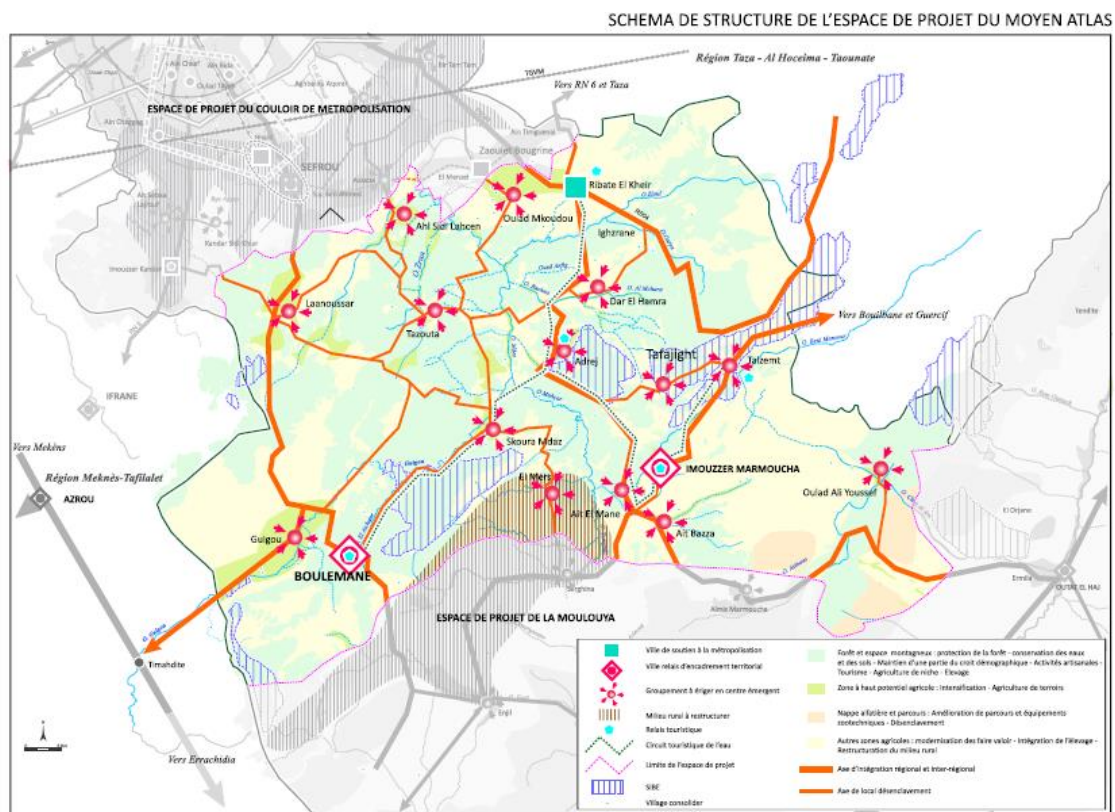
Les forêts occupent plus de la moitié de cet espace, ce qui explique en grande partie la faiblesse de la densité. Le territoire s'étend sur 2 provinces et comporte 18 communes :

- la province de Boulemane, comprenant les communes de: Boulemane, Imouzzer Marmoucha, Ait Bazza, Ait El Mane, El Mers, Guigou, Skoura M'Daz, Talzemt, Oulad Ali Youssef ;
- la province de Séfrou, avec les communes de Ribat El Kheir, d'El Adrej, Dar El Hamra, Ighezrane, Oulad Mkoudou, Tafajight, Ahl Sidi Lahcen, Laanoussar et Tazouta

Le Moyen Atlas est un territoire à faible potentiel de développement, marqué par une topographie difficile et souffrant de gros problèmes d'enclavement, notamment dans sa partie Est. C'est un territoire recouvert de forêts et présentant des terrains difficiles, il dispose toutefois d'un potentiel en irrigué important autour de la localité de Guigou.

Il s'agit d'un espace où la population souffre de la pauvreté et reste assez répulsif.

Figure : Carte des orientations Stratégiques de développement du Moyen Atlas



Les orientations Stratégiques de développement du Moyen Atlas

- Accompagner la tendance au regroupement de la population rurale par la promotion et le renforcement des petites villes et des centres ruraux émergents en les dotant d'équipements, de l'infrastructure et de la base économique
- Limiter l'exode rural par l'amélioration de l'accès aux services publics et la création d'activités génératrices de revenus ;
- Réduire le déséquilibre du réseau urbain par la promotion de villes relais dans les provinces à dominante rurale ;
- Diversifier l'économie vers des activités non agricoles, le soutien à la création et au développement de micro entreprises, l'encouragement des activités touristiques et la valorisation et la gestion du patrimoine naturel contribuant à un développement éco durable essentiellement ;
- Conserver et valoriser le patrimoine forestier par la multiplication des efforts de reboisement et de régénération et l'implication de tous les acteurs concernés pour la protection des ressources forestières ;
- Améliorer la qualité de vie en milieu rural par la restructuration des villages, la préservation et la mise en valeur du patrimoine rural ;

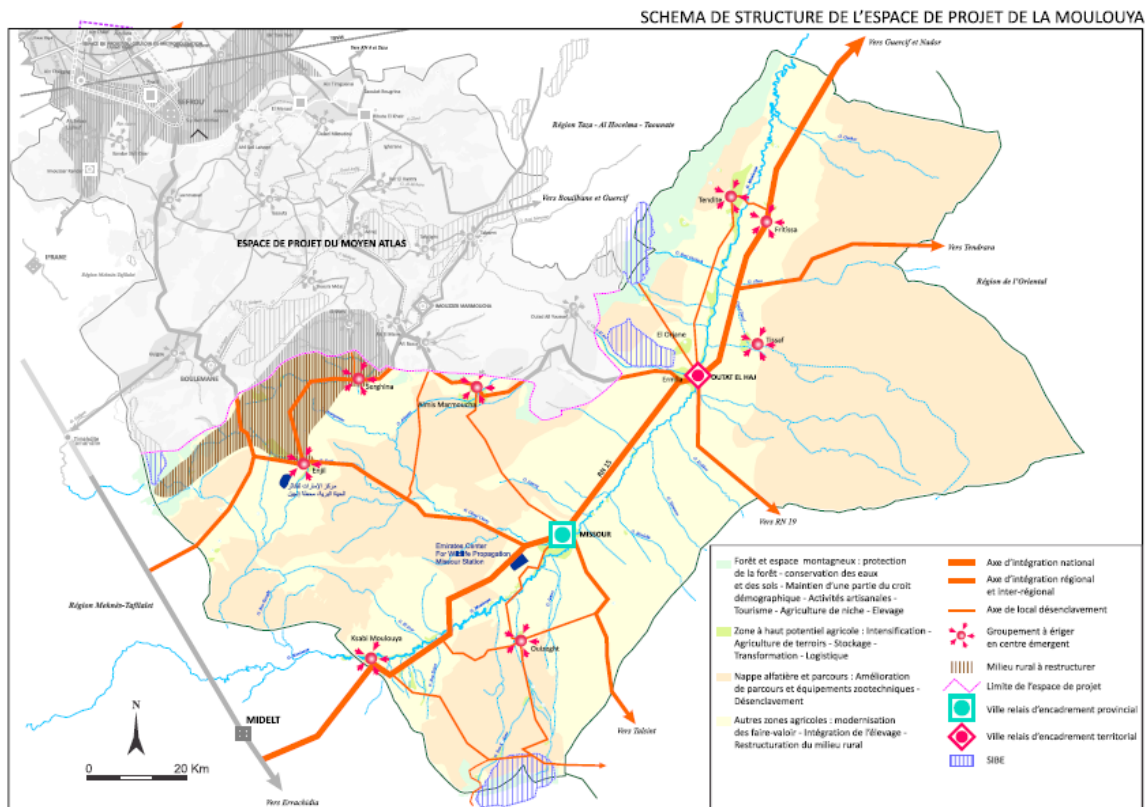
- Développer la formation professionnelle des acteurs économiques, dont la femme rurale;
- Favoriser l'acquisition des compétences en vue de la conduite de projets de développement - Initier la création de villages ruraux intégrés (greffés sur des noyaux existants), bien équipés et bien organisés.

L'espace projet de la Moulouya

Il couvre les territoires Sud de l'ex région de Fès-Boulemane, qui correspondent aux espaces allant des contreforts sud du Moyen Atlas jusqu'à la limite sud de la région avec celle de l'Oriental. Il s'agit d'un territoire formé essentiellement par les plateaux et la vallée de la Moulouya. Administrativement il est composé de 14 communes : Ouizeght, Oulad Youssef, Serghina, Ksabi Moulouya, Tissaf, Sidi Boutayeb, Ait Bazza, Almis Marmoucha, El Orjane, Enjil, Ermila, Fritissa, Missouri et Outat El Haj.

L'espace projet de la Moulouya est potentiellement répulsif, l'économie est basée essentiellement sur l'agriculture et l'élevage, malgré le fort potentiel hydrique apporté par l'Oued Moulouya.

Figure : Carte des orientations Stratégiques de développement de la Moulouya

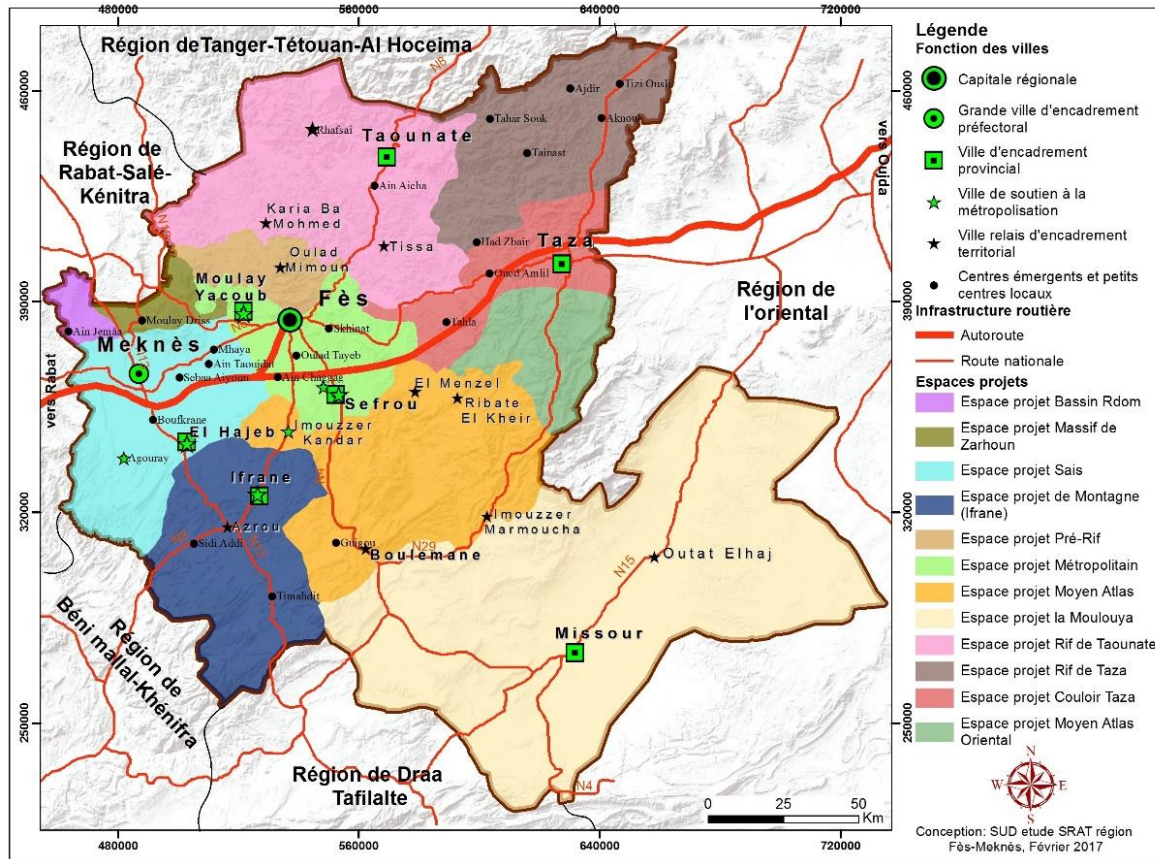


Source ; SRAT de la région de Fès-Boulemane : 2014

Les orientations Stratégiques de développement de la Moulouya

- Améliorer l'accès aux services moyens et supérieurs et favoriser les échanges ;
- Généraliser l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- Structurer le territoire autour de villages accessibles et équipés ;
- Diversifier l'économie urbaine :
- Intégrer la sous-région dans un processus de développement durable par :
 - o Le développement de filières agricoles respectueuses des spécificités locales.
 - o La protection des nappes alfatières et des parcours contre la surexploitation.
 - o La protection de la ressource hydrique déjà fragilisée contre le sur pompage des nappes.
 - o . Prévenir la pollution en généralisant le recours aux études d'impact sur l'environnement pour les projets présentant un risque.
 - o la valorisation de l'énergie renouvelable, notamment solaire pour dynamiser l'économie locale.
 - o La conservation et le développement des ressources forestières.

Figure: Regroupement des espaces projet des 3 anciens SRAT



Sources : BET et Ex 3 SRATs

Options Stratégiques par espace projets et par domaines stratégiques

Cette section est consacrée à la présentation en détail des orientations stratégiques déjà énoncées d'une manière globale. Ces orientations stratégiques seront présentées par espace projet et par domaine de développement. Le but de ce travail est donner une teneur plus précise aux orientations stratégiques en fonction des spécificités des espaces projets en terme de leur niveau de développement et leurs problématiques spécifiques.

6.7 Développement humain et promotion du genre

Développement humain dans les espaces projets : des territoires fragiles pour leur majorité bien qu'ils ne manquent pas d'opportunité de développement

Pour tenir compte de la spécificité des territoires de la région de Fès Meknès, l'étude du SRAT a retenu quatre espaces projets. L'essentiel des composantes de ces espaces projets se trouve dans des espaces fragiles situés en montagne ou confrontés à l'aridité.

Vus à travers l'angle de développement humain les espaces en question présentent également une grande richesse et de grandes disparités.

Profil démographique des espaces projets retenus

Entre 2004 et 2014, l'espace projet métropolitain a enregistré un taux d'accroissement annuel moyen de 1,51%, qui est supérieur au Taux national évalué à 1,25%. Alors que l'espace projet du Prérif a connu au cours de la même période inter censitaire un TAAM négatif de près de - 0,31%. Les deux espaces projets du Moyen Atlas et de la Moulouya ont enregistré des taux annuels moyens respectifs de 0,53% et 0,81% en bas du taux de 0,9% relevé au niveau de la région de Fès Meknès, qui est lui-même bien en bas du Taux de 1,25% enregistré au niveau de l'ensemble du Maroc (tableau et carte ci-après).



Le constat de l'évolution des effectifs démographiques à l'échelle de la commune montre que la majorité de ces pierres angulaires de l'organisation territoriale du pays et de la régionalisation avancée en cours de mise en place progressive connaît un recul ou une stagnation démographique liés au manque d'emploi sur place et à la faiblesse des revenus.

Ce qui est frappant dans l'évolution démographique des espaces projets c'est que le nombre de ménages croît beaucoup plus vite que l'effectif de la population particulièrement au niveau des communes et des espaces qui se vident de leurs ressources démographiques. Ceci s'expliquerait très probablement par deux faits majeurs, d'abord la migration sélective concernant les ressources formées ou non qui chercheraient des emplois ailleurs et du fait que ceux qui partent parmi les plus démunis laissent leurs ménages d'origine sur place. Cette évolution est également en relation avec la transformation des structures familiales ou la taille de la famille de jadis est de plus en plus appelée à se réduire sous la pression du coût de la vie quotidienne, la faiblesse du revenu familial et l'évolution sociologique de la société rurale.

Tableau : Evolution de la population et des ménages des espaces projet entre 2004 et 2014

Espace projet	Ménages			Population		
	2004	2014	TAAM 04/14	2004	2014	TAAM 04/14
Ep du Moyen Atlas	58 017	67 401	1,51%	285 861	301 320	0,53%
EP du Prérif	170 886	189 739	1,05%	1 016 761	985 374	-0,31%

EP la Moulouya	22 763	27 490	1,90%	134 607	145 971	0,81%
EP Métropolitain	527 097	634 867	1,88%	2 415 058	2 804 227	1,51%
Région FM				3873214	4236892	0,90%
Maroc				29 891708	33 848 242	1,25%

Source HCP, Calculs BET SUD

Le tableau, ci-dessus, présente le taux d'accroissement annuel moyen (TAAM) pour chacun des espaces projets de la Région Fès Meknès au cours de la période intercensitaire 2004-2014. Bien qu'assez bas, le taux d'accroissement de 0,53% constaté au niveau de l'Espace Projet du Moyen Atlas cache des taux concernant certains territoires de cet Espace encore plus faibles. A titre d'exemple, la commune de Bouiblane qui disposait d'une ancienne station de tourisme qui pourrait être semblable à celle d'Ifrane, perd annuellement près de 4% de sa population. Cette commune se trouve dans la limite du cercle de Tahla et manque d'infrastructures de base, à commencer par les deux petites routes impraticables qui la relient à sa province via Maghraoua ou Tahla.

Au niveau de l'espace projet du Moyen Atlas, si on exclut les localités urbaines, en tant que centres administratifs connaissant des activités de commerce et de services locaux et jouant également des fonctions de relais pour la migration, la majorité écrasante des communes de la montagne connaissent un recul démographique confirmé. Seules trois communes rurales de l'EP Moyen Atlas ont enregistré au cours de la période intercensitaire 2004-2014 un taux d'accroissement annuel moyen au voisinage ou légèrement supérieur au TAAM national. Il s'agit de :

La commune rurale de Guigou (1,28%) qui dispose d'un "autre centre urbain au sens du RGPH" de plus de 10 000 habitants, jouant le principal rôle de commerce et de service pour cette commune, et qui développe des activités agricoles maraichères reconnues à l'échelle nationale ;

Dayat Aoua (1,25%) et Tizguite (1,27%), dont l'explication de leur croissance démographique est à rechercher en relation avec leur position géographique en milieu forestier et la pratique de l'élevage de la race Timahdite.

Au niveau de l'EP du Prérif, le rythme de croissance démographique présente pratiquement deux niveaux respectivement "positif ou négatif" : celui des municipalités qui remplissent des fonctions administratives et commerciales en plus de la commune rurale de Oualili et celui des communes rurales qui se vident de leurs ressources démographiques ou qui

connaissent un taux de croissance ne permettant pas le remplacement des cohortes actuelles. L'espace projet du Prérif comprend la totalité de la province de Taounate qui compte parmi les douze premières provinces et préfectures du Royaume dont le poids démographique dans la population du Maroc est le plus élevé : 2014, 2020 et 2030 bien que sa part va passer de 2,0% en 2014 à 1,8% en 2020 et à 1,5% en 2030.

L'espace projet de la Moulouya, caractérisé par une dispersion importante de la population sur une grande superficie pour un effectif démographique de la taille d'une ville marocaine moyenne (moins de 150 000 habitants en 2014), connaît un recul démographique pratiquement à l'échelle de toutes les entités territoriales communales. Seules les deux municipalités de cet espace, que sont la ville de Missour en tant que siège de la province de Boulemane, et Outat Oulad El Haj, chef-lieu du cercle de même dénomination situé à l'entrée de la zone des steppes des collines de Dahra.

L'espace projet Métropolitain a présenté entre 2004 et 2014 une évolution démographique des communes urbaines diversifiée selon le sous espace de localisation, la nature de la principale fonction de chaque ville et l'action d'aménagement qui a concerné ces agglomérations. Ainsi, seul cet espace projet comporte des villes qui ont enregistré une croissance démographique négative suite probablement aux opérations de mise à niveau et de redéfinition du zoning de certaines zones urbaines de ces espaces. Il s'agit de :

- L'arrondissement Agdal de la métropole Fès (-0,2%);
- La Municipalité Méchouar Fès Jdid (-2,85%.) ;
- L'arrondissement Fès-Médina (-2,56%).
- L'espace projet Métropolitain dispose de
- Une deuxième classe de municipalités de l'espace projet Métropolitain comprend celles qui ont stagné sur le plan démographique. C'est le cas de :
- Sidi Harazem (0,91%) ;
- L'arrondissement El Mariniyine (0,92%.)
- El Menzel (0,96%) ;
- Tahla (0,78%) ;
- Taza (0,61%).

Une troisième catégorie de municipalités comprend celles qui ont vu leur effectif augmenter à un rythme supérieur à ce qui est observé à l'échelle de la Région de Fès Meknès et du Royaume et parfois même de manière substantielle. On trouve dans ce groupe, l'arrondissement de Zouagha avec un taux de 4,79%, l'arrondissement de Saiss (3,85%), Boufakrane (7,42%), Ouislane (6,28%) et les autres municipalités de Saiss avec celles remplissant des fonctions administratives, commerciales et tertiaires.



Signalons que l'espace projet Métropolitain présente une grande diversité démographique. Il comprend d'une part la préfecture de Fès pouvant tirer le développement de cet espace vers le haut. La préfecture de Fès se trouve au troisième rang après Casablanca et Marrakech parmi les douze premières provinces et préfectures dont le poids démographique dans la population du Maroc est le plus élevé. L'Espace Projet Métropolitain comprend d'autre part une bonne partie de la province de Taza qui compte parmi les provinces qui connaissent une forte régression et un taux négatif de près de -1%.

Indicateurs de développement humain au niveau des espaces projets

La présentation et l'analyse des indicateurs de développement humain au niveau des communes des quatre espaces projets de la Région de Fès Meknès sont réalisées à travers les données du RGPH et celles extraites de la Carte de Pauvreté de 2014 à l'échelle de la commune qui vient d'être publiée vers la fin du premier semestre 2017 par le Haut Commissariat au Plan, remercié d'avoir construit pendant de longues années un système national de suivi et d'évaluation de l'amélioration des conditions de vie de toutes les couches de la population du Royaume. Le volet de suivi de la pauvreté par ledit système national est harmonisé avec les systèmes de suivi de ce fléau au niveau international. Les démarches retenues par les services compétents du HCP pour l'approche et l'évaluation de la pauvreté sont en parfaite concordance avec celles des organismes spécialisés des Nations Unies et sont basées sur les données du terrain des opérations statistiques nationales bâties au Maroc entre 1960 et 2014.

Dans le rapport de diagnostic, nous avons présenté la situation de la pauvreté et des principaux indicateurs de développement humain publiés en premier lieu à l'échelle de la région. Le bilan chiffré présenté dans le livrable de la première phase du SRAT FM montre qu': « En passant de 16,6% à 5,2% entre 2001 et 2014, le taux de pauvreté monétaire de la région de Fès Meknès a été divisé pratiquement par trois, mais reste aux alentours de 10,5% au niveau des zones rurales de la région».



La carte régionale de la pauvreté monétaire, émanant du HCP, montre la situation de la Région de Fès Meknès parmi celles des autres régions du Royaume. Avec un taux de pauvreté monétaire de 5,1% en 2014, Fès Meknès occupe une place entre celle de sa voisine

la Région de l'Oriental (5,2%) et son homologue Marrakech- Safi (4,5%). Sa position n'est pas assez loin de celle de Rabat – Kenitra (4,1%).

La position des provinces de la région Fès Meknès en termes de pauvreté monétaire est également présentée parmi l'échiquier des préfectures et provinces du pays dans la carte réservée à ce niveau territorial du découpage administratif du pays.

Les taux de pauvreté et de vulnérabilité monétaire à l'échelle des municipalités, des communes rurales et de localités relevant du territoire des communes rurales mais présentant des caractéristiques en termes d'habitat et d'équipements de commerce et de services qui motivent leur traitement en tant que "autres centres urbains du RGPH".

En effet, l'urbain au sens statistique comprend les municipalités auxquelles on ajoute des localités relevant administrativement de communes rurales mais présentant un cadre socio – spatial très proche à celui des municipalités.

Bien que les principaux concepts relatifs au thème de la pauvreté ont été précisés dans le livrable de diagnostic précédent, est – il nécessaire de rappeler que Le Haut- Commissariat au Plan –Maroc (HCP) mesure le seuil de la pauvreté monétaire conformément aux normes de la FAO-OMS (composante alimentaire) et la méthode d'estimation, par la Banque Mondiale, de la composante non-alimentaire de ce seuil. Le seuil de la pauvreté alimentaire est le coût d'un panier de biens et services alimentaires garantissant l'ingestion calorique minimale requise par la norme recommandée par l'AFO et l'OMS. Le minimum requis en calories par individu et par jour a été établi en appliquant la Table des besoins énergétiques recommandés (Recommended Daily allowance, FAO-OMS) à la structure de la population selon le sexe, l'âge et la situation des femmes vis-à-vis de la grossesse et de l'allaitement.

La méthode de mesure de la vulnérabilité à la pauvreté consiste à estimer la part de la population dont le niveau de consommation par tête se situe dans une fourchette comprise entre le seuil de pauvreté et une fois et demie de ce seuil. Elle permet de renseigner sur la population qui n'est pas pauvre mais qui court un grand risque de tomber dans la pauvreté. (Séminaire 26-10-2010, Note de synthèse Pauvreté-Inégalités).

L'estimation de l'IDH²⁰ est effectuée selon la formule suivante utilisée avant 2011 par le PNUD: indice

²⁰ Nous avons souhaité utiliser le volet de Développement Humain de l'IDH à l'échelle des communes retenus pour le SRAT que sont



santé (EPV) + indice éducation (2/3 taux d'alphabétisation, 1/3 du taux de scolarisation) + indice PIB/tête.

Ainsi, il faudrait disposer de l'espérance de vie à la naissance par commune pour pouvoir reconstituer l'ESV de chacun des Espaces Projets. Idem pour ce qui concerne le PIB communal qui fait également défaut. Par conséquent, nous avons retenu quatre indicateurs choisis parmi les plus importants pour apprécier la situation de développement humain dans chacun des espaces projets de la région de Fès Meknès. Il s'agit du taux de pauvreté monétaire, du taux de scolarisation, du taux d'analphabétisme et du taux de chômage. Un seul de ces indicateurs aurait pu faire l'affaire : le taux de pauvreté qu'on a en fait observé en parallèle avec le taux de vulnérabilité.

Les localités qui viennent en tête du peloton en termes de taux de pauvreté au niveau de l'espace projet Moyen Atlas sont les quatre localités parmi les communes les plus enclavées de la province de Taza, qui manquent en premier lieu de routes pouvant faciliter leur contact et la commercialisation au moins de leurs atouts naturels. Il s'agit de Bouyablane, Bab Boudir, Maghraoua et Tazarine. Des localités de paysages touristiques fantastiques mais cachés car vraiment isolés dans une partie de la région difficile à visiter par un véhicule de tourisme. On a l'impression qu'elles ont été épargnées pour un avenir fleurissant qui s'annonce pour bientôt.

Les localités de l'espace projet du Moyen Atlas les moins touchées par la pauvreté sont les municipalités et les autres centres urbains, qui sont heureusement investis de fonctions administratives et de commerce et de services au profit de leurs habitants et des résidents des communes rurales voisines.

Ceci dit, il faudrait noter que les taux de vulnérabilité sont à prendre vraiment en compte. En effet, les vulnérables peuvent facilement basculer vers les pauvres. Une personne parmi les vulnérables peut facilement se trouver parmi les pauvres sur le champ dès qu'elle subit des frais additionnels inattendus (frais d'hospitalisation ou autres).

Le tableau, ci-après, présente le niveau de quatre indicateurs retenus pour l'apprécier la situation de développement humain dans chacun des espaces projets de la région de Fès Meknès.

Tableau : Taux de pauvreté, de scolarisation, d'analphabétisme et de chômage par espace projet en 2014

Espace projet	Taux de Pauvreté	Taux de Scolarisation	Taux d'analphabétisme	Taux de chômage
Moyen Atlas	8,2%	93,6%	42,7%	15,6%
Prérif	9,2%	90,9%	48,1%	11,4%
Moulouya	13,5%	90,9%	41,1%	13,9%
Métropolitain	3,2%	96,7%	29,2%	18,2%

Source : Calcul des taux sus-indiqués en tant que moyenne arithmétique des taux de la carte de pauvreté et du RGPH, pondérés par la population des communes et des autres centres urbains, BET SUD, août 2017.

Ainsi, l'espace projet Métropolitain enregistre un taux de pauvreté monétaire de 3,2% bien en bas du niveau que connaît la région de Fès Meknès (5,2%), alors que les trois autres espaces enregistrent des taux de pauvreté bien loin de celui de l'espace charnière de la région. Le taux de pauvreté de 13,5% que connaît l'espace de Moulouya est même au-delà du taux affiché au niveau du monde rural de la région de Fès Meknès (10,5%). Les espaces projets du Moyen Atlas et du Prérif présentent des taux de pauvreté respectifs de 8,2% et 9,2%.

S'il est incontestable que la pauvreté dans le monde rural crée des tensions et des risques directs d'amplification des migrations, elle comporte des conséquences en cascade sur l'aménagement des territoires, voire la perte des terroirs et d'activités rurales. Dans ce contexte économique et social, il est essentiel d'avoir une compréhension approfondie de la pauvreté au sein des différents espaces de projet et ajuster les mesures destinées à corriger leurs fragilités. Les acteurs régionaux ont besoin d'analyses plus détaillées pour une meilleure programmation et formulation des politiques cohérentes et efficaces.

La multiplicité des mesures proposées précédemment a pour but d'attirer l'attention sur l'urgence et l'importance d'éviter, en matière de traitement la pauvreté et/ou de la vulnérabilité, des interventions d'où n'émergent que des politiques floues.

Le taux de scolarisation des enfants âgés de 7 à 12 ans au niveau de chacun des espaces projets se situe à plus de 90%, ce qui reflète les performances quantitatives du système scolaire, mais connaît quand même certaines disparités en variant de 91% pour le Prérif et la Moulouya à 97% dans le métropolitain en passant par près de 94% enregistré dans le Moyen Atlas. A titre de comparaison, le taux de scolarisation enregistré au niveau national en 2014 est de 95,1% contre 94,4% au niveau de la région de Fès Meknès. Pour les communes les plus enclavées où le chemin de l'école est problématique, le taux de scolarisation est encore assez bas : à Bouyablane au Moyen Atlas il est de 68,8%, à Tissaf dans la Moulouya il est de 70%.

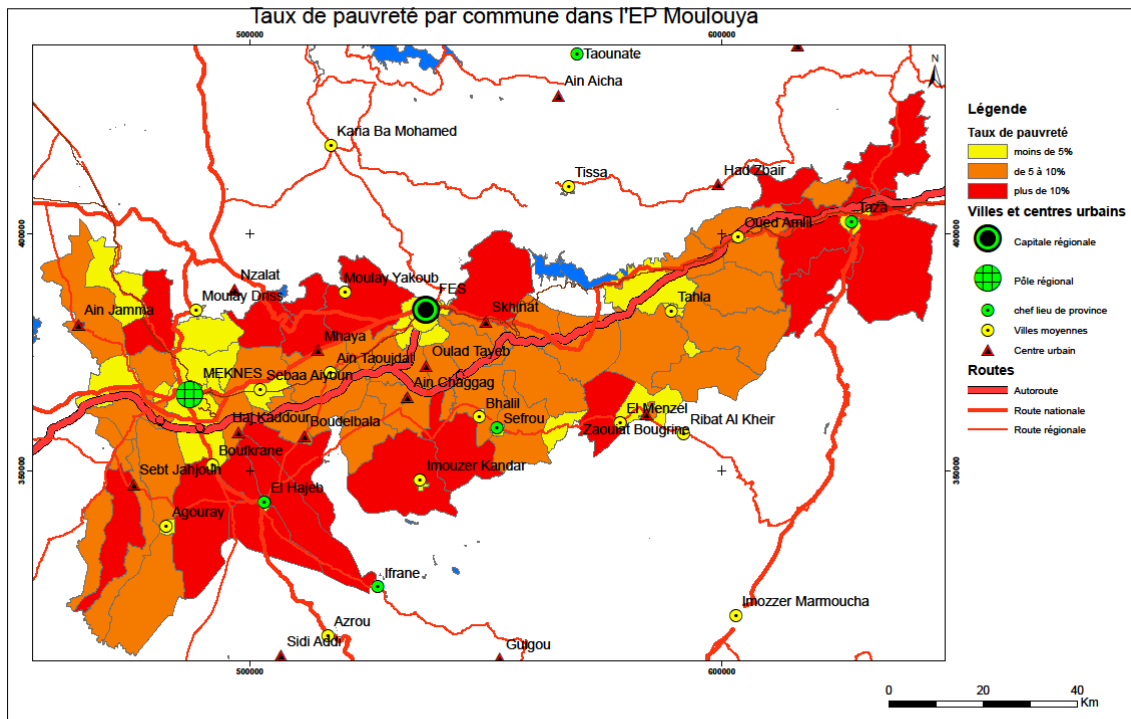
Le taux d'analphabétisme de la population d'âge supérieur ou égal à 10 ans connaît malheureusement plus de disparité en variant de près de 30% dans l'espace métropolitain à près de 50% dans le Prérif. Au niveau des espaces projets de la Moulouya et du Moyen Atlas, l'analphabétisme est présent parmi plus de 40% de la population âgée de 10 ans ou plus. Ainsi, le niveau d'analphabétisme dans le métropolitain est en bas des niveaux que connaissent la Région Fès Meknès et la Nation, respectivement de 34,7% et 32,2%. Dans les autres espaces projets les taux d'analphabétisme sont bien au-dessus du niveau national et régional.

Le taux de chômage au niveau de la Région de Fès Meknès est de 16,5% de la population active âgée de 15 ans ou plus, contre 16,2% au niveau du Royaume. Au niveau de l'espace Métropolitain, le taux de chômage est de 18,2% se rapprochant du niveau du taux de chômage urbain de 19,3% au niveau de la Nation et 20,4% au sein de la Région Fès Meknès.

Le poids des agglomérations urbaines de l'espace Métropolitain et l'attraction des migrants exercée par les agglomérations de Fès Meknès sont à la base de ce niveau élevé du taux de chômage métropolitain. La baisse du chômage dans le Prérif est en quelque sorte répercutée sur l'agglomération de Fès, ce qui est un constat classique révélé depuis longtemps par tous les recensements et enquêtes sur l'emploi. Autrement dit, le traitement des questions d'activité au niveau de l'agglomération fassi est en liaison avec la situation du Périf.

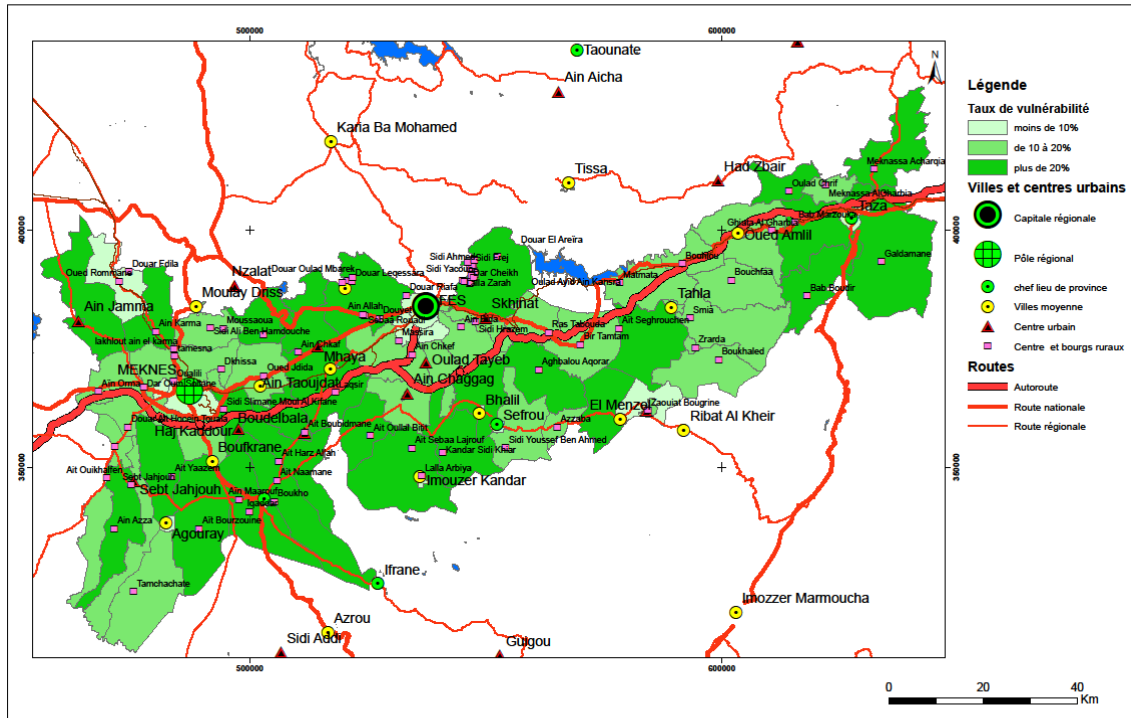
Les indicateurs ainsi examinés peuvent être exploités en faveur d'une véritable stratégie de développement humain au niveau de chacun des espaces projets en question, ce qui constitue un atout en faveur d'un développement équilibré de la Région Fès Meknès.

Carte : Spatialisation du taux de pauvreté au niveau de l'EP Métropolitain



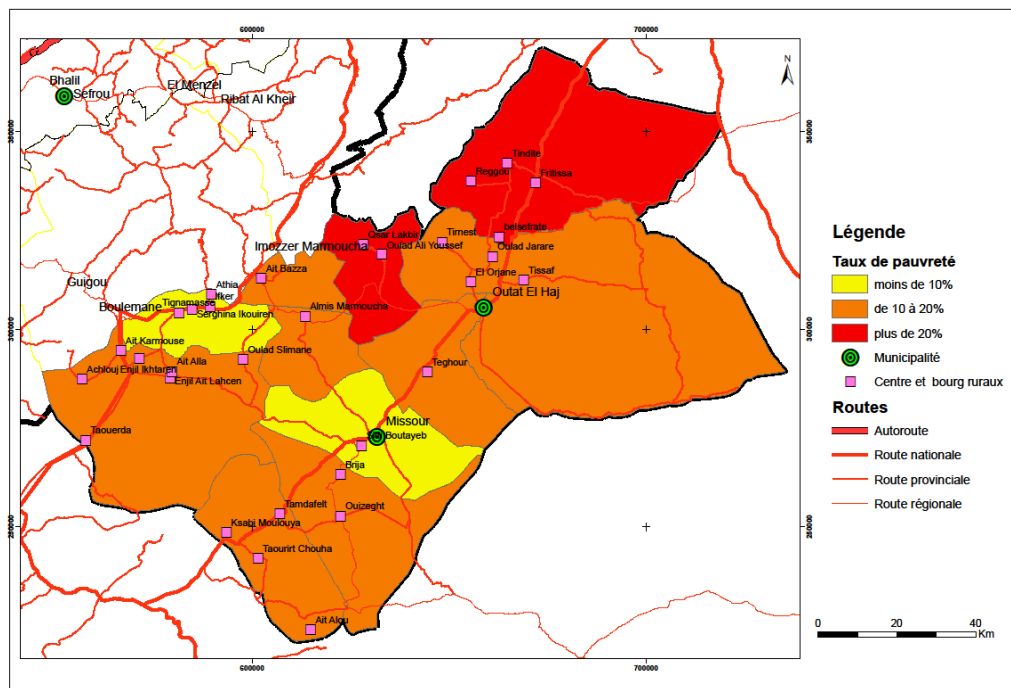
Conception : SUD Etude, SRAT Fès-Meknès, Aout 2017

Carte : Spatialisation du taux de vulnérabilité au niveau de l'EP Métropolitain

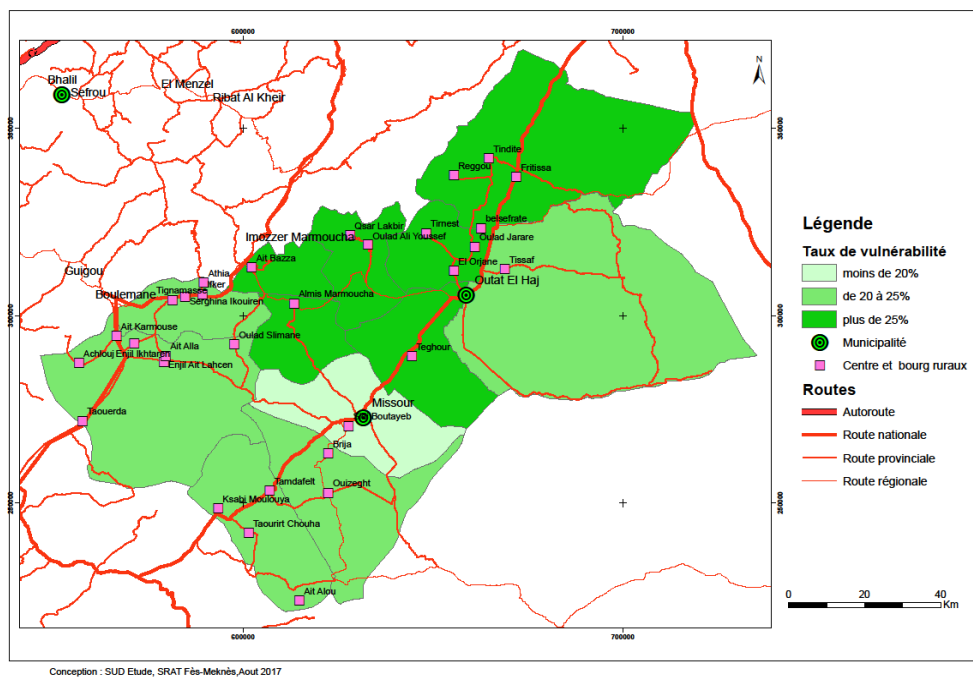


Conception : SUD Etude, SRAT Fés-Meknès, Aout 2017

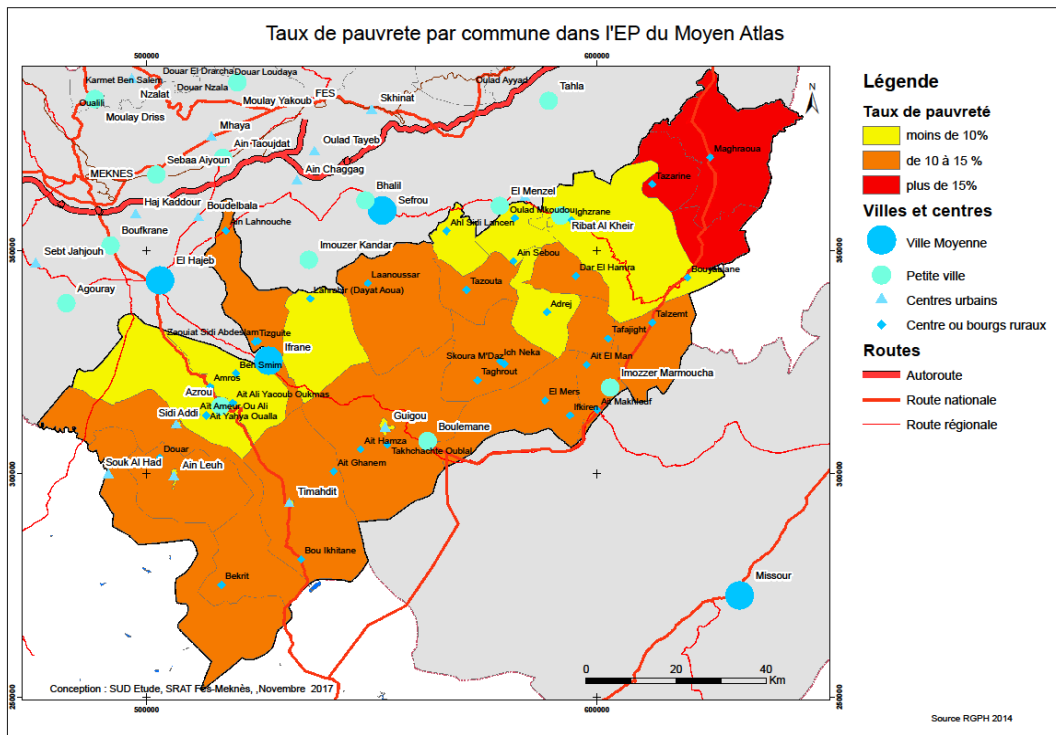
Carte : Spatialisation du taux de pauvreté au niveau de l'EP Moulouya



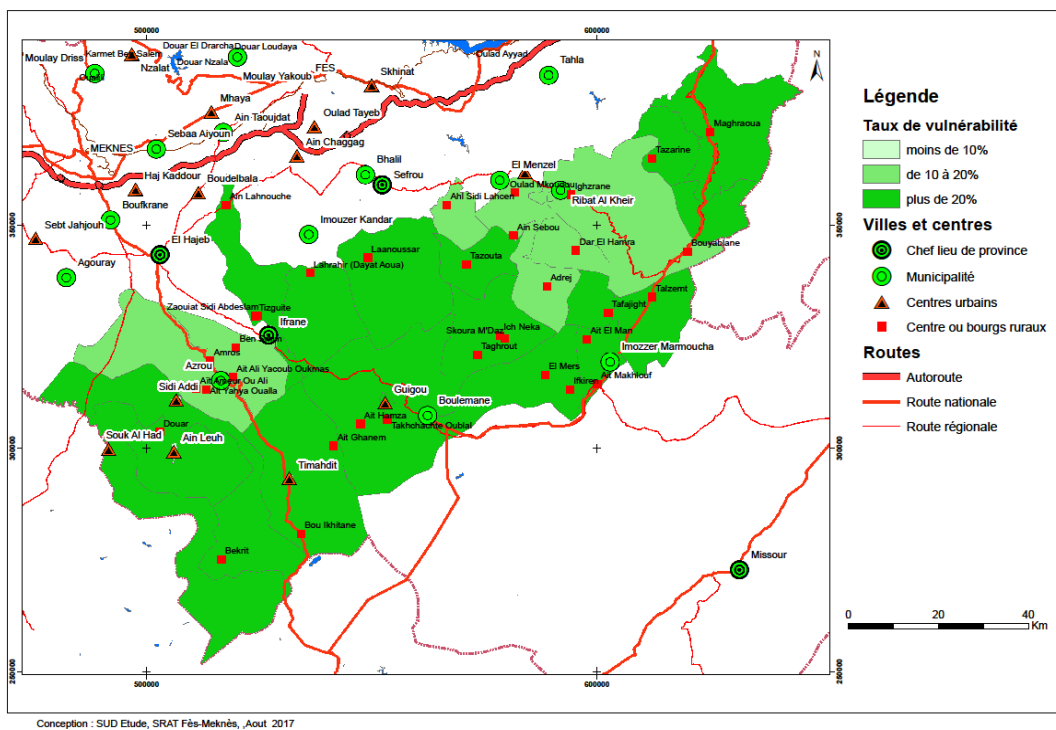
Carte : Spatialisation du taux de vulnérabilité au niveau de l'EP Moulouya



Carte : Spatialisation du taux de pauvreté au niveau de l'EP Moyen Atlas

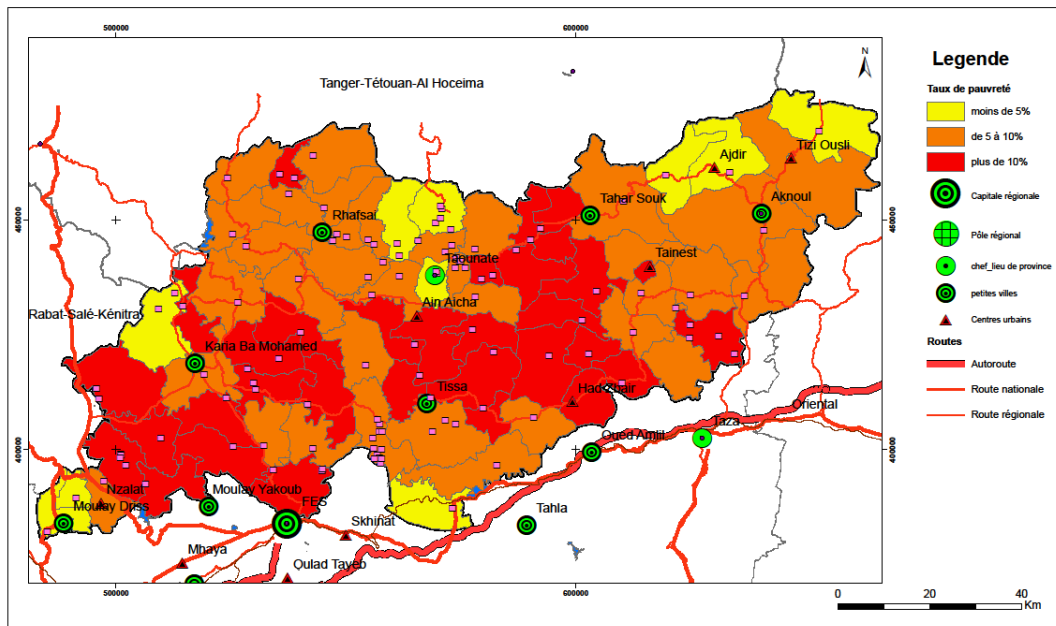


Carte : Spatialisation du taux de vulnérabilité au niveau de l'EP Moyen Atlas



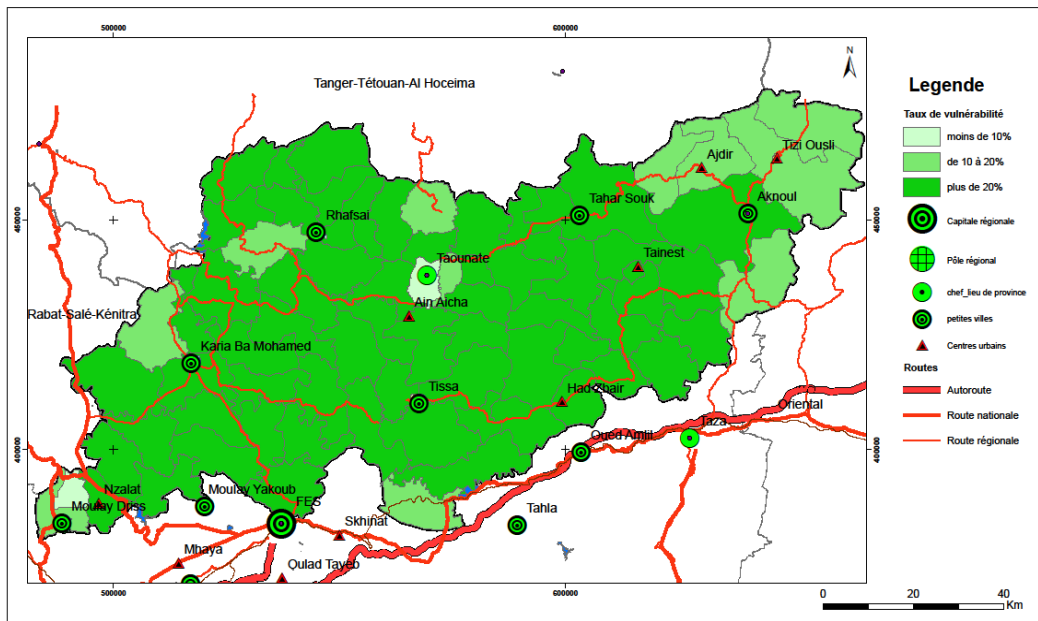
Carte : Spatialisation du taux de pauvreté au niveau de l'EP Pré rif

Taux de pauvreté par commune dans l'EP du Pré-Rif



Conception : SUD Etude, SRAT Fès-Meknès, Aout 2017

Carte : Spatialisation du taux de vulnérabilité au niveau de l'EP Pré rif



Conception : SUD Etude, SRAT Fès-Meknès, Aout 2017

3. Projections démographiques au niveau des espaces projets

Le Centre d'Etudes et Recherches Démographiques (CERED) relevant du HCP vient de diffuser des projections démographiques officielles des régions et des provinces du Royaume à l'horizon 2030 et des projections de la population et des ménages du Maroc à l'horizon 2050 (Cf. Projections démographiques, Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques (CERED), HCP, Mai 2017).

A titre d'avertissement tout au début du document de présentation des projections concernant les régions, les démographes du HCP soulignent : « ... que les projections démographiques n'ont pas pour prétention de déterminer avec certitude la population future mais plutôt de prévoir l'effectif et les caractéristiques de la population si telle ou telle autre hypothèse venait à se réaliser ».

Le niveau scientifique de la démarche suivie pour la réalisation de ce travail est à saluer à plus d'un titre, à commencer par l'honnêteté scientifique des humbles auteurs de ce travail de valeur, dont le cadre du SRAT ne se prête pas à sa présentation détaillée. Cependant, Il est à signaler que malgré l'importance et le volume de la production de données démographiques au niveau du HCP et par d'autres départements tels que celui de la Santé, les experts du CERED apportent le témoignage suivant : « Etant donné que nous ne disposons pas de données exhaustives sur la mortalité, la fécondité et les migrations au niveau des régions et des provinces/préfectures, nous n'utiliserons pas la méthode des composantes mais plutôt une méthode mathématique et en particulier celle des proportions (ou rapports) ».

Les experts du CERED soulignent que « l'hypothèse commune aux méthodes mathématiques est que la croissance de la population obéit à une loi mathématique simple qui fait que les composantes réelles de l'accroissement, c'est-à-dire la natalité, la mortalité et les migrations se combinent de façon à toujours avoir le même effet sur cet accroissement. La méthode des proportions est fondée sur l'hypothèse d'une évolution logistique et lente des proportions de populations des entités géographiques concernées ». Ils reconnaissent également que « l'un des inconvénients de la méthode est qu'elle confère une très lourde responsabilité aux tendances passées et ne tient pas compte de façon explicite et détaillée des tendances futures ». Les experts du BET SUD, relevant de la même école que leurs amis et collègues du CERED, ont obtenu pour la Région de Fès Meknès des résultats très proches de ceux publiés par le HCP en s'efforçant d'utiliser la méthode des composantes sur la base des données démographiques produites au Maroc entre 1994 et 2014.

Les projections dont les chiffres ont été utilisés dans le livrable de la première phase du présent SRAT couvrent la période 2016-2036, c'est à dire 30 ans. Elles sont donc à la fois des projections à court, moyen et long terme.

Ce paragraphe présente les projections démographiques de la région Fès-Meknès avec comme population de départ les chiffres obtenus à partir du recensement général de la population et de l'habitat de 2014.

La population est projetée selon la méthode classique des composantes fondée sur un ensemble d'hypothèses les plus plausibles concernant la mortalité, la fécondité et la migration sur la base de l'analyse des tendances récentes.

La réalisation des projections démographiques nécessite plusieurs étapes. Après avoir défini la zone géographique et la période de projection, il s'agit ensuite de collecter les données relatives à l'année de base. Les données minimales sont la répartition de la population selon l'âge et le sexe, l'indice synthétique de fécondité et l'espérance de vie à la naissance. Il va sans dire que la qualité des projections dépend fortement des données sur lesquelles elles se basent. Ainsi, il est indispensable de s'assurer que les données mobilisées sont adéquates et fiables.

Les projections démographiques nécessitent également de formuler des hypothèses sur les niveaux futurs de l'indice synthétique de fécondité (ISF), de l'espérance de vie à la naissance. Des hypothèses concernant les tables types de fécondité et de mortalité les plus appropriées sont également nécessaires. Ces hypothèses devraient être examinées avec précaution.

Pour les présentes projections, les données relatives à l'année de base proviennent des résultats du recensement général de la population et de l'habitat de 2014 pour la région de Fès-Meknès et qui sont disponibles sur le site du Haut-Commissariat au Plan (www.hcp.ma). Il s'agit de la répartition de la population selon les groupes d'âges et le sexe par milieu de résidence, de l'indice synthétique de fécondité, des taux de fécondité par groupes d'âges

Hypothèses sur les niveaux futurs de l'indice synthétique de fécondité :

Celles-ci se basent sur le niveau actuel de l'ISF obtenu pour la région de Fès-Meknès au recensement de 2014 combiné à l'évolution future de cet indice basée elle-même sur les tendances passées de la fécondité qui permettent de formuler une hypothèse sur l'évolution future de ce phénomène. Les sources utilisées pour cela se réfèrent aux données sur la fécondité des Enquêtes Nationales sur la Population et la Santé de 1987 et 1992 (ENPS-I et II / DHS), les estimations directes de l'Enquête nationale sur la population et la santé (ENPS / DHS) de 1995, l'Enquête nationale sur les niveaux de vie de 1998-1999, l'enquête nationale démographique 2009-2010 et l'Enquête nationale sur la population et la santé 2010-2011 et des recensements de la population de 1982, 1994 et 2004.

Hypothèses sur les niveaux futurs de l'espérance de vie :

D'après les estimations de la mortalité infantile et juvénile, en supposant que le profil de mortalité selon l'âge est initialement conforme au modèle de mortalité résultant du mélange du modèle Est et Ouest des Tables de Coale-Demeny.

Hypothèses sur les niveaux futurs de la mortalité par âge :

Tables de Coale-Demeny, modèle Est.

Hypothèses sur les niveaux futurs de la mortalité infantile :

D'après des données sur les enfants nés-vivants et survivants classés selon l'âge de la mère à partir de l'Enquête mondiale sur la fécondité de 1980, les recensements de 1982, 1994 et 2004, les enquêtes nationales sur la population et la santé (ENPS- I et II / DHS) de 1987 et 1992, l'Enquête Panel sur la Population et la Santé (EPPS / DHS) de 1995, l'Enquête PAPCHILD 2003-2004, l'enquête nationale Démographie 2009-2010 ainsi que les estimations réalisées par l'UNICEF publiées en septembre 2012.

Au moment où les experts du BET SUD ont fait tous ces efforts pour réaliser des projections pour Fès Meknès il n'y avait pas de projections officielles. Actuellement, il y a des projections de la population et des ménages du Maroc à l'horizon 2050 et des projections de la population et des ménages des 12 régions du pays à l'horizon 2030 ce qui ne suffit pas aux besoins du SRAT de la Région de Fès Meknès, qui s'inscrit dans un terme plus loin, mais ce qui permet de trouver une solution pour bien avancer.

En tout cas, quel que soit l'horizon retenu les projections obtenues seront révisées dès la prochaine actualisation des perspectives démographiques à l'échelle du Maroc et de ses régions.

D'ailleurs, les démographes du HCP signalent que «Les présentes projections de la population et des ménages du Maroc (de 2017) succèdent à une série de projections réalisées par le CERED relevant du Haut Commissariat au Plan (HCP) dont les plus récentes sont celles réalisées sur la base des résultats de l'enquête démographique à passages répétés (ENDPR) de 2009-10 et de la structure par âge et sexe découlant du recensement général de la population et de l'habitat de 2004 » (Cf. CERED, document Op. cit.).

Autrement dit, les projections de 2017 seront révisées dès la réalisation d'une nouvelle enquête démographique de grande envergure ou au plus tard dès l'exécution du prochain RGPH (2024) ; c'est tout à fait normal. Les transitions démographiques qui se succèdent au Maroc se traduisent par l'actualisation des perspectives dans le domaine et l'actualisation des projections.

Ainsi, concernant les projections de la population de la région de Fès Meknès, on retient pour les besoins du SRAT :

1- les projections du CERED concernant la région de Fès Meknès pour la période 2014 – 2030. Nous constatons que les calculs mathématiques faits dans le cadre du CERED se sont traduits par des chiffres de population qui donnent annuellement de 2014 à 2030 au milieu

urbain et au milieu rural de la région une part de près de 12% du total de l'urbain national et de près de 12% du total du rural national.

2- de 2031 à 2046, nous disposons de la population totale du Maroc par milieu, fournie par les projections de la population du Maroc entre 2014 et 2050 (Cf. CERED, document Op. cit.).

Nous considérons que la population rurale de la région ne peut pas continuer à baisser au-delà de 2030 car le monde rural ne peut pas continuer à transférer ses ressources humaines ailleurs du fait de l'impact positif des projets réalisés par les secteurs publics et privés. Aujourd'hui, on est en train de bâtir le SRAT qui va avoir également des répercussions positives sur les différents espaces projets de la région. Nous pensons que la population rurale va connaître une légère augmentation après 2030 et après une certaine stabilité. Non seulement les efforts des différents acteurs apporteront un souffle nouveau pour le monde rural mais une sorte de migration en sens inverse pourrait s'opérer vers les espaces de vie ruraux de la région qui sont très prometteurs. Quant à la population du milieu urbain elle va continuer à augmenter, mais probablement pas selon le même rythme ni dans les mêmes espaces si la stratégie du SRAT actuel est mise en exécution.

En tout cas, la part de la population de la région de FM qui découle des projections du CERED de 2014 à 2030 par rapport à la population annuelle de chacun des deux milieux fournis par les mêmes projections varie de 12,48% à 11,6% pour le rural et de 12,56% à 11,89% pour l'urbain (cf. tableau ci-après).

Tableau : la part de la population de la région de FM qui découle des projections du CERED de 2014 à 2030

Milieu	2014	2030	2031	2046
Rural	12,48%	11,60%	11,66%	12,48%
Urbain	12,56%	11,89%	11,94%	12,56%

3. Il est conseillé d'actualiser les projections démographiques concernant la région tous les dix ans, à l'image de ce qui se fait par tous les organismes de statistique et de démographie.

Le tableau suivant donne les projections démographiques obtenues pour la région, par milieu de résidence entre 2014 et 2046 suite à un calage raisonné sur la base des chiffres annuels de la population de la région par milieu fournis par les deux projections disponibles du CERED.

Tableau : projections démographiques obtenues pour la région, par milieu de résidence entre 2014 et 2024

Région FM	2014	2020	2024
FM URBAIN	2 555 611	2 805 055	2 962 010
FM RURAL	1 673 968	1 600 807	1 549 730
Ensemble	4 229 579	4 405 862	4 511 740
Région FM	2025	2031	2035
FM URBAIN	2 999 284	3 224 314	3 430 134

FM RURAL	1 536 601	1 470 158	1 471 910
Ensemble	4 535 885	4 694 473	4 902 044
Région FM	2036	2042	2046
FM URBAIN	3 479 509	3 756 938	3 924 192
FM RURAL	1 472 181	1 470 329	1 464 564
Ensemble	4 951 690	5 227 267	5 388 756

Source : CERED et BET SUD, 2017.

Pour les espaces projets récemment définis, il n'y a pas de données sur la mortalité, la fécondité et les migrations. Autrement dit, on ne dispose pas des bases nécessaires pour réaliser des projections démographiques selon la démarche démographique en vigueur. Cependant, on dispose des projections démographiques concernant les milieux urbain et rural de la région de Fès Meknès pour la période allant de 2014 à 2046. On dispose également du poids démographique de ces espaces projets dans la région, de leurs taux annuels moyens de croissance entre 2004 et 2014, de la répartition de leurs populations par milieu de résidence, du rythme de croissance des effectifs de la population urbaine et rurale schématisé d'ailleurs dans les projections obtenues, etc. Aussi, on sent venir le retour des investissements et des actions qui doivent influencer l'évolution des taux de croissance démographiques actuels des territoires progressivement dans le temps du fait de leurs actions indirectes sur les mouvements de population. Il s'agit en fait d'une accumulation d'éléments qui peuvent permettre la formulation d'hypothèses plausibles afin de répartir entre ces quatre espaces projets les chiffres projetés pour la région.

Tableau : Taux d'accroissement des effectifs démographiques des Espaces projets entre 2004 et 2014

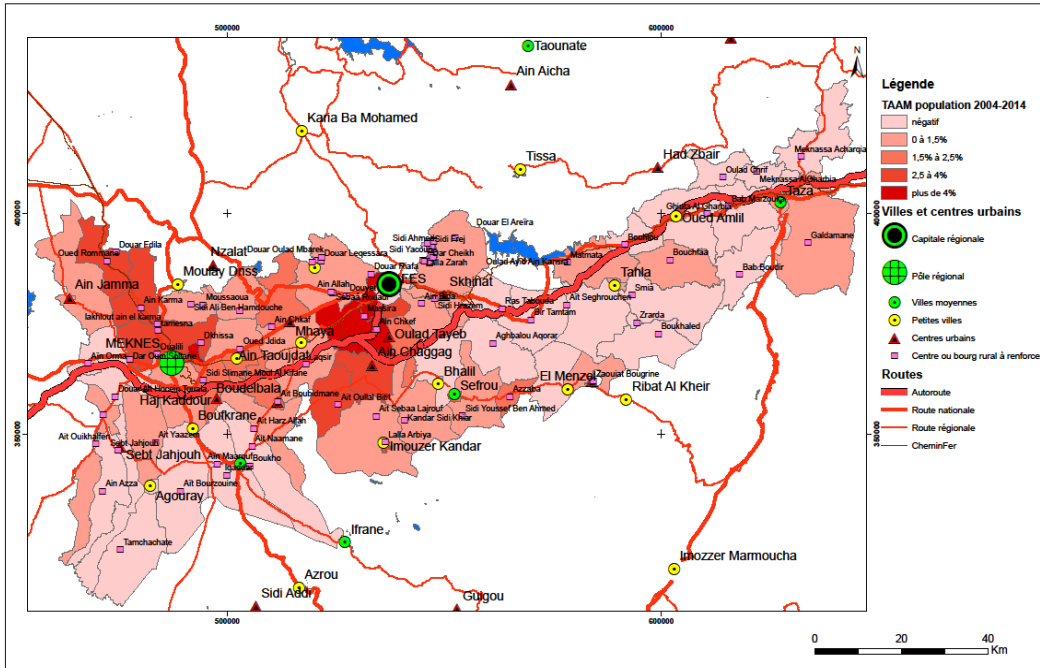
Espace projet	Ménages			Population		
	2004	2014	TAAM 04/14	2004	2014	TAAM 04/14
Moyen Atlas	58 017	67 401	1,51%	285 861	301 320	0,53%
Préif	170 886	189 739	1,05%	1 016 761	985 374	-0,31%
Moulouya	22 763	27 490	1,90%	134 607	145 971	0,81%
Métropolitain	527 097	634 867	1,88%	2 415 058	2 804 227	1,51%
Région FM				3873214	4236892	0,90%
Maroc				29 891708	33 848 242	1,25%

Sources ; RGPH & Reconstitution des données et calcul BET SUD

Les actions de développement en cours et à venir auront un impact de réduction et de réorientation des flux des mouvements de population. La stratégie du SRAT et l'effort de développement engagé au Maroc particulièrement depuis le début du siècle en cours parviendront certainement à réduire l'intensité des flux migratoires orientés vers les grandes agglomérations de la région, celles de l'espace projet métropolitain qui reçoivent l'essentiel des personnes en quête de conditions de vie meilleures. Les habitants qui quittent le Préif pour question de travail ou d'études pourront trouver des revenus près de chez eux, ceux qui veulent étudier trouveront des établissements d'enseignement supérieur dans leurs provinces, ceux qui souhaitent travailler en ville voisine tout en habitant chez eux trouveront du transport à leur portée, etc. Les réponses à ces attentes relèvent des soucis des acteurs

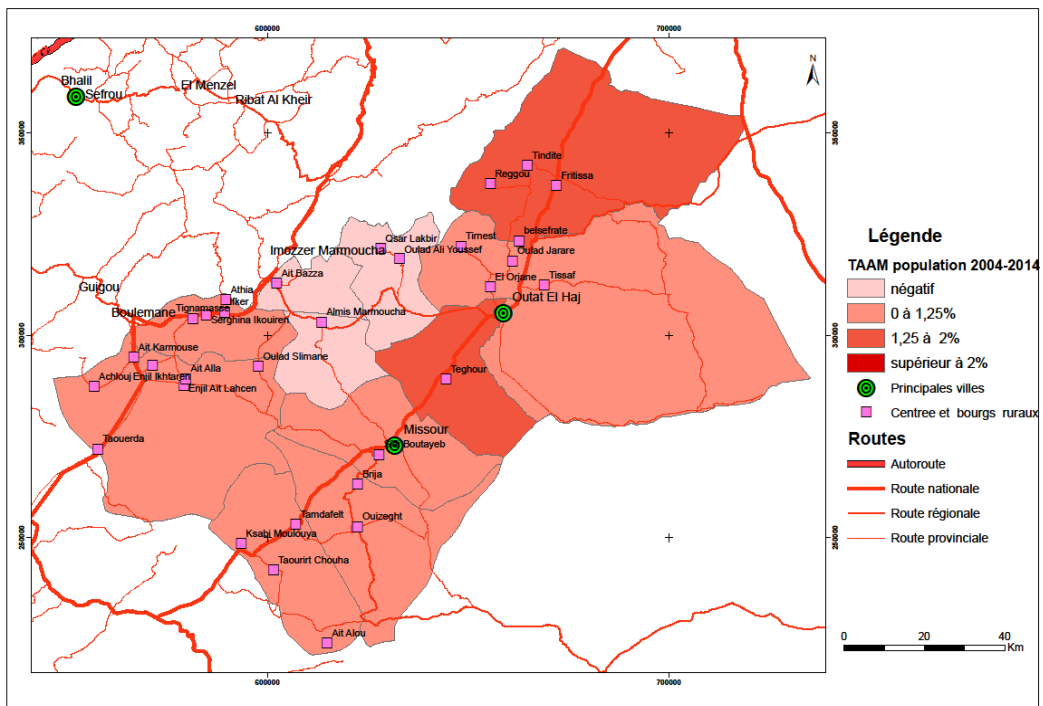
intervenant dans la conception des différents volets du SRAT de Fès Meknès. Les plans d'actions du SRAT à l'échelle des différents axes sont dans ce sens très prometteurs.

Carte : Spatialisation de la dynamique démographique au niveau de l'EP Métropolitain



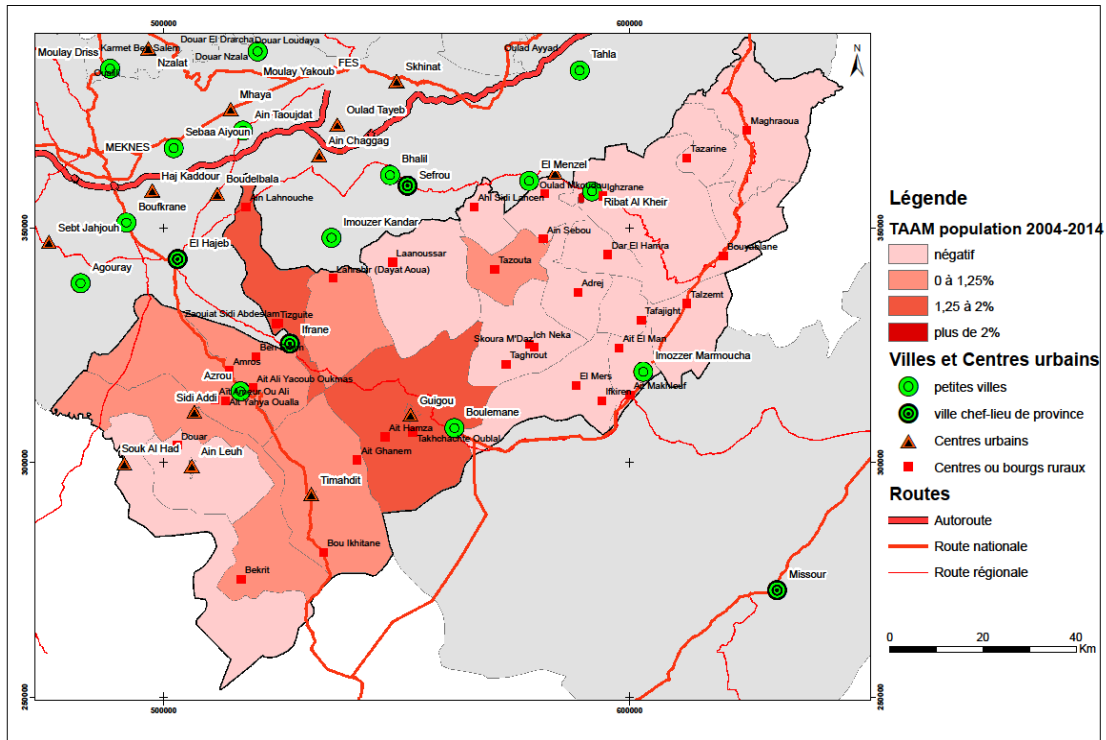
Conception : SUD Etude, SRAT Fès-Meknès, Aout 2017

Carte : Spatialisation de la dynamique démographique au niveau de l'EP Moulouya

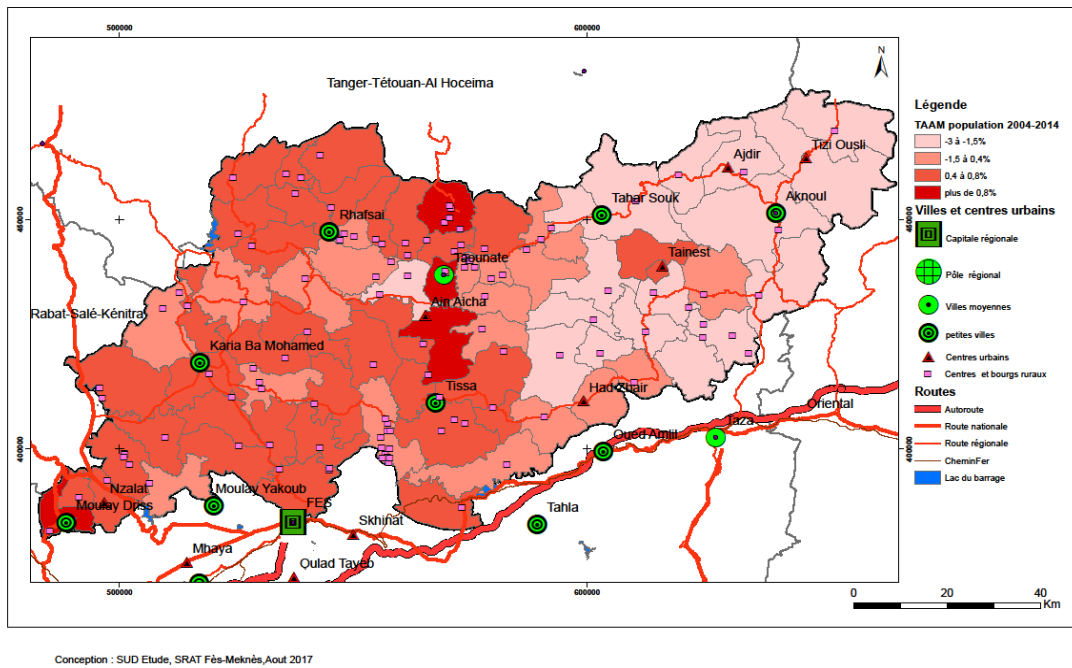


Conception : SUD Etude, SRAT Fès-Meknès Aout 2017

Carte : Spatialisation de la dynamique démographique au niveau de l'EP Moyen Atlas



Carte : Spatialisation de la dynamique démographique au niveau de l'EP Pré rif



La stratégie proposée dans le SRAT de la Région de Fès Meknès va forcément avoir des impacts sur les mouvements de la population à l'intérieur des espaces projets entre les communes rurales et les villes et localités urbaines, entre ceux-ci et les grandes agglomérations urbaines de la région ou du Royaume.

L'une des hypothèses qui nous semble plausibles consiste à avancer que la structure de répartition des populations urbaine et rurale entre les quatre espaces projets de la région et à l'intérieur de chacune de ces entités va être modifiée tous les cinq ans mais pour alléger la présentation et avoir des chiffres bien différenciés nous raisonnerons pour les hypothèses retenues sur des périodes successives de dix ans : 2014 – 2024 ; 2024 – 2034 et 2034 – 2042 (8ans).

Partons de la structure de répartition de la population de 2014 entre les milieux urbain et rural de chaque espace projet, et considérons les actions de la stratégie du SRAT de la Région de Fès Meknès, nous considérons que : l'armature urbaine va être progressivement renforcée à l'échelle de chacun des espaces projets ;

Selon les projections du CERED et du BET SUD, les parts des populations urbaine et rurale de la région dans leurs populations homologues du pays vont reprendre leur évolution à la hausse vers la fin des années vingt du siècle en cours et de manière plus importante au-delà de 2030. En effet, on prévoit que la Région de Fès Meknès ne va pas céder ses ressources démographiques aux autres régions au même rythme que par le passé récent ;

Les flux orientés à ce jour essentiellement vers les plus grandes agglomérations de l'espace projet métropolitain, dont particulièrement les villes de Fès et Meknès, vers d'autres régions du Royaume, seront progressivement atténués et réorientés vers les villes et centres urbains de chacun des espaces projets, etc.

Compte tenu :

- des projections démographiques du HCP et du BET SUD ,
- des conclusions du diagnostic réalisé en première phase de l'étude et des actions retenues pour palier aux déséquilibres constatés,
- des stratégies retenues pour chacun des volets du SRAT,

Les hypothèses qu'on peut retenir pour répartir les chiffres des projections entre les quatre espaces projets sont comme suit :

H1. L'évolution attendue fait qu'à l'horizon de la période finale du SRAT, Fès Meknès serait en 2042 une région avec une population de plus de 70% en milieu urbain et moins de 30% en milieu rural. A cet horizon, les niveaux socio-spatiaux qui seront atteints dans les deux milieux rendraient inutile de parler de deux milieux différents.

H2. L'Espece Projet métropolitain cédera aux autres espaces projets une partie de sa part démographique le long des décennies 2014-2024. 2024-2034 et entre 2034 et 2042 tout en restant assez dominant en tant que grand pôle urbain de la Région, mais dont la croissance serait appelée à la modération grâce aux actions prévues au niveau des zones de départ des flux de migration, particulièrement ceux émanant du Prérif. Au cours des trois décennies prochaines cet Espace se confirmera de plus en plus en tant que grande zone métropolitaine de la Région Fès Meknès dont le taux d'urbanisation sera très proche des 90%.

H3. A l'horizon 2042, la population de l'Espece Projet du Prérif relèvera à 80% du milieu rural. Bien que le taux d'urbanisation dans cet espace aura presque doublé en passant de 11% à 19% entre 2014 et 2042. Cependant, l'espace rural dont on parle au stade terminal du SRAT sera un cadre de vie spatial équilibré où les conditions de vie seraient en mesure d'attirer même des populations parmi les résidents du milieu urbain. Les actions de développement prévues se traduiront par une grande amélioration des indicateurs de développement humain.

H4. L'Espece du Moyen Atlas verra son taux d'urbanisation de 35% en 2014 passer à 57% en 2042. Le Moulouya s'urbanisera à un rythme moins important, la part de sa population urbaine passera de 29% à 38%.

Le tableau suivant présente l'allure des structures de répartition de la population de la Région Fès Meknès entre les espaces projets retenus, auxquelles on pourrait s'attendre au cours des années à venir :

Tableau : Structures de répartition des populations urbaine et rurale des espaces projets

	URB14	RUR14	URB24	RUR24	URB34	RUR34	URB42	RUR42
FM (*)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Moyen Atlas (**)	5,3%	10,0%	5,1%	9,9%	5,1%	9,8%	5,1%	9,8%
Prérif (**)	4,3%	52,3%	4,8%	52,6%	5,4%	52,9%	5,9%	52,9%
Moulouya (**)	1,6%	6,2%	1,6%	6,4%	1,6%	6,5%	1,6%	6,5%
Métropolitain (**)	88,8%	31,5%	88,6%	31,2%	87,9%	30,8%	87,4%	30,8%

Les projections qui ressortent des structures ci-dessus, sont comme suit :

Tableau : Projections de la population urbaine et rurale des espaces projets 2014- 2042

		FM (*)	Moyen Atlas (**)	Prérif (**)	Moulouya (**)	Métropolitain (**)
2014	URBAIN	2 555 611	134 190	109 509	41 972	2 269 940
	RURAL	1 673 968	167 130	875 865	103 999	526 974
	TOTAL	4 229 579	301 320	985 374	145 971	2 796 914
2024	URBAIN	2 962 010	150 293	142 362	46 169	2 623 186
	RURAL	1 549 730	153 302	814 554	98 561	483 313
	TOTAL	4 511 740	303 595	956 916	144 730	3 106 499
	URBAIN	3 379 902	172 837	182 223	52 560	2 972 282

2034	RURAL	1 471 506	144 251	777 955	95 738	453 562
	TOTAL	4 851 408	317 088	960 178	148 298	3 425 844
2042	URBAIN	3 756 938	191 849	222 312	58 342	3 284 436
	RURAL	1 470 329	144 107	777 177	95 642	453 403
	TOTAL	5 227 267	335 956	999 489	153 984	3 737 838

4. Présentation des besoins sociaux qui se dégagent de ce croit démographique : éducation, santé, habitat, emploi, lutte contre la pauvreté et la précarité.

Les besoins sociaux par domaine qui se dégageraient des projections obtenues comprennent :

- le volet des besoins devant résorber les retards accumulés par domaine ;
- les besoins des nouveaux demandeurs par domaine.

4.1. Cas de l'éducation : il faut préparer la carte régionale annuelle de l'éducation qui retrace les besoins de manière précise et spatialisée au niveau de chacune des entités territoriales de chaque espace projet et la réponse précise à chaque besoin. Le tableau suivant schématise la procédure à suivre et les principaux indicateurs à utiliser dans ce cadre.

Niveau (1)	Population cible (2)	Déficit à combler (3)	Besoin nouveau (4)	Equipements à programmer en plus de l'existant (5)	Lieu d'implantation (6)	Observations
Précolaire	Enfants de 5 à 6 ans d'âge	(1 - taux du préscolaire)* Nombre d'enfants de 5 à 6 ans révolus.	Nombre d'enfants de 5 ans au 1 ^{er} octobre.	Nombre de sales de classes, à raison de 20 enfants par salle	Espaces projets et communes concernés.	-
Primaire	Enfants de 7 à 12 d'âge	(1 - taux de Scolarisation)* Nombre d'enfants de 5 à 6 ans révolus.	Besoins pour les enfants de 7 ans au 1 ^{er} octobre.	Nombre de sales de classes, à raison de 30 élèves par salle	Espaces projets et communes concernés.	Prendre en compte les besoins des enfants à ramener à l'école.

Après la détermination des besoins en infrastructure et de matériel de travail, on aborde les besoins conséquents en termes d'enseignants et de personnel nécessaire.

4.2. Cas de la santé

La région de Fès Meknès a hérité de certains territoires où l'espérance de vie à la naissance avait en 2009 un décalage de près de 10 points par rapport à celle du Casablanca Settat. Avant d'aborder les besoins en termes d'infrastructure sanitaire et de personnel médical, il faudrait également aborder les besoins concernant le traitement de l'hygiène du milieu et des risques environnementaux.

Le traitement des besoins de santé de la population de Fès Meknès nécessite l'examen de la carte sanitaire actuelle et son analyse au regard des besoins de la population de chacun des espaces projets et ses composantes territoriales en vue de dégager le reliquat à combler par zone en termes de catégorie d'établissement à créer et de personnel médical, paramédical et administratif à mobiliser.

5. Les objectifs de développement humain retenus par le SRAT de la Région Fès Meknès

A l'horizon 2042, la Région Fès Meknès aura rattrapé les déficits actuels et atteint un niveau de développement humain bien à sa portée où le taux de pauvreté monétaire sera aux alentours de 2,5% en milieu urbain et 5% en milieu rural, c'est-à-dire qu'il sera aux alentours de 3,2% au niveau de la Région Fès Meknès au terme de la période du SRAT actuel.

6. Définitions des orientations stratégiques à atteindre pour chaque espace projet en matière de développement humain

Le développement humain est en fait le résultat de toutes les actions de développement entreprises à l'échelle de tous les secteurs de la vie économique, sociale et environnementale de la Région de Fès Meknès. Sans revenir sur les objectifs retenus pour les différents domaines du SRAT, nous présentons ci-après les objectifs stratégiques des actions ciblées en termes de développement humain qu'on peut regarder en tant qu'actions d'accompagnement parallèles et complémentaires à tout ce qui se fait par ailleurs.

Ainsi, une centaine d'orientations stratégiques est proposée pour atteindre les objectifs stratégiques du SRAT. Ces orientations sont ventilées par domaine stratégique. Ces orientations ont été déclinées selon les espaces de projets. Ces mêmes orientations stratégiques ont été traduites en actions et mesures.

En termes de développement humain, 11 orientations ont été proposées ;

6.1. Désenclaver toutes les communes de la région et particulièrement celles isolées en hivers.

Généralisation des infrastructures de base (électricité, eau potable, assainissement) en milieu urbain et rural et une attention particulière doit être accordée aux zones isolées ;

6.2. Améliorer l'efficacité des programmes de lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité en milieu urbain et rural ;

- Plus de ciblage des zones et des catégories concernées
- Innovation en matière d'approches retenues
- Rôle plus important de la société civile

6.3. Généralisation de l'enseignement particulièrement dans les zones isolées en assurant les routes et les chemins d'accès aux écoles et en s'appuyant particulièrement sur l'enseignement à distance selon les moyens audiovisuel;

6.4. Généralisation des dispensaires particulièrement dans les zones isolées et en milieu rural ;

6.5. Mise en place d'une politique intégrée de l'emploi et particulièrement envers les jeunes diplômés et les femmes:

- Formation ciblée et adaptée aux besoins du marché du travail ;
- Drainer plus d'investissements à la région ;
- Renforcer l'esprit d'entrepreneuriat dans tous les cycles de formation de base et universitaire ;
- Augmenter la capacité des centres de formation professionnelle, diversifier leur spécialisation et élargir leur présence dans l'ensemble de la région ;
- Privilégier pour la commande publique les entreprises locales ou celles qui emploient le plus de main d'œuvre locale ;

6.6. Promouvoir le rôle de la femme dans les activités économiques ;

- Faire passer le taux d'activité de la femme de 20% à 70% à l'horizon 2042 ;

6.7. Améliorer les infrastructures sanitaires et particulièrement dans les zones vulnérables ;

- Faire passer le nombre de centre de santé en milieu rural de 300 à 600 unités
- Faire passer l'effectif médical (Généralistes et Spécialistes) de 160 à 480.
- Doter la région de plus d'hôpitaux de spécialités.
- Créer la fonction publique régionale pour assurer la disponibilité d'un corps médical et paramédical dans les espaces projets, etc.

6.8. Poursuivre les programmes de lutte contre l'habitat insalubre ;

6.9. Généralisation des infrastructures sportives de proximité et des maisons d'animation de quartier au profit des enfants, des jeunes et des personnes souffrant d'handicap;

6.10. Créer des partenariats de développement entre les communes démunies et les grandes entreprises et fondations nationales moyennant des motivations et avantages économiques spécifiques aux territoires mal lotis en infrastructures.

6.11. Pour chaque option stratégique, les actions à mener sont définies par secteur selon la localisation, les partenaires et l'échéance (court, moyen et long termes)

Ceci dit, la conduite du développement humain dépend dans une large mesure de ce qu'on peut réserver à l'enfance et à la jeunesse en termes de formation, d'emploi, d'actions socio-éducatives et sportives, de nouvelles technologies, de qualité d'environnement, de participation et de promotion féminine, etc. Pour gagner ce pari, il faut :

- Intensifier les actions socio-éducatives et sportives en collaboration avec les différents intervenants dans le domaine ;
- Intensifier les actions intéressant la jeunesse et l'enfance pour favoriser la protection des jeunes des phénomènes de déviation sociale et morale ;
- Intensifier les actions de développement concernant la jeunesse féminine et son cadre de vie ;
- Investir dans des formations en relation avec les besoins actuels et futures du marché du travail ;
- Intensifier les actions d'éducation en faveur de la sauvegarde de l'environnement pour la jeunesse d'aujourd'hui et de demain, etc.
- Assurer un contexte d'égalité des chances entre les différentes sous populations (enfants, jeunesse, femmes, population de 3ème âge, population souffrant d'handicap), entre les Sous Espaces Projets et les territoires de la Région de Fès Meknès.
- Combattre la précarité et la pauvreté à l'échelle des territoires où le niveau de développement humain est assez faible, tel est le cas de l'Espace Projet de Moulouya.
- Accorder une place plus importante aux sports dans les différents Espaces projets de la Région.
- Réaliser des projets structurants dans le domaine des sports :
 - Un complexe olympique à Meknès
 - Un complexe olympique à Fès
 - Un complexe de concentration des sports multiples à Ifrane,
 - Un complexe des sports et de tourisme de montagne à Bouiblane
 - Un complexe des sports équestres à Tissa
 - Un complexe des sports de la chasse à Taza
 - Réaliser des salles de sport couvert
 - Réaliser des terrains de sport de proximité
 - Réaliser des terrains de sport pour personnes souffrant d'handicap.

Conclusion :

Le diagnostic de développement humain de la région de Fès Meknès tel que présenté dans le livrable de la première phase du SRAT FM montre qu' : « En passant de 16,6% à 5,2% entre 2001 et 2014, le taux de pauvreté monétaire de la région de Fès Meknès a été divisé pratiquement par trois, mais reste aux alentours de 10,5% au niveau des zones rurales de la région».

Le travail sur le thème de développement humain dans le cadre du deuxième livrable du SRAT de la région de Fès Meknès montre que plusieurs territoires ruraux des espaces projets

se trouvent en situation de pauvreté qu'on peut qualifier de très grave (rapport phase de diagnostic) : Pauvreté et vulnérabilité dans les espaces projets de la Région FM en 2014).

En effet, que l'on soit dans l'espace projet du Moyen Atlas, de la Moulouya, du Prérif ou dans l'espace Métropolitain ; certains territoires présentent des taux de pauvreté et de vulnérabilité importants, dont l'agrégation révèle que plus du tiers des habitants de certaines communes est dans une situation de pauvreté ou de vulnérabilité inquiétante.

Certains sous espaces de projets sont entièrement désenclavés et c'est là que la pauvreté fait des ravages démographiques en forçant des habitants à fuir leurs cadres de vie d'origine.

Le développement humain est l'affaire de tous les acteurs, tous les territoires de la Région FM et tous les secteurs.

C'est le résultat de toutes les actions et toutes les initiatives prises à l'échelle de chacune des portions de la chère Région de Fès Meknès.

Compte tenu des compétences de ses ressources humaines, de la richesse diversifiée de ses territoires, sa position géographique, son patrimoine multiple et l'effort de planification stratégique à différents niveaux et la pérennité de cette culture nous permettra de voir cette région évoluer à des rythmes plus accélérés.

La deuxième phase du SRAT a connu la délimitation de quatre Espaces Projets, qui présentent des disparités très claires en termes de développement humain, dont la prise en compte de leurs spécificités et de la situation de leurs sous espaces permettra d'accélérer le rythme de développement humain et d'assurer l'égalité des chances entre les différentes composantes des populations et entre les territoires de ces Espaces de la Région de Fès Meknès.

Le niveau des indicateurs suivants, calculés pour lesdits Espaces Projets après la reconstitution de leurs données par le BET SUD à travers les chiffres officiels du HCP, montre les décalages entre les quatre espaces projets à rattraper grâce aux efforts de développement menés actuellement ou prévus dans le cadre du SRAT:

Tableau : Niveaux des principaux indicateurs de développement humain

E. Projet	Tx Pauvreté	Tx Scolarisation	Tx d'analphabétisme	Tx chômage
Moyen Atlas	8,2%	93,6%	42,7%	15,6%
Prérif	9,2%	90,9%	48,1%	11,4%
Moulouya	13,5%	90,9%	41,1%	13,9%
Métropolitain	3,2%	96,7%	29,2%	18,2%

Le niveau du Taux de pauvreté de 3,2%, atteint au niveau de l'espace métropolitain, abritant les deux tiers de la population de la région en 2014, prouve qu'il est bien à la portée de la Région de Fès Meknès de ramener les Taux concernant les autres Espaces Projets, de poids démographique beaucoup moins importants (1/3 de l'effectif régional), vers des niveaux plus bas.

Ainsi, parmi les objectifs de développement humain les plus significatifs retenus par le SRAT, il y a lieu de:

- Faire baisser le taux de pauvreté à 2,5% à l'horizon de 2030 pour l'ensemble de la région et 5% pour le milieu rural.
- Les potentialités de la région de Fès Meknès, la volonté de ses populations et de ses acteurs économiques et sociaux permettront aux projets de développement du SRAT de triompher en permettant d'atteindre les objectifs escomptés.

6.8 Développement économique et attractivité

La présente section aborde les orientations stratégiques relatives au développement économique, l'attractivité de la région et le développement rural au niveau les quatre espaces projets résultant du découpage du territoire de la région de Fès Meknès.

Dans les développements réalisés ci-après, et pour chaque espace projet, seront :

- Présentés et analysés des indicateurs économiques en matière d'emploi, de tourisme, d'industrie, d'agriculture, d'artisanat, ... ;
- Définis des objectifs stratégiques à atteindre à l'horizon de 2040 au plan économique, développement rural et agriculture ;
- Scrutées les options stratégiques proposées pour assurer le développement de l'économie de la région ;
- Proposées par domaine de compétence, pour chaque option stratégique, les actions stratégiques à mener, la localisation et l'échéance de réalisation.

Comme le montre le tableau ci-après, c'est l'Espace projet Métropolitain qui est le plus peuplé puisqu'il abrite 67% de la population de la région de Fès Meknès, soit 69% des ménages régionaux. Il est suivi de l'Espace projet du Prérif où ces deux ratios sont respectivement de 23% et 21%. Les deux espaces projet du Moyen Atlas et de la Moulouya sont les moins peuplés puisque ces taux y sont respectivement de 8%, 8% et 3%, 3%.

Tableau : Répartition des espaces projet selon les effectifs de population et de ménages

Espaces projets	Population	%	Ménages	%
Espace projet du Prérif	993 578	23%	191 148	21%
Espace projet Métropolitain	2 822 472	67%	639 021	69%
Espace projet du Moyen Atlas	321 867	8%	71 468	8%

Espace projet de la Moulouya	145 971	3%	27 490	3%
Total	4 236 892	100%	919 497	100%

Source : recensement général de la population et de l'habitat 2014

Caractéristiques économiques des espaces projets

L'espace projet du Prérif

▪ L'emploi

D'après les données du recensement général de la population et de l'Habitat 2014, l'espace projet du Prérif, composé essentiellement de la province de Taounate, revêt, sur le plan des caractéristiques de l'emploi, les valeurs tendanciennes de cette province :

- Le taux net d'activité est de 45,6% contre 46,4% au niveau de la région ;
- Le taux de chômage est de 11,3% contre 16,5% au niveau de la région ;
- Des prédominances, de statuts de situation dans la profession des actifs occupés et des chômeurs ayant déjà travaillé, des actifs indépendants représentant 43,8% contre 30,2% au niveau de la région, des salariés dans le secteur privé dont le pourcentage s'élève à 24,4% contre 44,6% au niveau régional et les aides familiales pour lesquelles ces ratios sont respectivement de 22,5% et 8,6%.

▪ Le tourisme

L'espace projet du Prérif est insuffisamment doté d'équipements touristiques. On y relève l'existence de 2 établissements touristiques classés, soit près de 0,8% du total régional des équipements touristiques. Ils offrent une capacité de 66 lits, soit près de 0,4% de la capacité régionale.

▪ L'industrie

Sur le plan industriel, l'espace projet du Prérif bénéficie d'environ 36 établissements industriels, soit 3,6% du nombre total des établissements industriels implantés au niveau de la région et 0,46% du total national de ces établissements.

▪ L'agriculture

L'espace projet du Prérif se distingue par une part assez élevée d'environ 32% des superficies de cultures céréalières de la région de Fès Meknès. La part de cet espace s'élève à 27% en ce qui concerne les productions céréalières régionales.

Concernant l'élevage, l'espace projet du Prérif détient respectivement près de 7,8%, 13% et 34,3% des effectifs caprins, ovins et bovins de la région de Fès Meknès.

D'une manière générale, l'espace projet du Prérif possède des vocations propres de céréaliculture, d'élevage et d'arboriculture. Il recèle des potentialités intéressantes en matière d'extension de l'agriculture irriguée et de plantations fruitières et dans le domaine de valorisation et de promotion d'activités touristiques de montagne et autour de beaux sites naturels. Au départ, c'est un



territoire qui doit être absolument et dûment désenclavé et doté d'infrastructures de base et d'équipements socioculturels. IL doit être aussi expressément t ouvert sur l'espace projet Métropolitain pour que soit instaurée une interactivité en matière d'échange, de communication, de solidarité territoriale et de développement durable.

L'espace projet Métropolitain

▪ L'emploi

Dans le domaine de l'emploi, l'espace projet Métropolitain comprenant les préfectures de Fès, de Meknès et de Sefrou et les provinces de Taza, Moulay Yaâcoub et EL Hajeb, se caractérise par :

- Un taux net d'activité de l'ordre de 46,8% contre 46,4% au niveau de la région ;
- Un taux de chômage est de 17,7% contre 16,5% au niveau de la région.
- Des taux forts de la catégorie de salariés dans le secteur privé atteignant 58,3% dans la province d'El Hajeb, 55,3% dans la préfecture de Fès, 50% dans la préfecture de Meknès, 42,1% dans la province de Sefrou contre 36,3% dans la province de Moulay Yaâcoub, 34,7% dans la province de Taza et 44,6% au niveau régional.

▪ Le tourisme

Au sein de l'espace projet Métropolitain, le secteur du tourisme est le plus répandu puisqu'il comprend 226 établissements touristiques classés, soit 88,3% du total des établissements touristiques classés au niveau de la région. L'ensemble de ces équipements offre une capacité litière de 14.799 lits, soit 84,2% de la capacité litière régionale.

▪ L'industrie

Au terme de l'année 2013, le secteur industriel regroupe 940 établissements industriels, soit 94,3% du total des établissements industriels implantés au niveau de la région et 12% de l'ensemble des établissements industriels existants au niveau national.

Il est à relever que 61,6% des établissements industriels de l'espace projet Métropolitain se localisent sur le territoire de la préfecture de Fès et 18,5% au sein de la préfecture de Meknès.

▪ L'agriculture

L'espace projet Métropolitain détient au terme de l'année 2014 près de 487.500ha de superficies de cultures céréalières, soit 58,3% de la totalité des superficies affectées à ces cultures au niveau de la région. Les productions céréalières enregistrées en cette année s'élèvent à 10,63 millions de quintaux, soit 63% des productions céréalières régionales totales.



En 2014, l'effectif des caprins en élevage sur le territoire de l'espace projet Métropolitain avoisinait 404.850 têtes, soit 59,7% du total régional des caprins. Ces deux indicateurs sont respectivement de 1.497.683 têtes et 50,3% pour les ovins et 197.635 têtes et 55,5% pour les bovins.

▪ L'artisanat

L'espace projet Métropolitain concentre la quasi-totalité des activités du secteur de l'artisanat en raison essentiellement de la forte vocation en matière d'artisanat de la ville de Fès faisant partie de cet espace. En effet, on note au titre de l'année 2014 que :

- La valeur des exportations des produits de l'artisanat s'est élevée à 27 millions de dirhams en représentant 6,5% de la valeur nationale des exportations des produits artisanaux ;
- Le chiffre d'affaires de l'artisanat d'art à fort contenu culturel ayant avoisiné près de 3,7 milliards de dirhams, soit près de 16,8% du chiffre d'affaires de l'artisanat d'art à fort contenu culturel enregistré au niveau national ;
- L'emploi dans le secteur de l'artisanat a atteint 50639 employés, soit 12,5% de l'emploi dans le secteur de l'artisanat au niveau national ;
- La productivité en milieu urbain, atteinte particulièrement dans la ville de Fès, s'élève à 81.138 dirhams supérieure à la moyenne urbaine nationale de 71.710 dirhams et venant en deuxième position après Casablanca dont la valeur de la productivité est estimée à 122. 272 Dirhams.

De par sa constitution géographique et administrative, l'espace projet Métropolitain possède l'essentiel des infrastructures et équipements structurants de la région, les activités

du tertiaire supérieur, de l'industrie, du tourisme, de l'artisanat, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Le positionnement qu'occupe la région de Fès Meknès au niveau national compte tenu des résultats économiques qu'elle affiche découle de l'importance des résultats de ces domaines d'activités.

Sommaires toutes, cet espace reste largement ouvert aux possibilités d'extension, de diversification et de renforcement de ses activités économiques, culturelles et sociales. Bien qu'il comprend un secteur agricole qui est considéré comme le plus riche et le plus développé de la région de Fès Meknès, il peut devenir le lieu d'expansion et de modernisation d'une agriculture en irriguée à fort rendement couplée d'activités de soutien et de valorisation en amont et en aval de la spécialisation agricole.

L'espace projet du Moyen Atlas

- L'emploi

L'emploi dans l'espace projet du Moyen Atlas se caractérise par :

- Un taux net d'activité estimé à 45,7% contre 46,4% au niveau de la région ;
- Un taux de chômage de l'ordre de 14,3% contre 16,5% au niveau de la région.

Comme dans les espaces projet précédents, on soulignera, sur la base des données du recensement général de la population et de l'habitat de 2014, que par rapport à la situation dans la profession des actifs occupés et des chômeurs ayant déjà travaillé, le statut de salarié dans le secteur privé est prédominant : 45,8% dans la province d'Ifrane et 35,9% dans la province de Boulemane. Le taux de ceux ayant un statut d'indépendant est respectivement de 26,1% et 34,3% pour ces deux provinces.

- Le tourisme

L'espace projet du Moyen Atlas comprend 28 établissements touristiques classés, soit près de 11% des équipements existants au niveau régional. Cela correspond à une capacité de 2711 lits, soit 15,4% de la capacité litière régionale.

- L'industrie

L'activité industrielle ne s'est pas encore implantée d'une manière significative dans l'espace projet du Moyen Atlas. On n'y compte, au titre de l'année 2013, que 21 établissements industriels, soit 2,10% du nombre total de ces établissements au niveau régional et 0,27% du nombre total des établissements du secteur industriel national.

- L'agriculture

Le secteur agricole se caractérise sur le territoire de l'espace projet du Moyen Atlas par des superficies de cultures céréalières estimées en 2014 à 75.300 ha, soit 9,35% de la totalité des superficies de cultures céréalières régionales. Les productions céréalières s'élèvent au titre

de la même année à 1,29 millions de quintaux, soit 7,67% des productions céréalières régionales totales.

Dans le domaine de l'élevage, l'espace projet du Moyen Atlas se distingue par l'importance de l'élevage des deux espèces d'ovins et de caprins dont les effectifs de têtes sont estimés respectivement à 1.093.351 têtes et 219.650 têtes en 2014, soit dans un ordre respectif 36,7% et 32,4% des effectifs totaux régionaux. Au titre de cette même année, l'effectif de bovins est estimé à 36.417 têtes, soit 10,2% de l'effectif total régional de bovins.

Mises de côté les deux villes d'Ifrane et d'Azrou qui sont relativement bien équipées et structurées, le reste de l'espace projet du Moyen Atlas demeure enclavé, sous équipé et en grande partie isolé et pauvre.

Il est à relever que l'espace projet du Moyen Atlas possède des vocations agricoles en matière de céréaliculture et d'élevage qu'il convient de développer davantage et de moderniser. Il recèle aussi d'importantes potentialités relatives aux ressources naturelles, à la biodiversité du milieu et au tourisme de montagne qu'il s'agira de mettre en valeur et d'intégrer dans un processus de développement local et régional durable.

L'espace projet de la Moulouya

L'espace projet de la Moulouya couvre un territoire enclavé et notoirement isolé du reste de la région.

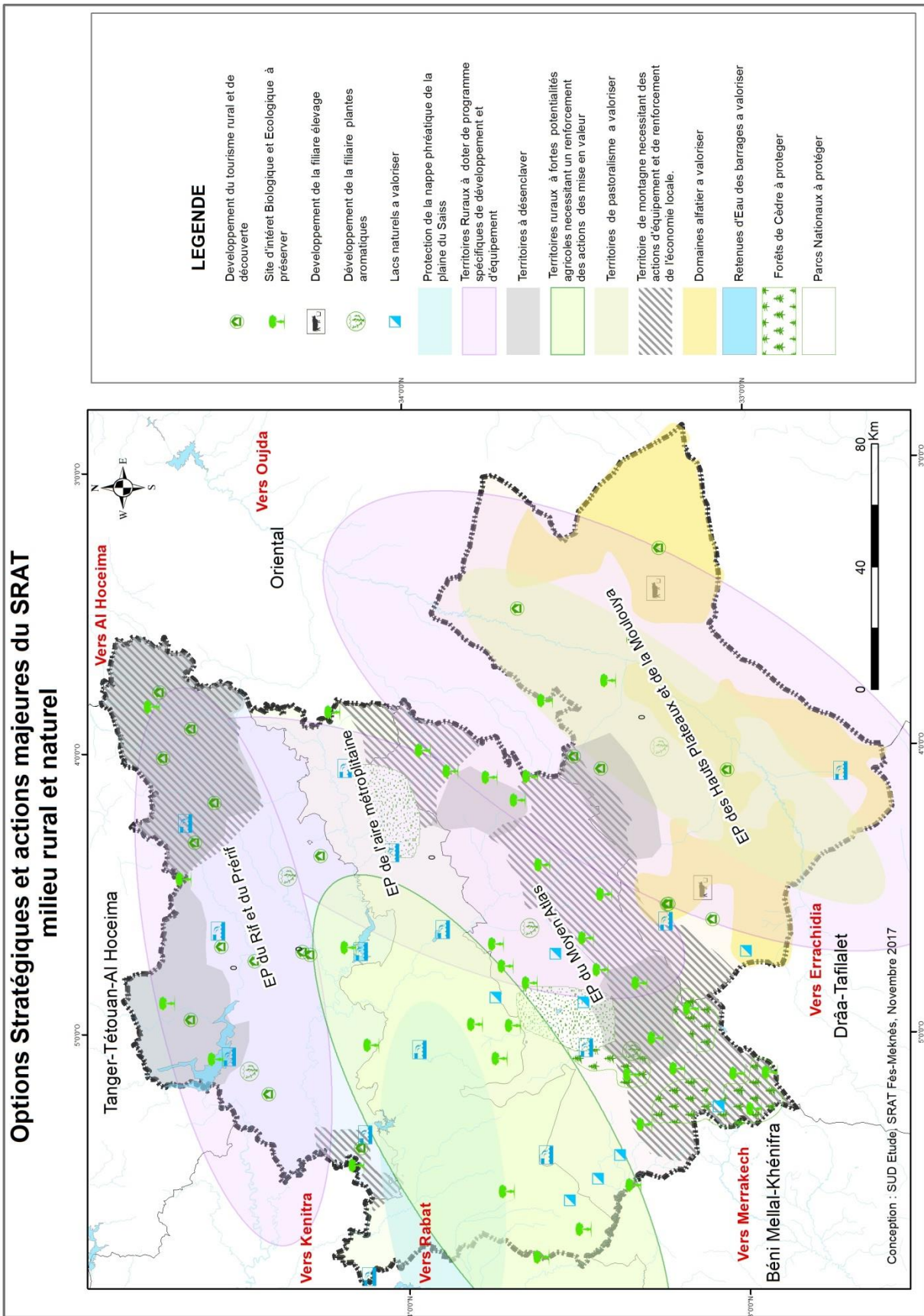
Le recensement général de la population et de l'habitat de 2014 y relève une population d'environ 145 971 habitants, ou 27 490 ménages, soit 3% de la population de la région de Fès Meknès. C'est une population qui vit sous des conditions de pauvreté aigues.

Sur le plan économique, l'activité dominante est de type agricole. Le commerce existant se limite au commerce de détail majoritairement hebdomadaire dans les souks. L'espace projet de la Moulouya possède, le long de ce grand Oued, un potentiel agricole certain et des nappes alfatières qui s'étendent sur de très grandes étendues.

Vocationnellement, l'espace projet de la Moulouya se reconnaît par la prédominance du pastoralisme et l'arboriculture d'olivier. Ces deux activités doivent être soutenues, étendues et modernisées dans un contexte large de désenclavement et d'équipement du territoire de l'espace projet de la Moulouya et de valorisation de ses différentes potentialités.

Synthèse :

Sur la base des éléments analytiques ci-dessus, et dans la poursuite du processus d'accumulation des acquis vocationnels de chaque espace projet et de la région de Fès-Meknès, on peut synthétiser, comme produit ci-après, les vocations économiques actuelles des espaces projet de la Région de Fès-Meknès et leurs configurations futures.



Vocations économiques actuelles des espaces projet de la Région de Fès-Meknès et configurations futures

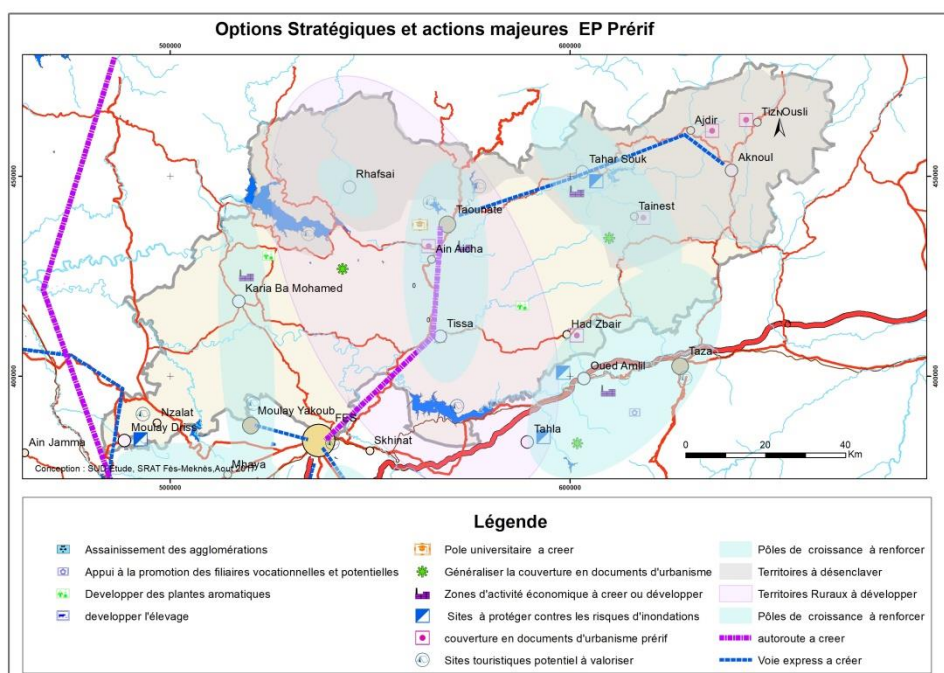
Espaces projet Domaine vocationnel	Espace projet du Prérif	Espace projet Métropolitain	Espace projet du Moyen Atlas	Espace projet de la Moulouya	Emanation régionale et configuration future
Agriculture	-Céréaliculture (32% et 27% respectivement de la superficie et de la production régionales) ; -Elevage (34,3% de l'effectif régional de bovins) ; -Arboriculture (olivier, figuier...).	.Céréaliculture (58,3%et 63% respectivement de la superficie et de la production régionales) .Elevage (55,5% de l'effectif régional de bovins, 59,7% de caprins et 50,3% d'ovins) ; -présence prometteuse de l'agro-industrie	.Céréaliculture non négligeable : 9,35% de la totalité des superficies de cultures céréalières régionales et 7,67% des productions céréalières régionales totales. .Elevage : ovins et caprins dominants : 36,7% et 32,4% des effectifs totaux régionaux respectifs.	Activités prédominantes : pastoralisme et arboriculture d'olivier	Vocation régionale principale : agricole à :Consolider, développer et étendre vers des spécialisations conduisant à la mise en place d'un pôle de l'agro-business. Actions majeures : étendre l'irrigation et l'introduction de nouvelles techniques de production.
Tourisme	Pas d'implantation significative	.88,3% des établissements et 84,2% de la capacité litière de la région	.11% des établissements et 15,4% de la capacité litière de la région	Pas d'implantation	Vocation régionale secondaire : touristique à développer, promouvoir et mieux gouverner.
Industrie	Pas d'implantation significative	.94, 3% du total des établissements de la région et 12% du total national.	Pas d'implantation significative	Pas d'implantation	Vocation régionale secondaire : industriel-le à développer, diversifier et étendre à tous les espaces projets.
Artisanat	Pas d'implantation significative	. (6,5% de la valeur nationale des exportations des produits artisanaux et 12,5% de l'emploi national dans l'artisanat).	Pas d'implantation significative	Pas d'implantation	Vocation régionale secondaire : l'artisanat à encourager, promouvoir et implanter dans tous les espaces projets.
Commerce et service	Implantation limitée	Dynamique croissante	Implantation limitée	Implantation limitée	Domaine d'impacts économiques et sociaux positifs à promouvoir
Mines et énergie	Activité minière limitée	Activité minière limitée	Activité minière limitée	Activité minière traditionnelle	Activité minière à promouvoir et sources énergétiques à générer.
Emanation par espace projet et configuration future	Vocation principale agricole (céréaliculture, élevage, arboriculture, plantes aromatiques...).	Vocation principale agricole générant le pôle de l'agro-business secondée par l'industrie, le tourisme et l'artisanat.	Vocation principale agricole secondée par le tourisme, à renforcer par l'industrie, le tourisme, l'artisanat et les mines.	Vocation principale agricole à renforcer par l'industrie, le tourisme, l'artisanat, les mines et l'énergie.	1er pôle de l'agro-business 1er pôle de l'artisanat 3ème pôle touristique 3ème pôle industriel

Source : Etabli dans le cadre des investigations de l'étude

Orientations stratégiques par espace projet

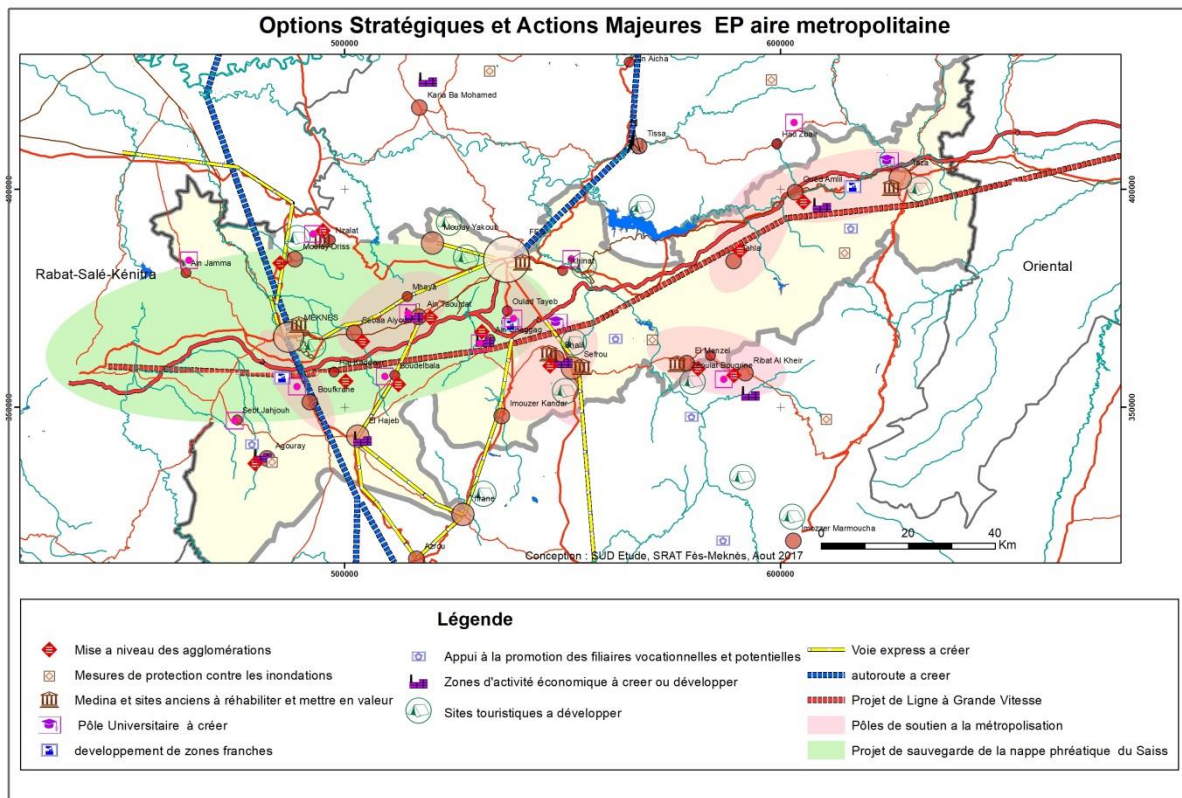
L'espace projet du Prérif

- Développement rural et agricole
 - Désenclaver complètement et dûment toutes les localités de l'espace projet du Prérif ;
 - Généraliser la desserte en eau et en électricité de toutes les populations avec la mise en place de modes de gestion sains et moins coûteux ;
 - Soutenir, développer et maximiser les rendements des vocations agricoles propres de l'espace projet du Prérif en matière de céréaliculture, d'élevage et d'arboriculture ;
 - Exploiter au maximum les potentialités existantes au titre de l'agriculture irriguée et des plantations fruitières ;
 - Assurer l'irrigation du maximum de terres encore exploitées en régime bour ;
 - Créer et promouvoir des zones de production, de valorisation et de commercialisation des produits de terroirs ;
- Autres secteurs économiques
 - Valoriser et promouvoir les activités touristiques de montagne et autour de sites naturels (site de Bouadel et rives des grands barrages au sein de la province de Taounate) et création d'auberges écologiques ;
 - Valoriser et promouvoir les activités de l'artisanat et de production de produits culturels.
 - Meilleure exploitation des montagnes existantes par une gestion adéquate des forêts, des boisements et reboisements intensifs, la mise en place de sites touristiques de montagne et des activités d'exploitation du bois.



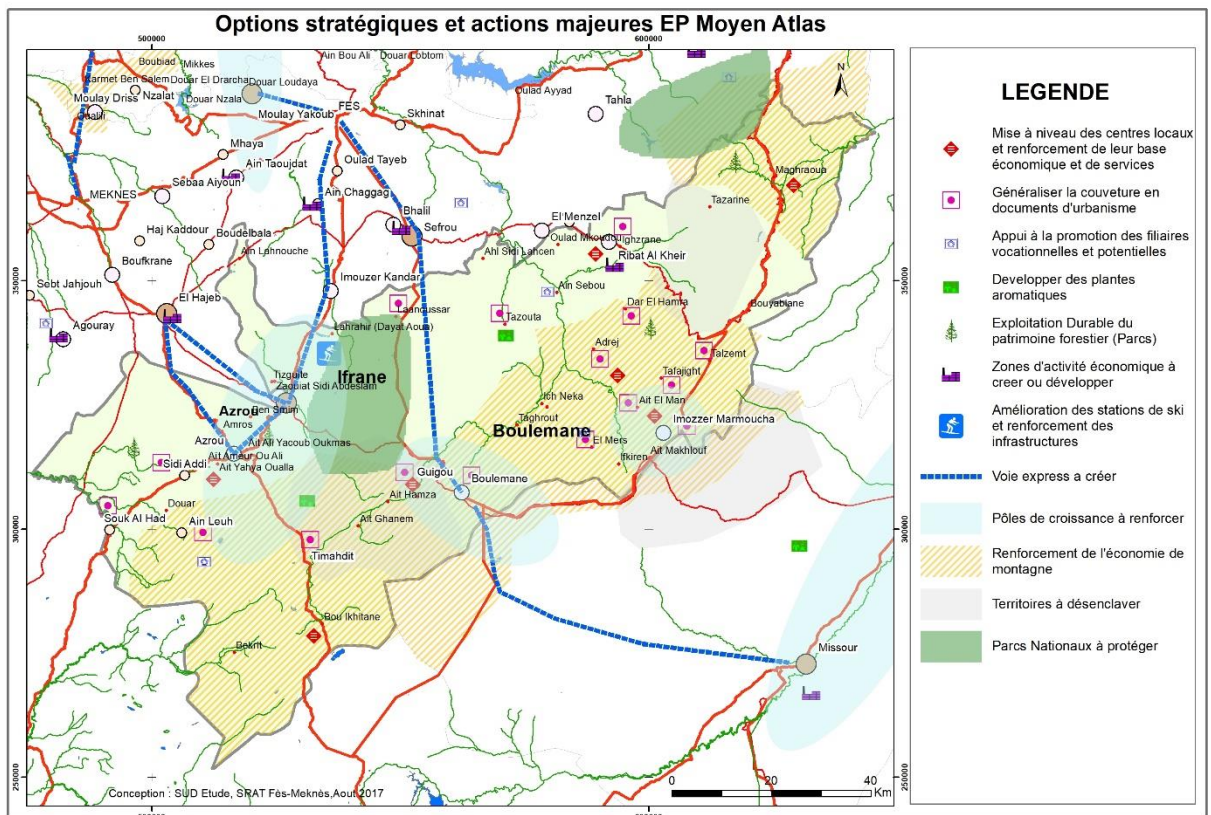
L'espace projet Métropolitain

- Développement rural et agricole
 - Etendre et moderniser l'agriculture en irrigué à fort rendement ;
 - Généraliser la desserte en eau et en électricité de toutes les populations avec la mise en place de modes de gestion sains et moins coûteux
 - Favoriser la création d'entreprises de valorisation en amont et en aval de la spécialisation agricole de l'espace métropolitain ;
 - Préserver et valoriser les grands espaces écologiques (Jbels, forêts, barrages, nappes, oueds, sols fertiles...)
- Autres secteurs économiques
 - Etendre, diversifier et renforcer les activités industrielles, artisanales et touristiques ;
 - Structurer et moderniser les activités du secteur informel ;
 - Réhabiliter et valoriser le patrimoine matériel et immatériel en milieux urbain et rural ;



L'espace projet du Moyen Atlas

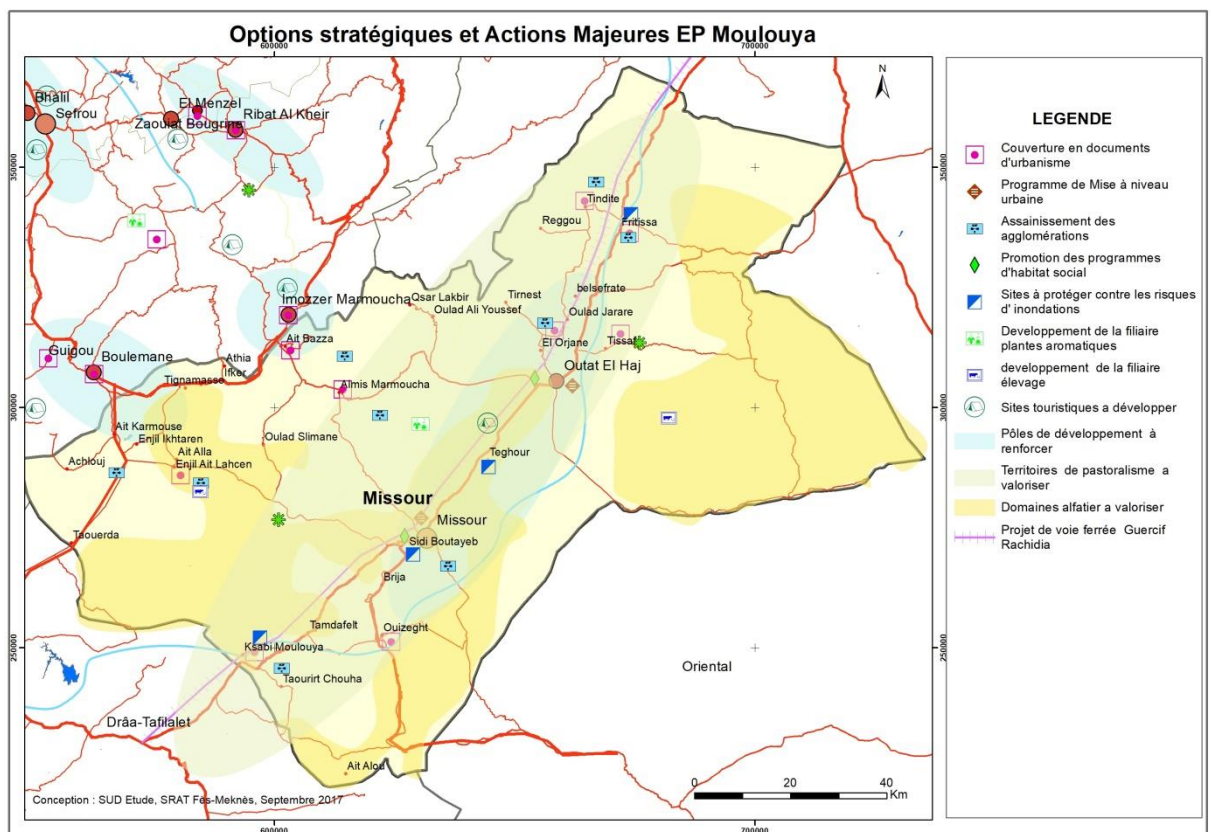
- Développement rural et agriculture
 - Généraliser la desserte en eau et en électricité de toutes les populations avec la mise en place de modes de gestion sains et moins coûteux ;
 - Renforcer et promouvoir le développement et la modernisation des vocations agricoles en matière de céréaliculture et d'élevage de l'espace projet du Moyen Atlas ;
 - Créer et promouvoir des zones de production, de valorisation et de commercialisation des produits de terroirs avec la création de coopératives agricoles ;
- Autres secteurs économiques
 - Mettre en valeur les potentialités relatives aux ressources naturelles, à la biodiversité du milieu et au tourisme de montagne de l'espace projet du Moyen Atlas en l'intégrant dans un processus de développement local et régional durable ;
 - Valoriser le patrimoine local, naturel et humain, matériel et immatériel du Moyen Atlas et en générer des forces d'attractivité, de création d'emplois et de revenus.



L'espace projet de la Moulouya

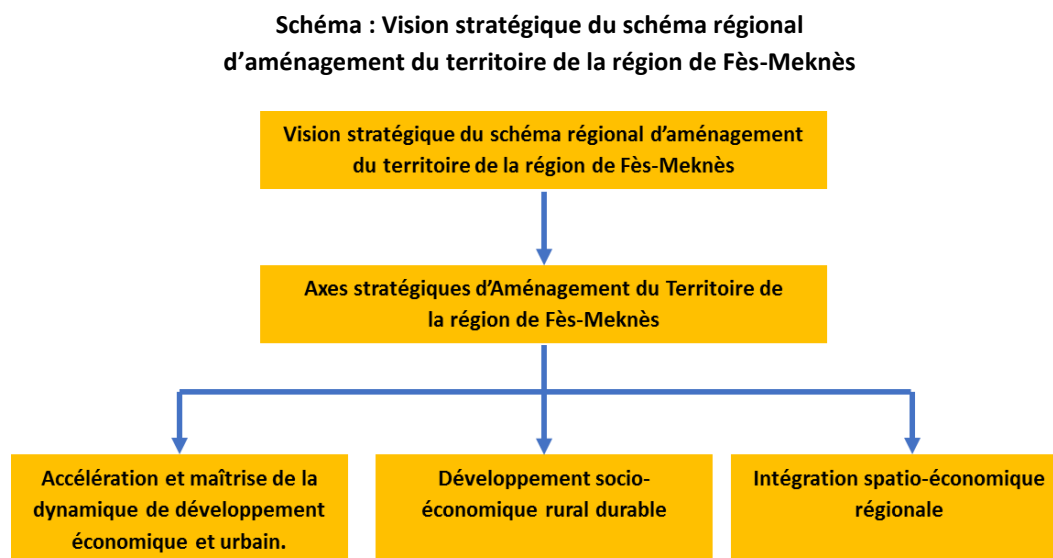
- Développement rural et agriculture
 - Désenclaver et équiper le milieu rural de la Moulouya ;
 - Promouvoir et valoriser l'activité d'élevage et les activités qui en sont induites ;
 - Appui à l'élevage *nomade* et encouragement du développement des activités agropastorales ;
 - Créer et promouvoir des zones de production, de valorisation et de commercialisation des produits de terroirs avec la création de coopératives agricoles ;

- Autres secteurs économiques
 - Créer des micro-entreprises autour de la filière de l'élevage (activités liées à la recherche-assistance, la transformation ou la distribution des produits issus de l'élevage...);
 - Promouvoir les activités artisanales et touristiques liées aux potentialités locales.



Les options stratégiques de développement de l'économie de la région

Les options stratégiques de développement de l'économie de la région de Fès Meknès relèvent d'une vision qui s'inscrit dans le cadre interactif de trois grands axes stratégiques schématisés comme suit :



Le premier axe stratégique concerne l'accélération de la dynamique de développement économique qui se rapporte à l'espace métropolitain. Il sous-tend la consolidation et le renforce de la complémentarité économique du couloir de développement Fès-Meknès, qui diffuse les effets de la croissance économique dans les villes, les centres urbains et ruraux limitrophes de l'aire métropolitaine et qui contribue à l'amélioration tangible de la qualité de vie des populations.

Le deuxième axe stratégique porte sur l'intégration spatio-économique régionale qui comprend toutes les options stratégiques qui intègrent sur le plan du développement économique et urbain, et d'une manière complémentaire, les espaces régionaux, urbains et ruraux, porteurs de potentiels de développement économique et social. La portée de cet axe n'est significative que lorsque l'échelle des priorités d'investissement et d'action concernant l'espace métropolitain incorpore de telles priorités pour les espaces projet du Prérif, du Moyen Atlas et de la Moulouya.

Le troisième axe stratégique réside dans le développement socio-économique rural durable, lequel doit se traduire par le désenclavement, l'amélioration de des équipements du milieu rural et l'ouverture aux perspectives d'accessibilité et d'échanges les plus larges de tous ses territoires, aussi loin et aussi décentrés soient-ils au sein de la région de Fès-Meknès. Cela signifie que le SRAT de la région de Fès-Meknès doit se concrétiser par la mise en place de

stratégies et de politiques intégrées et complémentaires d'investissements et d'accompagnement permettant des réalisations territoriales cumulatives procurant à l'ensemble des composantes du milieu rural régional les chances et les rudiments d'un développement territorial durable. Il s'agit de mettre en place toutes les conditions requises pour procurer au milieu rural des bases d'accessibilité meilleure et des conditions d'attractivité économique et culturelle optimale. L'objectif majeur porté par cet axe signifie l'appropriation constante d'une vision de rénovation et de mise en valeur, de mise à niveau et de renforcement de tous les sous-espaces ruraux des espaces projet de la région de Fès-Meknès en les dotant d'une capacité endogène de développement, de création de la croissance et de valorisation ascendante de leurs ressources humaines, naturelles et culturelles.

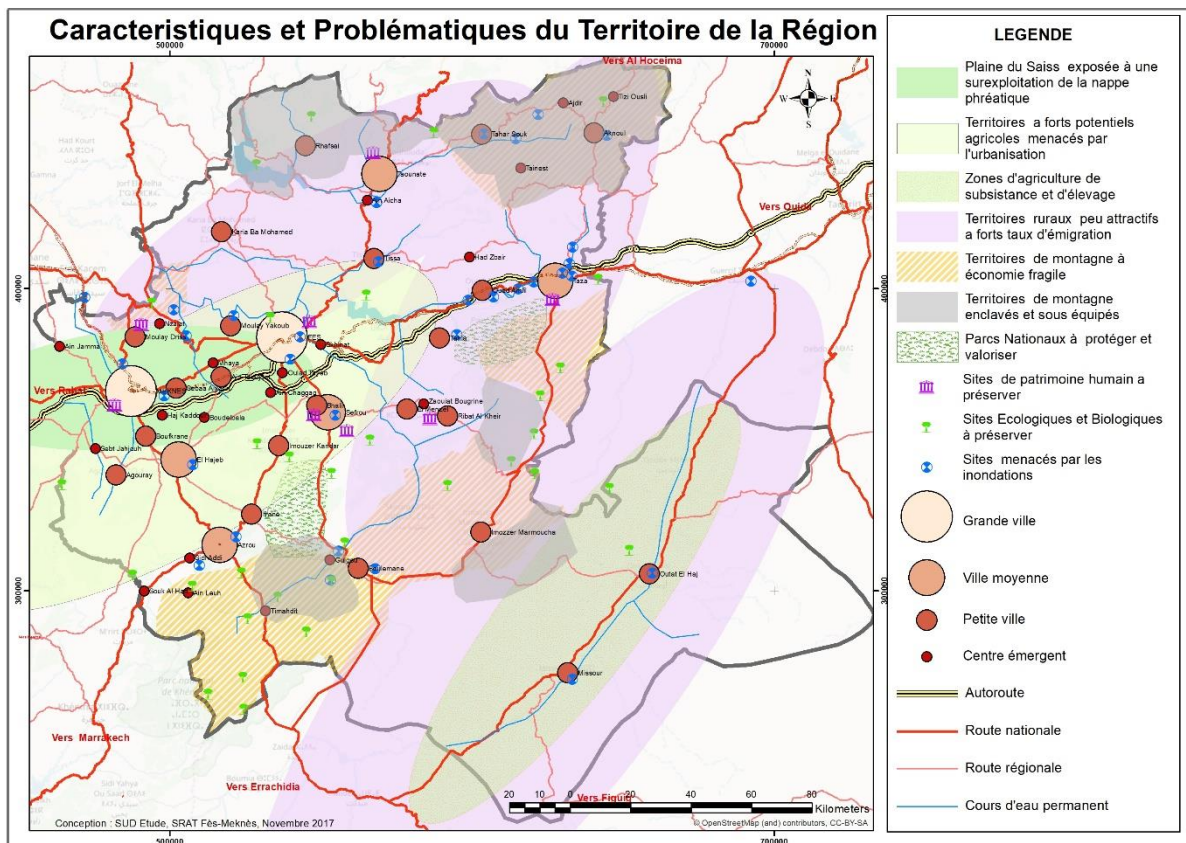
Compte tenu des résultats du diagnostic territorial stratégique de la région de Fès Meknès, et des résultats d'analyses réalisées dans le cadre des schémas régionaux d'aménagement du territoire des ex-régions de Fès-Boulemane, Taza-Al Hoceima- Taounate et Meknès-Tafilalet, et considération faite de la vision stratégique du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire de la Région de Fès-Meknès, schématisée ci-dessus, il serait édifiant de relever et de faire ressortir le contenu des axes et des options stratégiques de développement de l'économie de la région, spécifiés selon les espaces projet ci-après.

L'espace projet du Prérif

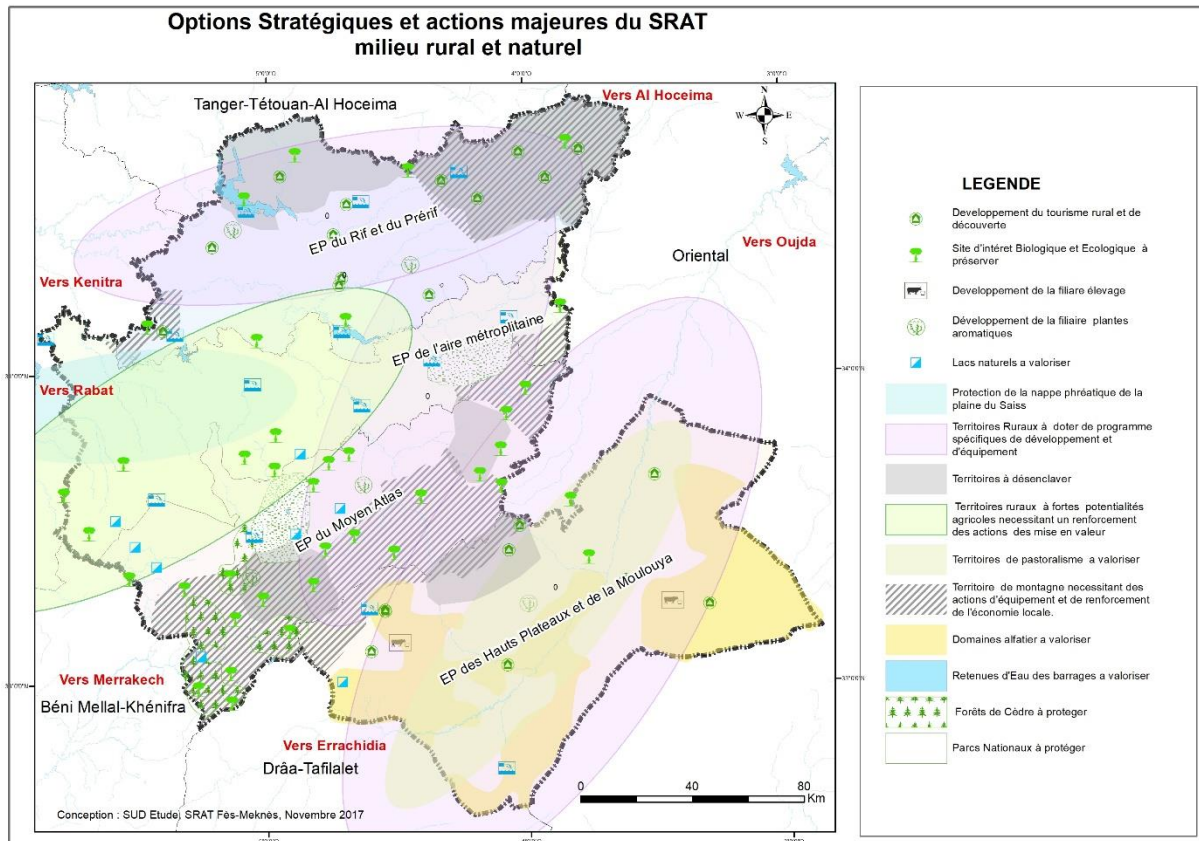
Axes stratégiques	Options stratégiques
Développement du milieu rural	<p>Désenclavement spatial :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désenclavement des zones d'habitat, des productions agricoles et de forêts ; - Réalisation de liaisons routières structurantes entre centres, provinces et régions limitrophes.
	<p>Protection de l'environnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assainissement des eaux usées et traitements des problématiques de fosses septiques ; - Lutte contre les sources de pollution et les risques de dégradations des ressources naturelles ; - Structuration de l'habitat rural ; - Valorisation la plus large des potentialités agricoles.
Relance économique	<p>Soutien au secteur agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Valorisation des filières vocationnelles et potentielles ; - Implantation d'unités agroalimentaires de valorisation et de promotion de produits agricoles locaux.
	<p>Promotion du tourisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création de circuits touristiques intégrant les sites naturels et patrimoniaux ; - Mise en place d'équipements touristiques de montagne. - Encouragement et promotion du développement des activités économiques créatrices d'emploi et de ressources additionnelles dans les zones rurales.

L'espace projet du Prérif est reconnu pour ses vocations agricoles (céréaliculture, arboriculture, élevage) dans un milieu où des actions de préservation de la forêt, des eaux et des sols sont de nature à permettre aux territoires montagneux et forestiers de maintenir et de valoriser leurs richesses naturelles. Le renforcement et la modernisation de ces vocations, la promotion des activités de tourisme et d'artisanat pourront constituer des sources réelles de création d'emplois et de ressources additionnelles en faveur des populations locales.

Carte : Occupation du Sol et Caractéristiques du territoire



Carte : Actions majeurs pour le développement du milieu rural de la région FM



L'espace projet Métropolitain

Axes stratégiques	Options stratégiques
<p>Structuration de l'aire urbaine métropolitaine</p>	<p>Structuration des liaisons routières, autoroutières et ferroviaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création de bretelles de liaison d'autoroutes avec l'axe autoroutier Rabat-Tanger et de Taza à Nador ; - Création d'autoroutes ou doubléments de voies entre Fès et Taouate et Fès Boulemane ; - Extension interurbaine et interprovinciale du réseau ferroviaire ; - Création de gares routières et ferroviaires répondant aux besoins de développement et d'échanges ; - Modernisation et développement du transport urbain en commun. <p>Définition des zones d'accueil de grands projets structurants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Délimitation et mise en place des zones d'activités industrielles, de logistique et d'offshoring et touristiques ; - Synchronisation des opérations de construction et d'extension des zones d'activités économiques, d'habitat et de projets socioculturels ; - Intégration urbaine, économique et culturelle des villes et centres urbains de l'espace métropolitain.

Protection et valorisation de l'environnement	<p>Protection et valorisation des ressources environnementales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sauvegarde et valorisation des espaces naturels protégés et des sites naturels et patrimoniaux prometteurs ; - Protection des oueds, lacs, nappes et sources naturelles d'eau, - Protection des ressources forestières contre les risques d'incendies, de déboisement ...; - Soustraction des espaces périurbains à forts potentiels agricoles de la pression foncière et de la spéculation immobilière à des fins d'extension urbaine ; - Protection des ressources hydriques et rationalisation de leur utilisation. <p>Maîtrise de la gestion des déchets solides et liquides :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Canalisation et traitement normalisé des eaux usées (mise en place de STEP) ; - Création de décharges contrôlées dans les villes, les centres urbains et les centres ruraux ; - Protection des nappes phréatiques, des sources et fontaines naturelles d'infiltrations des eaux des fosses sceptiques ; - Interdiction stricte des rejets d'eaux usées ou de produits polluants dans les oueds.
Développement du milieu rural	<p>Désenclavement spatial :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désenclavement des zones d'habitat, de productions agricoles et de forêts ; - Réalisation de liaisons routières structurantes entre centres, provinces et régions limitrophes. <p>Equipement rural :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Généralisation des dessertes en eau et en électricité ; - Dotation des zones d'habitat en équipements socioculturels répondant aux besoins des populations. <p>Soutien au secteur agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maximisation de l'irrigation des terres irrigables ; - Appui à la promotion et au développement des filières agricoles vocationnelles et potentielles (céréaliculture, arboriculture, l'olivier, élevage, apiculture,...). <p>Diversification économique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encouragement et promotion du développement des activités économiques créatrices d'emploi et de ressources additionnelles dans les zones rurales ; - Promotion et valorisation d'activités touristiques et de l'artisanat en milieu rural ; - Promotion et valorisation des produits de terroirs.
Promotion de l'attractivité et de la compétitivité économiques	<p>Viabilisation et crédibilisation des opportunités économiques offertes et attractives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement d'une offre immobilière foncière et tertiaire attractive et visible pour les acteurs nationaux et internationaux ; - Renforcement des services et des infrastructures de transport et des équipements structurants ; - Réussite de la faisabilité et de la réalisabilité des zones et plateformes programmées (zones industrielles, d'offshoring, de logistique, technologiques, touristiques...) ; - Mise en place d'un marketing territorial de l'aire métropolitaine précisant son image et les mesures des politiques de stimulation et d'encouragement à la croissance économique ; - Structuration et organisation du secteur informel ; - Réalisation d'espaces d'expositions et de foires à caractère national et

	<p>international.</p> <p>Promotion de l'attractivité touristique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sauvegarde, valorisation et intégration des potentialités patrimoniales et culturelles, ainsi que celles de l'artisanat dans l'offre touristique de l'espace métropolitain et des provinces avoisinantes ; - Dotation de l'aire urbaine métropolitaine d'espaces de loisirs et d'événements artistiques et culturels. <p>Promotion de la compétitivité économique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui à la mise en œuvre d'une politique de soutien et de financement des initiatives d'innovation ; - Développement et structuration d'un système d'assistance spécifique aux porteurs de projets et aux entreprises à fort potentiel de croissance et d'emplois ; - Encouragement des synergies entre entrepreneurs, chercheurs et enseignants-chercheurs dans un cadre collaboratif en R&D ; - Mise en place d'un système d'accompagnement des dirigeants de TPE/PME dans le développement de leurs activités et mise en œuvre d'un outil d'octroi de subventions de financement lisible et coordonné.
<p>Promotion de la formation et de l'emploi</p>	<p>Promotion de la formation et des compétences :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Effort de suivi et de Connaissance régulière et ordonnée des besoins des entreprises et de la dynamique de l'évolution du marché du travail, dans le but d'assurer une formation des jeunes pour des savoir-faire et des compétences sollicitées par les changements dans les stratégies des entreprises ; - Formation de jeunes dans des domaines de plus en plus spécialisés répondant aux exigences en profils qualifiés du développement économique régional et national ; - Soutien tangible et régulier aux universités, écoles et instituts dans leurs missions de génération et d'attractivité des talents et des compétences en matière de transfert de connaissances et de R&D ; - Appui à la création et la production d'un réseau de laboratoires dans le but de coopérer et d'optimiser l'utilisation équipements et des moyens dont disposent les écoles techniques et professionnelles, les facultés, les centres de recherches et d'analyses et les entreprises existants à travers le territoire régional ; - Création d'un système de mentorat dans le but d'assurer le transfert du savoir et du savoir-faire entre les générations de jeunes, de retraités et de gens compétents en situation proche de l'âge de la retraite ; - Création d'un système de communication régional et interrégional facilitant l'accès aux flux d'informations et de données pertinentes et contribuant à l'accroissement de l'intelligence collective et au partage des savoirs. <p>Promotion de l'emploi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un système de communication instaurant un contact permanent et feed-back entre le système d'enseignement et de formation et le monde du travail au niveau de la région de Fès-Meknès ; - Adaptation, au moyen de cycles courts de formation, des connaissances des diplômés demandeurs d'emploi aux besoins en compétences exprimés par les entreprises désireuses de s'installer ou déjà installées à travers le territoire

	<p>régional ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un organe régional spécialisé dans l'aide à l'insertion dans la vie active des demandeurs d'emploi stagiaires des formations supérieures et de la formation professionnelle et de catégories sociales en situations fragiles ; - Mise en place d'un organe régional de consultation et de Coordination entre les différentes administrations, les différents syndicats et les entreprises pour assurer une protection des droits et des devoirs et la complémentarité des efforts employés en matière d'attractivité économique régionale et d'intégration de flux de compétences en faveur d'un développement régional durable; - Valorisation de la culture du travail et de l'esprit d'entreprise au moyen d'un processus de sensibilisation durable sur la valeur sociale de l'emploi et de l'employeur.
<p>Amélioration des conditions de vie</p>	<p style="text-align: center;">Promotion de l'accessibilité à un logement décent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Résorption des bidonvilles et des habitats insalubres ; - Maîtrise de la spéculation immobilière et des conditions d'accès au crédit logement ; - Suppression de tous les phénomènes abusifs de périurbanisation.
	<p style="text-align: center;">Amélioration des conditions de vie étudiante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pourvoi progressif et ascendant des besoins en équipements d'information et de recherche, de logement, de restauration, de sport et de loisirs au profit des étudiants des complexes universitaires métropolitains ; - Organisation et gestion optimales des réseaux, moyens et conditions du transport offert aux étudiants au sein de l'espace métropolitain ; - Décentralisation de complexes universitaires surchargés vers des provinces limitrophes viables et justifiées : allègement de l'Université Sidi Mohammed Ben Abdellah par la création d'un noyau universitaire à Taounate.
	<p style="text-align: center;">Lutte contre les phénomènes de pauvreté, d'exclusion et d'insécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dotation de l'espace Métropolitain de centres ou de complexes d'accueil et d'assistance de groupes sociaux en pauvreté absolue, en situation d'handicaps aigus, ou en situation de sans abri ; - Dotation des villes et des centres urbains de structures et de moyens suffisants selon une carte présente et prospective de maintien de la sécurité publique et de lutte contre tous les phénomènes d'insécurité.
<p>Développement de la culture et du sport</p>	<p style="text-align: center;">Promotion de la culture :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement et promotion d'un modèle de partenariat public-privé dans la gestion des infrastructures et des services culturels tout en sauvegardant l'originalité et l'authenticité patrimoniales ; - Mise en place de modes de gestion professionnelle efficace des centres culturels garantissant l'amélioration de l'efficacité et des résultats.

	<p style="text-align: center;">Développement des pratiques du sport :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conception et désignation de réserves foncières dédiées à des espaces publics et destinées à la réalisation d'installations sportives dans différentes zones de chaque ville régionale et centres périurbains ; - Développement des espaces sportifs existants et création d'autres espaces nouveaux afin de renforcer les activités sportives en faveur des jeunes et groupes ayant des difficultés à exercer le sport au sein ou au voisinage de leur quartier de résidence ; - Promotion des pratiques sportives dans les quartiers de résidence en vue d'assurer une intégration sociale et culturelle de jeunes ou de groupes sociaux en situation d'exclusion ou de marginalisation.
<p>Garantie de la sécurité, de l'ordre public et de la protection civile</p>	<p style="text-align: center;">Renforcement des Garanties de la sécurité et de l'ordre public :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Intégration des politiques de sécurité publique et de prévention des risques dans les politiques et programmes d'action de la région ; - Mise en œuvre de toutes les dispositions garantissant la sécurité et l'ordre public en tant que facteurs d'attraction économique et de rayonnement national et international de l'espace métropolitain de la région de Fès-Meknès ; - Mise en place et promotion d'un cadre urbain de vie en toute sécurité en collaboration avec les autorités compétentes en la matière, les collectivités locales, la société civile et les opérateurs économiques ; - Dynamisation des petites entreprises et animation d'activités commerciales et culturelles au niveau des rues de quartiers urbains en contribution à la sécurité de l'espace public et au développement de relations sociales ; - Maintien indéfectible de l'ordre public régional par le renforcement collaboratif des fonctions de la police locale par les autorités locales à travers des projets de conventions de partenariats et d'interventions coordonnées au niveau régional impliquant les différents acteurs opérant sur le territoire (services de police locale, les autorités locales et les forces de l'ordre).
	<p style="text-align: center;">Confortement -modernisation de la protection civile :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La dotation du système de protection civile des capacités requises pour la prévision et la prévention des risques de toute nature (inondations, incendies, tremblements de terre, etc.) ; - Le renforcement de la surveillance et de l'alerte précoce de risques naturels pour assurer l'information en temps opportun de toutes les autorités territoriales impliquées dans le domaine de la sécurité ; - La consolidation et la coordination des relations et des rôles des structures étatiques chargées du système de protection civile et la stimulation de la participation active des associations ; - La préparation des réponses de plus en plus rapides et efficaces pour éviter et/ou limiter la survenance des victimes et des dommages aux structures publiques et privées, en particulier aux infrastructures essentielles.

Le bipôle Fès-Meknès, noyau central de la stratégie de métropolisation entreprise dans le cadre de la région de Fès-Meknès, dispose de tous les atouts constituant les facteurs d'avant-garde permettant à cette région de se positionner, progressivement et concrètement, dans l'espace national comme un pôle dynamique majeur de développement. En effet, ce grand espace métropolitain bipolaire est habilité à jouer un rôle essentiel dans le

développement économique régional et national du fait de ces vocations et potentialités patrimoniales et culturelles, économiques (artisanat, tourisme, agriculture, industrie), humaines (formations universitaires et recherches scientifiques diversifiées et de haute qualité) et de métiers internationaux (offshoring, logistique, etc.).

L'espace projet du Moyen Atlas

Axes stratégiques	Options stratégiques
Développement du milieu rural	<p>Désenclavement spatial :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désenclavement des zones d'habitat, de productions agricoles et de forêts ; - Réalisation de liaisons routières structurantes entre centres, provinces et régions limitrophes dont la liaison avec les deux axes Meknès-Tafilalet et Taza-Al Hoceima.
	<p>Promotion économique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création et structuration de centres ruraux d'émergence économique, sociale et culturelle ; - Création de zones et plateformes d'accueil de micro-entreprises de l'artisanat, de la transformation de produits agricoles et de commerce ; - Création de centres favorisant le regroupement de la population et freinant l'exode rural, dotés de structures de services, d'équipements publics, et offrant des opportunités de promotion de métiers et d'activités génératrices de revenus... - Encouragement et promotion du développement des activités économiques créatrices d'emploi et de ressources additionnelles dans les zones rurales.
	<p>Protection de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en valeur des potentialités en énergies renouvelables ; - Sauvegarde et valorisation des milieux naturels en espaces patrimoniaux, touristiques et de loisirs... ; - Limitation de la pression sur les ressources naturelles notamment hydriques et forestières ; - Protection de la biodiversité notamment en haute montagne.
Relance économique	<p>Soutien au secteur agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maximisation de l'irrigation des terres irrigables et appui aux exploitations extensives ; - Mise en valeur des zones bour et maîtrise de l'activité sylvo-pastorale ; - Promotion et valorisation des filières agricoles vocationnelles et potentielles (safran, lavande, élevage, apiculture, ...) ; - Valorisation et gestion optimale des espaces naturels et agricoles (production agricole et forestière, préservation de la biodiversité, loisirs, protection contre les risques nuisibles).
	<p>Soutien aux secteurs de l'artisanat et du tourisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promotion et valorisation des potentialités locales en matière d'artisanat et produits d'art ; - Promotion du tourisme de montagne et mise en place de circuits touristiques équipés et sécurisés ; - Structuration et valorisation des activités des centres urbains et ruraux à vocations

	- éco touristiques.
--	---------------------

Il est à préciser que le Moyen Atlas bénéficie d'un grand potentiel de développement dans le domaine du tourisme. L'avenir de ce secteur se trouve réconforté par la diversité des richesses locales couvrant des ressources naturelles et humaines, patrimoniales matérielles et immatérielles (activités et produits de l'artisanat, animations culturelles, etc.). Disposant de la grande station d'Ifrane d'estivage, le Moyen Atlas constitue un écosystème unique au Maroc offrant un tourisme de villégiature et de détente.

L'espace projet de la Moulouya

Axes stratégiques	Options stratégiques
Développement du milieu rural	<p>Désenclavement spatial :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désenclavement des zones d'habitat, de productions agricoles et de forêts ; - Réalisation de liaisons routières structurantes entre centres, provinces et régions limitrophes.
	<p>Structuration rurale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création de centres équipés et renfermant des services publics et des activités économiques rentables, viables à long terme et favorisant la tendance au regroupement de la population ; - Dotation des centres ruraux de structures de services, d'équipements publics et de promotion de métiers et d'activités génératrices de revenus et contribuant à freiner l'exode rural ;
	<p>Protection de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en valeur des potentialités en énergies renouvelables notamment l'énergie solaire ; - Sauvegarde et valorisation des milieux naturels en espaces patrimoniaux, touristiques et de loisirs... ; - Limitation de la pression sur les ressources naturelles notamment hydriques, forestières et alfatières; - Protection de la biodiversité notamment en haute montagne ; - Mise en place de stations d'épuration et de décharges contrôlées là où se manifestent des menaces de pollution.
Relance économique	<p>Soutien au secteur agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promotion et valorisation de l'olivier ; - Valorisation des parcours et des nappes alfatières ; - Renforcement de l'intégration de l'activité agricole périurbaine et des activités tertiaires urbaines et rurales ; - Optimisation des rendements des modes d'élevage et de parcours.
	<p>Diversification économique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création de zones d'activités commerciales et de l'artisanat équipées et accessibles aux habitants locaux ; - Structuration spatiale de développement d'activités industrielles à base de

	<p>transformation de produits agricoles locaux (produits de terroirs) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encouragement et promotion du développement des activités économiques créatrices d'emploi et de ressources additionnelles dans les zones rurales ; - Encouragement de création de micro-entreprises d'artisanat, de commerce et de services ; - Structuration et valorisation des activités des centres urbains et ruraux à vocations éco touristiques ; - Promotion du tourisme de montagne et mise en place de circuits touristiques équipés et sécurisés.
--	---

On ne peut que rappeler que la Moulouya s'érige en pôle dans la filière de l'élevage autour du centre d'Outat El Haj, un pôle qui peut être promu et valorisé en s'étendant à de nombreuses activités prometteuses (abattage, traitement et conditionnement des peaux et des viandes, stockage, logistique, etc.). A ce pôle s'ajoute celui de Missour qui peut être structuré et développé en tant que pôle de services supérieurs au profit de l'ensemble de l'espace projet de la Moulouya.

Les actions stratégiques sectorielles

Des options stratégiques, présentées ci-dessus, doivent découler les principaux projets et actions du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) de la région de Fès-Meknès vue à un horizon de 25ans.

L'objectif recherché est de faire de la Région Fès-Meknès une région qui soit durablement classée, des points de vue attractivité, compétitivité et niveau de développement socio-économique, au moins au troisième rang parmi les régions marocaines.

Les matrices suivantes présentent par axe stratégique et objectifs associés, les actions stratégiques selon leurs objectifs spécifiques, la localisation, les partenaires et l'échéancier de réalisation.

Volubilis



5.9. Transport et infrastructures

Rappel des principaux résultats du diagnostic territorial stratégique

Le diagnostic territorial a permis de mettre en valeur les principales problématiques de la région Fès-Meknès, rappelés ci-après :

- la région Fès Meknès présente des conditions géomorphologiques et climatiques très défavorables qui rendent difficiles et onéreuses les communications inter et extra région. En effet, la vigueur du relief (des pentes abruptes, un relief accidenté, des versants instables) contraint à un nombre limité de voies de communication et des routes avec des pentes élevées et des tracés sinueux. Des niveaux de précipitation élevés ravinent et emportent souvent des sections de routes (crues, glissements de terrains). Enfin, le gel et la neige rendent les conditions de circulation difficiles en hiver et mettent à mal une proportion importante des infrastructures de la région (plus de 1700km sont susceptibles d'être enneigés dans la région sur un total de 5000 km au niveau national).
- 41% des ouvrages d'art dégradés au niveau national se situent dans la région de Fès Meknès et la plupart des ouvrages en mauvais état (59%) se trouvent dans la province de Taounate.
- l'état des routes qui se développent dans le Prérif ou le Moyen Atlas, notamment dans la province de Taounate (ayant le réseau le plus dégradé et une section de la RN8 inadaptée au trafic entre Fès et Taounate) et de la province de Taza, ne facilite pas les échanges dans ces zones ni leur intégration dans la dynamique de développement économique et social de la région.
- les conditions du transport rural restent mauvaises avec des infrastructures routières en mauvais état, une prédominance du transport informel et un parc auto de transport en commun très âgé.
- Le réseau ferroviaire est insuffisamment connecté à l'intérieur de la région et le bipôle Casablanca-Rabat draine plus de 40% des voyageurs de la région. Par ailleurs, le transport de marchandises par train dans la région reste marginal.
- L'aéroport de Fès-Saiss assure actuellement 5% du trafic international global des passagers et 2% du trafic aérien domestique. Cet aéroport n'est pas connecté aux autres régions et le transport de fret aérien y est très peu développé.
- Pour les Plateformes logistiques, la sécurisation du foncier des sites identifiés est primordiale et l'aménagement de la première zone de Ras El Ma connaît un retard dans son lancement.
- La surexploitation des ressources en eau souterraine compromettra à court et moyen terme l'approvisionnement en eau potable des villes de Fès et Meknès, par la disparition de l'artésianisme sur l'ensemble des forages (une baisse moyenne annuelle de la nappe de 1 m) et le tarissement des sources. L'alimentation des villes de Fès et Meknès, dont les ressources disponibles arrivent bientôt à saturation doivent être sécurisées

moyennant de nouvelles ressources à partir des barrages Idriss 1^{er}, Ouljet Soltane et Mdez. Ce transfert intra-région permettra de soulager les ressources en eaux souterraines qui sont actuellement surexploitées en vue de les préserver et permettre leur équilibre naturel.

- L'infrastructure électrique semble suffisante dans la préfecture de Meknès et dans la province d'Ifrane mais les provinces de Boulemane et Taounate restent faiblement dotées.
- En matière de télécommunications, des zones d'ombre existent encore dans les zones de montagne sises dans les provinces de Boulemane, Taounate et Taza. Par ailleurs un plan d'actions ambitieux a été identifié dans le cadre du « schéma stratégique numérique régional » permettant d'accompagner « le Maroc Digital 2020 », les e-services aux citoyens, et le développement économique de la région.
- Concernant les équipements scolaires, l'enseignement préscolaire reste le parent pauvre du système éducatif de la région Fès-Meknès.

Le diagnostic territorial a également relevé des déséquilibres au niveau de la région Fès-Meknès marqués par :



- Un déséquilibre en matière d'accessibilité et de transport avec une concentration des infrastructures de transport (autoroute, routes d'intérêt international, chemin de fer, aéroport) dans le couloir Est-Ouest le long de la plaine du Saïss et le couloir de Taza, avec une densité routière qui diminue lorsque l'on s'éloigne de ce couloir.
- de nombreux espaces, difficiles d'accès, concentrent de nombreux obstacles : la desserte en routes ou pistes, des conditions de transport mauvaises et des équipements publics peu nombreux, inexistants ou de qualité moyenne.
- Un déséquilibre en termes de potentialités en eau avec de grands apports en eau au nord du moyen atlas, dans la plaine du Saïss et le long des oueds de la région contre des zones pauvres en ressources souterraines dans le préif et des zones semi-arides au sud,
- Un déséquilibre en matière d'accès aux services publics de base où les provinces d'Ifrane, de My Yacoub et de Boulemane sont les moins équipées en établissements d'enseignement de collège et les provinces de My Yacoub, de Boulemane et d'El Hajeb ont le moins d'établissements de santé.
- La dispersion de la population l'éloigne parfois de tout service, et contribue d'autant plus à l'isolement et à la pauvreté dans certaines communes.

Rappel des résultats de l'analyse SWOT

L'analyse SWOT ayant porté sur l'examen du secteur du transport et des infrastructures en termes d'atouts, des contraintes, des opportunités et des menaces ou risques a donné lieu aux principaux résultats ci-après :

Atouts	Contraintes
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une situation stratégique au carrefour de deux grandes liaisons Est-Ouest (entre le bipôle Casa-Rabat et l'oriental) et Nord-Sud (Tanger-Marrakech) ▪ Un développement important de relations internes à la région, notamment dans les zones du Prérif (Taounate-Fès) ▪ Une région traversée par des infrastructures de niveau national et international combinant route, autoroute, rail et aéroport, ▪ Un maillage régional de base des infrastructures routières assuré par l'axe Est-Ouest (RN6 et autoroute Casablanca-Meknès-Fès-Taza-Oujda) et par des axes nord-sud reliant les deux précédents (N4, N8, N13) ▪ la disponibilité de l'aéroport de Fès-Saïss constitue un atout en termes d'accessibilité nationale et internationale 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ une région sans accès direct à la mer ou à une frontière internationale terrestre ▪ des conditions géomorphologiques et climatiques rendant les communications difficiles et les aménagements et l'entretien des infrastructures coûteux : vigueur du relief, enneigement, pluie, gel, passages de cols, etc. ▪ Infrastructures routières rurales encore incomplètes avec des routes majoritairement étroites, des ouvrages dégradés et des zones encore enclavées notamment dans les zones de montagne. ▪ La desserte ferroviaire de la région est limitée à l'aire métropolitaine ▪ la prédominance du transport informel dans le transport rural et interurbain, ▪ des zones potentielles pour le développement économiques non encore connectées au réseau ferroviaire et aux grandes infrastructures
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> ▪ des régions voisines qui développent des stratégies ambitieuses ▪ La réalisation des grandes infrastructures de transport (autoroute Casablanca-Meknès-Fès-Taza-Oujda et des voies express entre Taza et Al Hoceima) qui renforcent les échanges internes et externes de la région ▪ réalisation des opérations du deuxième programme de routes rurales qui favorise 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ un manque d'entretien des infrastructures routières dans les zones de montagne ne facilite pas les échanges dans ces zones et leur intégration à la dynamique de développement économique et social de la région ▪ un retard de connexion de la région avec les autres régions et les autres pôles économiques tels que Tanger-Tétouan, le nouveau port de Kénitra et la région de

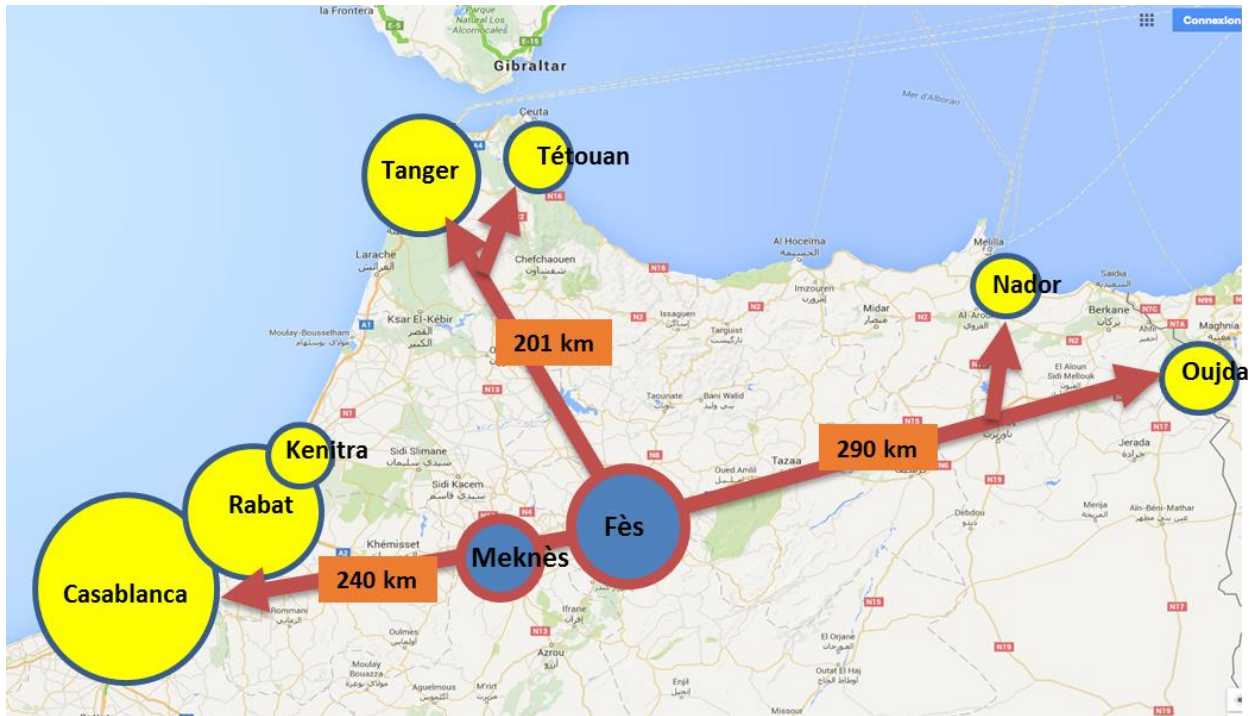
<p>le désenclavement des zones rurales et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales,</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ la ligne de chemin de fer à grande vitesse qui traverse la région ▪ disponibilité études d'aménagement de la première plateforme logistique de Ras El Ma et l'identification des différents sites des autres plateformes dans la région ▪ réalisation de nouvelles infrastructures portuaires sur la façade méditerranéenne proche de la région 	<p>Marrakech Safi risque de limiter ou freiner le développement de la région,</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ un retard dans l'amélioration du système de transport rural y compris l'intégration du transport informel, ▪ retard dans la mise en place de plateformes logistiques pour assurer l'inter modalité des différents modes de transport et encourager les investissements dans la région.
---	---

Les enjeux d'aménagement et de développement de la région

Des enjeux peuvent être identifiés au niveau régional en termes d'infrastructures de transports et de déplacements :

a. Les enjeux au niveau national :

La région Fès-Meknès a une situation stratégique au centre des liaisons vers l'oriental (à 240km d'Oujda et de Nador), vers le nord (à 201 km de Tanger-Tétouan) et vers le grand pôle Casablanca-Rabat (à 240 km). Cette situation lui confère le rôle de carrefour d'échanges avec les différents espaces économiques nationaux et internationaux. Les enjeux au niveau national ont donc trait dans l'amélioration des liaisons avec le nord, l'Est et l'Ouest pour faciliter ces échanges et renforcer le rôle de la région dans l'économie nationale. Les enjeux au niveau national relèvent également des ambitions de la région dans un contexte de compétitivité territoriale.



b. Les enjeux au niveau des régions limitrophes

L'articulation de la région aux régions voisines et au reste du Maroc est en passe de franchir un seuil grâce à la mise en service de l'autoroute Fès-Taza-Oujda. Longtemps caractérisée par un accès difficile, l'espace régional se trouve désormais nettement plus accessible. Par ailleurs, un retard de connexion de la région vers les autres régions et les autres pôles économiques, tels que le bipôle Tanger-Tétouan, le nouveau port de Kénitra et la région de Marrakech-Safi, risque de limiter sinon de freiner les possibilités de développement de la région. L'enjeu est alors de renforcer les liaisons avec les régions limitrophes pour profiter des dynamiques qui y sont déclenchées.

c. Les enjeux au niveau de la région Fès-Meknès

- La région est traversée par des infrastructures de portée nationale et internationale (autoroute, ligne de chemin de fer à grande vitesse,...). L'enjeu majeur de la région est de tirer profit, pour l'ensemble de la région, passage et de la localisation de ces importantes infrastructures,
- Le désenclavement rural, en particulier en montagne, reste une préoccupation importante avec un niveau d'accessibilité global encore inférieur au niveau national et l'existence de zones fortement enclavées. L'enjeu est d'améliorer l'état du réseau routier en général dans les zones rurales ou de montagne (pré-rif, moyen atlas) pour donner à ces territoires un niveau d'accessibilité et d'équipement minimal permettant d'améliorer les

conditions de vie des populations de ces zones et éviter les situations d'enclavement et de déshérence;

- Les conditions géomorphologiques et climatiques de la région constituent une contrainte importante en termes d'aménagement et d'entretien des infrastructures. L'enjeu est de considérer le développement des zones à relief difficile ou à faible densité en lien avec le coût des infrastructures qui l'irriguent;
- la région dispose de plusieurs modes de transport et des infrastructures associées. Mais, les liaisons et infrastructures dans la région sont en deçà du potentiel d'échange et manquent notamment de transport de masse. La complémentarité entre le bipôle métropolitain et le reste du territoire ne pourra être pleinement opérante qu'avec l'amélioration du système de transport régional qui devrait s'orienter vers la multi modalité pour tenir compte des besoins en déplacements, des moyens des populations et des spécificités de terrain. Pour cela, les infrastructures existantes méritent d'être mises à niveau (avec une extension du réseau ferré en direction d'autres zones de la région) et interconnectées dans une vision globale et au sein de plateformes logistiques ;
- La région connaît un déséquilibre en matière d'accessibilité aux services de bases et d'échanges à l'intérieur de la région. Les enjeux seraient de favoriser la cohésion, l'équité et la complémentarité territoriale en améliorant les infrastructures et les services de transport facilitant les échanges entre les différents pôles économiques ou administratifs de la région.

d. Positionnement et vocation de la région dans le territoire national

La région de Fès-Meknès est au cœur des grands axes de communication : Est-Ouest et Nord-Sud, lui assurant un rôle stratégique dans la partie Centre Nord du territoire national. Afin de renforcer cette connectivité et assurer la métropolisation du bipôle Fès-Meknès, il y a lieu de prévoir la réalisation de la connexion directe de ce territoire avec le nord du Royaume lui permettant une ouverture sur l'étranger via la création d'un port sec dans la région et un meilleur accès aux grandes infrastructures portuaires proches.

La région de Fès-Meknès se distingue par deux aspects :

- La prédominance de l'agriculture avec comme principal pôle autour de Meknès,
- Le domaine culturel et touristique avec comme principal pôle autour de Fès

Ces deux domaines peuvent constituer les piliers de développement de la région. Ainsi, un slogan traduisant une vision de développement de la région Fès-Meknès pourrait être : « **la Région de Fès-Meknès, un pôle de développement moderne et durable** »

Les choix stratégiques concernant la vision de développement

Les choix par domaine stratégique (économie/développement rural /Infrastructure/ Développement humain/ environnement/armature urbaine/ gouvernance).

Les trois ex-SRAT ont adopté les axes stratégiques suivants pour le développement de la région :

Région	Fès-Boulemane	Taza-Al Hoceima-Taounate	Meknès-Tafilalet
<ul style="list-style-type: none"> • Axes stratégiques 	<ul style="list-style-type: none"> • La métropolisation bipolaire, • La restructuration du milieu rural, • Le redéploiement de la base économique de la région 	<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion en profondeur du développement par l'ouverture et le désenclavement de la région • Ouverture maritime de la région par la valorisation du littoral et la préservation de ses ressources • Renforcement d'une politique de montagne répondant aux spécificités et contraintes des massifs régionaux • Dynamique de développement rural adaptée aux spécificités des campagnes et montagnes régionales • Des villes compétitives articulées aux pôles de croissance 	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer la région dans les grands réseaux nationaux futurs, • Promouvoir le développement d'un complexe urbain et d'un pôle économique fort autour de Meknès • Améliorer les conditions de vie et élever les revenus dans la montagne • Assurer la protection et l'aménagement de la zone de climat aride (Province d'Errachidia) • Mettre en place des mesures juridiques et institutionnelles d'ordre général pour faciliter l'évolution des régions rurales défavorisées

Dans le domaine des infrastructures et du transport, il est proposé les options stratégiques suivantes :

- L'amélioration des liaisons avec le nord, l'Est et l'Ouest pour faciliter les échanges avec les autres régions et les pôles de croissance principaux et renforcer le rôle de la région dans l'économie nationale
- connexion de la région vers les autres régions et les autres pôles économiques, tels que le bipôle Tanger-Tétouan, le nouveau port de Kénitra et la région de Marrakech-Safi
- l'amélioration de l'accessibilité de **l'ensemble de la région** aux grandes infrastructures qui la traversent (autoroute, ligne de chemin de fer à grande vitesse),
- l'amélioration de l'état du réseau routier en général dans les zones rurales ou de montagne (pré-rif, moyen atlas) pour éviter les situations d'enclavement,
- la mise à niveau des différents types d'infrastructures existantes (avec une extension du réseau ferré en direction d'autres zones de la région, l'électrification de la voie ferrée Fès-Oujda, la mise en service des anciennes liaisons ferroviaires de la région) et leur interconnexion dans une vision globale et au sein de plateformes logistiques

- favoriser la cohésion, l'équité et la complémentarité territoriale en améliorant les infrastructures et les services de transport facilitant les échanges entre les différents pôles économiques ou administratifs de la région.
- connexion directe de la région avec le nord du Royaume lui permettant une ouverture sur l'étranger via la création d'un port sec dans la région et un meilleur accès aux grandes infrastructures portuaires proches,
- amélioration du système de transport rural et du transport en commun,
- sauvegarde des ressources en eau de la région,
- développement des énergies renouvelables dans la région,
- bonne répartition des établissements d'enseignement et de santé dans la région.

Ces actions stratégiques peuvent être regroupées dans les trois axes stratégiques suivants :

- Métropolisation bipolaire,
- Restructuration du milieu rural,
- Augmenter l'attractivité et la compétitivité de la région

Axes stratégiques	Options stratégiques
<ul style="list-style-type: none"> • Métropolisation bipolaire 	<ul style="list-style-type: none"> • favoriser la cohésion, l'équité et la complémentarité territoriale en améliorant les infrastructures et les services de transport facilitant les échanges entre les différents pôles économiques ou administratifs de la région.
<ul style="list-style-type: none"> • Restructuration du milieu rural 	<ul style="list-style-type: none"> • l'amélioration de l'état du réseau routier en général dans les zones rurales ou de montagne (pré-rif, moyen atlas) pour éviter les situations d'enclavement, • favoriser la cohésion, l'équité et la complémentarité territoriale en améliorant les infrastructures et les services de transport facilitant les échanges entre les différents pôles économiques ou administratifs de la région. • amélioration du système de transport rural et du transport en commun,
<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter l'attractivité et la compétitivité de la région 	<ul style="list-style-type: none"> • L'amélioration des liaisons avec le nord, l'Est et l'Ouest pour faciliter les échanges avec les autres régions et les pôles de croissance principaux et renforcer le rôle de la région dans l'économie nationale • connexion de la région vers les autres régions et les autres pôles économiques, tels que le bipôle Tanger-Tétouan, le nouveau port de Kénitra et la région de Marrakech-Safi • l'amélioration de l'accessibilité de l'ensemble de la région aux grandes infrastructures qui la traversent (autoroute, ligne de chemin de fer à grande vitesse), • la mise à niveau des différents types d'infrastructures existantes (avec une extension du réseau ferré en direction d'autres zones de la région) et leur interconnexion dans une vision globale et au sein de plateformes logistiques

	<ul style="list-style-type: none"> • favoriser la cohésion, l'équité et la complémentarité territoriale en améliorant les infrastructures et les services de transport facilitant les échanges entre les différents pôles économiques ou administratifs de la région. • sauvegarde des ressources en eau de la région, • développement des énergies renouvelables dans la région, • bonne répartition des établissements d'enseignement et de santé dans la région.
--	---

Orientation stratégiques par espaces projets

L'ESPACE PROJET METROPOLITAIN

Cet espace comprend :

- 15 communes de la province de Taza : Matmata, Ait Saghrouchen, Tahla, Bouchfaa, Bouhlou, Oued Amlil, Ouled Zbair, Béni Lent, Béni Frassen, Bab Marzouka, Meknassa Al Gharbia, Oulad Chrif, la ville de Taza, Galdamane et Meknassa Acharkia,
- 3 communes de la province de Moulay Yacoub : Moulay Yacoub, Ain Chkeff et Sebaa Rouadi,
- 4 communes de la préfecture de Fès : Fès, Ouled Tayeb, Sidi Harazem et Ain Beida,
- 13 communes de la province de Sefrou : Ain Chegag, Ain Timeghnai, Ait sebaa Lejrout, Bhalil, Bir tam tam, El Menzel, Kandar sidi Khiar, Immouzer Kandar, Mtarnagha, Ras Tabouda, Sefrou et Sidi Youssef Ben Ahmed,
- Toutes les communes relevant de la province d'El Hajeb,
- Toutes les communes relevant de la Préfecture de Meknès à l'exception des 5 communes qui font partie de l'espace projet du Prérif et qui constituent le massif de Zarhoun.

L'espace métropolitain peut être divisé en trois sous-espaces distincts :

- La partie centrale,
- La partie occidentale,
- La zone du Saiss et du Dir .

Cet espace a l'avantage d'être traversé par les plus importantes infrastructures de la région : l'autoroute A2, les Routes Nationales N4, N6 et N13, la voie ferrée et abrite l'aéroport international de Fès-Saiss. Ces infrastructures d'envergure nationale assurent la connexion avec Rabat et Casablanca mais les connexions avec le reste de la région et le reste du pays sont peu nombreuses et peu importantes. Malgré sa densité et sa qualité, le réseau routier de l'aire métropolitain ne répond pas au potentiel d'échanges et aux besoins en déplacements des populations. En effet, à l'intérieur de cet espace, les infrastructures entre

le bipôle Fès-Meknès et les autres villes de l'espace sont insuffisants, il n'existe pas de liaison ferroviaire ou de transport de masse pouvant relier les deux villes de Fès et Meknès aux villes de leur zone d'influence et les liaisons entre les autres villes sont quasi inexistantes.

Le réseau routier national support un trafic important et l'on enregistre des situations de congestion dans certaines sections dont la liaison Fès-Meknès.

Par ailleurs, l'aéroport international Fès-Saïss est quasi isolé des autres centres économiques puisqu'il est mal connecté aux autres infrastructures et n'est pas desservi par la voie ferrée qui traverse les villes de Fès et Meknès.



D'autre part, la liaison ferroviaire Rabat-Meknès-Fès se poursuit vers Taza jusqu'à Oujda avec une ligne non électrifiée.

Pour combler ces insuffisances, les stratégies de développement doivent se concentrer sur :

- Les aménagements de capacité des routes fortement circulées,
- La connexion de l'aire métropolitaine au littoral, aux autres régions et aux autres pôles économiques,
- L'amélioration des routes structurantes pour améliorer la connexion intra région et développer les liaisons routières transversales

L'ESPACE PROJET DU PRERIF

L'espace de projet du Prérif correspond à la partie nord de la région Fès-Meknès. Il englobe :

- la Province de Taounate,
- la partie nord de la province de Taza avec 16 communes : Ajdir, Aknoul, Bni Ftah, Bourd, Brarha, El Gouzate, Gzenaya el Janoubia, Jbarna, Kaf El Ghar, Msila, Rbaa El Fouki, Taïfa, Tainaste, Tizi Ouzli, Traïba et Sidi Ali Bourakba ;
- 7 communes de la province de Moulay Yacoub : Mikkes, Oulad Mimoun, Sebt Loudaya, Sidi Daoud ; Laajajra, Louadaine et Ain Bouali ; et
- 5 communes du massif de Zarhoun relevant de la préfecture de Meknès : Charquaoua, Karmet Ben Salem, Moulay Idriss zarhoun, Nzalat Bni Amar et Oualili.

On distingue trois sous-espaces à ce niveau :

- Le prérief de Taza :
- Le Prérief de Taounate et Moulay Yacoub
- Le massif de Zarhoun ;

Cet espace reste le moins favorisé de la région : avec son relief montagneux, des sols marneux et des talus instables, les communications y sont difficiles et le réseau y est moins développé avec des caractéristiques géométriques médiocres et un état de chaussée dégradé. L'espace du prérief comprend également les ouvrages les plus anciens et les plus dégradés de la région. Cet espace souffre de difficultés d'accès et de déficits de services publics de moyen niveau.

La province de Taounate, chef-lieu de cet espace est actuellement enclavée ; ses échanges se font principalement avec Fès via une liaison routière inadaptée au trafic qui y circule.

Pour faire face à ce contexte difficile, le SRAT doit se concentrer dans cet espace de projet sur :

- L'amélioration de l'état des routes existantes, des pistes et des ouvrages d'art,
- La mise à niveau du réseau structurant pour améliorer la connexion intra région et avec les régions voisines,
- L'aménagement de capacité des routes fortement circulées,
- Le développement des routes rurales pour désenclaver les zones de montagne,
- La construction d'un noyau universitaire,

L'ESPACE PROJET DU MOYEN ATLAS

L'espace projet du Moyen Atlas est composé de :

- la province d'Ifrane,
- 9 communes de la province de Sefrou : Adrej, Ahl Sidi Lahcen, Dar El Hamra, Ighezrane, Laanoussar, Ouled Mkoudou, Ribat el Kheir, Tafajight, et Tazouta ;
- 9 communes de la province de Boulemane : Ait Bazza, Ait El Mane, Boulemane, El Mers, Guigou, Imouzzar Marmoucha, Ouled Ali Youssef, Skoura M'Daz et Talzemt ;
- 6 communes de la province de Taza : Bab Boudir, Bouyablane, Maghraoua, Smiaa, Tazarine et Zrarda.

On distingue trois sous-espaces :

- Le Moyen Atlas Oriental :
- Le Moyen Atlas Central
- Le Moyen Atlas Occidental

L'espace du Moyen Atlas se développe dans une zone de montagne. Sa topographie en fait un espace fortement enclavé. Le réseau routier y est moins développé et les liaisons

routières existantes ont des tracés sinueux. Certaines zones de cet espace sont encore enclavées ou mal desservies.

De ce fait, cet espace est mal connecté au chef-lieu de la région et aux autres parties du territoire régional.

Pour le Moyen Atlas, le SRAT doit donc adopter des mesures spécifiques, et notamment concernant :

- le désenclavement, en améliorant l'état des infrastructures et la desserte en transports,
- la mise à niveau des routes structurantes qui le desservent pour améliorer la connexion entre les différentes zones de cet espace et avec le reste de la région.

L'ESPACE PROJET DE LA MOULOUYA :

L'espace de projet de la Moulouya couvre le sud de la région, correspondant au territoire qui s'étend des contreforts sud du Moyen Atlas jusqu'à la limite sud de la région avec celle de l'Oriental. Il s'agit d'un territoire formé essentiellement par les plateaux et la vallée de la Moulouya, qui traverse la région du sud-ouest au nord-est.

Il occupe la majeure partie de la province de Boulemane et est constitué de 14 communes qui relèvent de cette province : Ait Bazza, Almis Marmoucha, El Orjane, Enjil, Ermila, Fritissa, Ksabi, Missouri, Ouizeght, Oulad Youssef, Outat El Haj, Serghina, Sidi Boutayeb et Tissaf.

On distingue deux sous-espaces distincts :

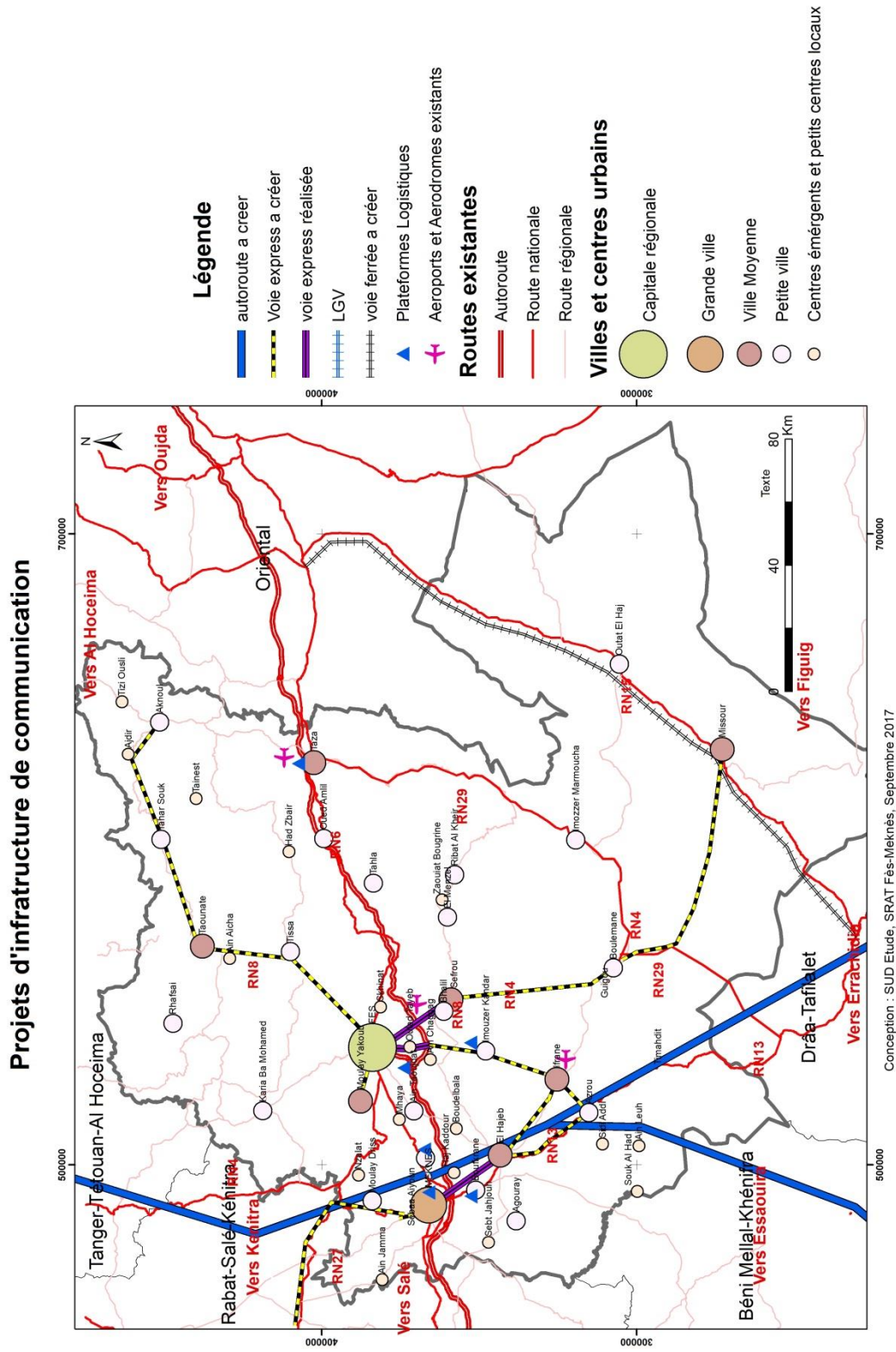
- La zone des hauts plateaux ;
- la vallée de la Moulouya.

Cet espace est marqué par de très grandes étendues où la population est exclusivement implantée le long de la Moulouya et de la RN15, autour des zones fertiles. Ce territoire est caractérisé par son enclavement puisqu'il reste déconnecté du reste de la région, ce qui entrave son développement malgré ses potentialités économiques.

Face à ce constat, le SRAT doit se concentrer sur :

- le désenclavement du milieu rural,
- l'intégration de la sous-région par l'amélioration du réseau structurant qui assure la connexion de cet espace au reste de la région et aux régions voisines.

Carte : Projets d'infrastructure de communication



5.10 Environnement

Présentation et analyse des indicateurs de l'environnement au niveau des espaces projets

La région de Fès-Meknès recèle des potentialités naturelles extrêmement riches qui s'articulent entre des parcs naturels et nationaux, des Sites d'intérêt biologique et écologiques, des réserves naturelles, des zones humides et des ressources hydriques superficielles et souterraines. La répartition de ladite région en quatre espaces projets à savoir : Prérif, Métropolitain : Saïss, ses bordures et les couloirs, Moyen Atlas et Moulouya facilitera l'analyse réelle des indicateurs environnementaux. En effet, L'espace Projet Pré-Rifain constitué d'un système de collines peu élevées et marneuses. Le relief bas et aéré s'explique par la prédominance du matériel tendre de la nappe pré rifaine quant aux sommets, ils correspondent à des affleurements de grès ou de calcaire tertiaire plus durs. Dans ce pays déboisé, où ne subsistent plus que de maigres tapis de palmiers nains couronnant les collines, la mise en valeur, basée sur la céréaliculture et l'élevage a pratiquement détruit toute la couverture forestière. Par ailleurs, L'espace projet Métropolitain : Saïss, ses bordures et les couloirs est située entre le début des collines du Prérif et les montagnes du Moyen Atlas, elle occupe la partie centrale et Est du bassin de Saïs. Elle contient des zones basses et mal drainées, à l'origine de marécages, comme c'est le cas de l'étang de Dwiya à l'Ouest de la ville de Fès. Cette plaine est formée en profondeur par le même calcaire d'origine marine que celui des Causses du Moyen Atlas sur lequel se sont déposées des marnes bleues datées du Miocène. Ces marnes sont surmontées d'une mince couche de calcaires d'origine lacustre (le lac du Saïs n'étant plus en communication avec la mer). Une fois le lac asséché, est apparu le plateau calcaire à l'extrémité duquel est construite la ville nouvelle de Fès. Cet espace projet est caractérisé par le meilleur cadre de vie et de bien-être par rapport aux autres espaces projets identifiés au niveau de la région Fès-Meknès. Le troisième espace projet est celui afférant au Moyen Atlas, il s'agit de la zone la plus riche en ressources forestières comme le cèdre de l'Atlas qualifié d'espèce noble sans oublier les différents lacs et étangs qui constituent de bons laboratoires pour la recherche et d'excellents sites favorables à l'organisation des activités éco-touristiques sans oublier que le dit espace projet est un château d'eau recelant de potentialités hydriques importantes qu'il faut raisonnablement exploiter.

Avec une vue sur la plaine du Saïs et les plateaux de la Moulouya, le Moyen Atlas présente un groupe de reliefs formé de deux grands sous-ensembles : le Moyen Atlas tabulaire (ou Causses Moyen Atlasiques) et le Moyen Atlas plissé, séparés l'un de l'autre par l'accident nord-moyen-atlasique, lui-même composé de failles, chevauchements ou flexures. Le Moyen Atlas est un territoire à faible potentiel de développement, marqué par une topographie difficile et souffrant de gros problèmes d'enclavement, notamment dans sa partie Est. A l'Est et au Sud-Est du Moyen Atlas se situent les plateaux de la Moulouya centrale. Ce sont de grandes cuvettes allongées du SW au NE et remplies de matériaux détritiques provenant de l'érosion des massifs montagneux qui les bordent. Elles s'échelonnent à différentes altitudes, depuis 1500 m dans la partie amont de la Moulouya, 900 m environ dans la partie moyenne entre Missouri et Outat-el- Haj, jusqu'à 400-500 m dans le bassin de Taourirt-Guercif. Le sol y est faible et, s'il existe, on le trouve enveloppé d'une couche dure, sauf au fond des vallées où il y a un sol alluvial et agricole. L'espace projet de la Moulouya Forme le territoire qui enregistre les plus bas scores en termes de conditions de vie de la population. Néanmoins, le



potentiel en bétail, alfa, parcours et énergies renouvelables est important.

Projections des besoins au plan environnemental au niveau des espaces projets à l'horizon de 2040

Etant donnée la démographie galopante que connaît la région de Fès Meknès, les pressions sur les ressources naturelles seront de plus en plus élevées. En effet, la satisfaction des besoins de la population en matière de logements nécessite le déblocage d'assiettes foncières au détriment des terrains agricoles au niveau du territoire régional notamment au niveau de l'espace projet Métropolitain : Saïss, ses bordures et les couloirs. Par ailleurs, une demande en eau sera accentuée d'ici 2040 notamment pour des fins de potabilisation et d'irrigation.

Les besoins en terrains pour la population additionnelle de la région ont été calculés à partir des ménages nouveaux créés à l'horizon 2040.

Les normes de densité brute adoptées varient selon le milieu. Ainsi, pour l'agglomération de Fès et pour les villes du couloir de métropolisation, la densité est de 50 logements à l'hectare compte tenu de la rareté des terres urbanisables et de la haute valeur agronomique des terres en zones périurbaines. Cette densité est brute au sens où elle englobe toutes les fonctions urbaines et toutes les infrastructures. Pour les autres espaces projets, cette densité est réduite à 30 logements à l'hectare alors que pour la population agglomérée du milieu rural, elle sera de 20 logements à l'hectare. Ces chiffres sont des moyennes pour la période considérée : ils sont plus faibles aujourd'hui et seront probablement plus forts en 2040. L'effort à fournir en matière de disponibilité des terrains est important et tout retard pris sera cumulé sur les années suivantes alourdissant encore plus les interventions de mobilisation foncière et de viabilisation.

**Tableau : Estimation des besoins additionnels en terrains*
de 2017 à 2040 selon le milieu**

Espace de projet	Milieu	Densité brute de logements/ha	Besoins 2040 (en ha)
Prérief	Urbain	30	500
	Rural	20	100
Métropolitain : Saïss, ses bordures et les couloirs	Urbain	50	8000
	Rural	20	1000
Moyen Atlas	Urbain	30	500
	Rural	20	0
Moulouya	Urbain	30	1000
	Rural	20	400

Source : BET

Pour garantir un meilleur potentiel naturel en faveur de générations futures (2040), il est nécessaire d'entreprendre des actions à vocation environnemental visant la protection et la

valorisation équilibrée des atouts environnementaux caractérisant les espaces projets. Dans cette optique, le tableau suivant montre les besoins à caractère environnemental (horizon 2040).

Besoins environnementaux à l'horizon de 2040			
L'espace projet du Préfif	L'espace projet : Métropolitain : Saïss, ses bordures et les couloirs	L'espace projet du Moyen Atlas	L'espace projet : de la Moulouya
<ul style="list-style-type: none"> - La protection de l'environnement concerne essentiellement la ressource en eau et les sols - La généralisation de l'assainissement liquide et solide - Lancement de programmes structurants afférents à la plantation d'oliviers - Mise en œuvre de programmes d'aménagement antiérosif de protection des périmètres irrigués 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration soutenue de la qualité de vie en milieu urbain - Recherche de la compacité des villes, une offre en services publics et création des espaces verts - La préservation de l'environnement comprenant la maîtrise de l'usage des sols et des ressources naturelles. - La protection des activités agricoles périurbaines : ces activités sont essentielles pour la métropole pour leurs productions et pour le paysage qu'elles procurent. - Réalisation d'une bonne cohabitation entre le développement urbain et les activités récréatives - Renforcement des attributs de la métropolisation (attractivité, paysages, équilibres des secteurs économiques...). - Promotion d'une agriculture de niches par une meilleure connaissance et exploitation des ressources en sols, eaux et micro climats. 	<ul style="list-style-type: none"> - La sauvegarde et la valorisation de l'environnement sont le gage d'un développement durable sur un territoire aussi sensible que le Moyen Atlas. - Renforcement des actions visant une meilleure répartition de la population sur le territoire, une promotion de nouvelles énergies et une réhabilitation des milieux dégradés. 	<ul style="list-style-type: none"> - la promotion de nouvelles énergies, la sauvegarde des ressources en eaux, forêts, sols et les nappes alfatières.

En ce qui concerne, les besoins en eau potable induits par l'accroissement de la population, ils ont été calculés sur la base de taux unitaires de consommation allant de 100 l/jour/habitant en milieu rural à 150 litres/jour/habitant pour l'agglomération de Fès. Un taux intermédiaire de 120 l/jour/habitant a été pris pour les villes moyennes et petites de la région. Sur ces bases, les besoins en eau potable pour l'année 2040 seront de 170 millions de m³. Le détail de ces besoins est récapitulé dans le tableau suivant :

Estimation des besoins en eau potable en 2040 selon le milieu dans la région de Fès-Meknès

Espace de projet	Milieu	Dotation en eau potable par habitant (litre/jour)	Besoins 2040 (millions de m3)
Prérif	Urbain	150	2,5
	Rural	100	2
Métropolitain : Saïss, ses bordures et les couloirs	Urbain	200	120
	Rural	-	-
Moyen Atlas	Urbain	150	2
	Rural	100	1,5
Moulouya	Urbain	150	4,5
	Rural	100	3,5

Source : BET

Options stratégiques selon les quatre espaces projets

La première phase de l'étude du Schéma régional d'aménagement du territoire (SRAT) de Fès-Meknès a donné lieu à l'établissement d'un diagnostic stratégique du territoire, mettant en exergue les principales problématiques et les grands déséquilibres du territoire de la région. Ces problématiques ont été déclinées aux trois échelles de lecture (nationale, régionale et locale), et ont mené à la formulation des véritables enjeux du SRAT de ladite région.

Sur cette base de l'analyse des fondements conceptuels de l'aménagement régional (la détermination des espaces de projet, les enjeux déclinés par espace de projet, les politiques sectorielles économiques à l'œuvre et leurs implications spatiales, ainsi que le cadrage démographique de la région), il est possible d'explicitier les options stratégiques d'aménagement du territoire de la région au niveau de quatre espaces projets :

- L'espace projet du Prérif
- L'espace projet Métropolitain : Saïss, ses bordures et les couloirs
- L'espace projet du Moyen Atlas
- L'espace projet de la Moulouya

La partie suivante relate en détail les principales options stratégiques à vocation environnementale par espace projet tout en prenant en considération leur faisabilité et leur concrétisation sur le territoire de la région de Fès-Meknès.

i. L'espace projet du Prérif

- Equiper le milieu rural appelé à se densifier et à s'organiser autour d'activités diversifiées, modernisées et s'étendant sur toute l'année, induites en amont et en aval par le développement de l'agriculture et le souci de préserver les ressources forestières
 - Protéger le potentiel en terre intensifiable et la ressource en eau des oueds
- Lutter contre les différentes formes de pollution
- Renforcer le rôle de la plaine du Sais en tant que pôle d'excellence agricole (positionnement fort)

ii. L'espace projet Métropolitain : Saïss, ses bordures et les couloirs

- Elaborer une politique énergétique volontaire (véhicules électriques ou fonctionnant au GPL) pour inciter les acteurs des activités polluantes à baisser leurs émissions en Gaza à Effet de Serre
- Faire développer l'agriculture en tant qu'outil de la qualité paysagère (développement de fermes pédagogiques développement de l'arboriculture, de l'olivier, intensification des céréales et de l'élevage, , etc.)
- Protéger les espaces périurbains à fort potentiel agricole de la montée de la pression foncière
- Structurer et valoriser un réseau naturel, écologique et fonctionnel en s'appuyant sur les grands sites protégés (Jbel Zallagh, forêt d'Ain Chkef, lac Douyet, Sidi Harazem, Sefrou, forêts et oueds) et les espaces plus modestes y compris urbains
- Surveiller régulièrement l'utilisation des intrants dans les terres agricoles et envisager des
 - restrictions pour leur utilisation sur des pentes supérieures à un seuil fixé préalablement
- Réduire au maximum les rejets dans les oueds en adoptant des nouvelles technologies d'épuration des eaux et notamment pour atteindre les futurs objectifs de qualité des eaux des barrages et des nappes
- Régler les conflits d'usage, temporel et en volume, entre agriculture et urbanisation,
- Développer un réseau de transports public attractif et peu polluant entre les différents pôles de la métropole vu l'enjeu en termes de santé publique lié à la pollution atmosphérique
- Encourager les déplacements via les moyens de transport collectifs et faire diminuer la part des déplacements individuels motorisés de proximité (voitures et deux roues motorisés)
- Conforter la fonction agricole de la plaine du Sais
- Eviter la fragilisation de l'espace agricole dans le cadre d'une vision intégrée de la métropolisation.

iii. L'espace projet du Moyen Atlas

- Structurer et limiter la croissance des villages en zone forestière et promouvoir les constructions en zone de plaine (diversification des activités, équipements, etc.)

- Réhabiliter les milieux naturels dégradés et valoriser les carrières abandonnées par des projets touristiques et/ou espaces de loisirs.

iv. L'espace projet de la Moulouya

- Protection de la ressource hydrique déjà fragilisée contre le surpompage des nappes et la pollution des eaux de surface
- Généralisation des techniques d'irrigation économes et équipement des milieux urbains ainsi que les nouveaux villages intégrés de stations d'épuration et de décharges contrôlées
- Maitriser l'activité d'élevage (augmentation des rendements et non des effectifs) dans le cadre d'une gestion durable du potentiel naturel (parcours à mettre en défens, nappe alfatière à régénérer).

Axe stratégique	L'espace projet du Prérif	L'espace projet Métropolitain	L'espace projet du Moyen Atlas	L'espace projet de la Moulouya
1. Préserver les ressources stratégiques (eau, forêt, biodiversité, paysages ...) en palliant la marginalisation économique et sociale des populations	Protéger le potentiel en terre intensifiable et la ressource en eau des oueds	Eviter la fragilisation de l'espace agricole dans le cadre d'une vision intégrée de la métropolisation	Structurer et limiter la croissance des villages en zone forestière et promouvoir les constructions en zone de plaine (diversification des activités, équipements, etc.) Plantation d'arbres forestiers (pin d'Alep, caroubier, acacia cyanophylla, cyprès Arizona et eucalyptus) au niveau de l'espace Projet (Prerif) sur une superficie de 100.000 ha d'ici 2035 : Réduction de la perte en terre de 30 % et fixation du sol	Maitriser l'activité d'élevage (augmentation des rendements et non des effectifs) dans le cadre d'une gestion durable du potentiel naturel (parcours à mettre en défens, nappe alfatière à régénérer)
2. Mettre en place des mécanismes pour mieux bénéficier des potentialités naturelles de la région	Promouvoir le tourisme rural	Faire développer l'agriculture en tant qu'outil de la qualité paysagère (développement de fermes pédagogiques développement de l'arboriculture, de l'olivier, intensification des céréales et de l'élevage, , etc.) - Organiser et valoriser un réseau écologique et fonctionnel en s'appuyant sur les grands espaces naturels protégés (jbel zellagh, forêt d'ain chkef, lac	Réhabiliter les milieux naturels dégradés et valoriser les carrières abandonnées par des projets touristiques et/ou espaces de loisirs - préserver et/ou restaurer les grands espaces écologiques (jbel, forêts, nappes, oueds, sols fertiles)	- Protéger les nappes alfatières et les parcours contre la surexploitation et rechercher de nouveaux débouchés et/ou de nouvelles pratiques respectueuses de l'environnement : recherche, aménagement, encadrement

Axe stratégique	L'espace projet du Prérif	L'espace projet Métropolitain	L'espace projet du Moyen Atlas	L'espace projet de la Moulouya
		douyet, sidi harazem, forêts et oueds) et les espaces plus modestes y compris urbains		
3. Accélérer le programme de généralisation des décharges publiques organisées et les stations de traitements des rejets liquides	- Protéger le potentiel en terre intensifiable, la ressource en eau des oueds et lutter contre les différentes formes de pollution	Réduire au maximum les rejets dans les oueds en adoptant des nouvelles technologies d'épuration des eaux et notamment pour atteindre les futurs objectifs de qualité des eaux des barrages et des nappes	Equiper les espaces ruraux de montagne de systèmes intelligents d'épuration des eaux	- Equipement des milieux urbains ainsi que les nouveaux villages intégrés de stations d'épuration et de décharges contrôlées - Protection de la ressource hydrique déjà fragilisée contre le surpompage des nappes et la pollution des eaux de surface
4. Exploitation et valorisation du potentiel important que recèle la région de Fès-Meknès en matière des énergies solaire, éolienne, hydro-électrique et géothermique lié à la biomasse	Accélérer l'implantation de projets de production d'énergie éolienne à Taza et à Taounate Implantation de projets d'énergies propres : solaire (Taza), éolien (Taza), et Biomasse (Ifrane, Boulemane)	- Elaborer une politique énergétique volontaire (véhicules électriques ou fonctionnant au gpl) pour inciter les acteurs des activités polluantes à baisser leurs émissions - Réalisation de projets d'énergies propres Hydroélectrique (Fès et Meknès) permettra de réduire la facture énergétique de 40 % d'ici 2024 et de créer plus de 100.000 emplois	Encourager la transformation de la biomasse forestière chaleur et électricité	Mettre en place de plateformes énergétiques capables d'exploiter le potentiel solaire existant

		<p>directs et indirects</p> <p>- Mise en place projets pour la valorisation énergétique des déchets agricoles et ménagers pour la production de vapeur et d'électricité permettront de limiter les émissions des gaz à effet de serre à 42 pc à l'horizon 2030</p>	
<p>5. Renforcer les programmes en cours contre les inondations, la croissance des risques et sur les territoires auprès des acteurs locaux et de la population</p>	<p>veiller à la mise en œuvre de programmes et de plans d'action de lutte contre les risques naturels (inondations, sécheresse, ...etc) en collaboration avec le secteur public et le secteur privé</p>	<p>Développer des unités et des laboratoires de recherche en collaboration avec les universités de la région pour une meilleure connaissance et maîtrise des cycles climatiques</p> <p>Mise en place d'un barrage au niveau du territoire de Fès facilitera l'alimentation en eau potable de la population de la province (plus de 1,5 millions de m³ d'ici 2040), l'irrigation des périmètres agricoles et la protection contre les inondations des zones situées à l'aval</p>	<p>- Participer au financement de programmes de lutte contre les différentes formes d'érosion en collaboration avec les départements ministériels concernés et organiser des campagnes de sensibilisation au profit de la population locale sur les menaces des risques naturels et les précautions à prendre pour faire face à ce fléau</p> <p>- Planter des ouvrages appropriés pour lutter contre les risques naturels (grands barrages, barrages collinaires, banquettes agricoles...etc) - création d'un nouveau barrage qui facilitera le stockage d'environ 2 millions de m³ d'eau issues des crues et permettra d'irriguer plus de 200.000 ha de terres et réduira les pertes en vie humaine et matérielles de plus de 70 % d'ici 2030</p>

6. Intégrer la plupart des risques dans les documents d'urbanisme et la réalisation des études intégrées du risque au niveau de la Région de Fès-Meknès	Prendre en considération la gestion des risques lors de l'élaboration des plans d'aménagement au niveau régional, provincial (notamment à taza et à taounate) et communal	Améliorer la mobilité au sein de la métropole Protéger les activités agricoles périurbaines	- Mener des études et des travaux de recherche sur les risques naturels menaçant ce territoire et les mesures anticipatives à envisager à court, moyen et à long terme	Tisser des partenariats et des conventions avec le tissu associatif pour faciliter la communication avec la population et déterminer leur besoins pour faire face aux risques naturels
---	---	--	--	--

Conclusion :

L'aménagement de la région de Fès-Meknès d'ici 2040 ferait émerger un ensemble territorial intégré et dynamique. Les ressources et les potentialités naturelles de la région seraient ainsi préservées et valorisées et les territoires tireraient profit de leurs richesses, sans mettre en danger la pérennité de ces opportunités.

Dans l'espace Métropolitain (Saïss, ses bordures et les couloirs), les villes fonctionnant en réseau au sein de cette aire préserveraient/ devront préserver leur environnement (eau, sols) et des infrastructures appropriées contribueraient à réduire les risques de pollution, permettant ainsi à l'agriculture et l'urbain de cohabiter dans l'harmonie.

Au niveau du Prérif, les zones montagneuses, avec leurs superbes paysages et une biodiversité extraordinaire, notamment au sein du parc national de Tazzeka, constituent un biotope favorable à la promotion des activités éco touristiques tout en veillant au respect des intérêts et traditions de la population locale.

Sur le plan mobilisation des ressources en eau, le Prérif fait partie des espaces projets de la région de Fès-Meknès qui ne sont dotés d'aucune infrastructure de stockage pour le moment, ce qui laisse en état de risque et de dépendance des ressources locales diverses face à des opérateurs issus d'autres territoires.

L'érosion très active et dévastatrice, en raison de la nature des sols (marnes prédominants), de la faiblesse du couvert végétal et de la brutalité des abats d'eau, fait de cet espace un pays de badlands. Une stratégie prioritaire pour le Prérif est la lutte contre la dégradation sols et la mise en œuvre de mesures urgentes et soutenues pour briser les méfaits d'écoulement et de ruissellement des eaux afin de réduire le transport des sédiments. Le reboisement et l'ensemencement de certaines zones doivent être également prévus et intensifiés pour mettre en valeur les terrains en pente.

La richesse forestière de l'espace projet du Moyen Atlas telle que renferme le Parc National d'Ifrane doit être maintenue car elle joue un rôle essentiel dans la protection des sols, la régulation des eaux ainsi que dans la protection de la biodiversité et de l'environnement. De plus, la forêt représente également un atout pour le développement socio-économique des populations rurales. Son exploitation raisonnée peut permettre le développement de l'industrie du bois, de l'artisanat et offrir des espaces dédiés aux loisirs et au tourisme vert.

L'espace projet de Moulouya abrite des sites naturels caractérisés par une richesse biodiversitaire inestimable comme les 3 sites d'intérêts biologiques (SIBE) à savoir Bouyblane, Bou Naceur et Guelta Tamda.

Cette zone de la Moulouya est en voie de désertification à cause d'une topographie favorisant l'érosion éolienne, d'un climat aride et d'une emprise agricole et pastorale de plus en plus contraignante. Des mesures de lutte contre la désertification doivent être prises telles que l'ensemencement et reboisement des zones exposées afin de briser l'écoulement éolien, la mise en place de systèmes de collecte d'eau pluviale, la limitation de l'utilisation d'engins agricoles puissants qui dégradent trop les sols, ou encore le contrôle des terrains de parcours pour l'élevage.

Enfin, il faut noter que le développement et le rayonnement de la région de Fès Meknès ne peut se faire sans une fédération des efforts des acteurs environnementaux au niveau des quatre espaces projets précités. Une collaboration et une solidarité environnementale doit être insaturée afin de durabilité la protection des ressources n naturelles existantes, épargner et optimiser l'utilisation des ressources énergétiques et autres (eau, etc.), le recyclage, l'entretien et la réduction des émissions et des déchets dans un but d'adaptation aux changements climatiques e plus en plus importants sans oublier de réfléchir à l'exploitation des atouts énergiques de la région en matière de l'éolien , du solaire et de la biomasse.

5.11 Patrimoine et Culture

Un riche potentiel qui offre d'excellentes perspectives de développement.

La section «culture et patrimoine » a permis de dégager, lors du diagnostic territorial du SRAT, toute l'étendue, l'importance et la diversité des types de patrimoines dans la région. L'analyse de certaines stratégies et visions nationales a mis l'accent sur l'importance du secteur dans le développement territorial durable, soit en tant que levier principal, ou bien de rayonnement intégré à d'autres activités : tourisme, agriculture, loisirs, industrie, services etc. ...



Il est donc question dans ce chapitre de mettre en lumière les principales facettes de ce potentiel territorial, et sa contribution à la construction et à la mise en œuvre d'une stratégie de développement régional.

Aussi, est-il opportun de souligner que les orientations et actions qui se dégagent de cette analyse sont de nature à induire un développement basé sur une économie de patrimoine, comme elles peuvent en faire un support d'appoint à d'autres secteurs dans une démarche de développement intégré. Cette deuxième approche est du reste conforme à la démarche territoriale d'une part, et aux orientations de plusieurs visions stratégiques nationales, d'autre part (tourisme, Agriculture, PMV, économie sociale et solidaire, culture etc. ...)

La reconnaissance par les instances internationales du capital humain comme richesse nationale fondamentale et le développement humain comme principal critère d'évaluation économique nationale, conforte la place que « le patrimoine » peut et devrait occuper dans toute politique de développement territorial.

Partant de ces préalables d'une part, et du diagnostic territorial d'autre part, le présent paragraphe vise la formation d'une vision stratégique claire et aussi complète que possible.

A cet effet, ce chapitre est structuré autour des trois paragraphes ci-après :

- 1/ enjeux stratégiques du patrimoine de développement territorial
- 2/ vision stratégique au niveau de la région Fès Meknès
- 3/ Vision et actions stratégiques par espaces de projets

1 Enjeux et dimensions stratégiques du patrimoine dans le développement territorial :

Il est incontestablement confirmé de nos jours, que le patrimoine est reconnu comme enjeu et source de développement économique et social, dans tous les pays.

En effet, un seul monument peut drainer des millions de visiteurs. C'est le cas à titre d'exemple de la "Tour Eiffel" à Paris qui attire en moyenne neuf millions de visiteurs par an, presque autant que le chiffre escompté pour le Maroc entier à terme. Les retombées en recettes se chiffrent également en millions d'euros en fonction du mode de valorisation, de gestion et de promotion.



Au niveau national, depuis l'élaboration du Schéma National d'Aménagement du

Territoire au début de la décennie 2000, le patrimoine compris dans sa définition la plus large et complète, est considéré comme un thème majeur du développement territorial.

En effet, « Il est admis aujourd'hui que le patrimoine, dans toutes ses composantes, constitue un élément majeur de l'aménagement du territoire. Il ne s'agit pas seulement des « souvenirs » que les époques précédentes nous ont légués ou des sites remarquables offerts par la nature ; il s'agit plus fondamentalement de l'ensemble de l'héritage civilisationnel que l'histoire nous a confié quelle qu'en soit la forme. On sait par exemple que les patrimoines les plus importants sont probablement les patrimoines invisibles, ceux de la culture, des savoir-faire, des savoir-vivre ». (SNAT, synthèse) p76

Le rapport de diagnostic territorial élaboré pour le SRAT de la région Fes-Meknes a confirmé la pertinence de cette définition adoptée par le SNAT.

L'approche territoriale met l'accent concernant le patrimoine, sur l'ensemble des dimensions de ce potentiel pour le développement d'un territoire, quelle que soit l'échelle d'approche (nationale, régionale, locale...)

a/ Les principaux enjeux de la valorisation et mobilisation, patrimoine et de la culture dans la dynamique et développement, des territoires peuvent être résumés comme suit :

- Un facteur d'ancrage historique et territorial et du renforcement identitaire. Il donne du sens au territoire, pour sa renommée et sa symbolique d'attractivité ;

- Un important levier de développement social par la transmission des savoir-faire et la création d'emplois.
- Un moyen d'adaptation à la mondialisation, par le biais de la fructification des valeurs de la culture et patrimoine. En effet, face aux défis de la mondialisation, on assiste de par le monde, à un mouvement de retour au local, c'est-à-dire d'un renforcement du caractère identitaire comme base de ressourcement ;
- L'intérêt grandissant porté au patrimoine est ainsi perçu par les sociétés comme un essai de puiser dans les racines (histoire, culture, identité) les éléments de force pour s'adapter à la mondialisation ;
- « L'ouverture à la mondialisation se fait d'autant mieux qu'elle prend appui sur de profondes racines et sur une force identité. S'insérer dans la mondialisation ce n'est donc pas perdre sa différence, mais la cultiver » (Michel Godet)
- Le retour au local est aussi l'expression d'une volonté d'utilisation accrue des potentialités endogènes.

Il s'agit en somme d'un mouvement d'insertion dans une dialectique marchandisation/territorialisation que sous-tendent les mécanismes d'articulation entre mondialisation et développement local. Et c'est dans ce sens que L'économie des patrimoines et de la culture devient facteur de renforcement de l'attractivité de la région. Le label patrimonial peut être utile, voire décisif dans la promotion de l'image de marque de la région au niveau national et même international.

Le patrimoine peut également intervenir pour renforcer les capacités de compétitivité de la région et par rapport à l'international. La valorisation des ressources et potentialités spécifiques sont susceptibles de renforcer la position du territoire régional en apportant une plus-value décisive vis-à-vis des marchés et des investisseurs. En définitive les perspectives et les promesses de la valorisation du patrimoine et la promotion de la culture, en fait un levier indéniable du développement économique et social durable.

b/ Le processus de patrimonialisation comme moyen de mobilisation des ressources territoriales

La valeur patrimoniale n'est jamais acquise d'emblée, que ce soit pour un site, un objet, une culture, ou un savoir-faire. Parfois même il peut subir un rejet ou faire l'objet de dénigrement. Le cas de la « Tour Eiffel » précédemment citée est très révélateur à ce sujet, car son implantation a soulevé un tollé politique et intellectuel pour son démantèlement après l'exposition universelle. Considérée comme une horreur urbaine, au début, elle a été par la suite consacrée symbole durable de Paris et de toute la France.

Il en est de même pour rester en France du centre « POMPIDOU » également objet de rejet quasi unanime lors de sa construction. Placé, en plein cœur de Paris historique, son architecture futuriste, lui a valu d'être taxé d'agression urbaine et d'anomalie d'implantation d'une sorte de « raffinerie de pétrole » ou « usine d'industrie chimique » à cause de sa conception en forme d'un enchevêtrement de grosses tuyauteries. Cet édifice est devenu depuis, un haut lieu de culture national et international, aimé et vénéré même des riverains.

Par ailleurs, il y a lieu de souligner que la patrimonialisation d'un élément ressource territorial passe nécessairement par un processus à plusieurs étapes, dont nous rappellerons les trois principales :

- Au préalable, il est un élément hérité (historique, culturel, savoir-faire, naturel ...) ; C'est donc un objet transmis et donné par héritage ;
- Ensuite il est reconnu « bien commun », donc ressource patrimoniale ;
- Puis : défini comme « bien actif » susceptible d'être modélisé comme ressource de développement.

La démarche territoriale a l'avantage de combiner ces trois étapes pour permettre une mobilisation plus aisée de toutes les ressources.

Principales orientations stratégiques de valorisation du patrimoine dans la RFM

Il est incontestable que les ressources patrimoniales de la région constituent un levier majeur pour le développement de la région. Mais le patrimoine en tant qu'atout comporte des contraintes et des points de faiblesse, qu'il importe de prendre en compte dans toute stratégie de développement basée sur ce secteur :

- Secteur fragile qui fait face à divers risques et menaces en fonction du milieu et du type,
- Les tissus historiques subissant diverses contraintes (pression démographique, précarité du bâti avec menace de ruines, pression des activités polluantes, précarité sociale...), qui menacent leur intégrité physique, économique et sociale.
- Les ressources naturelles font face également à des menaces de pollution, surexploitation et diverses sources de dégradation (sécheresse, surpâturage...) en plus de l'enclavement des territoires ;
- Les savoirs faire et traditions culturelles subissent les effets de la marginalisation et la tendance à la perte de l'authenticité.

Autant d'aspects contraignants qu'il importe de prendre en compte dans la stratégie de valorisation, qui peut être synthétisée en trois actions majeures : mobilisations, valorisation, gestion et promotion.

- La mobilisation du patrimoine au service du développement :

Cette action est primordiale dans le processus de développement. Elle se fait en premier lieu par l'identification des secteurs concernés. Ensuite par une action de sensibilisation à la valeur des ressources dont ils disposent, ou dont ils ont la charge ; ainsi qu'aux dangers et limites qui imposent une gestion et exploitation durables et rationnelles. Ce qui implique plusieurs actions :

- Une vision claire et partagée sur l'ensemble des composantes patrimoniales, mettant en valeur leur interdépendance dans leur diversité ;
- Une action de protection et d'entretien permanents (restauration, réhabilitation).

- La sauvegarde de l'authenticité avec l'ouverture sur les innovations positives et valorisantes.
- Une recherche de synergie et complémentarité avec des partenaires prêts à valoriser les ressources patrimoniales.
- Une régénération de l'objet patrimonial ;

➤ La valorisation du patrimoine :

Elle constitue le stade ultime du processus de la patrimonialisation. Cette orientation induit plusieurs actions, dont notamment :

- Une action de réhabilitation qui permet de donner de la valeur à la ressource patrimoniale. Il s'agit du passage à l'état d'objet public et bien commun, donc une valeur économique.
- Attribuer au bien patrimonial une valeur d'usage, une affectation, une fonction, ou une nouvelle destination, une place dans un stade de production, d'échange ou de services (une maison de médina en restaurant, ou Riad, une habitation rurale en Auberge ou gîte, une place ancienne en scène de spectacle..., et également des produits pour le marché, des plantes fourragères et aromatiques en produits destinés à l'industrie pharmaceutique ou parfum etc...)
- Mobilisation par la création d'activités génératrices de revenus. C'est une action qui concerne l'économie sociale et solidaire essentiellement organisée dans des coopérations. Ici le rôle des institutions de l'Etat et des collectivités territoriales et déterminant, pour l'encadrement, l'accompagnement et la formation.
- La gouvernance et la gestion du patrimoine.
- Les pouvoirs publics ont un grand rôle à jouer pour mieux coordonner les initiatives, tracer les visions stratégiques, créer les synergies et veiller à la convergence des actions et des programmes.
- La promotion du patrimoine de la région devrait constituer le stade ultime de la stratégie de développement territorial.
- C'est essentiellement le rôle de l'Etat, de la région et des chambres professionnelles.
- La réussite de cette action stratégique devrait contribuer à l'attractivité du territoire régional.
- Le conseil de la région doit jouer un rôle central dans cette stratégie à travers divers moyens permis par les moyens modernes : médias audio-visuelles, dépliants, foires thématiques, musées (y compris dans les petits centres) festivals etc...

En définitive, il s'agit d'adopter une vision intégrée de l'économie de patrimoine ou le SNAT constituerait le cadre de référence et la région l'acteur de mise en cohérence.

Aussi, et afin de mieux formuler la vision stratégique de la région, par rapport au volet culture et patrimoine, il a été jugé utile de mener l'analyse à deux niveaux :

- Niveau du territoire de la région.
- Niveau des espaces de projet identifiés

2 Vision stratégique « patrimoniale » au niveau de la région : le plus grand pôle de patrimoine du Maroc.

Un haut lieu de patrimoine et de la culture :

En effet les ressources patrimoniales de la région peuvent être résumées par : l'envergure, la richesse et la diversité. Peu de région du pays sont en mesure d'étaler autant de richesses.

La nouvelle région Fès-Meknès constitue un haut lieu d'envergure national voire international, de patrimoine historique, culturel et spirituel et de bien-être. Elle regorge de tissus historiques et merveilles de la nature.

- En matière de tissus et sites historiques : La région dispose d'un patrimoine de grande envergure. Sept villes disposent de tissus anciens qui renferment des trésors d'architecture, dont, des édifices à usages variés : culturel, habilitation, services... . Il s'agit en plus du site antique et archéologique de Volubilis, de Fès, Meknès, Moulay Driss Zerhoun, Taza, Séfrou, Bhalil et El Menzel. Sans compter divers sites à dimension historique (Kasbahs, Ksour ...)

En matière de tissus historiques la région dispose d'un patrimoine à valeur universelle, avec trois sites classés patrimoine mondial : Fès (1981), Meknès (1996), et Volubilis (1997).

Les médinas constituent en elles-mêmes des espaces à valeur symbolique et patrimoniale. Les bâtiments de divers usages et époques qu'elles renferment sont d'une dimension impressionnante. Même les espaces à faible urbanisation disposent de monuments et bâtis d'une grande valeur historique (à titre d'exemple non exhaustif ; la mosquée Moulay Hachem (17 siècle) au centre de Ksabi et la mosquée Al moranide (11ème siècle) dans la commune Ermila, dont le minaret est construit en agglos de terre, toutes deux dans la province de Boulemane).

En plus de villages et douars de montagnes et de la Moulouya construits dans des matériaux locaux et pierres qui présentent un patrimoine vernaculaire d'une grande valeur.

Il serait hors de propos de passer en revue chaque médina et ses trésors, tant la quantité des constructions de valeurs et usages divers est impressionnante.

D'ailleurs, la médina de Fès, bâtie sur plus de 300 ha (y compris Fès-Jdid), donc la plus importante du monde, constitue dans sa globalité, une parfaite illustration de l'importance de la question du patrimoine, en liaison étroite avec le développement économique, l'industrie, l'artisanat, et la création d'emplois. Elle constitue à elle seule un potentiel remarquable de développement et bien plus qu'un lieu de visites pour les touristes.

Dans les médinas de la région (grandes et petites, les siècles d'histoire ont sédimenté une culture, des savoir-faire, et un rayonnement culturel grâce à leurs mausolées et mosquées et des lieux publics hautement symboliques qui demandent à être réhabilités.

- En matière de patrimoine naturel : le potentiel est également aussi diversifié qu'impressionnant : sources thermales, forêts, paysages, le château d'eau, lacs (barrages et dayas), grottes, cascades etc...
- Les thermes de Moulay Yacoub et Sidi Hrazem sont les plus importantes au niveau national. En plus d'Ain Allah et Moulay Yacoub Ben Sehil (près de Missouri). Une fois dotées d'équipements appropriés ils sont susceptibles de drainer une clientèle nationale et internationale et accroître l'attractivité.
- Le courant forestier : un grand potentiel.
- La région dispose d'une richesse forestière d'importance, nationale (cédraie du Moyen Atlas, chênes vert du Moyen Atlas et partie nord de la province de Taounate), en plus des nappes alfatières des zones steppiques du domaine de la Moulouya et hauts plateaux.
- La forêt est protégée par deux parcs nationaux : le parc de Tazekkal (province de Taza) et le parc d'Ifrane
- Ressources aquatiques paysages naturels : une extrême diversité dans tous les territoires. Les zones de montagnes en particulier regorgent de sites naturels d'une grande attractivité. Les cascades (dont les principales sont à Sefrou-ville, cascade Tadoute près de Skoura, cascade Imouzzer Marmoucha...)
- Les lacs de retenue de barrages, dont les principaux sont situés dans la province de Taounate (Idriss 1er, Asfalou, Tahla , Bouhouda, AlWahda, Allal Al Fassi, Sidi Chahed...)
- De nombreux lacs ponctuent l'espace montagnard (tels que Dayet Aoua, Dayat ifrah, Essaf, Jorf El Gharb...)
- Une quantité innombrable de sources dont les plus réputés (Source du Sebou, Vittel, Ras El Ma à Ifrane et Taza, Ain Assoltane à Imouzzer Kandar, Ain Bouadel à Taounate...)
- En matière d'hydraulique la zone renferme la plus grande partie du château d'eau du Maroc (le château central).
- C'est le véritable trésor du Maroc qu'il importe de gérer avec le maximum de rationalité pour les générations futures, d'autant plus qu'il alimente la nappe de l'espace métropolitain (Sais).
- Le tourisme de montagne culture et écologique peut s'appuyer en plus sur une infinité de grottes et cavernes présentes particulièrement dans le Moyen Atlas oriental (province de Taza) , ou près de 360 grottes ont été repérer , mais aussi aussi dans les provinces de Taounate et Boulemane.
- Bien plus la générosité de la nature permet à la région d'étaler d'autres opportunités telles que : zones de la neige (stations de Michlifen et Habri, à Ifrane à attraction nationale) et aussi Bouyeblane à grande potentialités non encore mises en valeur.
- Une infinité de paysages d'une rare beauté jalonnent les territoires de la région : paysage d'«ITTO» entre Azrou et El Hajeb, les gorges de TISIWANT au MoyenAtlas oriental (commune de O Ali ou Youssef), vallée et douar Taferdoust (Skoura M'doz), les

oasis de Missouri, ou encore la zone d'oudka à Ghafsai ; vallée d'Ait Bazza, les paysages du Zerhoun ; et la liste est infinie.

- Les savoir-faire ancestraux arts et métiers :

Dans ce domaine également la région figure parmi les plus riches en expertise héritées du passé, qu'il importe de préserver et développer.

Aussi bien en milieu urbain que rural de nombreux métiers ont su traversé les époques et braver les conjonctures difficiles. Certaines ont pu même évoluer et se développer, mais d'autres ont disparu à cause de la concurrence rude des produits manufacturés écoulés à grande échelle.

Pourtant de nombreuses activités et métiers continuent à dynamiser la vie économique et sociale des territoires. Ils relèvent en général de l'économie sociale et solidaire et constituent un grand potentiel, pour le développement.

Ils animent toutes les étapes du processus de valorisation de la préparation de la matière première à la production et au produit fini, avec des inters connections à d'autres secteurs (systèmes et filières).

Ces métiers concernent le textile, étoffes, tapis, le cuir, les métaux, le bois et la vannerie etc.

Ces divers métiers permettent d'alimenter et animer un commerce urbain et rural qui cible divers couches de clients nationaux et étrangers. Ils permettent également la dynamisation du secteur de l'économie le sociale et le solidaire, soit en coopératives ou en TPE et l'auto-emploi.

Certains parmi ces attractivités sont également étroitement liés à des patrimoines culturels immatériels.

- Patrimoine immatériels : une richesse culturelle et une charge spirituelle.

Témoins des traditions culturelles et cultuelles de la société marocaine, y compris de nos jours dans divers territoires, ces patrimoines immatériels contribuent au renforcement de l'authenticité et à l'identité territoriale.

Même s'ils se prêtent peu à l'évaluation statistique et chiffrée, leur empreinte sur la vie sociale et culturelle est incontestable

Ici, l'éventail des types de patrimoine est large : des musiques andalouses au Malhoun, aux musiques sacrées, jusqu'aux chants et danses ruraux et urbains la charge culturelle et artistique est indéniable et contribue à renforcer certains savoir-faire et animer des activités régénératrices de revenus : moussems annuels, cérémonies, festivals, foire etc...

Les éléments patrimoniaux relatifs au sacré et culte portent une charge symbolique forte et constituent des hauts lieux culturels à grand rayonnement.

C'est le cas à titre d'exemple des tombeaux et mausolées d'Idriss (Zerhoun) et Idriss 2 à Fès. La Zaouïa Tijania draine des adeptes jusqu'aux pays de l'Afrique sub-Saharienne (particulièrement du Sénégal) et d'Afrique du nord.

Les divers formes de chants et de danses représentatifs de tous les territoires (ruraux et urbains), une fois libérés du stade de « folklores » constituent des leviers d'animation touristique, des pourvoyeurs d'emplois et renforcent l'ouvrage des territoires.

Ce rappel synthétique de patrimoines de la région montre l'importance du potentiel de ce secteur, les perspectives qu'il permet et prélude aux actions stratégiques à entreprendre pour en faire un véritable pilier de développement territorial.

2 Vision stratégique pour le développement intégré et durable du secteur de patrimoine dans la région

Après une brève analyse des potentialités, contraintes et perspectives du développement du secteur de la culture et patrimoine, il est possible de proposer une vision stratégique construite autour des principaux enjeux, objectifs et axes présentés ci-après.

➤ Enjeux de l'économie de patrimoine et culture :

Compte tenu des grandes potentialités culturelles, culturelles et patrimoniales dont dispose la région, il est légitime et même dans le domaine du possible de relever les principaux enjeux ci-après :

- Consacrer et positionner la RFM, comme le plus grand pôle de patrimoine et culture du Maroc, à moyen terme. Le SNAT en analysant les régions de patrimoine lui a déjà reconnu cette position. (SNAT, rapport de synthèse-2003) ;
- Renforcer le patrimoine et culture, comme l'un des piliers majeurs du développement économique et social de la région. Pour y parvenir il est impératif d'élaborer un programme d'action intégré spécifique en convergence avec diverses stratégies et actions sectorielles engagées ;
- Faire des patrimoines le principal atout de la région pour faire face à la mondialisation, grâce à sa capacité à renforcer l'ancrage territorial et l'identité nationale. Cette force éminemment culturelle et civilisationnelle émane de la profondeur de l'héritage historique qui a permis d'en faire une zone de patrimoine de l'humanité.
- Promouvoir la culture et patrimoine en tant que principal moyen de rayonnement de la région, au niveau national et international, ce qui est de nature à renforcer son attractivité et sa compétitivité.

Il s'agit de capitaliser sur les actions en cours, pour les intégrer dans une vision cohérente pour des programmes convergents à impact important et certain.

➤ Principaux objectifs de la vision stratégique :

Les principaux objectifs escomptés pour le développement d'une économie de patrimoine peuvent être résumés comme suit :

- Développer une meilleure connaissance et visibilité sur le secteur de l'économie de culture et patrimoine, susceptible d'améliorer sa mobilisation et valorisation,
- Réhabiliter et consolider le patrimoine comme source et ressource de développement territorial durable, au niveau régional et local,
- Promouvoir le patrimoine comme secteur productif, pourvoyeur de savoir-faire et générateur d'emplois et de revenus
- Favoriser l'émergence d'une économie de patrimoine susceptible de contribuer à réduire la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale,
- Consolider le patrimoine comme le facteur de préservation de l'authenticité et l'identité à l'échelon régional et local.

➤ Principales actions :

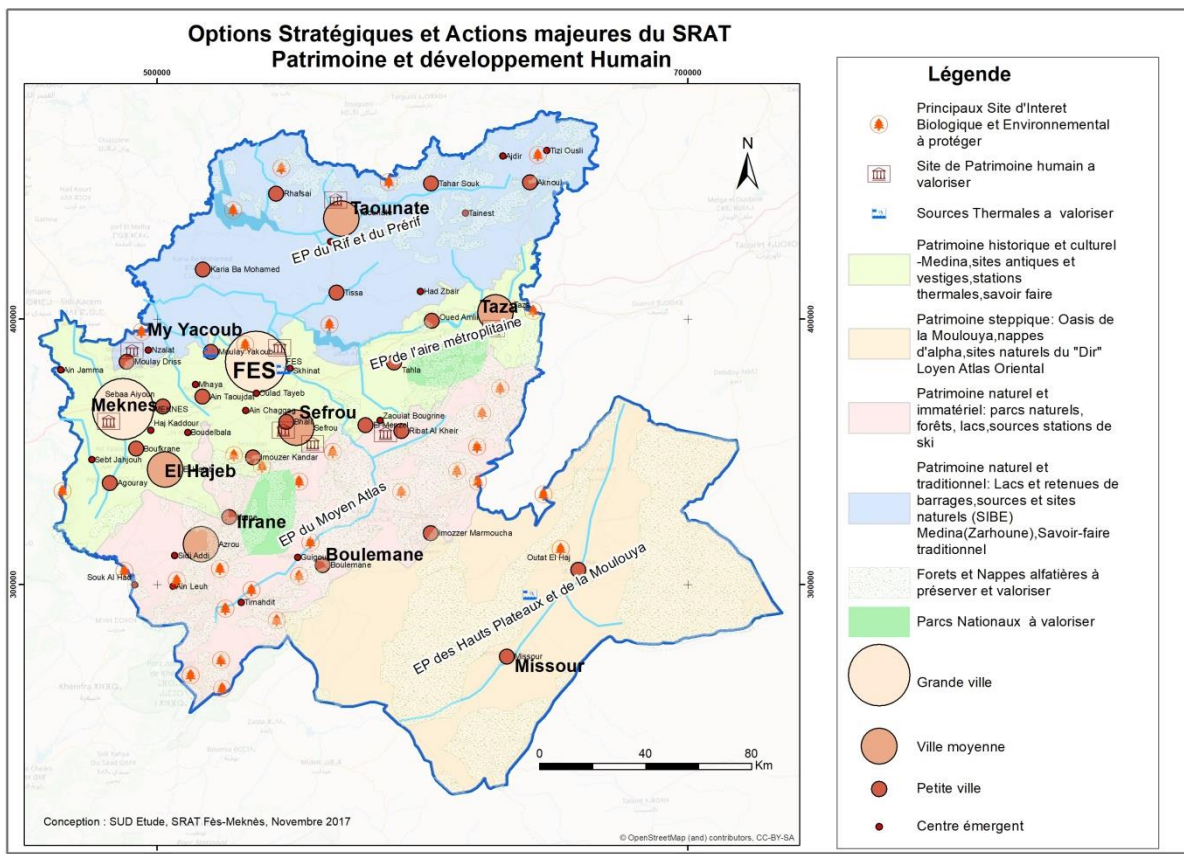
Afin de permettre de mieux répondre aux attentes et enjeux d'une part, et atteindre les objectifs escomptés d'autre part, le développement de l'économie de patrimoine doit : s'appuyer sur des actions majeures formulées ci-après :

- Connectivité de la région aux territoires limitrophes et au reste du territoire, qui permet une articulation au national et à l'international. (Nord sud et Est Ouest)
- Désenclavement et connectivité intra régionale, entre les territoires en difficulté de montagnes de Moyen Atlas et de Périf, domaine des steppes de la Moulouya et plateaux) et l'espace métropolitain (sais, bordures et couloirs).
- Mise à niveau des territoires de la région :
- Il s'agit de réduire les disparités entre grandes villes et centres locaux émergents d'une part, et d'autre part entre l'espace métropolitain et les territoires marginaux. Ceux-ci étant par ailleurs des zones où le patrimoine peut constituer le levier de développement.
- Il s'agit donc de désenclaver l'ensemble des espaces et d'y introduire les équipements de base : électricité, eau potable, équipements de santé, téléphone, éducation, services de base etc...
- Mise à niveau des patrimoines de tissus historiques.
- Il s'agit d'une réhabilitation et réanimation des médinas essentiellement. Cette action doit prendre en compte les opérations engagées et prévoir un programme global pour toutes les médinas quelle que soit leur taille. Elle doit cibler également des Kasbahs et douars à caractère patrimonial vernaculaire dans les zones rurales (montagnes et zone de la Moulouya)
- Renforcement de l'authenticité par la mise à la mise à niveau et promotion des savoirs faire traditionnels, y compris ceux qui font partie de l'économie sociale et solidaire
- Sauvegarde, réhabilitation et promotion des patrimoines culturels immatériels, visant à les faire évoluer de la situation de folklore à l'art populaire. Constituer une troupe régionale des arts populaires, formée de jeunes ayant un certain niveau de scolarisation. Cette troupe dont e éléments doivent être issus du territoire de la région, devront être formés professionnellement de telle sorte à bien représenter ces patrimoines de façon moderne (le look et l'art).

- Des troupes provinciales d'arts populaires seraient également les biens venues pour assurer le maximum de rayonnement de la région.
- Pour ce faire, il est nécessaire de disposer d'un « institut de formation aux arts populaire » au niveau de la région.
- Equipement, qualification et protection des sites naturels et paysagers, ainsi que l'équipement de circuits et intermédiaires, y affèrent.
- Mener une stratégie de commercialisation appropriée pour les produits patrimoniaux.
- Mener une stratégie de patrimonialisation, par une action intégrée
- Action de mise en œuvre :

Toute stratégie, programme ou action ne peut produire les effets escomptés que si elle est accompagnée d'une stratégie et de moyens de mise en œuvre. Aussi le patrimoine et culture étant un secteur transversal ne peut être développé sans un certain nombre de conditions dont :

- Le partenariat et actions intégrée ;
- La gouvernance par l'encadrement, la structuration et le renforcement des capacités ;
- La promotion : par des supports médiatiques, des espaces d'exposition, des manifestations etc...
- La formation est la formation continue des acteurs concernés individuels ou organisés (amicales, coopératives...)
- La recherche scientifique liée aux patrimoines.



Carte : Patrimoine actions majeures

3 Vision et actions stratégiques dans les espaces de projets

Les analyses faites dans les paragraphes précédents servent de cadre à la formulation d'actions spécifique à chaque espace de projet, tels que délimités et définis dans le cadre de cette dernière phase. C'est ainsi que certainement des actions transversales seront reprises et confrontées aux spécificités territoriales (ressources, niveau de qualification type et degré de valorisation des patrimoines etc...)

D'ailleurs au niveau de l'approche régionale, les exemples cités pour étayer l'analyse renvoient forcément aux grands espaces et territoires qui composent la région et parfois même au niveau local.

Les deux niveaux d'analyse sont de ce fait complémentaires. Il aurait été souhaitable même de disposer d'une vision stratégique et intégré au national sur le patrimoine. Le thème n'étant abordé que par secteur et beaucoup plus dans une optique de protection ou de sauvegarde. La seule approche ayant abordé le patrimoine dans sa globalité en tant que thème et système spécifique est le SNAT, qui lui a réservé une place parmi les grands leviers de développement régional et local. Le SRAT devrait aller dans le même sens ce qui justifie la démarche qui a été adoptée depuis le début du chapitre.

Le paragraphe sera ainsi structuré en fonction de quatre espaces projets identifiés dans le cadre de cette étude :

- L'espace du Périf,
- L'espace métropolitain (sais, couloirs et bordures),
- L'espace du Moyen Atlas,
- L'espace Moulouya et hauts plateaux.

L'espace de projet du Prérif :

- Cet espace qui s'étend du pays Gzennaya à l'Est, au massif du Zerhoun à l'Ouest, où le peuplement est ancien, avec les plus fortes densités rurales de la région, possède des traits communs malgré des nuances spécifiques dans quelques sous-espaces (Zerhoun, Ghafsai, Taounat, pays d'Aknoul).

En matière de patrimoine historique bâti et en dehors de Moulay Driss du Zerhoun, la zone n'a pas produit de centres urbains anciens (médiinas). Les seuls vestiges concernent d'anciens édifices à caractère militaire (forteresses), telles que Amergou (Moulay Bouchta), Raoui Slass (Ghafsai) Meziat (Taounate) ou Ouled Ahmed (Tissa).

Toutefois, cet espace dispose d'atouts patrimoniaux de savoir-faire de produits agricoles ancestraux et de sites naturels d'une grande beauté.

Ici l'olivier, à l'instar du pourtour méditerranéen est un véritable patrimoine du terroir, aussi bien pour le fruit que pour ses dérivés qui figurent parmi les meilleurs du pays (olives, huiles vierges ...).

Le figuier est également un arbre ancestral qui a développé un art de la conservation par séchage, aujourd'hui pourvoyeur d'une grande valeur ajoutée.

Cet espace concentre la majorité des superficies étudiées à cet arbre séculaire. La seule province de Taounate occupe en figuiers près de 22.000 ha sur 28.000 de toute la région.

Le câprier forme dans cette zone le plus important terroir de ce produit au niveau national (Prérif de la province de Moulay Yacoub particulièrement), avec des possibilités d'approvisionnement des conserveries et de grandes occasions d'exportation.

Cette vaste zone dispose également d'atouts naturels d'une extrême richesse mobilisables pour une activité d'éco-tourisme d'envergure. C'est le cas des lacs de retenue de barrages, ou cet espace concentre la majorité dont dispose la région (Idriss 1er, Bouhouda, Sahla, Asfalou, Al wahda, Sidi chahed...)

D'innombrables sites et paysages naturels jalonnent ce territoire à l'instar du site de Oudka à Ghafsai, la source à grand débit de Bouadel, les cavernes de spéléologie etc.

La zone est le terreau d'une grande richesse en savoir-faire ancestral, dont les secteurs les plus importants sont : la vannerie (Moulay Bouchta, Zerhoun), le tissage et couture traditionnels (Ouled Azam et Zerhoun), la poterie traditionnelle et la maroquinerie.

L'activité culturelle est représentée par des traditions et chants variés en fonction des sous espaces, mais qui gardent certains traits communs, dont l'ancrage territorial.

L'animation s'exprime particulièrement à travers quelques moussems dont les plus connus sont : Moulay Driss Zerhoun ou le festival du cheval de Tissa.

Il y a lieu de souligner que le massif du Zerhoun peut être considéré à lui seul et dans sa globalité comme un sous-espace de patrimoine, grâce à des atouts naturels et historiques riches (Zerhoun, Volubilis, proximité de Meknès, moussems reconnus au niveau national tels que Moulay Driss, Sidi Ali et le festival de Volubilis etc...)

Mais l'ensemble de ces atouts et potentiels se heurtent à des handicaps liés aux facteurs physiques et humains : enclavement, faiblesse des structures d'accueil, d'animation et de valorisation, ce qui justifie la nécessité de mener des actions appropriées pour valoriser ces divers atouts dans un cadre cohérent et intégré.

➤ Actions proposées pour l'espace projet du Prérif :

- Désenclavement de territoires : pour améliorer les relations et communication, surtout Est-ouest, mais également Nord-Sud (routes, piste rurales, ponts ...)
- Equipement de base des territoires : par la généralisation des branchements à l'eau électricité éducation santé formation...
- Réalisation des infrastructures d'accueil approprié (hôtels, gâtes, auberges ...)
- Organisation des métiers et amélioration des structures de transformation des produits du terroir

- Mettre en place des structures de commercialisation appropriées pour mieux valoriser les produits patrimoniaux en élargissant l'intervention de la stratégie de développement de l'économie sociale et solidaire (ESS) et l'INDH.
- Equipement des sites à grands potentiel touristique par des structures d'accueil, de services et d'animation,
- Mise en place des structures de formation, formation continue et d'encadrement des métiers traditionnels et notamment chez les jeunes,
- Implanter dans chaque chef-lieu de commune un centre polyvalent de formation, information, pour les jeunes et femmes notamment ceux qui sont impliqués dans des activités liées au patrimoine, particulièrement en milieu rural.
- Dynamiser l'Agence de valorisation des plantes aromatiques et médicinales, dans le cadre de la recherche-développement et d'incubateur des TPE opérant dans le domaine,
- Mettre en place une stratégie de labellisation des produits de patrimoine spécifiques à cette zone et éventuellement aux sous-espaces (tissages, vannerie, huile d'olive, figes...)

En définitive, il s'agit de mettre en place une vision et programme permettant de valoriser les potentialités patrimoniales dans le cadre intégré de nature à rattraper les retards et dynamiser les initiatives publiques et privées.

Espace de projet métropolitain : Sais, ses bordures et couloirs (Rdom et Innaouen)

Tel que défini et délimité, cet espace concentre la majorité des potentialités patrimoniales polarisantes porteuses du rayonnement national et international de la région.

➤ Un potentiel « métropolitain » :

- Il y a lieu de signaler tout d'abord que les ressources patrimoniales de cet espace disposent pour leur développement des équipements et infrastructures de haut niveau : marché local important (2 grandes métropoles), densité des centres urbains, tous types de moyens de communications et transports qui facilitent la connectivité aux niveaux interrégionale, national et international, infrastructures d'accueil, de production, de transformation, d'encadrement et de commercialisation, grandes structure de formation et de recherche etc. Autant d'atouts qui bénéficient à un potentiel patrimonial d'émergence nationale et internationale.
- Un potentiel d'une grande richesse : En la matière, cet espace projet dispose d'un potentiel important et varié englobant les tissus historiques, les savoir-faire, les patrimoines, culturels, culturels et immatériels, dont il importe d'évoquer les grandes lignes.

En matière de tissus historiques cet espace renferme six médinas parmi les 7 localisées dans la région.

Si on considère que la ville de Moulay Idriss Zerhoun et Volubilis, sont plus valorisées par Meknès que par le massif. La totalité des richesses historiques se trouvent concentrées dans cet espace métropolitain. Comme les médinas ne sont pas que des monuments bâtis, mais également et avant tout une civilisation séculaire, basée sur une richesse impressionnante de savoir-faire, de compétences, de culture variée d'une symbolique

culturelle et spirituelle, à rayonnement universel (2 médinas et un site antique classée, un festival inscrit au patrimoine mondial, organisé chaque année à Sefrou).

En effet l'artisanat des médinas de cet espace (qui représente une grande partie du potentiel urbain de la région), offre une variété de compétence de métiers courant tous les secteurs et employant des milliers de personnes, directement (production) et indirectement (commercialisation, services...). Entre art, industrie et traditions le secteur de l'artisanat dans toutes ses composantes relève du patrimoine et contribue à renforcer l'authentique et marocaines, d'une part et le rayonnement de la région et du Maroc d'autre part.

Cet espace est également un haut lieu des patrimoines immatériels : musiques et chants traditionnels d'importance nationale (musique andalouse, malhouna, ahidous du Dir du Moyen Atlas...), la mosquée Qaraouine dont le rayonnement symbolique (spirituel et scientifique) dépasse les frontières nationales, le tombeau de Moulay Idriss 2 empreint de spiritualité et également la « zaouïa tijania » qui attire des adeptes de Maghreb et surtout de l'Afrique subsaharienne (Mali, Niger, Sénégal) qui considèrent pour la plupart le pèlerinage à Fès (ZIARA DE LA ZAOUIA) comme un devoir religieux qui complète le pèlerinage à la Mecque.

Ces deux lieux symboliques de la science religieuse et la spiritualité peuvent constituer une sorte d'Omra marocaine » génératrice d'attractivité et de revenus.

En plus de ces trésors patrimoniaux, l'espace du sais renferme les plus importantes stations thermales (Moulay Yacoub, Sidi Hrazem et Ain Allah). Patrimoine naturel, le thermalisme allie la cure à la spiritualité, et devrait générer des activités et des revenus importants s'il disposait d'une stratégie intégrée de valorisation, hissant ces stations à un niveau international, ce qui amène à poser la question des actions requises pour un meilleur développement de ces grands potentiels.

➤ Quelles actions pour le développement des patrimoines de l'espace de projet métropolitain ?

L'espace métropolitain est certes le territoire le mieux équipé au niveau des territoires de la région. Mais est-ce suffisant pour autant ? Même ici, les pouvoirs publics en charge des patrimoines doivent faire face à de nombreuses contraintes :

- Les patrimoines sont fragiles et soumis à des aléas : dégradation des tissus anciens (structures de base et menace ruines des bâtisses ...), précarité des métiers de l'artisanat face à la concurrence manufacturière, faiblesse des moyens financiers, fluctuation de la demande, risque de dénaturation et perte de l'authenticité, changement des mode de consommation des ménages etc. ...
- Tous les patrimoines ne bénéficient pas d'équipements adéquats et nécessaires. Les stations thermales sont peu équipées en infrastructures d'accueil et d'animation, ainsi que la faiblesse d'accessibilité (sauf pour Ain Allah). La station de Moulay Yacoub fait l'objet de grands efforts d'équipement et modernisation, engageant actuellement une

enveloppe de près de 65 millions de DH. La nouvelle station dont une partie a été inauguré en 2016 s'étend sur plus de 4600 m² avec cabines bassins et piscine premium.

- Mais un engagement général de toute l'agglomération reste nécessaire pour en faire une destination mondiale du thermalisme et de cure.

Aussi est-il nécessaire de prévoir des actions appropriées dont :

- Equiper les stations thermales par des équipements de qualité en matière d'installations, de capacités d'accueil, des services, d'animation etc...
- Prévoir une double voie entre Fès et Moulay Yacoub, et Fès et Ain Allah. Egalement entre Fès et Sidi Hrazem, une double voie périphérique par le complexe sportif vers la station et Skhinate.
- Appuyer et généraliser les actions de réhabilitation des médinas à toutes les agglomérations, dans le cadre d'actions intégrées et plurisectorielles.
- Promouvoir les produits des métiers artisanaux par le biais d'espaces spécifiques suffisamment équipés et attrayants. Prévoir dans ce cadre l'organisation d'une foire annuelle internationale pour les produits d'artisanat à l'instar du SIAM à Meknès, à installer près de Fès éventuellement.
- Renforcer d'avantage les équipements en musées de qualité et professionnels, y compris dans des villes autres que Fès et Meknès.
- Réaliser des palais de congrès à la mesure de la notoriété et rayonnement des deux capitales impériales et de la région
- Mettre au point un schéma Directeur des patrimoines dans l'espace métropolitain, intégrant l'ensemble des activités, services et équipements concernés, dans une vision intégrée.
- Renforcer les moyens de soutien, d'encadrement et d'accompagnement organisationnel des TPE et individuels
- Mettre au point une stratégie intégrée d'information, de médiatisation et de promotion des patrimoines par des supports modernes et à grande échelle de diffusion.

Espace de projet du MOYEN ATLAS :

Cet espace recouvre des territoires qui relèvent de quatre provinces. (Une partie des provinces de Sefrou, Taza, Boulemane, toute la province d'Ifrane).

C'est un territoire de montagne et de ce fait, il présente les caractéristiques générales liées à ce type d'espace. « Le Maroc existe grâce à ses montagnes ; elles sont les sources de la vie, les châteaux d'eau qui nourrissent les plaines en contrebas. Elles ont été au cours de l'histoire le refuge ultime, les forteresses de la résistance aux invasions extérieures, les gardiennes de la flamme nationale.

Elles sont aujourd'hui la principale victime de la dégradation des milieux en particulier par la déforestation. Leur rôle de château d'eau est remis en cause ; ce qui constitue une menace majeure pour le pays tout entier. Les problèmes de sécheresse ne peuvent que s'aggraver.

La montagne cumule aujourd'hui tous les handicaps de délaissement : surcharge démographique, enclavement, sous-équipement, inconsistance économique et misère sociale » SNAT

➤ Les ressources patrimoniales :

Il faut souligner que la montagne est dans sa globalité un patrimoine. Aussi, et compte tenu des caractéristiques générales, (activités pastorale, dominante, cultures d'appoint dans les vallées, faibles urbanisation importance des couverts forestiers.) , les patrimoines les importants relèvent des ressources naturelles (eau et paysages), et des savoir-faire et culture orale.

• Les principales ressources sont de deux sortes :

- ❖ Naturelles : le Moyen Atlas regorge de paysages d'une grande beauté (lacs naturels, retenues, vallées magnifiques, forêts dont l'étendue la plus importante de cèdre au niveau national).

Des exemples précis de paysages ont été cités dans la première partie de ce chapitre (niveau de la région).

Des lacs naturels : Dayet Aoua, Dayet Ifrah etc... Des paysages naturels de vallées telles que la plaine de Guigou, les environs d'Azrou, la vallée d'Ait Bazza, la cascade de Tadoute à Skoura.

Le patrimoine naturel le plus important de la zone est incontestablement les forêts de cèdre et chêne vert

Deux parcs nationaux protégés figurent parmi les plus importants du pays : Tazekka (province de Taza) et le parc d'Ifrane.

Au moyen atlas de Taza existe également une infinité de caverne et de grottes (un peu plus de 360 recensées) dont la plus importante est Friouate, qui peuvent animer des activités de spéléologie et éco-tourisme.

La zone dispose également de site de neige dont les plus fonctionnels sont près d'Ifrane (Michlifen, Habri et Hibri), et Bouyblan non exploités à ce jour.

Ces patrimoines dans leur richesse et diversité peuvent animer un tourisme de montagne (éco tourisme) , une activité de chasse et de pêche et de sport.

Le château d'eau qui fait tant la renommée territoriale du Moyen Atlas est une richesse nationale, certes, mais ne profite que peu directement à ce territoire

• Les patrimoines et ressources culturelles et immatérielles :

Si la zone ne peut présenter de patrimoine bâti à cause de l'absence de centres urbains anciens, elle offre par contre un patrimoine culturel spécifique important lié aux savoir-faire, notamment en matière de construction en pierre, le bois, tapis, mais surtout en patrimoine culturel oral (chants et danse Ahidous aux principes généraux semblables, mais avec des variantes en sous-espaces). Autant de richesse qui consacrent et renforcent l'authenticité.

➤ Actions proposées pour l'espace Moyen Atlas :

La particularité et la nature du territoire induit des actions spécifiques :

- Une action de protection, visant à préserver la biodiversité et les écosystèmes de la dégradation préjudiciable aux paysages et aux ressources naturelles,
- La mise à niveau des territoires par des équipements de base, notamment dans les petits centres locaux à renforcer pour la faire de véritable pôle de développement local (service publics, service commerciaux, activités de réparation...)
- Le désenclavement des territoires, condition principale pour un développement humain, social et durable (pistes rurales, routes, ponts, et ouvrages d'art qui garantissent la connectivité surtout en période d'hiver (réduire au maximum les passages en radiers).
- Equipements socio-culturels adaptés au monde de la montagne (regroupement, plurisectoriels, notamment pour l'accompagnement des femmes et des jeunes)
- Promotion des produits du terroir liés aux plantes fines, et aux métiers à caractère local, par la création de conditions de collecte et d'écoulement des produits.
- Créer un centre de formation des guides de montagne, ouvert en priorité aux jeunes issus de ce territoire en vue de mieux gérer les circuits de randonnées et d'éco-tourisme
- Soutenir et encourager la création et l'aménagement de gîtes et auberges, afin d'augmenter la capacité de services et d'accueil ;
- Organiser les actifs qui opèrent dans le domaine des activités de l'économie sociale et solidaire, avec l'appui des programmes de l'INDH,
- Développer les énergies renouvelables afin de permettre d'atténuer la pression sur la forêt, véritable patrimoine structurant de l'économie de montagne,
- Développer les activités non agricoles des jeunes ruraux en les accompagnants financièrement et administrativement (gestion, pour encourager à un développement durable

Espace de projet des hauts plateaux et de la MOULOUYA :

C'est incontestablement l'espace le plus défavorisé par les conditions naturelles et géographiques (éloignement de l'espace métropolitain, et enclavement relatif par rapport au reste de la région).

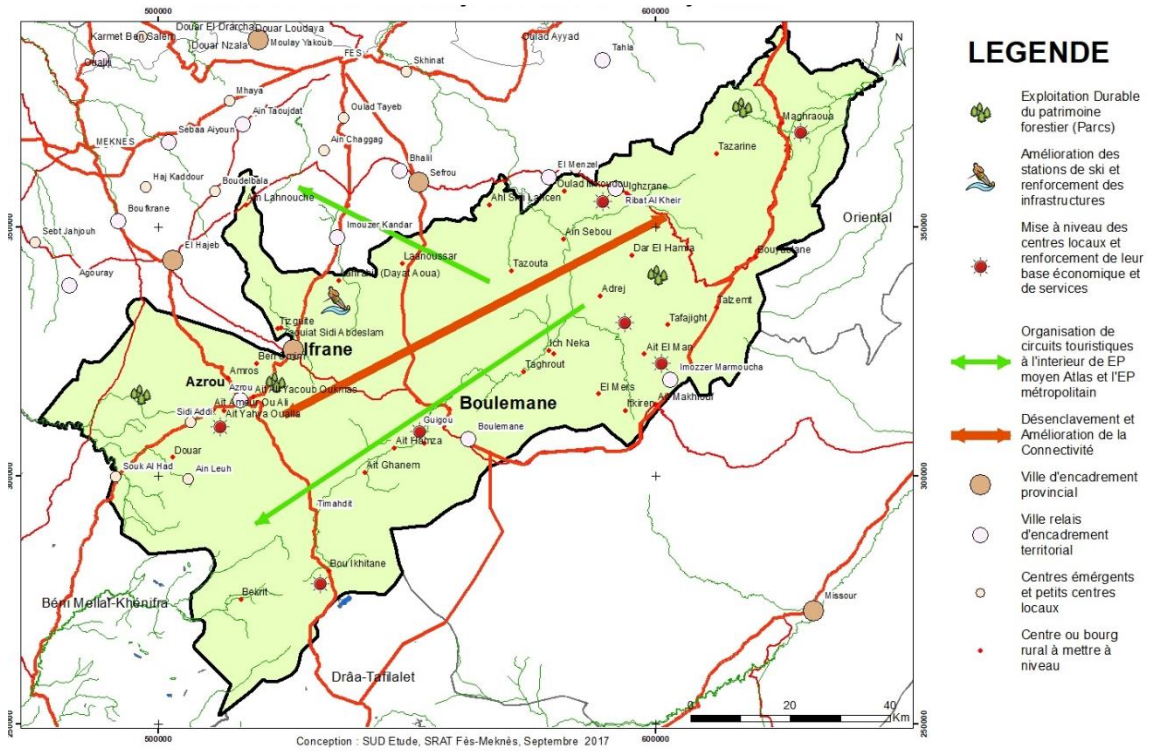
C'est un domaine de steppes ouvert d'avantage sur l'oriental.

- Les ressources patrimoniales sont dans l'ensemble faibles et assez limitées, mais dignes d'intérêts économique et social.
- Le foncier collectif : un patrimoine mobilisable pour des opérations d'intérêt commun.
- C'est en effet le territoire de projet ou fonds foncier est le plus étendu, aussi bien celui couvert d'Alfa que les espaces nus.

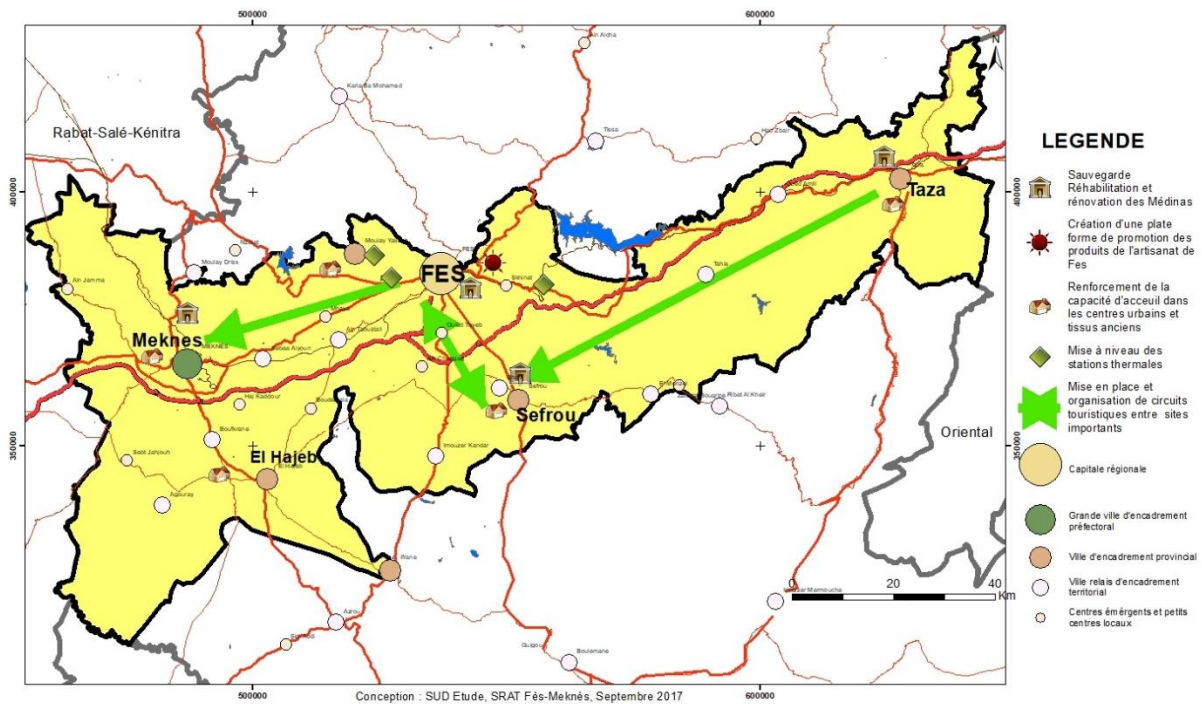
- La valorisation et mobilisation de ce patrimoine peut être salubre pour des projets d'intérêt général de développement : habitat social, équipement publics, équipements de production de l'énergie renouvelable...
- Ce fonds peut également faciliter la réalisation de grands programmes agricoles adaptés aux zones steppiques, étendues tels que : plantations de cactus, euphorbes, fourrages steppiques, rosiers (à l'instar de ce qui fait l'essor de la zone de Megounna etc...)
- Les nappes alfatières : constituent également une ressource naturelle adaptée aux conditions du milieu et qui contribuent à alimenter l'élevage et des activités artisanales diverses.
- Les plantes aromatiques et médicinales, faisant partie de l'écosystème steppique, fournissent la matière première pour des activités de secteur social et solidaire, qui vient en appoint aux ressources limitées de la zone.
- Les oasis de la Moulouya sont également un patrimoine en soit, à la fois par le mode de valorisation, que par l'organisation de l'espace le long de l'oued.
- De nombreux anciens douars témoignent des techniques de construction en terre des oasis du ziz ou du Draa. C'est le cas à titre d'exemples de Ksabi Moulay Hachem), Rmila (mosquée Al moranide en terre), Fritissa etc...
- D'ailleurs le « Dir » sud du moyen atlas s'ouvre largement sur la Moulouya et produit pratiquement les mêmes formes architecturales de la plaine dans les communes d'El Mers et Fritissa par exemple.
- A El Mers, au douar Taghzoute on peut trouver même une mosquée en « tente traditionnelle » qui aurait été dédiée au culte et apprentissage du coran depuis bien longtemps (héritée du 17^e siècle) et qui constitue l'unique en son genre.
- Les patrimoines donc, ne manquent pas dans ce territoire steppique, ou les traditions orales et les savoir-faire puisent à la fois des influences des nomades des plateaux, des sédentaires de la vallée (Moulouya) et de héritages de zones montagneuses du Moyen atlas (versant sud-Est)
 - Actions proposées pour le patrimoine :
 - Protéger et valoriser les nappes alfatières, à la fois comme fourrage et comme matière première pour les métiers artisanaux.
 - Prévoir un tourisme de découverte et de randonnées dans les oasis et les confins des hauts plateaux.
 - Développer des activités de chasse adaptées aux gibiers de moyen atlas oriental (DIR) et son versant sud-est
 - Equiper et promouvoir le site de Moulay Yacoub Ben Sahil
 - Exploitez le patrimoine foncier collectif dans des programmes d'intérêt général et actions d'intérêt commun, et également pour des lotissements d'habitat social et zones d'activités.
 - Encourager et accompagner les initiatives relatives aux activités liées aux savoir-faire ancestraux dans le cadre de l'économie sociale et solidaire d'une part et de l'INDH d'autre part

- Mettre en place des structures de promotions et commercialisation des produits du terroir (plante aromatique, miel, plantes médicinales, produits artisanaux)
- Créer un centre de formation aux métiers d'artisanat local, destiné en premier lieu aux jeunes et aux femmes.
- Créer un musée à Missour, destiné à exposer des produits et objets de zones steppiques de la Moulouya et l'oriental, y compris celles liées à la vie semi-nomade.

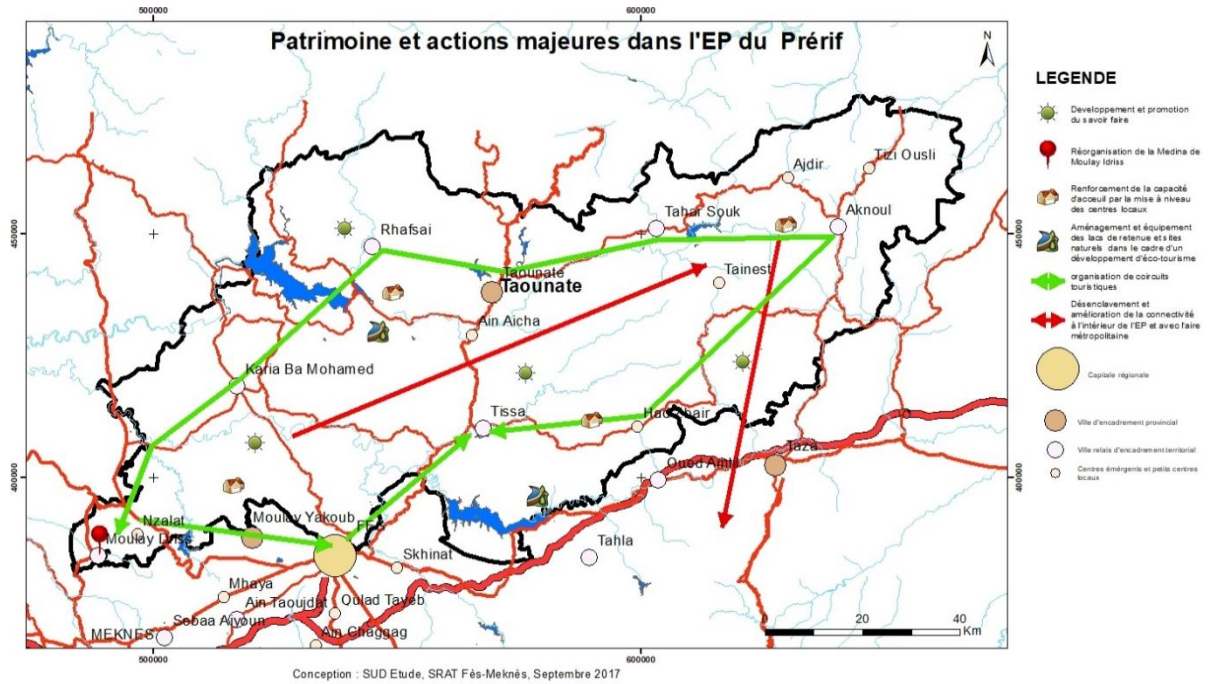
Carte : Patrimoine actions majeures de l'EP du Moyen atlas



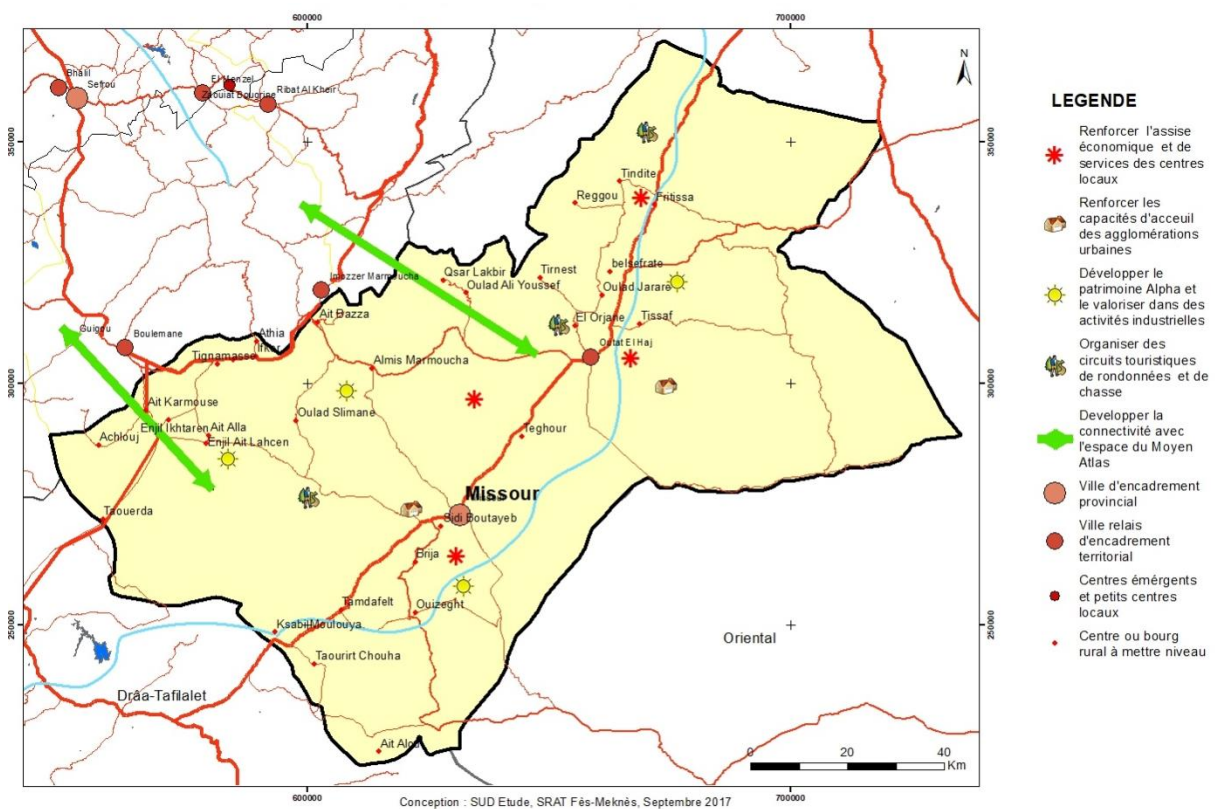
Carte : Patrimoine actions majeures de l'EP Metropolitain



Carte : Patrimoine et actions majeures de l'EP Prérif



Carte : Patrimoine et Actions majeures de l'EPMoulouya1



Conclusion :

Le patrimoine dans sa conception globale est désormais confirmé comme thème et instrument ou canal de l'aménagement du territoire. Thème transversal, le patrimoine se prête volontiers à la construction d'une vision intégrée et intersectorielle.

Le diagnostic élaboré pour ce volet dans le cadre de l'élaboration de SRAT de la région, Fes-Meknès montre que la région constitue un territoire modèle pour l'examen de la place du patrimoine et la culture dans le développement économique et social.

L'analyse effectuée au niveau de la région et par espaces de projets met en évidence des caractéristiques générales et permet de dégager les enjeux majeurs et les axes principaux de développement de ce secteur stratégique.

En effet quatre caractéristiques principales du patrimoine dans la région sont à relever : une grande diversité des types de patrimoines (tous les types sont présentes dans le territoire), un grand potentiel partiellement valorisé et exploité, une répartition sur tous les territoires (à degrés divers) et enfin une certaine fragilité et précarité qui nécessite protection et réhabilitation.

Les enjeux à relever semblent s'articuler autour des dimensions suivantes :

- Consacrer la RFM, comme le plus grand pôle de culture et patrimoine du Maroc
- Renforcer la place du patrimoine comme un des piliers majeurs du développement économique et social, de la région.
- Faire des patrimoines de la région le principal atout, face à la mondialisation grâce à sa capacité à affirmer l'authenticité, l'ancrage territorial et l'identité nationale
- Promouvoir la culture et patrimoine en tant que principal moyen de rayonnement de la région à l'échelle nationale et internationale et renforcer son attractivité et compétitivité.

Les objectifs principaux à atteindre doivent s'articuler autour du développement d'une meilleure connaissance du secteur en tant que ressource territoriale, et l'émergence d'une économie patrimoine comme secteur productif (savoir-faire, emplois, revenus).

Afin de permettre d'atteindre les objectifs attendus et répondre aux enjeux majeurs, quelques actions ont été proposées dont :

- Renforcement de la connectivité de la région par de nouveaux axes rapides (Fès-Tanger, Fès Marrakech, Fès Errachidia, Fès Taounate Al Hoceima, Taza Nador),
- Désenclavement des territoires de projets (montagnes et hauts plateaux de la Moulouya)
- Mise à niveau des territoires, par la réduction des disparités, et rattrapage des retards (urbain-rural, grandes villes villes-petits centres locaux)
- Mise à niveau des tissus historiques (médiinas) : réhabilitation, sauvegarde...
- Développement et renforcement des savoir-faire traditionnels (authenticité)

- Sauvegarde et réhabilitation des patrimoines culturels immatériels
- Equipement et qualification des sites et paysages naturels
- Adoption d'une stratégie appropriée pour la promotion et commercialisation des produits des patrimoines (médiatisation, équipements. Une action pertinente de gouvernance et mise en œuvre par: le partenariat et actions intégrées, l'encadrement, structuration et renforcement des capacités de promotion à travers des supports et espaces dédiés, formation et formation continue et la recherche scientifique.
- Etant un thème multisectoriel, les programmes liés à ce secteur doivent faire l'objet de coordination et suivi par un comité régional de pilotage et de veille, dont la présidence ou coordination redeviendrait à la région.

5.12. Gouvernance et organisation de la région

La récente réforme du cadre institutionnel des régions constitue l'aboutissement de la mise en application des dispositions de la nouvelle constitution concernant l'organisation des activités publiques au niveau local. Le choix de créer et de faire évoluer l'échelon régional constitue en effet une innovation dans la mesure où, contrairement à la commune et à la province, la région est une instance de confrontation et d'échange susceptible d'assurer la participation de l'ensemble des catégories dirigeantes locales (politiques, économiques, syndicales, universitaires) à la réalisation d'initiatives et de projets propres de développement territorial en symbiose avec les orientations nationales.

La région est donc à construire d'abord comme réalité institutionnelle pour constituer un cadre d'action collective, La région de Fès-Meknès, collectivité territoriale de droit public dotée de la personnalité morale, de l'autonomie administrative et de l'autonomie financière, doit procéder à la mise en place du support administratif et technique du Conseil Régional.

Emanant d'une fusion de territoires ayant été organisés dans d'anciennes régions, la mise en place de services technico-administratifs aptes à encadrer les initiatives d'ingénierie du développement territorial fait partie des tâches urgentes mais sans précipitation préjudiciable aux normes stipulées par la loi. L'organigramme est appelé à évoluer avec le développement de l'action régionale, ce qui signifie que le montage des services ne doit pas être trop étalé dans le temps. La mise en œuvre nécessite un encadrement adéquat et progressivement étoffé. D'où l'importance d'une programmation minutieuse des recrutements et surtout de la formation du staff de l'administration régionale.

En application des dispositions relatives à la formation continue considérée comme une action d'adaptation et de développement des compétences, il importe de planifier la formation afin de disposer d'outils pour encadrer, suivre et contrôler les chantiers du développement régional. A ce volet technique de la formation s'ajoute un volet non moins important qui consiste à acquérir au sein de l'administration régionale les dextérités

indispensables pour pouvoir travailler ensemble et mieux comprendre les élus, leurs réactions, leur mode de fonctionnement et leurs attentes.

Afin de disposer d'outils et de substrats objectifs nécessaires à l'éclairage des prises de décision, il importe de lancer dès maintenant le chantier de constitution d'une Banque de Données et d'un observatoire régional, avec pour tâche première l'Informatisation, l'archivage et le traitement systématique de l'information disponible et qui va s'accumuler avec les chantiers et programmes de la région.

En plus des outils de travail, une attention particulière doit être au volet "public relations" de la région et à travers lequel les grands messages de la gouvernance vont être lus et décortiqués. Il s'agit de se préparer et de s'organiser efficacement pour séduire et mettre de son côté la société civile, clef de mobilisation autour des programmes et projets de la région et de leur taux de réussite. Une attention toute aussi soutenue doit être accordée aux modalités de prise de contact et de coordination avec les intervenants et acteurs professionnels régionaux d'une part, et à l'effort qui doit être déployé pour gagner la bataille de la mobilisation autour des priorités régionales, d e l'autre.

Orientations stratégiques en matière de gouvernance :

La région est un acteur de développement très important. Le rôle de la région sera renforcé davantage dans les prochaines années et ce suite aux attributions qui seront transférées par l'Etat aux régions. Dans cette perspective la région doit se préparer pour assurer pleinement ces rôles actuels et ceux qui lui seront délégués et ce à travers les huit actions stratégiques ci-après :

1. Construire une administration forte et efficace avec un organigramme dynamique autour des pôles fonctionnels et recruter les profils pointus ;
2. Assurer la représentativité de l'administration de la région à l'échelle de l'ensemble des grande villes de la région ;
3. Adopter un plan de formation continue au profit des ressources humaines et les élus de la région ;
4. Administration numérique : dématérialisation de l'ensemble des services de la région ;
5. Développer et diversifier les ressources financières de la région ;
6. Développer les partenariats stratégiques avec l'Etat afin de bénéficier de plus de prérogatives et plus de ressources financières ;
7. Développer un système statistique propre à la région pour améliorer la prise des décisions et pour mieux comprendre la région.
8. Promouvoir la Coopération nationale et internationale pour assurer le transfert de savoir-faire en matière de la gouvernance et le développement régional ;



Conclusion

Le contexte de l'édification d'une économie marocaine moderne, mue par un nouveau modèle de croissance à l'heure des nouveaux tournants de la mondialisation et des impératifs de l'évolution institutionnelle interne, contribue à imposer une transformation radicale des modes de gouvernance du pays et à tous les niveaux. Cette transformation s'opère, nous semble-t-il, sous l'impulsion de trois processus parallèles :

- Une assez forte croissance et évolution de la structure démographique accentuant les besoins en matière de postes d'emploi et de meilleures conditions de vie, de logement, d'infrastructures et de services sociaux de base et de droits de l'homme de 3ème génération;
- une remise en cause du mode d'égide et de gestion de l'État centralisateur vers la recherche de modalités plus souples d'accompagnement et de réponse des pouvoirs publics aux problèmes que soulèvent les différents intérêts et les diverses sensibilités qui traversent la société marocaine du troisième millénaire ;
- la nécessaire mise en place progressive d'une administration territoriale plus tournée vers les missions de développement sociétal et mieux outillée pour suivre et traiter les questions de planification urbaine, de développement rural, de transition écologique et énergétique, de prise en charge des complexités sociales de la vie moderne.

Le chantier de la régionalisation avancée consacre l'approche en termes d'espaces projet. C'est là une transformation qui traduit la volonté de "désectoriser" l'action des pouvoirs publics, en intégrant les différents pôles d'intervention dans une perspective horizontale. Chaque espace est regardé en tant que potentiel mobilisable en faveur du développement régional et celui-ci est conçu et conduit comme un objectif qui concerne toutes les composantes du territoire régional. D'où l'importance des enjeux qui renvoient par conséquent à la question de la responsabilité politique face au travail de définition d'un

projet de territoire, enjeux dont le SRAT ici tente de rendre compte à partir d'une lecture des transformations de chaque portion du territoire régional et du recours à des idées et propositions des acteurs.

Conclusion générale



Le présent rapport final relatif au du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) de la région de Fès Meknès trace le cadre général du développement régional durable et cohérent dans les espaces urbains et ruraux de cette nouvelle région. Partant de l'approfondissement des enseignements tirés du diagnostic stratégique territorial dans une optique prospective, de long terme (2018-2042), il formule une proposition de perspectives meilleures pour l'avenir de cette région. Il s'agit d'une circonscription de nouveaux projets structurants au long terme où sont exprimés des repères en matière des priorités du premier ordre de la région FM, en conformité avec les grands choix nationaux d'une part, et compte tenu des visions fondées et des stratégies objectives des régions voisines, d'autre part. Les analyses, les projections raisonnées et les opérations de réadaptation et d'articulation des résultats des diagnostics et des stratégies de développement des régions ou portions de région en fusion, ont présidé aux développements à caractères théoriques et pratiques qui forme le contenu de ce rapport.

Un positionnement complexe, mais prometteur de la Région de Fès Meknès

Au titre du recensement général de la population et de l'habitat de 2014, la population de la région de Fès-Meknès s'élève à 4.236.892 (12,5%). Elle se trouve à la quatrième position précédée par les régions du Casablanca-Settat, région la plus peuplée, avec 6.9 millions, la région de Rabat-Salé-Kénitra avec une population de 4.6 millions (13,5%) et celle de Marrakech-Safi avec 4.5 millions-personne (13,4%). Comme l'a montré le diagnostic stratégique territorial, Fès- Meknès fait partie des régions dont la population est en nette croissance, mais elle n'est pas parmi celles où la croissance économique est la plus forte. Elle est aussi une région caractérisée d'une forte hétérogénéité interne inhérente à l'assemblage hétéroclite de neuf provinces dont elle est constituée : Fès, Meknès, Moulay Yacoub, Taza, Taounate, Boulmane, El Hajeb, Sefrou et Ifrane. Mais il est à retenir que l'extrême diversité et hétérogénéité géographique des composantes de la nouvelle région de Fès Meknès est édulcorée aux profondeurs d'une riche histoire susceptible de constituer des actifs d'un type nouveau et de faire de son avenir un cadre prospectif prometteur.

Sur le plan économique, la région de Fès-Meknès se situe à la quatrième position en termes de création des valeurs ajoutées, et se trouve à la neuvième place en termes de PIB par habitant. C'est dire ici que le poids démographique de la région surpasse son poids économique. La raison tient ici à la position géographique de toute cette région carrefour

qui en fait une région réceptacle pour une bonne proportion des mouvements migratoires de l'est et du sud-est du pays, entre autres zones.

Les analyses conduites en ce qui concerne les contraintes, les atouts et les opportunités offertes à la région de Fès- Meknès, concluent à un principe directeur de base devant présider à toute réflexion de stratégie de développement de la région et consistant à assurer la cohérence de son territoire et considérer désormais ses grandes agglomérations comme des pôles d'innovations économiques, ceux sur lesquels s'appuyer pour structurer le territoire régional dans sa totalité. Autrement dit, les décideurs, les acteurs et opérateurs, publics et privés, de la région sont appelés, tour d'abord, à tirer le maximum des économies d'agglomération tout en évitant les réflexes et blocages d'une compétition territoriale subjective paralysante entre grands centres urbains et/ou entre provinces.

Une telle orientation de base est réconfortée par les constats résultant des analyses opérées à l'aide des chiffres les plus récents, montrant que la région de Fès- Meknès est une région économique susceptible d'être viable parce que mieux dotée en ressources à l'échelle du Maroc. Elle dispose de superficies cultivables hautement fertiles et abrite des unités de transformation de toutes tailles, de grands équipements et infrastructures de premier rang, des pôles universitaires et grandes écoles d'enseignement et de recherche, d'une panoplie diversifiée de centres de formation professionnelle ou encore des sites culturels et touristiques mondialement connus.

Des défis majeurs à surmonter

Toutefois, ces constats ont montré que cette région qui affiche un taux d'activité de 44% de la population âgée de 15 ans et plus du total national est appelée à créer et conserver davantage d'emplois. Elle est aussi appelée à :

- Améliorer son attractivité notamment au niveau des investissements étrangers, des flux de tourisme d'affaires et de loisirs et les arrivées de jeunes actifs ou d'étudiants ;
- Résister à une conjoncture économique instable ;
- Améliorer le rapport entre création de richesse et création d'emplois ;
- Réduire les taux de chômage et de pauvreté ;
- Contribuer à la réduction des inégalités sociales et territoriales ;
- Proposer une meilleure qualité de vie (logement, aménités du quotidien ordinaire, santé, mobilité) ;
- Faire baisser la dépendance aux énergies fossiles et aux ressources non renouvelables ;
- Comprimer la production de déchets.

A l'échelle nationale et internationale, le défi d'attractivité est majeur. Il apparaît nécessaire d'affirmer le positionnement économique de la région de Fès- Meknès pour répondre aux initiatives lancées par les régions marocaines existantes mieux loties comme Casablanca-Settat ou Rabat-Salé-Kenitra, mais aussi de nouveaux prétendants comme la région de

l'Oriental. Il importe aussi de se préparer pour rattraper les régions des pays voisins qui investissent largement le champ de l'innovation et menacent également directement les positions établies dans de nombreux domaines plus traditionnels comme le tourisme de loisirs et d'affaires, l'offshoring et le textile.

Un Benchmarking témoignant d'opportunités exploitables au profit de la région

Vu que l'analyse comparative régionale est d'une grande aide pour comprendre les itinéraires de développement régional d'un côté et éclairer les prises de décisions stratégiques dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre de stratégies régionales de développement, de l'autre. Et vu qu'elle peut aider à positionner une région par rapport à d'autres régions et faciliter l'apprentissage des politiques en fonction du transfert de bonnes pratiques à travers les frontières, il a été procédé à la réalisation d'un Benchmarking sur les expériences d'Ile de France, de la communauté de Madrid et de la Lombardie. Ce Benchmarking a privilégié la lecture de chaque expérience de développement régional en faisant ressortir les facteurs qui ont fait que de grandes régions progressent et gagnent dans ce contexte fort perturbé par les mutations incessantes de la globalisation des économies.

Les grands enseignements qui en sont tirés insistent sur :

- L'action de longue haleine sur les structures économiques ;
- Le caractère coordonné et consistant sur le support du développement régional escompté en infrastructures ;
- La recherche constante de mécanismes garantissant l'amélioration de la gouvernance territoriale vers toujours plus d'efficience ;
- Le souci d'amélioration du financement de la collectivité territoriale, etc. ;

Une des leçons les plus utiles de ce Benchmarking est la confirmation de la tendance de fonctionnement des grandes régions métropolitaines comme des unités économiques déterminantes à l'ère de la globalisation. Cette tendance s'affirme et se consolide par la nécessité de construction de potentiels et de réseaux divers au sein de ces régions pour réussir à l'échelle économique mondiale.

Bien entendu, ces enseignements, qui méritent de faire l'objet de méditations plus approfondies, ont été présents à l'esprit au moment de réflexion et de formulation de propositions relatives aux orientations, objectifs et projets.

Tout cela, a été considéré après avoir mené une analyse propre à la décomposition du territoire régional en sous territoires de vocations et de perspective spécifiques et à la formulation des objectifs et des orientations stratégiques de développement de la région de Fès Meknès.

Promotion des vocations et des fonctions de développement Selon une décomposition de la région en quatre espaces projet

Ainsi, les résultats du diagnostic territorial stratégique ont conduit à la décomposition vocationnelle et fonctionnelle de la région de Fès Meknès en quatre espaces projet. Ce sont au fait des territoires plus homogènes en termes d'un certain nombre de critères objectifs définis préalablement. Cers espaces projet sont :

- L'espace projet du Prérif qui englobe la totalité des communes de la Province de Taounate et la partie nord de la province de Taza. Cet espace se caractérise par une forte densité d'occupation humaine c'est un également un foyer d'émigration important vers les grandes métropoles nationales et internationales. Il dispose cependant d'importantes réserves hydrologiques mobilisables pour le développement d'une agriculture moderne intensive. Son étendue et ses particularités locales font ressortir à l'intérieur 3 sous-espaces distincts : Le Prérif de Taza, le Prérif de Taounate avec le pays de l'Ouergha et les territoires de Moulay Yacoub et le massif de Zerhoun.
- L'espace projet Métropolitain qui s'étend du couloir de Taza ou pays de l'Innaouen jusqu'aux grands espaces de la plaine du Saiss en intégrant le couloir du R'dom au Nord qui assure la connexion avec les pays du Gharb et la zone du Dir au Sud qui fait la transition avec le Moyen Atlas. Il est constitué de:13communes de la province de Taza (Galdamane, Meknassa Al Gharbia, Bab Marzouka, Oulad Chrif, Ghiata Al Gharbia, Oued Amlil, Bouhlou, Bouchfaa, Matmata, Tahla, Ait Saghrouchen ,la ville de Taza et Meknassa Acharkia), 3 communes de la province de Moulay Yacoub (Moulay Yacoub, Ain Chkef et Sebaa Rouadi),4 communes de la préfecture de Fès (Fès, Ouled Tayeb, Sidi Harazem et Ain Beida), 13 communes de la province de Sefrou (Bhalil, Sefrou, El Menzel, Imouzzer Kandar, Ain Timeghnai, Bir Tam Tam , Mtarnagha, Ras Tabouda, Ain Cheggag, Ait Sebaâ Lajrouf, Kandar sidi Khiair et Sidi Youssef Ben Ahmed, toutes les communes relevant de la province d'El Hajeb et toutes les communes relevant de la Préfecture de Meknès à l'exception des 5 communes qui font partie de l'espace projet du Prérif et qui constituent le massif de Zerhoun ;
- L'espace projet du Moyen Atlas qui est composé de tout le territoire de la province d'Ifrane, de 9 communes de la province de Sefrou (Ribat el Kheir, El Adrej, Dar el Hamra, Ighezrane, Ouled Mkoudou, Tafajight, Ahi Sidi Lahcen, Laanoussar et Tazouta), de 9 communes de la province de Boulemane (Boulemane, Imouzzer Marmoucha, Ait Bazza, Ait El Mane, El Mers, Guigou, Skoura M'Daz, Talzemt et Ouled Ali Youssef)et de 6 communes de la province de Taza (Smiaa, Zrarda, Tazrine, Maghraoua, Bab Boudir et Bouyablane) ;
- L'espace projet de la Moulouya qui est constitué de 14 communes qui relèvent de la province de Boulemane (Ouizeght, Oulad Youssef, Serghina, Ksabi Moulouya, Tissaf, Sidi Boutayeb, Ait Bazza, Almis Marmoucha, El Orjane, Enjil, Ermila, Fritissa, Missouri et Outat El Haj). C'est le territoire le plus septentrional de la région, composé des hauts plateaux

et la vallée de la Moulouya. C'est une zone de transition des montagnes du Moyen Atlas vers les steppes présahariennes.

Ensuite, il a été procédé à l'identification et la définition des vocations économiques et des potentialités de développement de chacun de ces espaces projet aboutissant à celles de la région de Fès Meknès dans son ensemble, et à la formulation des objectifs et des orientations stratégiques pour y assurer un développement plus accéléré tout en y rattrapant les déficits sociaux cumulés, pour y créer un climat favorable aux affaires et à l'attractivité de plus d'investissements, et enfin pour y garantir les conditions d'un mieux-être social. Le grand objectif principal s'est attaché à doter la région d'un ensemble d'orientations pour pouvoir y impulser une nouvelle dynamique dans tous ses champs de compétences : renforcement de la base économique régionale, mise en œuvre de grands chantiers d'infrastructures publics, de déplacement et transport, de recherche et innovation, de transition énergétique, de santé et protection civile et sociale....

Ce faisant, les espaces projet définis ont fait l'objet d'orientations stratégiques plus adaptées afin de les mettre sur la voie d'un développement économique et social adapté à leurs atouts et ressources, mais aussi à leurs contraintes. Vu sous cet angle, cette démarche est largement compatible avec le chantier de la régionalisation avancée qui consacre l'approche en termes d'espaces projet. C'est là une transformation qui traduit la volonté de "désectoriser" l'action des pouvoirs publics, en intégrant les différents pôles d'intervention dans une perspective horizontale. Chaque espace est regardé en tant que potentiel mobilisable en faveur du développement régional et celui-ci est conçu et conduit comme un objectif qui concerne toutes les composantes du territoire de la région de Fès Meknès.

Des objectifs ambitieux, mais réalisables, pour un positionnement fort

Les orientations et les objectifs retenus conduisent à un positionnement stratégique à l'horizon 2042 de la région Fès Meknès se résumant en termes de performances à atteindre comme suit :

- Le 1^{er} pôle de l'agro business ;
- Le 1^{er} pôle agricole, trifonctionnel : céréales-arboriculture-maraichère-élevage (export et marché local);
- Le 1^{er} pôle de l'artisanat à forte valeur ajoutée ;
- Le 1^{er} pôle de l'économie du savoir ;
- Le 2^e pôle de l'informatique et l'outsourcing ;
- Le 3^e pôle touristique et 1^{er} pôle de tourisme de santé, écologique et sport ;
- Le 3^e pôle industriel, hors de l'agro business (textile, cuire, l'électronique, la mécanique et pharmaceutique, voiture, aéronautique, chimique, ...) ;
- 3^e exportateur régional.

Ce positionnement stratégique devrait se traduire en objectifs quantifiés susceptibles d'encadrer et d'orienter en permanence l'action de développement sur le long terme. Ces objectifs stratégiques expressément quantifiés de présentent comme suit :

- Se positionner au 2^e rang en termes de création de la richesse (PIB), en réalisant un PIB de 230 milliards de DH à l'horizon de 2030 et de 370 milliards de DH à l'horizon de 2042 ;
- Drainer des investissements à hauteur de 70 milliards de DH comme moyenne pour la période 2018-2030 et 110 milliards de DH comme moyenne pour la période 2030-2042 ;
- Créer au moins 35 000 emplois par an comme moyenne pour la période 2018-2030 et 55 000 emplois comme moyenne pour la période 2030-2042 ;
- Encourager la création des entreprises : une moyenne de 3500 entreprises/an comme moyenne pour la période 2018- 2030 et 8000 entreprises/an comme moyenne pour la période 2030-2042 ;
- Augmenter la capacité d'export de la région en mettant en place un plan ambitieux pour atteindre 40 milliards de DH d'exportations²¹ et 102 milliards de DH à l'horizon de 2042 ;
- Faire baisser le taux de pauvreté à 2.5% et 5% pour le milieu rural, à l'horizon de 2030;
- Faire passer le taux de chômage à moins de 6% à l'horizon de 2030 ;
- Faire passer le taux d'analphabétisme à moins de 15% à l'horizon de 2030 et moins de 5% à l'horizon de 2042.

Une mobilisation des acteurs et une gouvernance à la hauteur des défis régionaux et nationaux de développement global et durable

Les réflexions menées ont mis l'accent sur l'importance des enjeux en relation avec la question de la responsabilité politique face au travail de définition d'un projet de territoire, enjeux dont le présent SRAT tente de rendre compte à partir d'une lecture des transformations de chaque portion du territoire régional et du recours à des idées et propositions des acteurs impliqués à tous niveaux de décision et d'action. L'enjeu majeur réside constamment dans la mobilisation d'acteurs d'horizons divers et dans la création d'actifs matériels et immatériels nouveaux, produits séparément et/ou conjointement par différents acteurs, publics et privés. Le développement de la région est une affaire de conscience régionale et d'efforts collectifs de rattrapage, de modernisation de la base économique régionale et de substrat infrastructurel au diapason des exigences de la compétitivité et de la solidarité territoriale.

En effet, le développement et le rayonnement de la région de Fès Meknès ne peuvent se faire sans une fédération des efforts de ces acteurs pour la prise en charge, de prime à bord, des aspects environnementaux au niveau des quatre espaces projets précités. Une

²¹ Il s'agit des exportations des produits industriels finis et semi-finis, y compris les produits de l'artisanat, et des produits agricoles brutes.

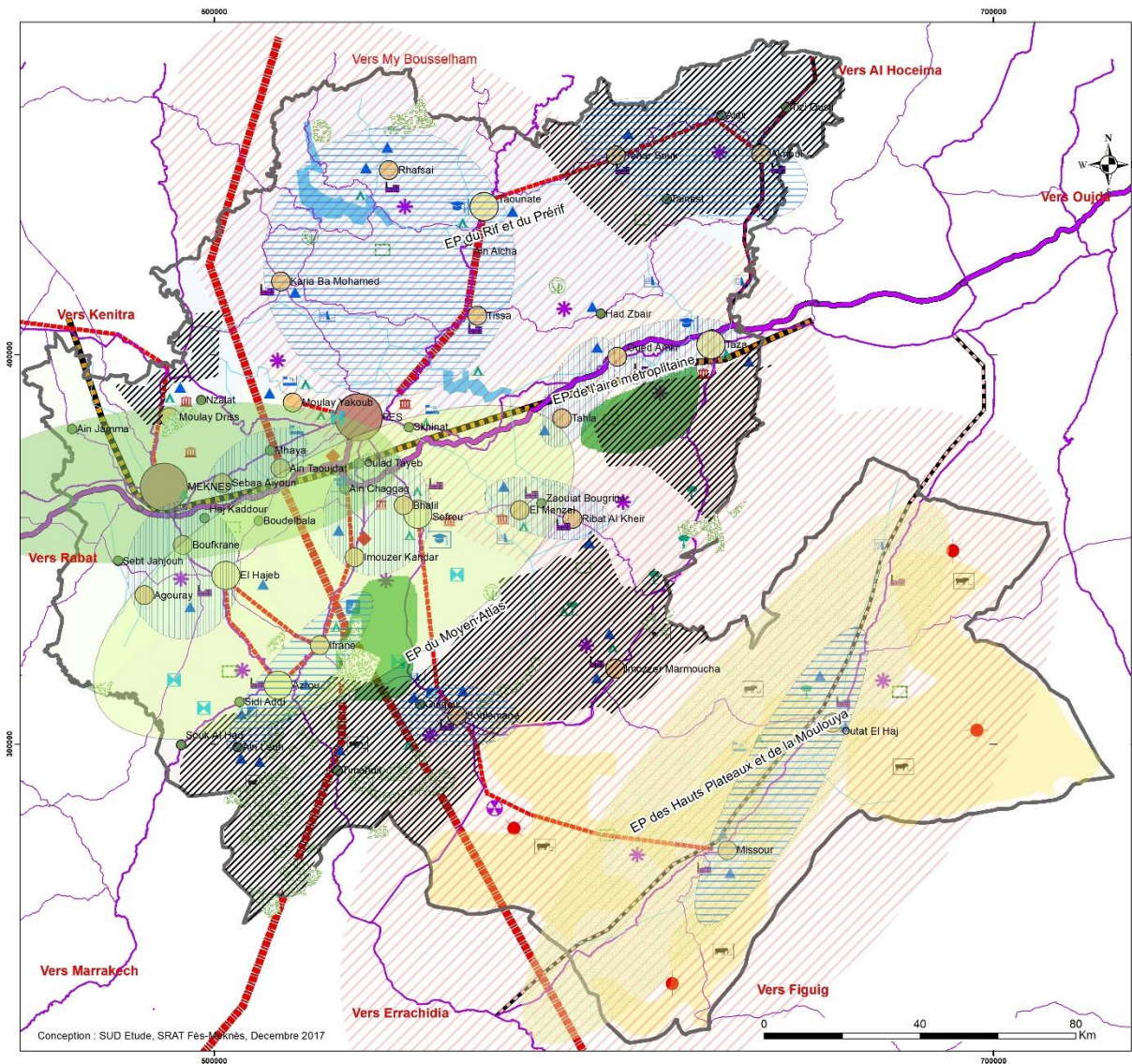
collaboration et une solidarité environnementales doivent être insaturées afin de maintenir une durabilité de la protection des ressources naturelles existantes, d'épargner et d'optimiser l'utilisation des ressources énergétiques et autres (eau, etc.), le recyclage, l'entretien et la réduction des émissions et des déchets dans un but d'adaptation aux changements climatiques de plus en plus importants. L'œuvre collective doit aussi porter sur les possibilités et les perspectives d'exploitation des atouts énergiques de la région en matière de l'éolien, du solaire et de la biomasse.

Pour la région Fès-Meknès, les orientations présentées et argumentées par le SRAT partent du fait qu'au niveau régional, le développement n'est pas de la même nature qu'au niveau national. Il implique des dimensions supplémentaires : la répartition et la solidarité effective, l'entretien de ressources spécifiques. Au niveau des composantes territoriales de Fès-Meknès, le développement économique prend un sens différent qui implique non seulement la création de valeur, mais aussi une adéquation entre les objectifs économiques des entreprises et des acteurs économiques et les besoins du territoire entendu comme une communauté d'individus établi sur un espace géographique et doté de nombreuses institutions chargées d'organiser en pratique tous les aspects de la vie courante.

Sur le plan de la gouvernance du développement global et durable de la région de Fès Meknès, tel qu'il ressort des orientations et objectifs stratégiques définis dans le SRAT et des projets et actions de développement, il est rappelé l'imposition d'une transformation radicale des modes de gouvernance du pays à tous les niveaux dont notamment ceux régionaux et locaux. Cette transformation doit s'opérer, au moins, sous deux processus :

- Une remise en cause du mode d'égide et de gestion de l'État centralisateur par la mise en place de modalités plus souples d'accompagnement et de réponse des pouvoirs publics aux problèmes que soulèvent les différents intérêts et les diverses sensibilités qui traversent la société marocaine du troisième millénaire ;
- Une transformation inéluctable de l'administration territoriale paralysante en une administration territoriale plus tournée vers les missions de développement sociétal et mieux outillée pour suivre et traiter les questions de planification urbaine, de développement rural, de transition écologique et énergétique, de prise en charge des complexités sociales de la vie moderne.

Carte de synthèse du schéma régional d'aménagement du territoire région Fès Meknès



Conception : SUD Etude, SRAT Fès-Meknes, Decembre 2017

LEGENDE

<p>Actions de développement rural et agricole</p> <ul style="list-style-type: none"> Projet de sauvegarde de la plaine du Saïs: Transfert de l'eau du barrage Mdez vers la plaine du Saïs; intensification de la mise en valeur agricole, amélioration des revenus des agriculteurs Territoires ruraux de fort potentiel agricole nécessitant le renforcement de l'infrastructure et la protection contre l'urbanisation des terres agricoles Territoire à dominance agropastorale à développer et équiper en infrastructure de base Valorisation des nappes alluviales avec l'implantation d'unités d'exploitation et transformation dans la zone Territoires ruraux déficitaires nécessitant des programmes d'équipement et de restructuration avec mise à niveau des agglomérations rurales Territoires de montagne nécessitant des programmes de renforcement de l'économie locale avec opérations de désenclavement 	<p>Actions de développement du milieu urbain</p> <ul style="list-style-type: none"> Pôles de soutien à la métropolisation Système urbain à renforcer pour améliorer l'attractivité Mise à niveau des agglomérations urbaines et rurales Généralisation de la couverture en documents d'urbanisme <p>Actions de protection du patrimoine et des sites</p> <ul style="list-style-type: none"> Medina et sites anciens à sauvegarder et valoriser Sources Thermales à valoriser ou réhabiliter Sites à protéger contre les inondations <p>Actions de protection du patrimoine naturel</p> <ul style="list-style-type: none"> Forêt à essence rare à protéger Parcs Nationaux à protéger et valoriser sites d'Intérêt Biologique et Ecologique à valoriser 	<p>Actions de développement Economique et Social</p> <ul style="list-style-type: none"> Zones d'activité économique à créer ou développer Projet de plateformes logistiques Développement de l'industrie cinématographique Valorisation de la filière élevage Développement de la filière plantes aromatiques Sites touristiques à développer Développement de l'énergie solaire Renforcement de la base économique et de services des centres émergents Pole universitaire à créer <p>Armature urbaine</p> <ul style="list-style-type: none"> Grande ville Ville moyenne Petite ville Centre émergent 	<p>Grands projets d'infrastructure</p> <ul style="list-style-type: none"> Barrage à programmer Lacs naturels à protéger et valoriser Amélioration des stations de ski et renforcement des infrastructures de montagne Projet d'autoroute Voie express à créer Voie expresse en cours de réalisation Projet de ligne à grande vitesse Projet de voie ferrée de la vallée de la Moulouya <p>Reseau routier existant</p> <ul style="list-style-type: none"> Autoroute A2 Route nationale Route régionale
---	---	---	--